



HAL
open science

Construction nationale et représentation identitaire en Argentine

Alix Delval

► **To cite this version:**

Alix Delval. Construction nationale et représentation identitaire en Argentine. Littératures. 2011.
dumas-00993583

HAL Id: dumas-00993583

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-00993583>

Submitted on 11 Jun 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Alix Delval
Université Stendhal Grenoble 3
Année universitaire 2010 - 2011

MASTER 2 ETUDES IBERO-AMERICAINES
Orientation recherche, spécialité civilisation
Directeurs de recherche : Mr Michel Lafon, Mr Franck Gaudichaud

**Construction nationale et représentation identitaire
en Argentine**



Mariano Moreno (1778-1811), secrétaire de la Première Junte révolutionnaire et fondateur du premier journal des Provinces Unies du Río de La Plata

Lecture du Bicentenaire de la Révolution de mai 1810 :
Les représentations de la construction et de l'identité nationale en
Argentine à travers une analyse de contenu de presse de trois
quotidiens de Buenos Aires (mai 2010) : *La Nación*, *Clarín* et
Página/12

DECLARATION

1. Ce travail est le fruit d'un travail personnel et constitue un document original.
2. Je sais que prétendre être l'auteur d'un travail écrit par une autre personne est une pratique sévèrement sanctionnée par la loi.
3. Personne d'autre que moi n'a le droit de faire valoir ce travail, en totalité ou en partie, comme le sien.
4. Les propos repris mot à mot à d'autres auteurs figurent entre guillemets (citations).
5. Les écrits sur lesquels je m'appuie dans ce mémoire sont systématiquement référencés selon un système de renvoi bibliographique clair et précis.

NOM : DELVAL PRENOM : ALEX
DATE : 04 septembre 2013 SIGNATURE : 

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	p. 2-5
PREMIERE PARTIE : CONTEXTE ET METHODOLOGIE	
I. Contexte	p. 6-25
A. Le contexte et les grandes questions en 1810. Le Bicentenaire et la question des « peuples originaires »	
B. Les caractéristiques de la presse en Argentine	
II. Méthodologie	p. 26-34
A. L'analyse de contenu de presse	
B. Présentation du corpus : <i>Clarín, La Nación, Página/12</i>	
C. Tableaux de découpage	
DEUXIEME PARTIE : LES REPRÉSENTATIONS DE LA CONSTRUCTION NATIONALE ET DE L'IDENTITÉ À TRAVERS LA PRESSE DU BICENTENAIRE	
A. Les grandes figures de la nation argentine	p. 35-49
B. Institutions politiques et société	p. 49-67
C. La question aborigène	P. 67-74
TROISIEME PARTIE : L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE À LA LUMIÈRE DU BICENTENAIRE	
A. Bicentenaire et gouvernement Kirchner	p.74-89
B. Le bicentenaire, crise économique et question sociale	p. 89-99
C. la question aborigène	p. 99-107
CONCLUSION	p. 107-113
BIBLIOGRAPHIE	p. 114-117
ANNEXES	p. 118-149

INTRODUCTION

La défense des Droits de l'Homme sera à nouveau notre préoccupation dans cette étude qui se situe dans la continuité du travail concernant la marginalisation des peuples aborigènes à l'époque des premiers nationalismes argentins¹.

Nous avons vu que les théories de l'évolution et du progrès inspirées du darwinisme avaient conduit à ce que la nationalité argentine prenne un caractère ethnique qu'elle ne possédait pas aux premiers moments de l'indépendance du vice-royaume (« Indigènes et nation argentine. 1810-1829 »). En effet, souvenons nous que la nation des théoriciens de l'émancipation dépendait de l'adhésion volontaire des individus à un projet national commun. Une conception directement influencée par les idéologues de la Révolution Française et qui dépassait les frontières ethniques ou culturelles du nouvel État. L'étude démontrait également que ce ne fut qu'à partir de 1853, lorsque l'Argentine se fût dotée d'une Constitution qui lui avait fait défaut jusque là, que les gouvernements républicains s'attelèrent à la construction d'une nation moderne, libérale et capitaliste. Au contraire de certains pays comme la Bolivie ou le Pérou, où les théories de l'indigénisme considéraient que le métissage allait produire la race nationale authentique, en Argentine, où la population aborigène du territoire était minoritaire, il fut possible de refuser le métissage sans pour autant compromettre les opportunités de former une nation². Les intellectuels de la « Génération de 1837 », à l'origine de la Constitution, donnèrent une nouvelle dimension à la démocratie libérale des hommes de Mai 1810 en lui imprimant une conception positiviste de la nation. C'est ainsi que les idées de « progrès » et d'« évolution » en vigueur pendant le XIX^e siècle favorisèrent le retour de la problématique de la frontière avec les « indiens »³ sous la forme du conflit entre la « civilisation » et la « barbarie », théorisé et exprimé par D. F. Sarmiento⁴. Le motif de la frontière avec l'« autre » fut une problématique permanente pour la société du Río de La Plata : aux temps de la colonie elle fut formalisée par des décrets royaux⁵, pendant les guerres d'indépendance elle fut dissoute dans l'anarchie politique qui régnait, puis elle refit son apparition une fois que la société créole eût créé les institutions qui formèrent l'État. Les gouvernements républicains du XIX^e siècle argentin

¹ Alix Delval, « Indigènes et nation argentine. 1810-1829 », Université Stendhal Grenoble3, mémoire de master I Études Ibéro-américaines, soutenu le 20 mai 2010.

² Henri Favre, *L'Indigénisme*, Paris, collection Que Sais-Je?, éditions des Presses Universitaires de France, 1996.

³ Pour le travail sur l'idée de frontière en Argentine, voir Mónica Quijada, *Repensando la Frontera Sur argentina: concepto, contenido, continuidades y discontinuidades de una realidad espacial y étnica (siglos XVIII-XIX)*, Madrid, Instituto de Historia CSIC, *Revista de Indias*, 2002, volume LXII, n°224, p. 103-142.

⁴ D. F. Sarmiento (1811-1888), *Facundo. Civilización y barbarie*, première édition à Santiago du Chili, Imprenta del Progreso, 1845 [2, 1851 ; 3, 1868 ; 4, 1874].

⁵ Les Lois des Indes : voir note de bas de page n°146.

travaillèrent alors à effacer la frontière qui faisait exister la différence, dans le but de mettre en adéquation État et nation. Lorsque la frontière eut officiellement disparue en 1884 après les dernières batailles de la Conquête du désert menées par le général Julio Roca contre les chefs aborigènes, les populations survivantes durent officiellement disparaître et devinrent les fantômes d'un lointain passé dans la société du progrès. Mónica Quijada, chercheuse à l'Institut d'Histoire de Madrid (CSIC), affirme que la Conquête du désert n'eut pas pour conséquence la disparition de l'indigène par l'extermination, mais par son incorporation dans la société majoritaire (*Repensando la Frontera Sur argentina: concepto, contenido, continuidades y discontinuidades de una realidad espacial y étnica (siglos XVIII-XIX)*, Madrid, Instituto de Historia CSIC, 2002).

Ce fut en synthétisant des concepts globaux tels que ceux de nation, d'ethnie et de relations inter-ethniques, mis en lumière par les travaux des historiens et sociologues Eric Hobsbawm⁶ et Frederick Barth⁷, que nous avons pu mettre en relief les mécanismes politiques et sociaux qui ont fait que la formation de la nation argentine moderne n'a pas empêché le maintien et la permanence des frontières ethniques (« Indigènes et nation argentine. 1810-1829 », Université Stendhal Grenoble3, 20 mai 2010). En adoptant le point de vue de l'ethnologue, nous avons considéré la société argentine comme une société multi-ethnique dans laquelle les créoles constituent un groupe différencié du groupe aborigène. Nous l'avons vu, la persistance de l'unité du groupe en situation de contact dépend de la persistance des traits culturels différenciateurs ; sa continuité dans le temps dépend de la modification des traits culturels différenciateurs qui définissent et maintiennent la frontière (Frederick Barth, *Ethnic groups and boundaries*, Bergen, Oslo, Universitetsforlaget, 1969). Ainsi, nous avons conclu que l'équation entre contexte en mutation et permanence des frontières ethniques démontrait bien une volonté de maintenir les peuples aborigènes en marge de la nationalité moderne. Nous nous sommes demandé d'autre part dans quelle mesure les populations originaires du territoire ont permis le maintien de cette frontière et peuvent être eux même les acteurs de leur exclusion. Nous allons voir dans le cadre de la présente étude que les revendications politiques et identitaires des communautés à l'heure du Bicentenaire concernent la reconnaissance de la différence et son institutionnalisation, dans un but inclusif et non exclusif.

D'autre part, l'idée qui fut également retenue suite aux recherches, et qui fut développée par E. Renan⁸ et E. Balibar⁹, est celle de la nécessité du mythe fondateur dans la construction d'une

⁶ Eric Hobsbawm, *Nations and nationalism since 1780, programme, myth, reality*, Londres, Cambridge University Press 1989.

⁷ Frederick Barth, *Ethnic groups and boundaries*, Bergen, Oslo, Universitetsforlaget, 1969, dans P. Poutignat et J. Streiff-fenart, *Théories de l'ethnicité*, Paris, Presse Universitaires de France, 1995

⁸ Ernest Renan, « Qu'est ce qu'une nation? » (conférence présentée à la Sorbonne le 11 mars 1882) dans E. Renan, *Discours et Conférences*, Paris, éditions Calmann Levy, 1887, p. 278-310.

⁹ Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein, *Race, nation, classe, les identités ambiguës*, éditions La Découverte, 1988.

identité nationale (« Indigènes et nation argentine. 1810-1829 », Université Stendhal Grenoble3). En effet, l'identité ethnique n'était pas suffisante pour constituer les fondements d'une nation selon les critères du XIX^e siècle¹⁰ et les acteurs de la construction des nations modernes ont dû réécrire les événements historiques, afin de constituer une légende nationale à laquelle chaque citoyen issu de la diversité puisse s'identifier. Nous nous sommes donc demandé quels ont été les mythes fondateurs de la nation argentine, en nous interrogeant plus particulièrement sur le fait que l'idée du conflit entre la « civilisation » et la « barbarie » reflétait plutôt une notion de division et de lutte au sein d'une même société, et non la volonté d'une trajectoire collective. Dans le cadre d'une préoccupation pour les conditions de vie des peuples autochtones, nous avons donc fait correspondre la problématique des frontières inter-ethniques et celle de la mythologie nationaliste. Cette correspondance nous a permis d'élaborer un sujet traitant des représentations identitaires. Car c'est bien au niveau de l'idéologie et des fictions orientatrices de la nationalité que se jouent les phénomènes de marginalisation de toute une partie de la société. Cette marginalisation des autochtones entraîne des crises sociales graves, car elle ne maintient pas seulement dans des conditions de vie dépassant le tolérable des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants depuis des siècles, elle les prive également de leurs droits fondamentaux, appelés Droits de l'Homme.

La célébration du Bicentenaire de la révolution ayant mené la colonie du Río de La Plata à l'émancipation en mai 1810 a donné lieu à ce que Sophie Moirand a nommé dans son étude sur le discours de la presse quotidienne, un « moment discursif » (*Discours de la presse quotidienne : observer, analyser, comprendre*, Paris, PUF, 2007). Le « moment discursif » correspond à un événement abondamment traité dans les médias, qui peut apparaître par intervalles plus ou moins réguliers (les conflits sur les OGM par exemple, sont à l'origine d'une suite d'« instants discursifs » qui durent depuis dix ans) et qui permet l'émergence de thématiques transversales. Le Bicentenaire a ainsi conduit à des débats concernant la construction nationale et l'identité argentine parmi les intellectuels et les politiciens, mais également chez les acteurs de la vie citoyenne tels que les collectifs d'artistes, les fédérations de communautés autochtones, les organisations de défense des Droits de l'Homme et les groupements syndicaux. Ces débats ont été relayés par la presse qui, même lorsqu'elle se considère apolitique ou neutre, exprime les préoccupations de certains secteurs de la société. Ce « moment discursif » est apparu comme pouvant constituer une base de travail concrète afin de déceler les attentes d'une partie de la société argentine en ce qui concerne la construction nationale et les représentations identitaires. Car le texte écrit, considéré dans le domaine public de la vie sociale, « permet aux interlocuteurs de dépasser les limites qui leur sont

¹⁰ Eric Hobsbawm, *Nations and nationalism since 1780. Programme, myth, reality*, Londres, Cambridge University Press, 1989.

fixées dans la communication orale par le temps, l'espace et la mémoire. Les textes écrits perpétuent les expériences humaines au-delà des limites du temps et les propagent dans n'importe quel endroit souhaité. Ils sont en cela à la base du développement ultérieur de la culture et de la civilisation des communautés humaines » (E. Wehrlich, *Typologie der texte*, Heidelberg, 1976, P. 18)¹¹. C'est donc une analyse de contenu de presse qui est apparue appropriée pour cette étude. Néanmoins, on doit garder à l'esprit que le corpus du travail étant limité par le nombre d'articles choisis, le panel représentatif s'en trouvera peut-être également limité. Le corpus d'articles de presse sera joint au présent mémoire sur disque compact.

Dans l'objectif de mettre en relief les enjeux nationaux actuels de la question aborigène – et plus largement de la question sociale – la démarche sera d'examiner quelles sont les correspondances qui peuvent exister entre les discours de presse de trois quotidiens à grand tirage, représentatifs des grandes tendances politiques, et les grandes fictions orientatrices du nationalisme argentin. Afin de mettre en place une dynamique de réflexion basée sur les correspondances historiques et idéologiques, nous présenterons tout d'abord brièvement le contexte de la Révolution de Mai 1810 et les grandes questions qui surgirent lors de la construction de la jeune nation, puis nous aborderons les caractéristiques générales de la presse en Argentine. Dans cette première partie, nous expliquerons aussi la méthodologie adoptée pour l'analyse de contenu de presse, et les caractéristiques spécifiques des trois quotidiens sélectionnés. La deuxième partie de ce mémoire est constituée de l'analyse de contenu proprement dite, à partir de laquelle nous essaierons de déterminer quelles sont les grandes problématiques du nationalisme argentin à l'heure du Bicentenaire en 2010.

¹¹ Cité dans C. Kerbrat-Orecchioni et M. Mouillaud, *Le Discours politique*, Lyon, Presses Universitaire de Lyon, 1984, « Les stéréotypes dans le langage du texte politique ».

PREMIERE PARTIE : CONTEXTE ET MÉTHODOLOGIE

I. Contexte

A. Le contexte et les grandes questions en 1810. Le Bicentenaire et la question des « peuples originaires »

Le libéralisme de la fin du XVIII^e siècle ne fut pas seulement un mouvement économique, il fut aussi un courant de pensée révolutionnaire. Les précurseurs de l'indépendance, issus de la société créole urbaine de Buenos Aires, furent fortement influencés par le mouvement des Lumières, et notamment les théories de Rousseau et Montesquieu. Alors qu'en France la révolution était née d'un affrontement entre une classe bourgeoise mûre et une noblesse décadente, la conscience nationale en Amérique hispanique avait surgi du refus de la domination politique et économique étrangère, refus qui passa au-dessus des conflits internes¹². Lorsque les anglais tentèrent de se rendre maîtres de la ville de Buenos Aires en 1806 puis en 1808, les premiers leaders créoles apparurent, soutenus par la population locale. L'Espagne, occupée par les guerres européennes, se montra incapable de défendre ses colonies. De plus, la population créole souffrait de l'oppression exercée par les administratifs venus de la métropole. Ils étaient exclus des charges et dignités civiles, militaires et ecclésiastiques, qui revenaient toutes à des péninsulaires dans les colonies d'Amérique. Lorsque Napoléon envahit l'Espagne en 1808, les créoles des colonies américaines entrèrent en rébellion et se désolidarisèrent du nouveau gouvernement français installé sur le trône. Ces mouvements de rébellion furent à l'origine des futures déclarations d'indépendance sur le continent américain. En mai 1810 à Buenos Aires, un groupe d'hommes¹³ décida de convoquer la première assemblée de représentants désignés par la population des différentes provinces de la vice-royauté du Río de La Plata, et de s'émanciper du pouvoir colonial. Cette assemblée réunie en 1813 se déclara constituante lors du congrès de Tucumán en 1816. Elle tenta pendant les années qui suivirent de donner une forme administrative et juridique légale au nouveau territoire émancipé. D'autre part, au cours des années qui avaient suivies la Révolution Française, la décapitation de Louis XVI, la Terreur imposée par les jacobins et par la suite la politique impérialiste menée par Napoléon, avaient eu pour conséquence le rejet du mouvement révolutionnaire français de la part des leaders créoles modérés. Ceux-ci se tournèrent vers les idées

¹² Manfred Kossok, *El Virreinato del Río de La Plata*, Buenos Aires, éditions La Pléyade, 1972, Chapitre 1.

¹³ Assemblée convoquée par la junte gouvernante de Buenos Aires formée par : Cornelio de Saavedra, Mariano Moreno et Juan José Paso (secrétaires), Juan Larrea, Domingo Matteu, Juan José Castelli, Manuel Belgrano, Brigadier Manuel de Azcuénaga y Manuel Alberti.

et les applications anglo-saxonnes du libéralisme allié à une monarchie constitutionnelle, socialement moins dérangeantes et économiquement plus efficaces. Suite à la chute de Napoléon en 1814, on assista en Europe à un retour des conservateurs et des politiques réactionnaires : création de la Sainte Alliance en 1815 (Russie, Autriche et Prusse, principalement), restauration de Louis XVIII sur le trône de France, Fernando VII devint la figure incarnant le retour de l'absolutisme en Espagne et en 1825, Charles X remit en vigueur l'ancienne cérémonie du couronnement à Reims. Selon Juan Carlos Christensen¹⁴ et José Luis Romero¹⁵ il existait également une forte tendance monarchiste parmi les acteurs de la révolution argentine en 1813 (Manuel Belgrano, Juan José Paso et Alzaga notamment) et par conséquent, une volonté de maintenir l'ordre social tel qu'il était organisé sous l'Ancien Régime.

Suite à l'émancipation déclarée du territoire de la vice royauté en mai 1810, il était acquis pour les hommes du groupe de Buenos Aires que l'ancienne colonie devait être conservée sous une unique autorité centralisée afin de former la nouvelle nation, alors que les groupes au pouvoir dans les régions de l'intérieur étaient partisans d'une forme de confédération de provinces autonomes. D'autre part, dans la partie méridionale du territoire (en deçà de la ligne Mendoza - Córdoba - Buenos Aires) la monarchie espagnole n'avait exercé qu'une souveraineté virtuelle, car la région n'avait été ni conquise, ni colonisée. Enfin, les intérêts économiques furent déterminants dans le processus de déclaration de « souveraineté nationale » par l'Assemblée de 1813, dominée par le gouvernement de Buenos Aires. Les déclarations de l'Assemblée traitèrent ainsi essentiellement de l'émancipation juridique et économique : suppression de l'invocation à Fernando VII, adoption d'un hymne, suppression des titres de noblesse, abolition de l'Inquisition et de la torture, une nouvelle monnaie fut également frappée¹⁶. En 1813, les députés évitèrent de proclamer l'indépendance du vice royaume (le roi Fernando VII, rétabli sur le trône d'Espagne en 1814, entreprit des expéditions punitives dans ses colonies nouvellement émancipées). Par la suite, aucune Constitution ne fut finalement dictée lors des tentatives d'accord national qui eurent lieu à l'occasion du Congrès du Tucumán de 1816 à 1819. L'indépendance fut malgré tout proclamée le 9 juillet 1816. Le Congrès de Tucumán se révéla monarchiste, centraliste et antilibéral et les députés optèrent pour un pouvoir exécutif fort. Un décret mettant fin à la révolution entraîna une vague de répression menée par le nouveau gouvernement, et c'est finalement le régime directorial (Martin de

¹⁴ Juan Carlos Christensen, *Historia argentina sin mitos de Colón a Perón*, éditions Grupo Editor Latinoamericano, collection Temas, Buenos Aires, 1990.

¹⁵ José Luis Romero, *Las ideas políticas en Argentina*, FONDO DE CULTURA MEXICO-BUENOS AIRES, Buenos Aires, collection Tierra Firme, 1959 [1946].

¹⁶ Félix Luna, *Historia Integral de la Argentina*, Tomo IV, *La Independencia y sus conflictos*, Buenos Aires, éditions Planeta, 1995.

Pueyrredón, conservateur) qui resta en vigueur¹⁷. Après dix ans d'indépendance, la proposition de Constitution présentée lors de l'Assemblée Constituante de 1826, nouvellement réunie à Córdoba, se solda également par un échec. Bien que l'indépendance ait été déclarée en 1816, la notion de citoyen des Provinces Unies du Río de La Plata n'avait qu'une valeur virtuelle dans une « nation » dont les frontières géographiques et politiques n'avaient pas encore été définies, et qui ne possédait pas de Constitution permettant de fixer la forme du gouvernement et la forme juridique et légale de la collectivité jusqu'en 1853.

Le républicanisme doctrinaire des hommes de Buenos Aires appartenait au monde européen. La région de Tucumán, quant à elle, était influencée par les tendances royalistes du Haut-Pérou. Le Paraguay était très marqué par le caractère indigène, influencé par les jésuites, et la Bande Orientale était constituée de sous-régions – les provinces des rivières Paraná et Uruguay – conditionnées par le développement de Buenos Aires. Au niveau de la Frontière Sud, les populations créoles cohabitaient avec les populations aborigènes. Il existait ainsi une grande diversité d'intérêts régionaux, aussi bien dans les tendances politiques que dans les formes de la vie quotidienne. Lors des mouvements d'indépendance qui enflammèrent l'Amérique latine au début du XIX^e siècle, les prises de positions des chefs de communautés indigènes dans les diverses régions – Nouvelle Espagne (Mexique), Nouvelle Grenade (Venezuela, Colombie), Río de La Plata (Argentine, Uruguay, Paraguay) – furent loin d'être univoques. Car si les créoles luttaient pour se libérer du joug de leurs dominants espagnols, les peuples indigènes impliqués dans les conflits entre royalistes et indépendantistes luttaient afin de garder les mêmes maîtres ou d'en changer. En Argentine, le problème de la Frontière Sud, au-delà de laquelle vivaient les communautés indigènes insoumises sur de vastes territoires non colonisés, était passé au second plan pendant la période des conflits entre royalistes et indépendantistes. Il surgit à nouveau lors de la difficile construction d'un État national. Au nord, le danger des alliances entre tribus indigènes et ennemis étrangers réapparut lors des guerres territoriales avec les pays voisins. L'échec de la proposition de Constitution en 1826 (deuxième Congrès constitutionnel organisé à Córdoba) eut pour conséquence l'éclatement d'une unité déjà fort restreinte¹⁸. Un autre idéal démocratique émergea face à l'idéologie libérale des hommes de Buenos Aires : le pouvoir des leaders provinciaux de l'intérieur – les caudillos – constituait une alternative républicaine régionaliste qui s'adaptait aux particularités du vaste monde

¹⁷ José Luis Romero, *Las ideas políticas en Argentina*, FONDO DE CULTURA MEXICO-BUENOS AIRES, Buenos Aires, collection Tierra Firme, 1959 [1946].

¹⁸ Bien que Bernardino Rivadavia ait été élu président par la seconde assemblée constituante de 1826, la « loi fondamentale » de 1825 établissait la coexistence de la présidence et de la validité des autorités provinciales. (José Luis Romero, *Las ideas políticas en Argentina*, FONDO DE CULTURA MEXICO-BUENOS AIRES, Buenos Aires, collection Tierra Firme, 1959 [1946]).

américain. Le caudillo était un militaire arrivé au pouvoir par la force pendant les conflits armés et soutenu par les groupes de pouvoir locaux. L'héritage de la colonie avait permis de perpétuer une forme d'autorité qui s'exprimait par l'obéissance à un chef. Figure emblématique, le caudillo représentait les aspirations de la population de sa région et dans presque tout l'intérieur du territoire, les masses rurales forgées par l'esprit colonial étaient guidées par un fort sentiment anti-libéral.

Le changement qui se produisit au moment de la naissance de la nation argentine fut la croissante participation des indigènes aux affrontements qui opposèrent les acteurs de la république pendant plusieurs dizaines d'années : croisements d'alliances, soutiens et inimitiés entre natifs huincas (blancs) et natifs indigènes¹⁹. Mais le phénomène social majeur pour les populations originelles fut que l'organisation tribale aborigène devint de plus en plus incompatible avec le cadre du nouveau système politique et idéologique issu du libéralisme à la fin du XVIII^e siècle. Leur manière de comprendre l'économie, la propriété et les mœurs ne résista pas au processus d'homogénéisation culturelle et politique. Les populations perdirent leur organisation tribale en s'intégrant à l'organisation productive et administrative de la société créole (expropriations généralisées), et l'on assista à une pénurie croissante de population indigène face à l'interminable incorporation de population blanche. Le régime républicain renforça le système d'exploitation dans lequel l'Espagne avait fait entrer les populations aborigènes en lui ôtant ses gardes-fous et en accentuant ses aspects féodaux. Les différentes « Conquêtes du désert » menées par les gouvernements créoles au cours du XIX^e siècle, qu'ils soient dictatoriaux ou républicains, avaient pour objectif d'étendre les espaces exploitables pour l'élevage à grande échelle au-delà de la Frontière Sud. La dernière guerre contre les « Indiens » en Argentine fut dirigée par le général Julio Argentino Roca (1843-1914) dans les années 1880. Les derniers grands caciques furent assassinés et les populations furent dépossédées de leurs terres. Condamnées à la misère et à l'errance, elles devinrent une source de main d'œuvre soumise et quasiment gratuite pour les propriétaires terriens créoles qui perpétuèrent ainsi un fonctionnement féodal archaïque au sein de la société argentine rurale. À l'heure du Bicentenaire en 2010, l'Argentine est encore désignée comme étant le pays « blanc » d'Amérique latine. Or, ce « blanchiment » de la population est le résultat de politiques d'immigration européenne d'une part, et de marginalisation de la population aborigène d'autre part. Après avoir vécu une dictature militaire sanglante (1976-1983) précédée par un demi siècle d'instabilité politique, nous allons voir que les préoccupations de ce Bicentenaire argentin ont été particulièrement axées sur la construction démocratique. Mais qu'est-ce que la démocratie ? Une idéologie figée ou bien un idéal qui doit évoluer ? Comment peut-elle s'adapter à la configuration

¹⁹ Mónica Quijada, *Repensando la Frontera Sur argentina: concepto, contenido, continuidades y discontinuidades de una realidad espacial y étnica (siglos XVIII-XIX)*, Madrid, Instituto de Historia CSIC, *Revista de Indias*, v LXII, n°224 (p. 103-142), 2002.

culturelle et sociale propre à l'Argentine (qu'on retrouve dans d'autres pays d'Amérique latine) afin d'adopter un fonctionnement effectif ? Car il s'agit bien de sociétés multi-ethniques dont les frontières internes ont voulu être effacées. Or, pour faire disparaître une frontière culturelle il faut faire disparaître une identité, afin de l'englober dans un nouveau tout. L'écrivain mexicain Octavio Paz (1914-1998), dans un essai traitant de l'identité mexicaine, parle du phénomène d'« invisibilisation » subit par les peuples originaires d'Amérique latine (*El laberinto de la soledad*, 1950). Mais les communautés aborigènes d'Argentine ne l'entendent plus de cette manière et nous allons voir que les festivités du Bicentenaire ont donné lieu à plusieurs mouvements de revendication non seulement identitaire, mais également politique. D'autre part, le devoir de mémoire ne s'appliquerait pas qu'aux victimes de la dernière dictature militaire mais aussi aux peuples originaires. À l'occasion de l'anniversaire de la Révolution de 1810, les associations de défense des Droits de l'Homme associées aux communautés ont mis en avant le devoir de réparation que doit assumer l'État argentin envers les populations bafouées dans leur identité et dans leurs droits depuis deux cents ans.

B. Les caractéristiques de la presse en Argentine

- D'une Presse révolutionnaire à une presse argentine

Le 7 juin 1810 Mariano Moreno (1778-1811), secrétaire de la première junte révolutionnaire du Río de La Plata, inaugura la publication de la Gazette de Buenos Aires (*Gazeta de Buenos Aires*), qui fut éditée comme organe de diffusion et de défense des idéaux révolutionnaires de Mai 1810. C'est en hommage à M. Moreno qu'est célébré à cette date le Jour du journaliste en Argentine²⁰. Les gazettes manuscrites avaient commencé à circuler à Buenos Aires à partir de 1764 et sont encore conservées à la Bibliothèque nationale²¹. Entre 1810 et 1820, plus de cent journaux virent le jour et s'éteignirent dans la région du Río de la Plata. Il s'agissait de papiers libertaires, d'organes d'opinion politique, de pamphlets satiriques signés ou anonymes. Ces publications ponctuelles permirent de mettre au devant de la scène des personnages jusque là méconnus. À la suite de *La Gazeta* apparurent également *Mártir o Libre* de Bernardo Monteagudo, *El Censor* dirigé par Vicente Pazos Silva et *El grito del Sud*. Mais ce fut *El Redactor de la Asamblea* dirigé par Cayetano Rodríguez qui fut le plus représentatif des années ayant précédé l'indépendance (1816)²². De 1810 à 1870 se développa un type de journalisme entièrement dédié au politique ou à la subversion : les journaux étaient des tribunes partisans et les journalistes étaient considérés comme des politiciens ou des

²⁰ Site du gouvernement argentin, « Cultura. Argentina. Prensa escrita » www.argentina.gov.ar

²¹ Carlos Ulanovsky, *Parén las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997.

²² *Ibid.*

tribuns. En 1867, *La Capital*, de la ville de Rosario, fut le premier journal d'informations d'intérêt général²³. À cette époque la Constitution existait déjà ; elle garantissait le travail, l'éducation, la liberté et ouvrait les frontières du pays à l'immigration. Tous ces thèmes constituaient alors des sujets de débat et d'intérêt auxquels les journaux permettaient d'accéder. Grâce à eux on pouvait savoir comment vivaient les « indiens »²⁴, quel était leur statut dans la société, où allait se construire les nouvelles voies de chemins de fer, ou bien se tenir au courant de la polémique concernant le lieu d'installation de la capitale institutionnelle de la nouvelle république. Ovidio Lagos (1825-1891) lança son journal *La Capital* le 15 novembre 1867 dans le but de promouvoir la ville de Rosario comme capitale du pays ; c'était un moyen de lutter contre le centralisme de Buenos Aires et d'attirer l'attention du public sur les avantages d'une solution fédérale (En 1868 Bartolomé Mitre passa la présidence à D. F. Sarmiento)²⁵. À l'époque, les pionniers du journalisme considéraient cette activité comme un outil efficace pour l'éducation des citoyens. Sarmiento pensait ainsi que « el diario es para los pueblos modernos lo que el foro era para los romanos. La prensa ha sustituido a la tribuna y al púlpito ; la escritura a la palabra y a la oración que el orador ateniense acompañaba con la magia de la gesticulación, para mover las pasiones de algunos millares de auditores que la miran escrita ya que por la distancia no pueden escucharla » (cité dans C. Ulanovsky, *Parén las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997, chapitre 1). Entre 1869 et 1870 apparaissent *La Prensa* et *La Nación*. José Clemente Paz (1842-1912) publie le premier numéro de *La Prensa* le 18 octobre 1869, sous la forme d'une grande feuille de 50 x 60 centimètres imprimée recto-verso dans les ateliers de Buenos Aires. Ce fut tout d'abord dans l'intention d'éviter la forte politisation qui caractérisait les autres journaux de l'époque que ce journal fut publié. Dans les premières années du XX^e siècle *La Prensa* réussit à dépasser les cent milles exemplaires vendus quotidiennement²⁶. Le 4 janvier 1870, l'ex président, général et avocat Bartolomé Mitre (1821-1906) publia *La Nación*, avec un tirage initial de mille exemplaires. Lorsqu'il créa son journal, B. Mitre était un journaliste engagé et reconnu qui publiait déjà *La Nación Argentina* depuis huit ans²⁷. *La Nación* dut se faire une place entre *El Nacional*, fondé en 1852 par Dalmacio Vélez Sarsfield (1800 ou 1801-1875, en 1869 il rédigea le Code civil argentin) et *La Tribuna*, fondée en 1853 par les fils de Florencio Varela (1807-1848, écrivain exilé à Montevideo par J. M. de Rosas). Juan Bautista Alberdi (1810-1884) avait

²³ *Ibid.*

²⁴ Entre le 20 mai et le 7 septembre 1870 fut publié dans le journal *La Tribuna*, une chronique rédigée par le colonel Lucio Mansilla (1831-1913) sous forme de lettres destinées à son ami Santiago Arcos : *Una excursión a los indios ranqueles* racontait les détails de l'expédition de L. Mansilla dans les territoires occupés par les chefs ranquels et sa rencontre avec le cacique Pagitruz Guor, appelé aussi Mariano Rosas.

²⁵ Carlos Ulanovsky, *Parén las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ *Ibid.*

publié une partie de *Las Bases*²⁸ dans *El Nacional* sous forme d'articles, et l'étoile qui brillait par sa plume dans le journal *La Tribuna* était Domingo Faustino Sarmiento (1811-1888). *La Tribuna* cessa de sortir en 1884 et *La Prensa* et *La Nación* devinrent rapidement les porte-paroles de l'idéologie libérale et conservatrice. En 1876 apparut *The Buenos Aires Herald*, édité par un immigrant écossais, William T. Cathcart.

Les journaux étaient imprimés sous le format d'une grande feuille, écrite à huit ou neuf colonnes, et qui dans le cas de *La Nación* réussit à atteindre presque un mètre de haut et cinquante centimètres de large. Les activités commerciales et douanières, qui étaient déterminantes dans la vie quotidienne des habitants du port de Buenos Aires, devinrent la section la plus attendue par les lecteurs. Par ailleurs, les nouvelles se rapportant à la parution de livres traitant de l'identité argentine comme le *Martín Fierro*²⁹ de José Hernández (1834-1886) et le *Santos Vega*³⁰ de Hilario Ascasubi (1807-1875) publiés tout deux en 1872, occupaient une place importante. La croissance des grandes villes du pays, la construction de routes et le développement des systèmes de transport, en particulier le chemin de fer, contribuèrent à la diffusion des journaux. En septembre 1881, Manuel Láinez fonda *El Diario*, un autre grand quotidien de Buenos Aires, dans lequel collaborèrent les écrivains Paul Groussac³¹ et Emile Zola (1840-1902). En 1882 naquit *Los Andes* de Mendoza ; en 1884 fut édité *El Día* dans la ville de La Plata, et en 1885, Carlos Pellegrini (1846-1906, président de 1890 à 1892) et Roque Sáenz Peña (1851-1914, président de 1910 à 1914), deux futurs présidents de la nation, prirent la direction du journal de Paul Groussac, *Sudamérica*³². À cette époque, les cas de journalistes qui atteignaient la cime du pouvoir, et de fonctionnaires qui, après avoir quitté leurs responsabilités, retournaient dans les rédactions des journaux étaient fréquents. Joaquín V. González (1863-1923), que nous rencontrerons dans la deuxième partie de ce mémoire, devint éditorialiste de *La Nación* après avoir quitté la Chancellerie. Il y eut ainsi des époques où l'Argentine fut gouvernée par des journalistes : Moreno³³, Dorrego³⁴, Mitre, Sarmiento³⁵, et d'autres comme Alberdi (artisan de la Constitution de 1853) et Hernández (après son retour d'exil en 1872, il fut député et sénateur de la province de Buenos Aires) qui façonnèrent une bonne partie de la

²⁸ Alberdi Juan Bautista, *Bases y puntos de partida para la organización política de la República Argentina*, 1852.

²⁹ José Hernández, *El gaucho Martín Fierro*, publié en 1872 par le journal *La República* sous la forme d'épisodes.

³⁰ Hilario Ascasubi, pseudonymes Paulino Lucero et Aniceto el gallo, *Santos Vega o los mellizos de "la Flor"*. *Rasgos dramáticos de la vida del gaucho en las campañas y praderas de la República Argentina (1778-1808)*, publié à Paris en 1872.

³¹ Paul Groussac (Toulouse, 1848-Buenos Aires, 1929) fut un essayiste et un historien installé en Argentine à partir de 1866. Il fut désigné directeur de la Bibliothèque nationale à Buenos Aires en 1885. *Fruto verdadero*, 1884 ; *Cuentos argentinos*, 1922.

³² Carlos Ulanovsky, *Parén las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997.

³³ M. Moreno fut nommé secrétaire de la première junte gouvernante révolutionnaire en 1810 ; il mourut en haute-mer en 1811.

³⁴ M. Dorrego fut gouverneur de la province de Buenos Aires de 1827 à 1828 et fut assassiné par le général unitaire Lavalle au cours du premier coup d'État contre un gouvernement légitimement élu en Argentine.

³⁵ B. Mitre fut président de la nation argentine de 1862 à 1868 et D. F. Sarmiento lui succéda de 1868 à 1874.

physionomie spirituelle du pays. En 1894 fut édité *Los Principios* de la province de Córdoba et le journal socialiste *La Vanguardia*, dirigé par Juan B. Justo³⁶. José Ingenieros (1877-1925) et Leopoldo Lugones (1874-1938) publièrent en 1896 le journal *La Montaña*, une appellation célèbre par sa résonance révolutionnaire.

Afin de répondre aux différentes attentes des lecteurs, les journaux commencèrent à baisser leurs pavillons partisans pour s'ouvrir à tous les thèmes, et pas seulement à ceux que dictait l'intérêt politique. En 1905, la première édition du journal *La Razón* fut publiée par le journaliste Emilio B. Morales. À la différence des autres journaux de l'époque, sa priorité était l'information d'intérêt général et, prenant ses distances vis à vis des tendances partisans, *La Razón* était libre de personnalités ou de partis politiques qui le parrainaient. Dans son étude publiée en 1986, Félix Laiño souligne l'importance de l'apparition de *La Razón* dans la consolidation d'un journalisme plus professionnel en Argentine (*Secretos del periodismo*, Buenos Aires, éditoriale Plus Ultra, 1996). Quand mourut Emilio Mitre, fils de B. Mitre, en 1909, *La Nación* publia un éditorial dans lequel s'affirmait la volonté d'abandonner une position de journal politisé pour adopter une expression journalistique d'intérêt général³⁷. Toutefois, le journal continua de se considérer comme expression et moralisateur de la classe dirigeante, par-delà les divisions partisans³⁸. En 1904, Alberto Haynes, sans expérience dans le journalisme, devint l'éditeur de *El Hogar Argentino*, une publication à succès qui fut à l'origine d'une puissante maison d'édition, et qui, avec le temps, allait devenir un des premiers multimédias d'Argentine, regroupant journaux, magazines et une chaîne de radios. *El Hogar Argentino* s'occupait des goûts et des us de l'époque, donnait des conseils aux familles, révélait aux femmes la dernière mode en cours et aux hommes les livres et les auteurs qu'il fallait connaître. Fondamentalement, le journal ouvrait à la petite bourgeoisie argentine une fenêtre sur le style de vie de la haute bourgeoisie³⁹.

Juste avant que n'éclate la Première Guerre mondiale (1914-1918) il devint difficile et cher de se fournir en papier car la base de sa matière première, la cellulose, était également utilisée pour fabriquer des explosifs, une activité en plein essor. En 1911, les allemands inaugurèrent l'ère de l'imprimerie par le système de rotogravure, ou héliogravure, qui permet l'impression en grande quantité⁴⁰. En 1913, Natalio Félix Botana, un uruguayen exilé à Buenos Aires, donna vie à ce qui allait constituer son œuvre majeure, le journal *Crítica*. L'écrivain et journaliste Pedro Orgambide affirme à propos du phénomène *Crítica* que N. Botana imposa une vision très moderne qui créa la

³⁶ Juan B. Justo (1865-1928) fut le fondateur du Parti socialiste argentin.

³⁷ Carlos Ulanovsky, *Parén las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997.

³⁸ Ricardi Sidicaro, *La política mirada desde arriba: las ideas del diario La Nación (1900-1989)*, Buenos Aires, éditoriale Sudamericana, 1993.

³⁹ Juan José Sebreli, *Buenos Aires, vida cotidiana y alienación*, Buenos Aires, 1964

⁴⁰ Carlos Ulanovsky, *Parén las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997.

rupture avec le modèle des journaux traditionnels. Son public était nouveau, plus populaire, et se mélangeait à la classe moyenne. On trouvait de tout dans le journal, football et câbles de l'extérieur. L'objectif de *Crítica* était d'être un journal pour tous. Il incluait une page permanente destinée au monde ouvrier et organisait notamment des campagnes de distribution gratuite de machines à coudre (P. Orgambide, *Todos teníamos veinte años*, Buenos Aires, éditoriale Pomaire, 1985). Une autre caractéristique de *Crítica* était que de nombreux écrivains et poètes peuplaient sa rédaction. Avec un tirage de 300 000 exemplaires le journal permettait d'offrir un large public de lecteurs à des écrivains dont les livres ne vendait pas plus de mille copies. Des critiques de cinéma de haut niveau étaient publiées dans *Crítica*, et des concours à grand succès furent lancés, comme celui de la femme la plus laide (dont le prix était de faciliter tout le nécessaire pour s'embellir)⁴¹. En 1918, l'uruguayen Constancio Valentín Vigil fonda l'éditorial Atlántida, qui avec le temps allait devenir une importante maison d'édition familiale. Pendant ses premières années d'existence, elle fut considérée comme un modèle de la pensée libérale. En novembre 1919, Constancio V. Vigil lança la revue infantile *Billiken* qui, à partir de 1925, perfectionna son idée en suivant chaque semaine les programmes éducatifs. Avec sa formule alliant divertissement et instruction, *Billiken* obtint un grand succès dans tous les pays hispano-américain⁴². Au cours des premières années du XX^e siècle, les campagnes d'alphabétisation collaborèrent au développement de la presse écrite. En 1926, l'Argentine consommait 66% du papier journal qui circulait en Amérique latine⁴³. Les décennies 1920 et 1930 furent caractérisées par la consolidation des entreprises multimédias : les éditoriales les plus puissantes, Haynes, *Crítica*, *La Nación* et Atlántida, firent l'acquisition de fréquences radios et d'autres médias écrits. Le 14 mai 1928, l'éditoriale Haynes édita *El Mundo*, qui fut le premier journal illustré de Buenos Aires à adopter le format tabloïde⁴⁴. Le format tabloïde, moitié moins grand que la taille des journaux habituels, était apparu en 1908 aux États-Unis avec le *Daily News*, dans le but de faciliter la lecture dans les trains et dans les bus.

- Le pouvoir de la presse

La manière avec laquelle le journal *Crítica* et son propriétaire Natalio Botana s'associèrent au coup d'État qui renversa le gouvernement d'Hipólito Yrigoyen le 6 septembre 1930⁴⁵, fit apparaître que l'implication du journalisme dans la politique pouvait aller jusqu'au point de

⁴¹ *Ibid.*

⁴² *Ibid.*

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ *Ibid.*

⁴⁵ En pleine crise économique et politique, et alors qu'il manquait encore quatre ans avant les prochaines élections présidentielles, la faiblesse du gouvernement d'Yrigoyen devint critique. Le parti présidentiel, le radicalisme (UCR), était complètement divisé et le dialogue avec l'opposition était bloqué. Le 6 septembre 1930 le gouvernement légal fut destitué par un coup d'État organisé par l'opposition et l'armée, soutenues par la presse.

déstabiliser un gouvernement démocratique. À partir de cet épisode, il devint clair que tous les coups d'État bénéficièrent du soutien civil d'entreprises de journalisme et de journalistes qui possédaient d'excellentes informations, dont certaines par avance, simplement parce qu'il s'étaient fait complices de la conspiration. Le journaliste Jorge Chinetti, dans une entrevue réalisée par C. Ulanovsky, explique ainsi que la stratégie d'une bonne partie de la presse pour discréditer Yrigoyen et créer un climat de coup d'État et de conspiration fut d'accuser le gouvernement de corruption de façon réitérée (*Paren las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997, chapitre 2). Nous verrons dans la troisième partie de ce mémoire (« Bicentenaire et gouvernement Kirchner ») que, dans le cadre actuel en Argentine, une campagne de presse visant à déstabiliser le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner s'est mise en place depuis l'année 2008 puis s'est renforcée à partir de 2009 lorsque la loi empêchant la domination d'oligopoles médiatiques fut promulguée par le gouvernement. Revenons en 1930 : le général José Félix Uriburu (1868-1932) prit le pouvoir suite à la destitution d'Yrigoyen et commença rapidement à attaquer les journaux qui l'avaient soutenu dans son accession au pouvoir. Les difficultés pour se fournir en papier augmentèrent pendant la Seconde Guerre mondiale (1939-1945) et presque tous les journaux durent diminuer leur nombre de pages et réduire leur tirage. Les médias firent pression sur le gouvernement afin que l'Argentine abandonne une position de neutralité qui s'apparentait trop à une intolérable ambiguïté. Le 16 décembre 1941, le président Ramón Castillo fit établir l'État de siège et toutes les garanties constitutionnelles, liberté de presse incluse, furent annulées. Jusqu'à ce moment, les journaux n'avaient pas compris que la société, en majorité neutre, était en réalité divisée entre pro-Alliés et pro-nazis⁴⁶. Le 4 juin 1944, un coup d'État renversa le gouvernement de Castillo. Le général Ramírez exerça de facto le pouvoir jusqu'en février 1944 et rompit les relations diplomatiques avec l'Axe sous la pression des États-Unis. Le général Farrell prit la suite de la présidence. En juillet 1945, il annonça la tenue d'élections présidentielles qui furent remportées par le colonel Juan Domingo Perón.

Le 28 août 1945, le journaliste Roberto Jorge Noble (1902-1969) publia *Clarín*. R. J. Noble était un ex-dissident du socialisme de la décennie 1920, fondateur du socialisme indépendant et ex - ministre du gouvernement provincial de Manuel Fresco (1888-1971, gouverneur de la province de Buenos Aires de 1936 à 1940). Dans son premier éditorial le journal annonçait être un quotidien d'informations indépendant, sans lien ni compromis avec un quelconque regroupement politique⁴⁷. Avant l'acclamation populaire qui allait ouvrir les portes du pouvoir au colonel Perón, *La Prensa*, *La Nación*, *El Mundo*, *La Razón*, *Crítica* et *Noticias Gráficas* (journal sorti en 1931) maintenaient

⁴⁶ Carlos Ulanovsky, *Paren las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997, chapitre 3.

⁴⁷ *Ibid.*

une position hostile envers le gouvernement du général Farrell et envers l'homme du moment, le colonel Perón, qui de Directeur du travail et de la prévision (Director de Trabajo y Previsión) allait devenir leader d'un mouvement de masse. En 1945, les journaux étaient assujettis depuis de nombreuses années à l'impérialisme qui s'opposait sans exception au péronisme. Lorsqu'il arriva à la présidence en 1946, J. D. Perón ne comptait que sur un journal clairement identifié à sa ligne partisane, *La Época*. Quand les militaires le destituèrent en 1955, son gouvernement gérait une chaîne, la société ALEA, intégrée par *La Razón*, *Democracia*, *El laborista*, *La Época* et *Noticias Gráficas* ; plus cinq journaux de l'intérieur. L'éditoriale Haynes (*El Mundo* et de nombreuses autres revues), *Crítica* et *El Líder* faisaient partie de la tendance péroniste mais n'appartenaient pas à la chaîne⁴⁸. En revanche, *Clarín*, *La Nación* et *La Prensa* restèrent en marge de ce cercle de communication. Perón pensait que *La Prensa* et *La Nación* étaient non seulement des organes de l'opposition, mais qu'ils représentaient également les secteurs clefs de l'oligarchie argentine. Au cours des années 1945, *Clarín* continua son ascension parmi la classe moyenne. En 1949, après avoir publié des dénonciations de tortures pratiquées sur des militants de l'opposition au péronisme, *La Nación* commença à avoir des problèmes avec le gouvernement. La même année, le journal de la ville de Salta *El Intransigente*, de David Michel Torino (héritier d'une grande famille de propriétaires terriens de la région de Cayafate dans le nord-ouest argentin), reçut des menaces et subit des confiscations de biens avant l'expropriation et la fermeture définitive⁴⁹. À l'époque où les États-Unis pratiquaient la « chasse aux sorcières » contre les communistes, le gouvernement péroniste affirmait être dans l'obligation de faire face à une presse manipulatrice et pratiquant le chantage. Entre 1947 et 1951 le gouvernement procéda à l'expropriation et l'achat de nombreux médias qu'il regroupa dans l'entreprise nationale appelée ALEA. Bien que la Constitution garantît la liberté d'expression, le Code pénal incluait plus de trente figures restrictives en relation avec la presse et son développement⁵⁰, dont la loi sur les calomnies et injures publiques, abrogée par le gouvernement Kirchner en octobre 2009⁵¹. Le 12 avril 1951, le Congrès approuva l'expropriation du journal *La Prensa* et accorda que sa direction fût conduite par la Confédération générale du travail (Confederación General del Trabajo). En représailles à cette décision, la Société inter-américaine de la presse (SIP) supprima les représentants argentins de la liste d'invités de son assemblée annuelle, qui, en 1951, eut lieu à Montevideo. Pour répondre à cette exclusion, un groupe de plus de cinquante journalistes rédigea le Livre bleu et blanc de la presse argentine (*Libro Azul y Blanco de la prensa argentina*), dans lequel étaient révélées les nombreuses affaires concernant *La Prensa* et

⁴⁸ Pablo Sirvén, *Perón y los medios de comunicación*, Buenos Aires, CEAL (Centro Editor de América Latina), 1984.

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ Carlos Ulanovsky, *Paran las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997, chapitre 4.

⁵¹ *Wikipedia* « Loi n°26 522 de Services de communication audiovisuelle (Argentine) »

ses relations avec les États-Unis⁵². Pendant que *La Nación* vivait sous la pression d'une sanction imminente qui n'arriva pas, *Clarín*, qui avait hérité des lecteurs de *La Prensa*, continuait de croître. C'était un journal qui plaisait au péronisme car il apportait son soutien au développement industriel du pays.

- Presse et politique, des liens qui deviennent dangereux

En 1955 un coup d'État causa la chute du gouvernement de J. D. Perón qui s'exila au Paraguay jusqu'en 1973. C'est le général putschiste P. Aramburu (1903-1970)⁵³ qui fut placé à la tête de l'État. En 1958, Aramburu convoqua des élections en interdisant le parti péroniste, majoritaire dans le pays. Les élections furent gagnées par Arturo Frondizi (1908-1995, UCR). Aux élections de 1963 le péronisme était toujours interdit. Le Collège électoral désigna comme président Arturo Umberto Illia (1900-1983) qui avait obtenu 22% des suffrages⁵⁴. En 1965, le gouvernement d'Illia convoqua des élections législatives qui consacrèrent une importante victoire des péronistes, dépassant largement l'Union civique radicale (UCR). Le général Julio Alsogaray planifia alors un coup d'État qui devait amener au pouvoir le général Juan Carlos Onganía (1914-1995). Le 28 juin 1966 le coup d'État eut lieu, et le lendemain Onganía remplaçait Illia à la tête du gouvernement. Onganía mit en place un ordre moral catholique extrêmement rigoureux, interdisant mini-jupes, cheveux longs et tout mouvement d'avant-garde culturelle, mais provoquant en retour la radicalisation des classes moyennes. Il suspendit le droit de grève et l'âge de la retraite fut retardé. C'est dans ce climat de crise que des organisations armées firent leur apparition, luttant contre la dictature. Les divers mouvements de la jeunesse péroniste commencèrent alors à se structurer.

En 1970 commença ce que beaucoup d'historiens qualifient comme étant la pire décennie de l'histoire argentine, et qui mortifia particulièrement le journalisme et les journalistes. Cette même année le général Roberto Marcelo Levingston (1920) fut désigné par la Junte des commandants en chef (Junta de Comandantes en Jefe) des trois forces armées pour remplacer Onganía. En 1971, le président Levingston renonça à sa charge et fut remplacé par le général Alejandro Agustín Lanusse (1918-1996). En mai de cette même année, Jacobo Timerman créa le journal *La Opinión*, dont le modèle était le journal français *Le Monde*. Perón rentra en Argentine pour un mois, après seize ans d'exil. Lors des élections présidentielles qui furent organisées en 1973, Perón ayant été interdit, c'est Héctor José Cámpora, son substitut, qui gagna les élections. À cette époque les organisations

⁵² Carlos Ulanovsky, *Paran las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997, chapitre 4.

⁵³ Pedro Eugenio Aramburu fut enlevé et séquestré par les Montoneros en mai 1970. Pendant sa captivité il fut accusé pour son rôle lors du coup d'État de 1955 et pour des exécutions perpétrées sous son gouvernement. Il fut condamné à mort par un « tribunal populaire » et exécuté le 1 juin 1970.

⁵⁴ *Wikipedia*, « Pedro Eugenio Aramburu », consulté le 13 août 2011

terroristes de gauche et de droite possédaient leurs propres publications périodiques qui circulaient dans la rue : derrière *El Mundo* était l'ERP (Ejército Revolucionario del Pueblo)⁵⁵ ; *Noticias*, *Descamisados* et *La Causa Peronista* représentaient Montoneros⁵⁶ ; *Cabildo* donnait son aval aux positions d'extrême droite⁵⁷ et la Triple A⁵⁸ (Alianza Anticomunista Argentina) soutenait *El Caudillo*. Aucun de ces journaux ne reconnut publiquement leur soutien aux groupes armés ; leurs directeurs et leurs rédactions n'appartenaient pas aux organisations, sauf Rodolfo Walsh de *Noticias*, qui intégra Montoneros. En réalité, l'affiliation à un groupe était généralement financière⁵⁹. En juin 1973 Perón revint définitivement d'exil. Son retour se transforma en tragédie avec le massacre de l'aéroport d'Ezeiza au cours duquel l'extrême-droite péroniste tira sur la foule réunie pour accueillir le général. Cámpora démissionna en juillet 1973, et Perón fut élu président en octobre 1973. Il mourut le 1 juillet 1974, et sa femme María Estela Martínez de Perón, dit Isabel Perón, lui succéda. Les groupes d'extrême gauche et d'extrême droite s'affrontaient alors par l'intermédiaire de leurs factions terroristes, et les journaux argentins subissaient les conséquences de conflits idéologiques qui avaient dégénérés en conflits armés. Le ministre d'extrême-droite José López Rega (1916-1989) devint le conseiller privé d'Isabel Perón.

Entre 1973 et 1975, des bombes furent déposées dans le théâtre de Héctor Ricardo García, propriétaire d'un multimédia regroupant le journal *Crónica*, *Así*, Canal 11, Radio Colonia (Uruguay), plus deux théâtre et une société de production. *Así* cessa d'être diffusé ; la triple A fit irruption dans les studios de canal 11 ; à plusieurs occasions le gouvernement d'Isabel Perón lui

⁵⁵ L'ERP, Ejército Revolucionario del Pueblo, fut un groupe guérillero argentin, bras armé du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, Partido Revolucionario de los Trabajadores), crée en 1969 par Mario Roberto Santucho (1936-1976). Au début de l'année 1977, le groupe avait été pratiquement totalement désarticulé par les forces armées au cours de la répression appelée « Processus de réorganisation nationale » menée par la dernière dictature militaire dont a souffert l'Argentine. La plupart des militants de l'ERP ont intégré la longue liste de morts et de disparus en Argentine entre 1976 et 1983.

⁵⁶ Montoneros fut une organisation de guérilla argentine qui s'identifiait avec l'aile gauche du péronisme et qui développa la lutte armée entre 1970 et 1979, sa période d'activité maximale se situant jusqu'en 1976. Ses premiers objectifs furent de déstabiliser les gouvernements de facto de Onganía, Levingston et Lanusse. Quand Perón revint au pouvoir en 1973, les actions de Montoneros se concentrèrent sur l'instauration en Argentine d'un système politique que le groupe appelait « Socialisme national ». Suite à la mort du général Perón, qui s'était lui-même éloigné du mouvement, l'organisation fut déclarée illégale par le gouvernement de María Estela Martínez de Perón (1931). Au cours du Processus de réorganisation nationale mis en place par la dictature (1976-1983), la majorité des militants actifs de Montoneros furent assassinés ou séquestrés, demeurant ainsi à disposition des Forces armées en tant que « prisonniers/disparus ». Quelques uns survécurent pourtant, et furent accusés d'avoir livré leurs compagnons aux forces de sécurité de la dictature. Les investigations menées ne purent aboutir, faute de preuves.

⁵⁷ En 1968 un groupe d'universitaires de Mar del Plata fondèrent la CNU, Concentración Nacional Universitaria, qui appartenait à l'extrême droite péroniste. En 1971, Silvia Filler fut assassinée à Mar del Plata par des membres de l'extrême droite.

⁵⁸ La AAA, Alianza Anticomunista Argentina, fut fondée par José López Rega (1916-1989), le secrétaire privé de Juan D. Perón puis de M. E. Martínez de Perón. L'organisation agissait sous la forme d'un escadron de la mort actif, et López Rega se servait du Fond du Ministère des Affaires sociales qu'il dirigeait pour financer le groupe terroriste. López Rega représentait l'aile droite du péronisme. En mai 1974 le prêtre Carlos Mujica, membre du Mouvement des prêtres du tiers monde, fut assassiné par la triple A. La AAA bénéficiait de l'appui des militaires et notamment du commandant en chef de l'armée argentine, Jorge Rafael Videla.

⁵⁹ Carlos Unlanovsky, *Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005.

confisqua *Crónica* et le 8 mars 1973, une fraction de l'ERP le séquestra pour obliger *Crónica* à diffuser un communiqué⁶⁰. En septembre 1973, l'ERP « 22 de Agosto » enleva Bernardo Sofovich, de *Clarín*, exigeant pour sa libération la publication de trois revendications, à laquelle l'agence accéda dans l'édition du mardi 11 septembre 1973. Une fois Sofovich libéré et alors qu'il donnait une conférence de presse, quelques trente civils entrèrent au siège du journal avec des armes et des bombes incendiaires qui provoquèrent des blessés et des dommages matériels⁶¹. De leurs côtés, *El Mundo* et *Noticias* subirent à diverses reprises des confiscations de publication, des arrestations, des agressions et assassinats de leurs journalistes ; des persécutions et intimidations envers leur personnel, des attentats à la bombe, des restrictions dans l'approvisionnement en papier et finalement, une clôture définitive du journal par décret⁶². Depuis le 28 septembre 1974, la loi 20.840 imposait entre deux et six ans de prison à qui divulguerait ou diffuserait des informations qui puissent altérer ou supprimer l'ordre institutionnel et la paix sociale : *Crónica* fut fermé en décembre 1974 ; en mars 1974 *El Mundo* avait déjà cessé de paraître et en novembre 1974 le gouvernement d'Isabel Perón décida de clore la publication du journal *La Calle*, qui avait récupéré une partie du public de *Noticias* et d'*El Mundo*⁶³. Le magazine *Crisis* apparut en mai 1973. Il s'agissait d'une revue culturelle créée par Federico Vogelius. La revue fut finalement appelée *Ideas, Artes y Letras en los Tiempos de Crisis*, et son premier directeur fut Eduardo Galeano (1940, Montevideo). Marcos Cytrynblum, Secrétaire général de la rédaction de *Clarín* à partir de 1973, signalait à C. Ulanovsky pour son livre relatant l'histoire de la presse argentine qu'à cette époque, les journaux à grands tirages comme *La Nación*, *La Prensa* et *Clarín* suivaient au pied de la lettre les informations issues des agences de presse et commençaient invariablement le traitement des informations quotidiennes par des nouvelles étrangères (*Parén las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005, chapitre 1).

- La dictature militaire étouffe le journalisme d'opinion

Le 24 mars 1976, les Forces armées destituèrent Isabel Perón, l'envoyèrent dans le sud du pays et commencèrent ce qu'ils nommèrent le « Processus de réorganisation nationale » (*Proceso de Reorganización Nacional*). C. Ulanovsky signale que, dès le début de la dictature, les éditeurs de journaux et de revues furent informés par les militaires de ce qu'on attendait d'eux. Le communiqué 19 de la Junte militaire précisait ainsi que quelconque personne diffusant des informations écrites ou des images susceptibles de perturber ou discréditer l'activité des Forces armées serait passible

⁶⁰ *Ibid.*

⁶¹ *Ibid.*

⁶² *Ibid.*

⁶³ *Ibid.*

d'une peine allant jusqu'à dix ans de prison (C. Ulanovsky, *Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005, « Noticias de los años de plomo »). Après le coup d'État, les militaires créèrent un bureau des censures appelé Service gratuit de lecture préalable (Servicio gratuito de lectura previa), qui se trouvait à la Casa Rosada, siège du gouvernement. La première clôture d'un média eut lieu encore une fois à Salta, à quarante-huit heures du coup d'État. L'intervention militaire ferma *El Intransigente* à cause d'une caricature. Moins d'une semaine après le putsch, le journal *Mayoría*, de tendance péroniste, clôtura ses publications. En juin, l'hebdomadaire *Cuestionario* cessa d'apparaître. En mai 1976, Haroldo Conti, écrivain collaborateur de la revue *Crísis*, avait disparu. Eduardo Galeano, ne pouvant retourner dans son pays l'Uruguay et poursuivit en Argentine, commença alors son exil en Europe. Federico Vogelius, éditeur du magazine, fut séquestré et sauvagement torturé. Il put être sauvé grâce à l'argent, et s'exila à Londres⁶⁴. Le 24 décembre 1976 l'éditoriale Atlántida édita un nouvel hebdomadaire politique, *Somos*. Sa première couverture allait signifier une claire adhésion au Processus de réorganisation : une photographie du ministre de l'économie Martínez de Hoz accompagnée de légende « El dueño de la esperanza ». Martínez de Hoz fut chargé par la dictature militaire de rétablir le règne du néolibéralisme et de l'oligarchie rurale argentine au pouvoir dans les provinces, suite à la chute du deuxième péronisme⁶⁵.

En avril 1976 réapparut *Panaroma* dirigé par Jorge Lozano, après un an de fermeture. *La Opinión* de Jacobo Timerman continua de paraître et Jorge Fontevecchia lança *La Semana*, de la maison d'édition Perfil appartenant à sa famille. Le 9 octobre 1976, au Mexique, l'entrepreneur argentin David Graiver mourut dans un accident d'avion. Propriétaire de la Banque commerciale de La Plata (Banco Comercial de La Plata) et soutien actif du journal *La Opinión* depuis 1971, il était également l'actionnaire principal de la société Papel Prensa. Suite à la mort de D. Graiver, les actions Papel Prensa lui appartenant furent l'objet de négociations à partir desquelles le général Videla offrit à *La Nación*, *Clarín*, *La Razón* et *La Prensa* de prendre en charge la part de l'entrepreneur Graiver. Des journaux comme *La Opinión*, *Crónica* et *Ámbito Financiero* (créé en décembre 1976 par plusieurs journalistes reconnus) furent exclus de la négociation ; *La Prensa* refusa l'offre⁶⁶. *La Razón* se sépara de la société vers le milieu des années 1980, ce qui convertit *Clarín* en actionnaire majoritaire de l'entreprise à laquelle participaient *La Nación*, l'État, et d'autres collaborateurs minoritaires. Au cours de cette période, l'entreprise Celulosa dut se retirer du marché et Papel Tucumán ne put obtenir de l'État les franchises et les subventions qui furent en revanche

⁶⁴ *Ibid.*

⁶⁵ Alain Touraine, « Crecimiento económico, pero con debilidad política », *Clarín*, mai 2010.
<http://bicentenario.clarin.com/nota6.php>

⁶⁶ Carlos Unlanovsky, *Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005.

accordées à *Papel Prensa*⁶⁷. Le 24 mars 1977, coïncidant avec le premier anniversaire du coup d'État, Rodolfo Walsh rédigea et distribua ce qui serait son œuvre posthume, un texte connu sous le titre de « Carta Abierta de un escritor a la Junta Militar », et qui constitua le premier défi public lancé par un civil à la dictature militaire. Le jour suivant, R. Walsh fut capturé par un groupe d'intervention de la Marine, assassiné, et porté disparu⁶⁸. Le titre de son texte fut repris par un collectif d'intellectuels et d'artistes défendant les Droits de l'Homme en Argentine et connu actuellement sous le nom de Carta Abierta⁶⁹. En 1976, R. Walsh avait créé la ANCLA (Agencia de Noticias Clandestina Argentina) et la « Cadena informativa », un système de diffusion d'information de la main à la main. Après sa disparition la direction du réseau fut reprise par Horacio Verbitsky, jusqu'à l'année suivante⁷⁰. Horacio Verbitsky préside actuellement le Centre d'études légales et sociales (CELS, Centro de Estudios Legales y Sociales) créé en 1979 à Buenos Aires afin de défendre les Droits de l'Homme ; il a également reçu un prix de la Commission Nationale des Droits de l'Homme française pour sa participation à l'élaboration du projet de loi qui dépénalisa les cas de calomnies et d'injures dans les affaires d'intérêt public en décembre 2009 (Loi n° 26. 522 de Services de communication audiovisuelle promulguée en octobre 2009 par le gouvernement Kirchner).

Le gouvernement militaire prêtait une attention particulière à ce que soient rendus publics les actes perpétrés par la guérilla, et faisait en sorte par ailleurs que ne puissent pas filtrer ce qu'ils considéraient comme étant contre morale. Malgré cela, le 7 juin 1978 fut lancée la version argentine du magazine *Playboy*, dont se chargea la maison d'édition Perfil. À la fin de l'année 1977⁷¹, les Mères de la Place de Mai (Madres de Plaza de Mayo), qui ne portaient pas encore ce nom, réussirent à publier la première pétition concernant la disparition de personnes. Ce document intitulé « No pedimos más que la verdad » sortit dans le journal *La Prensa* et fut signé par 237 parents de ceux qui furent séquestrés par la Junte militaire. Au lendemain de cette publication, Azucena Villaflor (1924-1977), une des fondatrices de l'association des Mères de la Place de Mai, fut enlevée dans sa maison de Villa Domínico (Avellaneda, Buenos Aires) et emmenée dans le camp de concentration connu sous le nom de ESMA. Son corps fut retrouvé parmi d'autres, lorsqu'ils furent rejetés par la mer entre la fin de l'année 1977 et le début de l'année 1978. Il ne fut identifié qu'en 2005⁷². En janvier 1979, Jorge Fontevicchia, directeur de *La Semana* fut enlevé et séquestré

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *Ibid.*

⁶⁹ [Http://www.cartaabierta.org.ar](http://www.cartaabierta.org.ar)

⁷⁰ Horacio Verbitsky, *Rodolfo Walsh y la prensa clandestina, 1976-1978*, Buenos Aires, éditions De La Urraca, 1985.

⁷¹ Les informations sur la date de publication de cette pétition ne concordent pas, 5 octobre 1977 pour C. Ulanovsky et 10 décembre 1977 sur *Wikipedia* « Madres de Plaza de Mayo ».

⁷² www.madres.org

pendant une semaine dans un lieu qu'il reconnaîtra par la suite comme étant le centre de détention « El Olimpo » (Buenos Aires). Cet épisode eut lieu suite à une entrevue réalisée par le journal auprès de trois personnes interdites : Mercedes Sosa (1938-2009, chanteuse argentine), Leonardo Favio (1938, réalisateur, scénariste, chanteur et acteur argentin) et Víctor Heredia (1947, chanteur argentin)⁷³. Carlos Ulanovsky affirme qu'au cours des sept ans de dictature militaire, le secteur de la presse fut un des plus poursuivi et frappé par la répression (*Paren las rotativas*, Emecé, 2005). Le livre *Nunca más* de la CONADEP⁷⁴ signale que 1,6 pour cent des disparus enregistrés dans le cadre de ses recherches sont des journalistes (*Nunca más. Informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas*, Buenos Aires, Eudeba, 1984). En 1987, l'Union des travailleurs de la presse (UTPBA, Unión de los Trabajadores de Prensa de Buenos Aires) publia un livre intitulé '*Con vida los queremos* '. *Las voces que necesitaba silenciar la dictadura*, signalant que plus de cent hommes et femmes en lien avec ce secteur furent portés disparus (Ediciones UTPBA, 1987) pendant la dictature. Selon les statistiques de la UTPBA, 87 journalistes disparurent durant les trois premières années du gouvernement militaire⁷⁵. Si l'on commence le compte à partir des actions terroristes de la Triple A en 1974, on dénombre plus de trente journalistes assassinés dont les corps furent retrouvés. Par ailleurs, plus de cent journalistes furent emprisonnés puis remis en liberté avant ou après la dictature ('*Con vida los queremos* '. *Las voces que necesitaba silenciar la dictadura*, Ediciones UTPBA, 1987). C. Ulanovsky précise toutefois que les journalistes étaient dans la ligne de mire des gouvernements autoritaires et de l'extrême droite depuis déjà longtemps avant 1976. En effet, à partir de 1966 nombre d'entre eux avaient commencé à se radicaliser, en réaction à la répression, à la proscription et à l'absence de liberté d'expression (C. Ulanovsky, *Paren las rotativas*, Emecé, 2005).

- Le retour à la démocratie

Dans les années 1980, l'impression traditionnelle « à chaud » fut remplacée par l'impression « à froid ». Les ordinateurs prirent la place des machines à écrire et les moyens artisanaux de composer un journal, pratiquement ligne par ligne, firent place aux méthodes digitales. À la fin de l'année 1981 fut publié *El Porteño*, un journal indépendant qui réveilla l'intérêt du public par son

⁷³ Carlos Ulanovsky, *Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005.

⁷⁴ La CONADEP fut créée par le président Raúl Alfonsín en décembre 1983 dans le but d'enquêter sur les violations des Droits de l'Homme perpétrées par la Junte militaire au pouvoir en Argentine entre 1976 et 1983. L'écrivain Ernesto Sábato fut désigné président de la Commission avec pour mission de publier un rapport sur les crimes d'État commis durant la dictature militaire. Ce rapport officiel fut publié en 1984 sous le nom de *Nunca más. Informe de la Comisión Nacional sobre la Desaparición de Personas* (Eudeba, 1984), il est également connu mondialement sous le nom de *Rapport Sábato (Informe Sábato)*.

⁷⁵ Cité dans Carlos Ulanovsky, *Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005.

caractère original. En pleine dictature, *El Porteño* se fit le porte-parole de la défense des Droits de l'Homme et commença à couvrir des thèmes tels que la question aborigène, qui n'avait encore jamais été traitée jusque-là. Un des objectifs du journal était notamment de mettre en évidence les liens existant entre politique et culture ; cette dynamique permit d'ouvrir les débats concernant les Droits de l'Homme et la société postmoderne⁷⁶. Selon C. Ulanovsky, la trajectoire de cette publication indépendante peut être considérée comme une des expériences les plus intéressantes et les plus solides de la transition démocratique (*Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005). Un des collaborateurs de la revue fut Jorge Lanata, fondateur du journal *Página/12*. Le groupe étant à l'origine de *El Porteño* publia également d'autres journaux tels que *La Gazeta Porteña*, *Cerdos 8 Peces*, et *Babel*. Ce groupe de journalistes, dont Ernesto Tiffenberg, Andrea Ferrari, et Jorge Lanata à sa tête, fut à l'origine de la Coopérative des journalistes indépendants (Cooperativa de Periodistas Independientes) qui permit d'assurer la continuité de la publication⁷⁷. Au début de l'année 1982, le journal *Clarín* rompit les liens étroits qu'il entretenait au niveau idéologique, politique et financier, avec le « desarrollismo ». C'est à ce moment que des figures du mouvement comme Rogelio Frigerio⁷⁸ qui conduisait le groupe Clarín aux côtés de la veuve de Noble, Ernesta Herrera de Noble, depuis 1969, abandonnèrent l'entreprise. Héctor Magnetto devint le personnage central du groupe Clarín. En septembre 1982 apparut le journal *La Voz*, financé par le secteur appelé « Intransigencia Peronista » dirigé par Vicente Saadi⁷⁹. En novembre 1982 fut publié *Tiempo Argentino*, un journal dirigé et financé par des personnalités adhérant au gouvernement militaire⁸⁰.

Les pressions politiques et sociales qui s'exerçaient sur le régime dictatorial et la défaite des militaires lors de la guerre des Malouines poussèrent le président de facto Reynaldo Bignone à accélérer la fin du « Processus » et à programmer des élections, qui eurent lieu le 30 octobre 1983. Raúl Alfonsín (1927-2009), président de l'Union civique radicale (UCR), gagna les élections devant le parti péroniste et devint président de la nation argentine en décembre 1983. Son gouvernement dut assumer deux grands problèmes : la consolidation de la démocratie et les relations avec les Forces armées. En septembre 1984, la maison d'édition d'Andrés Cascioli publia un hebdomadaire

⁷⁶ Carlos Ulanovsky, *Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ Rogelio Frigerio (1914-2006) fut un journaliste et homme politique argentin, membre fondateur et figure clef de l'Union civique radicale intransigente (Unión Cívica Radical Intransigente) puis du Mouvement d'intégration et de développement (MID, Movimiento de Integración y Desarrollo), ainsi que de la pensée « desarrollista » en Argentine. Il fut candidat à la présidence de la nation pour le MID en 1983.

⁷⁹ Vicente Saadi (1913-1988) fut un homme politique argentin du Parti justicialiste (ancien parti péroniste). Il fut réélu en 1983 au retour de la démocratie, et prit la tête des Justicialistes au Sénat. Il travailla notamment avec Raúl Alfonsín dans la planification de la restauration de la démocratie en Argentine. Il appuya également la candidature de Nilda Garré, actuelle Ministre de la défense du gouvernement national.

⁸⁰ Carlos Ulanovsky, *Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005.

politique, *El Periodista de Buenos Aires*. Ce journal était destiné à défendre la démocratie tout en s'identifiant de façon claire avec des positions de gauche. En 1985, l'éditoriale Perfil édita une revue dédiée aux informations concernant les procès entamés en avril de la même année contre les membres de la Junte militaire. Le journal militant *La Voz* cessa d'apparaître en septembre 1985 après trois ans de soutien au mouvement national péroniste et *Tiempo Argentino* fut clôturé en octobre 1986. Le processus de transition démocratique, et plus particulièrement les procès intentés contre les militaires au pouvoir entre 1976 et 1983, provoquèrent les réactions des partisans du « Processus de réorganisation nationale ». Quelques milliers de personnes participèrent à une pétition de soutien à l'ex dictateur Jorge Rafaël Videla intitulée « Reconocimiento y Solidaridad », qui devait être publiée le 25 mai 1987 dans cinq journaux : *Crónica*, *La Nación*, *Clarín*, *La Prensa* et *Ámbito Financiero*⁸¹. Un groupe de cinq journalistes représentant le secteur de la presse déposèrent plainte afin d'empêcher la publication de la pétition. Le juge fédéral en charge de traiter l'affaire approuva l'inquiétude des plaignants et la publication du document fut interdite, en vertu de l'article 213 du Code pénal condamnant l'apologie du délit (« Apología del delito »)⁸². Carlos Ulanovsky signale à propos de cette époque que chaque fois que le gouvernement, le président Alfonsín, ou quelconque fonctionnaire recevaient des critiques de la presse, la réponse officielle était que le moment n'était pas opportun pour les faire car la démocratie était encore trop fragile (*Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005). C'est en mai 1987 qu'apparut pour la première fois *Página/12* fondé par Jorge Lanata (1960), alors journaliste de *El Porteño* et Radio Belgrano. Le journal adopta dès le départ une trajectoire d'analyse et d'observation de sujets tels que la justice, les militaires et la corruption du monde politique. Basé sur l'audace, l'utilisation maximum de la liberté d'expression et sur un fort compromis avec la démocratie, le journal réussit même à inquiéter le pouvoir à l'époque de R. Alfonsín. En ces temps d'instabilité démocratique, *Página/12* fut victime d'attentats et de menaces, dut affronter de nombreux procès et quelques boycotts publicitaires.

La décennie des années 1980 signifia pour la presse une réduction systématique du nombre d'entreprises, l'augmentation du chômage, une diminution de la qualité informative et la fermeture de nombreux journaux tels que *La Voz*, *Sur*, *Pueblo*, *Gaceta*, *Hoy y Mañana*, *Tiempo Argentino*, et pour une courte période *La Razón*⁸³. L'élimination de l'incise de l'article 45 de la Loi de Radiodiffusion qui empêchait les propriétaires de médias de presse écrite de posséder en même temps une radio ou une chaîne de télévision eut des conséquences qui profitèrent aux entreprises

⁸¹ « 'La década del 70'. 'G. R. en la R. A' » « El juicio a las juntas militares. Reconocimiento y solidaridad » <http://members.fortunecity.es/ladecadadel70/3/c88.htm>

⁸² Carlos Unlanovsky, *Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005.

⁸³ *Ibid.*

d'édition qui allaient en retirer d'énormes bénéfices. Le président Carlos Menem⁸⁴, qui avait fait modifier la Loi en faveur du groupe Clarín⁸⁵ et de *La Nación* en 1989, regretta son geste lorsqu'il réalisa qu'il avait participé à la création de monopoles⁸⁶. On notera que la Loi de radiodiffusion de la dictature militaire (Loi 22. 285 de radiodiffusion⁸⁷) n'a été remplacée que tout récemment par la Loi n°26. 522 (promulguée le 10 octobre 2009). Les rapprochements entre le monde de l'écrit et celui de la télévision et de la radio, tout comme la rapide modernisation des moyens de production, provoquèrent un changement profond dans la recherche et la distribution des nouvelles et dans la façon de présenter l'information. La concurrence entre le pouvoir et les médias devint chaque fois plus poussée. Dans les années 1990, le journalisme reprit le prestige qu'il avait perdu au cours des années 1970 et commença à occuper les espaces que les institutions tels que partis politiques, centrales de syndicats ou religions avaient cessé de remplir. Les médias devinrent des espaces publics équivalents à la politique. Au cours de ses dix ans de gouvernement (1989-1999), C. Menem attaqua de façon permanente le journalisme et les journalistes, qu'il traita à l'occasion de ses divers coups de colères de « burdos », « enemigos », « torpes », « delincuentes periodísticos », « alienados », « supuestos periodistas », « responsables de la subversión », « vinculados con el narcopoder », « imberbes », « infames », « tramposos », « politiqueros de cuarta », « difamadores » et « irresponsables » (cité dans Carlos Unlanovsky, *Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005). Le rapport annuel de la UTPBA (Unión de Trabajadores de Prensa de Buenos Aires) de l'année 1996 signalait ainsi que les menaces et les hostilités que subissait la presse en Argentine étaient proportionnelles à la liberté que celle-ci avait pu acquérir au cours des années précédentes. La UTPBA dénonçait les risques latents pour l'exercice de la profession et la liberté d'expression : réitération de plaintes de fonctionnaires contre des journalistes, condamnations de journalistes pour délits d'opinion, élaboration de divers projets législatifs afin de limiter la liberté d'expression, attaques verbales, menaces de morts et agressions directes (UTPBA, 1996. *Informe Anual: libertad de prensa en Argentina*).

La décennie des années 1990 et 2000 fut celle des Holdings médiatiques. Le Holding est une société financière détenant des participations dans d'autres sociétés dont elle assure l'unité de direction et le contrôle des activités (définition du PETIT LAROUSSE illustré de la langue française, Paris, 1994). C'est en 1993 que *Clarín* se déclara publiquement et officiellement comme un « groupe de communications ». *Clarín* ouvrit la voie aux autres, qui purent se présenter de la

⁸⁴ Carlos Menem fut président de la nation argentine de 1989 à 1999. Les politiques menées par le gouvernement de C. Menem ont été jugées comme étant les causes majeures de la crise économique de 2001 en Argentine.

⁸⁵ Pour toutes les filières de l'entreprise Clarín, voir le site internet « grupoclarin.com ».

⁸⁶ Carlos Unlanovsky, *Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005.

⁸⁷ « Autoridad Federal de Servicios de Comunicación Audiovisual. Ley de Radiodifusión 22. 285 »
www.comfer.gov.ar/web/ley_22285.php

même manière par la suite. Ce qu'on appelle Holding peut aussi être nommé « multimédia » ou « monopole ». Les groupes multimédias de la Capitale Fédérale sont : le Groupe Clarín, le Groupe La Nación, le Groupe « Editorial Atlántida », le Groupe Crónica, le Groupe Ámbito Financiero, le Groupe Eurnekián, le Groupe Fortabat et le Groupe Romay. Dans l'intérieur du pays on compte le Groupe El Día (La Plata), le Groupe Nueva Provincia (Bahía Blanca), le Groupe Los Andes (Mendoza), le Groupe El Territorio (Misiones), le Groupe Río Negro (General Roca), le groupe El Tribuno (Salta)⁸⁸. Le 10 octobre 2009, la Loi de Services de communication audiovisuelle (Ley de Servicio de Comunicación Audiovisual) n° 26. 522 fut approuvée par le Sénat, afin de remplacer l'ancienne loi datant de la dictature militaire (Loi n° 22. 285). Raúl Alfonsín en 1988 et Fernando de La Rúa en 2001 avaient déjà présenté des projets visant à abroger la norme de la dictature, mais les pressions exercées par les groupes dont les intérêts étaient en jeu empêchèrent toute procédure de réforme. En 2004, la Coalition pour une radiodiffusion démocratique (Coalición por una Radiodifusión Democrática) fit tout d'abord une proposition de projet. Ce nouveau projet de loi fut présenté à la Chambre des députés en août 2009 par Cristina Fernández et adopté le 10 octobre 2009 (Loi n° 26. 522). La Coalition regroupe entre autre des syndicats de la presse, des universités, des organisations sociales, des radios communautaires, des petites radios commerciales et des organisations de défense des Droits de l'Homme. Elle s'est formée à partir d'un appel du Forum argentin des radios communautaires (Foro Argentino de Radios Comunitarias) et élaborera une proposition contenant 21 points fondamentaux pour une radiodiffusion réellement démocratique⁸⁹.

II. Méthodologie

A. L'analyse de contenu de presse

L'évènement qui a déterminé le choix du corpus de travail est, comme nous l'avons dit, le Bicentenaire de la Révolution de Mai 1810 en Argentine, ceci afin de pouvoir établir des correspondances historiques et idéologiques, parfois directement et parfois indirectement. La presse du mois de mai 2010 a été déterminée par cet évènement qui fut abondamment traité et qui concerne la société argentine dans son ensemble, par delà les frontières provinciales. Le corpus existant était donc constitué par l'ensemble des articles de l'ensemble de la presse publiée entre le 1 mai 2010 et le 31 mai 2010. Notre corpus de travail est, quant à lui, un ensemble d'articles choisis parmi le corpus existant. Les textes étudiés sont ce qu'on peut appeler des textes non fictifs, c'est à

⁸⁸ Carlos Unlanovsky, *Paren las rotativas. Diarios, revistas y periodistas (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005.

⁸⁹ *Wikipedia*. « Coalición por una radiodifusión democrática », consulté le 22 août 2011.

dire qu'aucun de leurs éléments ne se rapporte à une situation fictive. Les textes de fiction faisant abstraction de toute situation, ils exigent – pour assurer la compréhension du texte – un degré de cohérence et de complexité linguistique bien plus élevé que le texte non fictif⁹⁰. Lise Chartier, dans *Mesurer l'insaisissable : méthode d'analyse du discours de presse* (Sainte Foy, Québec, Presses de l'Université du Québec, 2003) souligne dans ce sens l'importance du contexte de production et de réception de l'information transmise dans l'analyse de contenu de presse. En effet, dans le cadre d'un texte non fictif, l'objet de communication correspond à un modèle connu aussi bien par le récepteur que par le locuteur. Ce modèle intérieur est acquis par les interlocuteurs vivant dans une situation de communication commune. Les pré-connaissances, ou connaissances, spécifiques au locuteur et au récepteur/lecteur sont les mêmes ou très peu différentes (public spécifique à chaque journal, conditions générales de la presse, etc.)⁹¹. Cette référence étroite entre les interlocuteurs influe particulièrement sur les relations entre l'explicite et l'implicite.

Dans le cadre de notre sujet traitant du rapport entre les mythes du nationalisme argentin et l'actualité du Bicentenaire de la révolution de mai 1810, l'analyse de contenu de presse à laquelle nous allons procéder se porte sur un contenu historique et politique et non sur un contenu linguistique. Afin de préciser le contexte de l'énonciation de chaque article nous procéderons tout d'abord à distinguer les textes à caractère objectif (qui rapportent un évènement ou une information) des textes à caractères subjectifs (opinion, éditoriaux). Dans un deuxième temps, le découpage de contenu de presse se fera par « unité d'information » ou « unité de sens ». Chaque unité de sens est isolée selon des paramètres précis qui correspondent au type de récit analysé⁹². La classification que nous allons adopter correspondra aux thématiques liées à la construction nationale et identitaire, et à l'actualité politique et économique, pour finalement pouvoir aborder la problématique de la question aborigène dans le nationalisme argentin. Nous diviserons chacun de ces grands thèmes en sous unités d'informations qui nous permettront de dégager des stéréotypes correspondant à des représentations identitaires et à des convergences idéologiques⁹³. La partie traitant de la construction nationale et identitaire en Argentine se divisera en trois paragraphes : les grandes figures de la nation, les institutions politiques et la question sociale puis la question aborigène qui constitue la problématique sous-jacente mais non moins centrale de notre sujet. La partie traitant de l'actualité du Bicentenaire se divise également en trois paragraphes : le Bicentenaire et le gouvernement Kirchner, la crise économique et la question sociale, et enfin la question aborigène. On soulignera ici la difficulté d'effectuer un classement sémantique par rapport à un classement syntaxique. C'est

⁹⁰ C. Kerbrat-Orecchioni et M. Mouillaud, *Le Discours politique*, Lyon, Presses Universitaire de Lyon, 1984, « Les stéréotypes dans le langage du texte politique ».

⁹¹ *Ibid.*

⁹² Roland Barthes, *Introduction à l'analyse structurale du récit*, Paris, EHESS, CETSAS, Éditions du Seuil, 1966.

⁹³ C. Kerbrat-Orecchioni et M. Mouillaud, *Le Discours politique*, Lyon, Presses Universitaire de Lyon, 1984.

donc en partie l'implication subjective de l'analyste qui déterminera ses choix de découpage. Par ailleurs, un texte de presse étant rarement uniforme, ou plutôt « uni-sens », la classification des articles par sous-thèmes relève également d'un travail alliant rigueur et subjectivité. Malgré ces difficultés, c'est bien la recherche des stéréotypes culturels qui nous permettra de révéler les appartenances à des communautés de même idéologie, ainsi que les éléments récurrents et intériorisés qui peuvent renforcer ce sentiment d'appartenance⁹⁴. Le public de lecteurs spécifiques à un type de journal se sentira confirmé dans son opinion par des concepts bien délimités et déjà mémorisés, qui contribueront par ailleurs à faciliter l'échange d'informations. Le degré de redondance du stéréotype est élevé et l'effort d'assimilation intellectuelle du récepteur en est réduit grâce aux schémas de réflexion intériorisés, presque « automatisés ». L'utilisation de ces raccourcis d'information représente finalement une économie de la pensée pour le lecteur/récepteur. Le stéréotype sera employé en tenant compte des conditions d'utilisation : la spécificité du texte (ici l'article de presse), l'objet de communication (article d'opinion, information à caractère objectif), la situation (quels journaux, adoptant quel positionnement) et les partenaires de la communication (le public, les lecteurs)⁹⁵. Comme nous l'avons précisé dans l'introduction, cette analyse de contenu de presse permettra également de dégager des thématiques transversales correspondant à des enjeux de société.

B. Présentation du corpus : *Clarín, La Nación, Página/12*

Dans le cadre de cette analyse de contenu de presse nous avons choisi trois journaux représentatifs des tendances du journalisme en Argentine. Le choix s'est porté sur des journaux à grands tirages diffusés au niveau national : *Clarín, La Nación* et *Página/12*. À partir de ce corpus de référence (tous les articles publiés dans ces trois journaux du 1 mai 2010 au 31 mai 2010), quarante-huit articles ont été sélectionnés en fonction du lien qu'ils entretiennent avec la problématique de la construction nationale, de l'identité et des peuples originaires ; ces thématiques étant transversales et se recoupant parfois au sein d'un même article. Nous allons présenter dans ce paragraphe les spécificités qui impriment une identité particulière à chacun des quotidiens choisis, et par conséquent à leur public de lecteurs.

Lorsque le général Mitre créa *La Nación* en 1870, il conçut son journal comme un apport à l'organisation nationale initiée par le président Urquiza et à laquelle lui-même souhaitait participer.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ *Ibid.*

« *La Nación Argentina* fue una lucha. *La Nación* será una propaganda » affirma-t-il, et quand on lui demandait qu'il expliquât sa phrase, il ajoutait qu'il faisait référence à la diffusion des principes de la nationalité et des garanties constitutionnelles (Carlos Ulanovsky, *Paren las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997. chapitre 1). Bien que le général Mitre ne dirigeât pas toujours le journal son influence resta décisive, spécialement sur les sujets qui touchaient aux intérêts de la ville de Buenos Aires. Cette influence persiste encore actuellement dans la conduite idéologique du journal⁹⁶ et *La Nación* reste traditionnellement le porte-parole des secteurs voisins de l'Église catholique, des Forces armées et de l'oligarchie des grands producteurs agricoles. On notera malgré tout que des journalistes de tous bords sont passés par ses colonnes. Depuis ses débuts *La Nación* utilisa les services des agences de presse : Havas à Paris, Reuter à Londres, Wolf en Allemagne, ainsi que l'agence nord-américaine qui allait devenir par la suite la Associated Press. Le chemin de l'information était alors lent et incertain et *La Nación* commença à se former un réseau de correspondants afin de compléter le vieux mais non moins efficace système des pigeons voyageurs. En 1874 le journal subit sa première clôture. Quand il réapparut en 1975, il vendit 10 700 exemplaires, ce qui constituait un chiffre important pour la ville de Buenos Aires qui comptait à cette époque 180 000 habitants⁹⁷. Comme nous l'avons vu, la troisième génération des Mitre décida au début du XX^e siècle d'éloigner le journal des luttes partisans, tout en maintenant une ligne politique d'expression et d'éducation de la classe dirigeante, quelle qu'elle soit. En 1928, *La Nación* vendait 300 000 exemplaires et 184 personnes travaillaient dans sa rédaction, ainsi que 550 correspondants dans le pays et à l'étranger (Carlos Ulanovsky, *Paren las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997). En 2010, dans le contexte d'une escalade des tensions avec les multimédias privés, le gouvernement argentin envoya le groupe Clarín et le journal *La Nación* devant la justice pour avoir obtenu des bénéfices illégitimes de l'entreprise Papel Prensa S.A, en complicité avec le gouvernement de la dernière dictature militaire. Certains membres de la famille Graiver appuyèrent l'accusation, pour la récuser par la suite⁹⁸. Dans cette affaire, les différents journaux choisirent leur camp en fonction de leurs affinités ou intérêts. Selon le journaliste Horacio Verbitsky, dans ces conflits d'intérêts corporatifs dissimulés, c'est la nouvelle Loi sur l'audiovisuel n° 26. 522 de 2009 qui aurait déclenché les débats sur Papel Prensa S. A. (Horacio Verbitsky, « El fin y los medios », *Página/12*, le 11 octobre 2009). Dans l'éditorial de *La Nación* paru le 15 juillet 2011, on peut lire : « No pueden disfrazarse de investigación judicial lo que es una maniobra para silenciar al periodismo », (« Papel Prensa, perversa persecución », *La Nación*). Malgré les

⁹⁶ Carlos Ulanovsky, *Paren las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997. chapitre 1

⁹⁷ *Ibid.*

⁹⁸ « 'Clarín y La Nación nos humillaron, fue un afano', dijo Isidoro Graiver », *Tiempo Argentino*, le 26 août 2010.
« El cuñado negó las presiones », *Página/12*, le 27 août 2010.

allégations du journal contre le gouvernement, nous avons vu que, en effet, de grands groupes de pouvoir agro-médiatiques nés dans la première moitié du XX^e siècle s'étaient renforcés et redynamisés dans les années 1980 et 1990 alors que la démocratie était encore fragile, entraînant une situation de concurrence entre groupes monopolistiques. Par ailleurs, il est indéniable que la répartition des actions de D. Graiver entre Clarín, *La Nación* et l'État argentin procède d'un arrangement exclusif organisé pendant la dictature militaire. Les informations concernant les membres et les activités de l'entreprise sont difficiles d'accès et donc limitées. Les actionnaires actuels du Groupe La Nación sont Mathilde Noble Mitre de Saguier (66%), Bartolomé Mitre (10%) et « autres » (24%)⁹⁹. Le rédacteur en chef du journal est Pablo Sírvén. Le Groupe La Nación possédait en 2005 le journal *La Nación*, des participations dans l'entreprise Papel Prensa S. A., dans l'agence DyN et dans Paracomsat, entreprise de satellites domestiques (Carlos Ulanovsky, *Paren las rotativas*, Emecé, 2005).

Contrairement à *La Nación*, le Groupe Clarín possède une réelle visibilité en ce qui concerne ses membres et ses activités. Le Groupe possède environ 49% des actions de Papel Prensa S. A. ; le journal *La Nación* et l'État argentin se répartissent le reste¹⁰⁰. Toutefois, Les chiffres au sujet de la répartition des parts ne sont pas les mêmes selon les sources¹⁰¹. Les actionnaires principaux du Groupe sont Ernestina Herrera de Noble, Héctor Magnetto, Antonio Aranda et Lucio Rafael Pagliario. E. H. de Noble est directrice de *Clarín* depuis la mort de son époux Roberto Noble en 1969, elle est également présidente de la Fondation Noble. H. Magnetto est président et directeur exécutif du Groupe Clarín et vice président de la Fondation Noble. A. Aranda est le vice président du Groupe et L. R. Pagliario est directeur du Groupe. Le Groupe Clarín S. A. est le multimédia le plus grand d'Argentine. Constitué officiellement en 1999 sous la forme d'une société anonyme, il englobe le journal *Clarín*, l'entreprise ARTEAR, ainsi que des dizaines d'entreprises telles que maisons d'éditions, fréquences radio, chaînes de télévision, maisons de production, entreprises de télécommunication, imprimeries, service de distribution de courrier traditionnel et entreprises de services du secteur tertiaire¹⁰². Le directeur de publication du journal est Ricardo Kirchbaum, et les rédacteur en chef sont Julio Blanck, Daniel Fernández Canedo, Silvia Fesquet et Jorge E. Sánchez. Nous l'avons vu le journal *Clarín* fut fondé par Roberto Noble en 1945 ; sa particularité est d'avoir été un des premiers journaux dans le monde à utiliser le format tabloïde. Pour financer son projet,

⁹⁹ Lavaca.org « Ojo con los medios: Grupo La Nación », le 28 juillet 2004. <http://lavaca.org>

¹⁰⁰ Papel Prensa S. A « Nuestra empresa », consulté le 17 août 2011. *Wikipedia* « Grupo Clarín. Publicaciones e impresión », consulté le 17 août 2011.

¹⁰¹ Lavaca.org « Ojo con los medios: Grupo La Nación », le 28 juillet 2004. <http://lavaca.org>

¹⁰² www.grupoclarin.com.ar

R. Noble, appartenant à la bourgeoisie rurale, vendit une de ses coûteuses propriétés¹⁰³. Le trait le plus caractéristique de ce journal fut son adhésion aux idées du « desarrollismo »¹⁰⁴ et à ses représentants Arturo Frondizi (1908-1995) et Rogelio Frigerio. Lorsque E. Herrera de Noble prit la tête du journal en 1969, l'influence « desarrollista » cessa d'être un secret de polichinelle et des militants du mouvement intégrèrent la rédaction (Octavio Frigerio, fils de Rogelio) et l'administration (Aranda, Pagliaro et Magnetto). Le « desarrollismo » est également appelé structuralisme économique. Cette théorie soutient que les pays en voie de développement doivent posséder un État fort mettant en place des politiques économiques qui impulsent l'industrialisation, afin d'accéder à une situation de développement autonome. Sa ligne de conduite a été résumée par la phrase « Industrialización por substitución de importaciones ». C'est l'économiste argentin Raúl Prebisch (1901-1986) qui installa le débat au sein du monde intellectuel latino-américain en exposant ses idées sur la dégradation des termes de l'échange capitaliste et sur les notions de « centre-périphérie » dans les années 1940. Le lieu du débat fut la CEPAL (Comunidad Económica de Países Latinoamericanos), à Santiago du Chili. Du fait de son soutien au développement industriel dans son pays, Roberto Noble avait gagné la confiance du général Perón au temps de sa première présidence. *Clarín* commença sa réelle ascension à partir de 1973¹⁰⁵. À partir de 1974, dans un contexte social et politique instable, le journal commença à délaisser les thèmes concernant la réalité nationale et se mit à privilégier les clichés économiques : le coup d'État du 24 mars 1976 ne fut pas présenté comme une rupture de l'ordre constitutionnel mais comme le résultat de l'usure économique provoquée par le gouvernement péroniste. Le 25 mars 1976 on pouvait lire dans le journal *Clarín* : « Se abre ahora una nueva etapa con renacidas esperanzas. Y, si bien el cuadro que ofrece ahora el país es crítico, no hay que olvidarse que todas las naciones tienen sus horas difíciles y que el temple de sus hijos es capaz de levantarse de su ruinoso caída » (María M. Passaro, « Los mensajeros del silencio : *El Día, Clarín* y el golpe de Estado de 1976 », dans César L. Díaz, *La cuenta regresiva. La construcción periodística del golpe de Estado de 1976*, Buenos Aires, La Crujía Ediciones, 2002). À propos de la répression menée par la Junte militaire, un article publié dans *Clarín* le 19 février 1982 disait : « Ninguna persona responsable negará que dicha acción fue necesaria, puesto que la guerrilla había puesto el país en trance de disgregación, algo insoportable » (María M. Passaro, « Los mensajeros del silencio : *El Día, Clarín* y el golpe de Estado de 1976 », dans César L. Díaz, *La cuenta regresiva. La construcción periodística del golpe de Estado de 1976*, Buenos Aires, La Crujía Ediciones, 2002). Nous avons vu qu'en septembre 2010 la présidente C. F.

¹⁰³ Carlos Ulanovsky, *Parent las rotativas*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina S. A, 1997.

¹⁰⁴ « Desarrollismo » est traduit par « politique de développement à outrance » dans le LAROUSSE Français-espagnol / espagnol-français, 1995.

¹⁰⁵ Carlos Ulanovsky, *Parent las rotativas*, Buenos Aires, Emecé, 2005.

de Kirchner rendit public un rapport élaboré par le Secrétaire au commerce intérieur Guillermo Moreno à propos de la manière dont des actionnaires privés (*Clarín, La Nación, La Razón*) firent l'acquisition de l'entreprise Papel Prensa, et le présenta devant la justice¹⁰⁶. Le journal fut accusé d'autre part de ne pas respecter la liberté syndicale au sein de son entreprise¹⁰⁷. En 2000 et en 2004 plus de cents salariés furent licenciés du Groupe Clarín à cause de leur appartenance syndicale¹⁰⁸. En 2010 deux décisions de justice ordonnèrent leur ré-incorporation. Au début de l'année 2011, l'entreprise n'avait toujours pas fait exécuter les sentences¹⁰⁹. En mars 2011, des employés licenciés et des représentants syndicaux manifestèrent devant le siège de « Artes Gráficas Rioplatenses », une filiale du groupe, et bloquèrent la sortie des camions, ce qui empêcha la distribution de l'édition *Clarín* du dimanche. La direction et divers journalistes critiquèrent la manifestation au nom de la liberté d'expression¹¹⁰. On peut dire en fait qu'après avoir vécu en cohabitation aussi bien avec le premier péronisme qu'avec les dictatures et divers gouvernements de facto, la direction de Clarín a effectué un virage en direction de l'opposition lorsque ses intérêts économiques ont été menacés par la Loi 26.522 sur l'audiovisuel et les médias promulguée en octobre 2009.

Lorsque sortit *Página/12* en mai 1987, son directeur, Jorge Lanata, et celui qui allait lui succéder en 1994, Ernesto Tiffenberg, imaginèrent un journal dont le contenu voulait éviter le bombardement d'informations et se concentrer sur les nouvelles ayant le plus d'intérêt. Son nom vient du fait que le quotidien ne contenait, au départ, que douze pages. Inspiré par les journaux *Libération* et le *Canard Enchaîné*, son style contrastait avec les journaux conventionnels qui privilégiaient la quantité d'informations sur leur analyse. Dès son départ, *Página/12* proposa aux lecteurs de traiter des thèmes originaux et inédits dont l'information sur les groupes minoritaires tels que les homosexuels, les féministes ou les militants des Droits de l'Homme, ainsi que les problématiques liées à la justice, à la révision du passé immédiat et à la corruption dans le monde politique. *Página/12* était le seul quotidien dans lequel on pouvait trouver les collaborations de Osvaldo Bayer et Juan Gelman, de Mario Benedetti et Eduardo Galeano, de Tomás Eloy Martínez et Osvaldo Soriano (C Ulanovsky, *Paren las rotativas*, 2005). Le journal n'augmenta pas significativement son nombre de pages mais des suppléments furent édités comme le « Sátira/12 », ou le « No » qui concurrençait le « Sí » de *Clarín* (*Paren las rotativas*, 2005). En 1994, alors que E.

¹⁰⁶ « Papel Prensa: la Verdad », *aen: Argentina en noticias*, le 16 septembre 2010.

« Otra denuncia oficialista contra Papel Prensa », *Clarín*, le 8 juillet 2010.

¹⁰⁷ « Sigue la huelga de hambre en la imprenta de Clarín », *Tiempo Argentino*, le 17 décembre 2010.

¹⁰⁸ « A diez años de los 117 despedidos del diario Clarín », 24CON Conurbano on line, novembre 2010.

¹⁰⁹ « Tomada: 'Que Clarín diga que no hay problemas gremiales es un agravio al sentido común' », *Página/12*, le 15 janvier 2011

¹¹⁰ « Bloqueo a Clarín y Olé. Repudio masivo con duras críticas a Cristina y Moyano », *Clarín*, le 28 mars 2011.

Tiffenberg était déjà directeur, plus de soixante salariés furent licenciés pour cause de problèmes financiers. Le bruit couru que ces licenciements répondaient aux intérêts du groupe Clarín, qui aurait racheté en secret la majorité des actions du journal¹¹¹. Jorge Lanata confirma cette version, qui fut par ailleurs démentie par le Groupe Clarín et par les responsables de *Página/12*. H. Magnetto raconta par la suite à son biographe que la transaction en question se fit sous la forme d'un prêt afin de sauver le journal du naufrage financier. Les relations entre Clarín et *Página/12* prirent fin une fois la dette remboursée¹¹². *Página/12* fut d'ailleurs l'un des journaux qui dénonça l'absence de liberté syndicale au sein du Groupe Clarín, et qui appuya le gouvernement de C. F. de Kirchner dans l'investigation officielle liée à l'appropriation illégitime de l'entreprise Papel Prensa S. A., notamment par l'intermédiaire du journaliste H. Verbitsky (« El fin y los medios », *Página/12*, le 11 octobre 2009). En 2007, le journal *Página/12* reçut le prix annuel de la liberté d'expression à l'occasion de la Journée mondiale pour la liberté de la presse célébrée à Barcelone¹¹³. Finalement, après avoir été un journal d'opposition depuis sa naissance en 1987, *Página/12* se retrouve actuellement dans la lignée idéologique officielle du gouvernement argentin.

¹¹¹ *Wikipedia. La Enciclopedia Libre* « Página/12 », consulté le 18 août 2011.

¹¹² José Ignacio López, *El hombre de Clarín*, Buenos Aires, éditions Sudamericana, 2008.

¹¹³ « 'Por su compromiso con la memoria' », *Página/12*, le 6 mai 2007.

C. Tableaux de découpage de presse

	Texte à caractère subjectif	Texte à caractère objectif	Total
<i>Clarín</i>	16 (1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 6 ; 7 ; 8 ; 9 ; 10 ; 11 ; 12 ; 13 ; 14 ; 15 ; 16)		16
<i>La Nación</i>	9 (17 ; 20 ; 25 ; 26 ; 30 ; 21 ; 22 ; 23 ; 24)	5 (18 ; 19 ; 27 ; 28 ; 29)	14
<i>Página/12</i>	7 (35 ; 40 ; 41 ; 47 ; 44 ; 45 ; 46)	11 (31 ; 32 ; 33 ; 34 ; 36 ; 37 ; 38 ; 39 ; 42 ; 43 ; 48)	18
Total corpus	32	16	48

	Actualité politique et économique	construction nationale et identité	cultures/divers	total
<i>Clarín</i>	10 (1 ; 2 ; 3 ; 4 ; 5 ; 7 ; 13 ; 14 ; 15 ; 16)	6 (6 ; 8 ; 9 ; 10 ; 11 ; 12)		16
<i>La Nación</i>	7 (17 ; 18 ; 19 ; 20 ; 28 ; 29 ; 30)	6 (21 ; 22 ; 23 ; 24 ; 25 ; 26)	1 (27)	14
<i>Página/12</i>	7 (31 ; 33 ; 36 ; 39 ; 42 ; 43 ; 48)	8 (34 ; 35 ; 40 ; 41 ; 44 ; 45 ; 46 ; 47)	3 (32 ; 37 ; 38)	18
Total par catégorie sur l'ensemble du corpus	24	20	4	48

DEUXIEME PARTIE : LES REPRÉSENTATIONS DE LA CONSTRUCTION NATIONALE ET DE L'IDENTITÉ À TRAVERS LA PRESSE DU BICENTENAIRE

A. Les grandes figures de la nation argentine

Chaque mythologie nationaliste possède ses héros. En effet, comme toute histoire, au sens de « fabula », les fictions orientatrices du sentiment national sont peuplées par des personnages historiques dont la vie est présentée de manière à refléter les objectifs du message nationaliste. Et selon les gouvernements ou les partis, ce message peut changer de contenu. Comme le souligne Fabián Bosoer dans un article paru dans *Clarín* à l'occasion du Bicentenaire 2010 : « Para criticar la historiografía liberal de Mitre nació el revisionismo y acuñó un modelo muy similar sólo que cambiando las dicotomías [...] Los malos de antes pasaban a ser buenos y viceversa. Rosas, por ejemplo, que cuando yo era joven era mostrado como un tirano sanguinario en la historia escolar, y luego Mitre o Roca, condenado por llevar sobre sus espaldas la responsabilidad de la Conquista del Desierto » (« Aún no terminamos de entender lo que fue la Revolución de Mayo », *Clarín*, 30 mai 2010). En effet, le révisionnisme historique en Argentine s'est chargé de rehausser la figure du caudillo, notamment Juan Manuel de Rosas (1793-1877), en le considérant comme un représentant authentique d'un républicanisme américain, contrairement aux caudillos du libéralisme à l'européenne. Les figures du mythe nationaliste peuvent être utilisées par une classe politique ou par un personnage politique, afin d'imprimer une couleur particulière au discours idéologique. Le Front National (FN) français érige ainsi la figure de Jeanne d'Arc en bannière du nationalisme, elle qui avait lutté contre l'envahisseur anglais et qui fut vendue à l'ennemi par ceux qu'elle avait défendus. Dans les manuels scolaires français, Napoléon Bonaparte est présenté comme l'« Empereur » ayant diffusé les idées de la révolution dans le reste de l'Europe. La réalité dans ces mêmes pays européens, telles l'Espagne ou l'Allemagne, est que Napoléon était un conquérant sanguinaire et mégalomane. Dans son article F. Bosoer illustre la simplification de l'Histoire en commentant : « La Revolución de Mayo no la hicieron Moreno¹¹⁴, Castelli¹¹⁵, con un Belgrano¹¹⁶ acompañando por detrás y un Monteagudo¹¹⁷ que ni siquiera estaba en Buenos Aires. Es decir, lo que sería el ala

¹¹⁴ Mariano Moreno, 1778-1811, était un avocat, journaliste et homme politique des Provinces Unies du Río de La Plata. Il joua un rôle majeur durant la révolution de Mai 1810 qui mena le territoire à l'émancipation. Il fut Secrétaire de la Première junte révolutionnaire (*Primera Junta*).

¹¹⁵ Juan José Castelli, 1764-1812, fut avocat et politicien des Provinces Unies du Río de La Plata. Connu comme « l'orateur de Mai », il lutta aux côtés de Mariano Moreno durant la révolution de Mai 1810. Il fut également membre de la Première Junte révolutionnaire.

¹¹⁶ Manuel José Joaquín del Corazón de Jesús Belgrano, 1770-1820, fut un intellectuel, économiste, journaliste, avocat et militaire des Provinces Unies du Río de La Plata. Il participa à la Révolution de Mai 1810 et à la guerre d'indépendance. Il est le créateur du drapeau argentin.

¹¹⁷ Bernardo José de Monteagudo, 1789-1825. Avocat, politicien, journaliste, militaire et révolutionnaire argentin, il eut

jacobina que, embebida de las ideas de Rousseau, planteó hacer una revolución social. Este enfoque [...] presenta la realidad de una forma parcial, en la que la ideología está por delante de los hechos [...] ». Il est ainsi pertinent de s'intéresser à la manière dont sont utilisés, ou présentés, les personnages décisifs de l'histoire d'un pays, car cette réécriture symbolise une représentation identitaire. Observer quels personnages politiques, militaires ou philosophes, militants d'une idéologie ou d'une autre, sont érigés en exemple ou mis au ban de la cause nationale peut nous aider à discerner une idéologie dominante, au sein d'un parti, d'un gouvernement ou d'une société. Nous essaierons de voir, à travers ce corpus d'articles traitant du Bicentenaire de la Révolution de Mai 1810, quelle a pu être l'évolution des représentations liées aux personnages du mythe national argentin. Dans le même article Fabián Bosoer écrit ainsi : « vayamos a nuestro 'momento mítico fundacional' y los modos de abordarlo¿Qué fue entonces, la Revolución de Mayo? Una visión muy en boga, [...] coincide esencialmente en el enfoque fundamental de plantear la Revolución como una estrategia ideológica de un grupo de dirigentes ».

L'idéologie libérale s'est imposée en Argentine dans la deuxième moitié du XIX siècle. Néanmoins, en ce qui concerne l'indépendance proprement dite du territoire (1810-1816), le journaliste Martín Granovsky nous apprend, dans un article traitant du centenaire de la Révolution en 1910 que : « En 1910 San Martín no era, todavía, un objeto de culto. Ricardo Rojas publicó *El Santo de la Espada* recién en 1933. Es verdad que los restos fueron trasladados de Francia y colocados en un terreno junto a la catedral en 1880. Es cierto que Bartolomé Mitre publicó su *Historia de San Martín y la emancipación Sudamericana* en 1887. Pero el culto a los próceres se institucionalizó más tarde, en los años '40 » (« Los obreros de yatasto », *Página/12*, le 25 mai 2010). L'Argentine de 1910 était une société à idéologie unique : le libéralisme était florissant et l'oligarchie des grands propriétaires dominait les autres éléments de la société. Depuis 1862, le gouvernement du pays était réservé à une élite politique dominante, la « Generación del 80 » (Génération de 1880), qui se transmettait les rênes du pouvoir au moyen d'élections frauduleuses et prônait la suprématie de l'idée de « progrès ». Ce groupe était lui-même l'héritier du mouvement d'intellectuels appelé « Generación del 37 » (Génération de 1837), qui fut à l'origine du mythe de la lutte de la civilisation contre la barbarie. Comme le fait remarquer M. Granovsky, le culte des héros de l'indépendance n'était pas encore enraciné au moment du centenaire de l'anniversaire de la nation en 1910. D'autre part, l'Infante Isabel d'Espagne avait été invitée dans le cadre des festivités du Centenaire, et l'on peut supposer qu'il aurait paru déplacé aux autorités de la capitale fédérale de

un rôle important dans les processus indépendantistes du Haut Pérou et du Río de La Plata. Il fut le bras droit de José de San Martín, Bernardo O'Higgins et Simón Bolívar.

fêter la guerre contre les Espagnols lors de sa visite. De fait, Buenos Aires était une ville d'immigrés espagnols à cette époque. Ainsi, on apprend dans l'article de Agustina Prieto (historienne, Consejo de Investigación de la Universidad Nacional de Rosario) publié dans *Clarín*, que l'anniversaire du centenaire de l'indépendance du pays fut l'occasion d'une réconciliation entre l'Espagne et son ancienne colonie : « El gobierno dispuso despojar la canción patriótica de 1813 de las estrofas que hablaban de 'los gritos de venganza, guerra y furor proferidos contra el altivo y vil invasor que con infamia a la fuga se dio » ; « La presencia de la Infanta Isabel de España en las celebraciones del primer Centenario de la Independencia realizadas en Buenos Aires, la ciudad con mayor número de españoles después de Madrid y Barcelona, consagró la unión de los antiguos enemigos » (« Los 'gallegos', esa parte intensa de nuestra vida », *Clarín*, mai 2010). Par ailleurs, comme le souligne M. Granovsky, la révolution qui mena l'ancienne colonie du Río de La Plata à l'indépendance n'eut pas le même écho selon les provinces du pays : « Siempre vale la pena imaginar los primeros años del siglo XIX desde el Noroeste. [...] Ningún otro lugar de la Argentina tiene esa tradición oral y geográfica tan fuerte, igual a Bolivia. En ningún otro sitio, a uno u otro lado de la frontera, se sienten con tanto realismo las guerras de independencia. [...] En la Universidad de Chuquisaca (Sucre) se recibieron de abogados Moreno, Castelli y Bernardo de Monteagudo. A 200 metros de allí comenzó la Constituyente que convocó Evo Morales y terminó produciendo la Constitución del Estado plurinacional boliviano ». Le journaliste de *Página/12* cite les mêmes personnages que Fabián Bosoer dans son article paru dans *Clarín*, mais on le voit, il sont investis d'une signification différente. On constate que les guerres d'indépendance ont particulièrement marqué les régions du nord-ouest de l'Argentine, qui furent le principal théâtre des combats en tant que zones frontalières. Les figures mythiques du nationalisme ne seront en conséquence pas les mêmes que dans la région de Buenos Aires, marquée par les invasions anglaises, le développement du port de commerce et par un certain élitisme intellectuel et culturel d'influence européenne. M. Granovsky écrit ainsi : « Vuelto como jefe militar en Chuquisaca, Castelli prohibió la servidumbre indígena y propuso conceder el voto a los humillados. Hizo redactar los decretos en castellano, aymara, quechua y guaraní. Y festejó el 25 de mayo de 1811 en Tiahuanaco ». Castelli serait donc célébré dans la région nord-ouest du pays où les populations aborigènes étaient sédentarisées et mêlées à la vie des créoles ; dans la région de la capitale fédérale c'est Mariano Moreno, incarnant un certain élitisme d'influence européenne qui deviendrait l'icône de la Révolution de mai 1810. M. Granovsky, dans son article, insiste sur le fétichisme qui consiste à réduire un processus long et douloureux (l'indépendance de l'Argentine) à une date, le 25 mai 1810, qui acquiert ainsi une valeur symbolique : « Una obsesión módica es preguntarse qué proyecto tenían los miembros de la Primera Junta exactamente el 25 de mayo de 1810. El 25 de mayo de 1810 sucedió hace 200 años. Se trató

de un día, claro, y por eso tiene su valor de símbolo y conmemoración ».

Il est intéressant de comparer cette réflexion à un article paru dans *La Nación* le 24 mai 2010, rédigé par Nélica Baigorria et intitulé « Mayo, una revolución inconclusa ». Cet article représente tout à fait la mythologie nationaliste consistant à donner une valeur absolue aux grandes figures de la nation. L'auteur du texte s'insurge de façon assez agressive contre les « pseudo-historiens » qui tentent de dépassionner l'Histoire et de rationaliser la réflexion en réexaminant le contexte dans lequel les héros de la Révolution de mai 1810 ont agi : « ¿El 25 de mayo de 1810 marca el comienzo de una revolución, o fue solo una táctica circunstancial, provocada por la invasión napoleónica de España y la destitución de Fernando VII? [...] Los adictos a la corona, y por ende, admiradores del absolutismo político sostendrán siempre que no hubo proyecto de ruptura [...] Por el contrario, los defensores de la república, su régimen institucional y las libertades individuales adoptan la sentencia del barón Humboldt, cuando al regresar de su viaje por las Américas dice ante un grupo de jóvenes en un café de Paris : 'América está lista para la libertad' ». Ton autoritaire, attaques gratuites, elle insiste : « [...] como dicen algunos seudohistoriadores, a los hombres de Mayo no los impulsaba una pasión revolucionaria sino la necesidad de gobernar debido a contingencias emergentes del cautiverio del rey ». Le fait que le vide institutionnel provoqué par la chute du roi d'Espagne en 1808 ait poussé les créoles des colonies à s'émanciper est une réalité reconnue par beaucoup de ces « pseudo-historiens », voire tous. Madame Baigorria (1921) fut institutrice, professeur de Lettres de la Faculté de Philosophie et de Lettres de l'Université de Buenos Aires, et son investissement politique s'est centré sur la défense de l'éducation populaire. Elle fut entre autre Député nationale et membre de la Commission d'éducation de 1958 à 1962, puis présidente de la Commission nationale d'alphabétisation de 1984 à 1989. On peut comprendre sa ferveur nationaliste au regard de son parcours professionnel et politique, mais son discours manque de mesure : « No puede faltar en esta síntesis, la gran figura de Esteban Echeverría, a quien el siempre recordado tribuno Alfredo Palacios¹¹⁸ llamara 'el albacea del pensamiento de Mayo'. [...] la Asociación de Mayo que Echeverría presidio tomo las banderas de 1810, aguardando la salida de un nuevo sol que iluminase lo que él llamaba *El dogma* o el credo de Mayo. » ; « Sus restos se perdieron, pero su recuerdo permanece vivo porque fueron los hombres de la Asociación de Mayo los adalides de nuestra organización nacional, con Alberdi, con Gutiérrez, con Gorostiaga, con Sarmiento, con Mitre, con Felix Frías y con tantos otros que condujeron al país hacia el cenit de un gran destino. ». On assiste ici à un éloge du libéralisme du XIX^e siècle qui s'explique par le fait que le journal *La Nación*, dans lequel cet article a été publié, fut fondé par l'ancien président Bartolomé

¹¹⁸ Alfredo Palacios (1880-1965) fut un homme d'État argentin. Il s'inscrivit au Part Socialiste crée par Juan B. Justo en 1896. Élu député national pour le district de La Boca (Buenos Aires) en 1904, il devint ainsi le premier législateur socialiste en Amérique (Wikipedia. La Enciclopedia libre).

Mitre en 1870 afin d'être une tribune doctrinaire et, nous l'avons vu en première partie, même si les générations de Mitre qui suivirent veillèrent à modérer cet aspect du journal, *La Nación* a continué de s'inscrire dans cette démarche. B. Mitre avait une dizaine d'années de moins que les membres de l'Association de Mai (association intégrée par les hommes dits de la Génération de 1837). Exilé en Uruguay avec sa famille en 1833, il était entré en contact avec la communauté d'Argentins ayant fui le régime de Rosas et avait commencé à écrire pour les journaux unitaires. Nous allons voir par la suite que B. Mitre fut le créateur fondamental de la mythologie nationaliste traditionnelle en Argentine. *La Nación* est toujours aux mains, au moins en partie, de la famille Mitre. On comprend mieux tant de manque de mesure dans un journal sérieux. D'autre part, bien que D. F. Sarmiento (1811-1888), cité en exemple par N. Baigorria, ait été un grand pédagogue qui chercha à développer l'éducation dans son pays, il fut aussi un membre actif du groupe¹¹⁹ qui institutionnalisa les théories racistes qui allaient devenir des fondamentaux de la mythologie nationaliste en Argentine: la lutte de la civilisation contre la barbarie. Il fut en effet l'auteur de *Facundo - Civilización y Barbarie - Vida de Facundo Quiroga* (Domingo Faustino Sarmiento, 1845, 1851), son œuvre majeure, dans laquelle il exposa ses théories sociologiques basées sur la race et la nature, très en vogue dans le XIX^e siècle de Darwin. Au moyen d'anecdotes et de références au général caudillo Juan Facundo Quiroga, *Facundo* fait l'apologie de la civilisation du « progrès » et de l'influence européenne sur la culture argentine. Quand aux leaders charismatiques qui menèrent le pays au « zénith d'un grand destin », ils procédèrent à l'organisation nationale en éliminant une partie de la population considérée comme barbare et sauvage (populations nomades du sud du territoire) afin de s'approprier leurs terres et agrandir les territoires exploitables, et firent en sorte de maintenir les populations exploitées pendant les colonies en état de quasi esclavage pour continuer à disposer d'une main d'œuvre à bas coût. Cette position consistant à attribuer le destin de la nation à quelques hommes révèle un certain élitisme qui a caractérisé l'historiographie libérale depuis le XIX^e siècle¹²⁰. Cette version de l'histoire est celle qui fut inscrite dans les manuels scolaires des Argentins. Sandra Ziegler est chercheuse et secrétaire académique de la Maîtrise en Education (Maestría en Educación). Dans un article publié le 28 mai 2010, elle souligne le caractère orienté de l'enseignement de l'histoire dans les écoles argentines, comme dans presque toutes les écoles républicaines des nations modernes : : « Mucho se puede decir acerca de los diferentes ribetes que tuvo la enseñanza de la historia y la formación ciudadana en la escuela argentina, más de una vez signada por relatos sesgados, banales y prácticas autoritarias ». Malgré cela, elle célèbre également

¹¹⁹ Ce groupe est l'Association de Mai ou Génération de 1837, cité en exemple par N. Baigorria. Il se divisera à partir de 1853, dessinant de la sorte deux fictions orientatrices du nationalisme argentin.

¹²⁰ Nicolas Shumway, *La invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé editores, 1993, 2002 [1991, The Regents of the University of California].

à l'occasion du Bicentenaire l'œuvre pédagogique de D. F. Sarmiento et l'éducation populaire : « [...] se necesitaron más de cien años de obstinación sarmientina para que en 2010, durante cuatro días, se vislumbrara un festejo cívico y masivo sin precedentes » (« El 25 que la escuela nos legó », *Página/12*, 28 mai 2010). N. Baigorria a parfaitement raison lorsqu'elle relève le caractère révolutionnaire et républicain des décrets et actes prononcés lors des assemblées représentatives de mai 1810. Néanmoins, en adoptant le parti de la version officielle en vigueur depuis un siècle et demi, elle clôt le débat et évite toute réflexion sur les fondement du modèle nationaliste, elle a réponse à tout : « [...] la expresión tangible de un fervoroso deseo de emancipación está corroborada por los documentos históricos de las primeras resoluciones revolucionarias ; ellas acopian las esencias de nuestra doctrina política, de los principios democráticos que dieron origen a la nación argentina. [...] ». Pas de questionnement historique ou politique donc, il suffit de consulter les décrets des assemblées. Or, dans le livre de l'historien Nicolas Shumway traitant des fictions orientatrices du nationalisme en Argentine (*La invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé editores, 1993, 2002), il est souligné que les registres historiques montrent que les partisans de Mariano Moreno s'opposèrent ouvertement aux tentatives de démocratisation de la Première junta de gouvernement, proposées par Cornelio Saavedra¹²¹. N. Shumway précise également que M. Moreno était manifestement gêné par l'idée d'une société pluraliste. Pour lui, toute opinion divergente conduisait nécessairement à s'éloigner de la vérité primitive et à l'obscurcissement. Le 15 juillet 1810, Mariano Moreno fut commissionné par la Junte en sa qualité de premier secrétaire afin de rédiger un plan de propositions spéculatives sur la gestion politique de la révolution et son aboutissement (*Plan de operaciones que el gobierno provisional de las Provincias del Río de la Plata debe poner en práctica para consolidar la gran obra de nuestra libertad e independencia*, 1810)¹²². Dans la Collection reprenant les écrits de Mariano Moreno¹²³, le secrétaire de la Première Junte apparaît comme étant un penseur radical, intelligent et original, mais également sans pitié et sanguinaire. Il affirme la nécessité d'anéantir les moindres pensées contraires à celles du gouvernement provisionnel. Au nom de la révolution et du progrès il justifie l'usage de la violence et du crime (*Colección de escritos de M. Moreno*, p. 458-459, p.467). Il justifie une phase de terreur afin d'établir un état final légitime de droit et de liberté (*Colección de escritos de M. Moreno*, p.468). Il recommande la mise en place d'une police secrète afin d'identifier les dissidents qui doivent être châtiés par la peine capitale (*Colección de escritos de M. Moreno*, p.472-473), et un strict contrôle de la presse et de liberté d'expression (*Colección de escritos de M. Moreno*, p.477).

¹²¹ Cornelio Judas Tadeo de Saavedra (1759-1829) fut un général argentin qui joua un rôle décisif lors de la Révolution de mai 1810. Il fut désigné président de la Première junta de gouvernement des Provinces unies du Río de La Plata.

¹²² Nicolas Shumway, *La invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé editores, 1993, 2002 [1991, The Regents of the University of California], chapitre 2.

¹²³ *Colección de escritos de Moreno*, Norberto Piñero, 1896.

N. Baigorria souligne dans son article que l'Association de Mai (Asociación de Mayo) présidée par Esteban Echeverría (1805-1851) avait repris le combat des hommes de mai 1810 : « [...] la Asociación de Mayo que Echeverría presidió tomo las banderas de 1810, aguardando la salida de un nuevo sol que iluminase lo que él llamaba *El dogma* o el credo de Mayo ». Le credo des membres l'Association de Mai, également appelés « Generación del 37 », revendiquait en effet la pensée de la minorité éclairée de 1810, notamment leur conception de la démocratie restreinte à un groupe d'hommes chargés de guider le « peuple ». Cette conception élitiste de la représentation en démocratie fut plus particulièrement mise en application à partir du gouvernement de Bartolomé Mitre en 1862. Le contexte n'était plus le même au milieu du XIX^e siècle qu'en 1810, les hommes de l'Association de Mai comme Juan Bautista Alberdi (1810-1884, politicien et diplomate argentin), Domingo Faustino Sarmiento, Esteban Echeverría, Vicente Fidel López (1815-1903, historien avocat et politicien) et Juan María Gutiérrez (1809-1878, écrivain, critique et chroniqueur de sa génération), étaient alors en combat contre une forme de pouvoir incarnée par le caudillo Juan Manuel de Rosas, ce combat ayant déterminé leur pensée. Rosas jouissait de l'appui des classes populaires que les hommes de Mai souhaitaient écarter de l'exercice du pouvoir. Les membres de l'association furent à l'origine de la rédaction de la Constitution de 1853. Les groupes gauchos, aborigènes et métis furent exclus de leur système électoral¹²⁴. Par ailleurs, une fois Rosas éliminé du pouvoir en 1852, J. B. Alberdi et D. F. Sarmiento entrèrent en conflit idéologique et politique¹²⁵. Dans une lettre datée du 14 novembre 1852 à Félix Frías¹²⁶, Alberdi qualifie le nouveau club organisé par Sarmiento (« el Club de Santiago ») comme une organisation de « momies respectables » (Cité dans Jorge M. Mayer, *Alberdi y su tiempo*, Buenos Aires, Eudeba, 1963, p. 439).

Si cet article reflète la pensée traditionnelle du nationalisme argentin conservateur, il reflète aussi le mécontentement face aux orientations qui furent prises par le gouvernement de Cristina Fernández de Kirchner en matière de célébration du Bicentenaire. En effet, en ce qui concerne les grandes figures de la nation, le gouvernement a choisi de mettre en avant les grands personnages du patriotisme latino-américain et pas seulement argentin, insistant ainsi sur une volonté d'union des

¹²⁴ Nicolas Shumway, *La invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé editores, 1993, 2002 [1991, The Regents of the University of California], chapitre 2.

¹²⁵ En effet, Alberdi fut nommé diplomate par le gouvernement d'Urquiza après la chute du dictateur J. M. de Rosas en 1852, et la capitale de la Confédération fut installée à Paraná. Sarmiento, tout comme Mitre, avait participé à la lutte contre le caudillo de Buenos Aires, et avaient gardé rancune envers Urquiza qui ne leur avait proposé aucun rôle central lors de la campagne. Mitre devint gouverneur de la province de Buenos Aires en 1852 et se sépara du reste de la Confédération jusqu'en 1861, année au cours de laquelle il renversa le successeur d'Urquiza, Derqui, et prit le pouvoir par la force, pour devenir président de la nation argentine. Pour Sarmiento, tous les caudillos étaient des barbares, Urquiza était un caudillo, le gouvernement d'Urquiza à Paraná représentait donc les forces de la barbarie, bien qu'il ait été élu en toute légalité, et les partisans de Mitre à Buenos Aires étaient les héritiers légitimes de Mariano Moreno et de Mai 1810, la « minorité » éclairée dont le destin était de sauver le pays.

¹²⁶ Félix Frías (Buenos Aires, 1816-1881) fut un politicien et journaliste argentin, représentant du romantisme catholique de la deuxième moitié du XIX^e siècle.

pays d'Amérique du Sud, et revendiquant de la sorte l'appartenance à une identité proprement américaine. Martín Piqué décrit l'inauguration officielle de la Galerie des patriotes latino-américains du Bicentenaire dans un article à caractère objectif, publié par le journal *Página/12* : « Será el acto oficial más importante por el bicentenario y no faltará la polémica. El martes 25 de mayo, horas después del Tedéum que encabezará la presidenta C. F en Luján, la mandataria inaugurará la Galería de los Patriotas Latinoamericanos del Bicentenario » (« Los héroes del Bicentenario », *Página/12*, 19 mai 2010). Les portraits destinés à apparaître dans cette galerie, située dans la *Casa Rosada*, siège du gouvernement argentin, ne correspondent pas vraiment aux figures du nationalisme classique argentin, liées aux libéraux du XIX siècle. M. Piqué nous en donne la liste : « Entre los cuadros aparecerán los rostros de Ernesto Guevara, José Martí, Jacobo Arbenz, Oscar Arnulfo Romero, Túpac Amaru II, Salvador Allende, Francisco Solano López, José Gervasio de Artigas, Juan Domingo Perón, Eva Duarte, Juan Manuel de Rosas, José de San Martín, Manuel Belgrano, Hipólito Yrigoyen, Augusto César Sandino, José Maria Morelos ». Comme le souligne le journaliste, cette galerie de portraits est sujette à polémique : on voit ainsi apparaître Juan manuel de Rosas (1793-1877) le caudillo « barbare » aux côtés de José Gervasio de Artigas (1764-1850), un autre caudillo, et de Manuel Belgrano qui bénéficie quant à lui d'une bonne réputation. En effet, M. Belgrano fut un des membres de la Première Junte gouvernante en mai 1810. José Gervasio Artigas fut nommé lieutenant colonel dans l'armée patriotique par la Junte de Buenos Aires en 1811 afin de lutter contre les Espagnols. C'est dans ce contexte qu'il prit la tête de la province appelée « Banda Oriental » (actuel Uruguay). Un document destiné aux députés de la Province Orientale à l'occasion de la réunion d'une assemblée constituante (*Instrucciones que se dieron a los diputados de la Provincia Oriental*, 13 avril 1813)¹²⁷ a permis de conserver la pensée d'Artigas. Dans ses instructions, il revendiquait l'indépendance totale du territoire, alors que Buenos Aires avait tout intérêt à instaurer une monarchie constitutionnelle ; il proposait également un État confédéré avec égalité totale entre les différentes provinces, contrairement au projet centraliste de la Junte à Buenos Aires. Dans son programme, Artigas refusait que soient fixés des droits de douanes entre les différentes villes des Provinces Unies, alors que Buenos Aires tentait de maintenir les mêmes privilèges économiques dont elle avait jouis en tant que capitale du vice-royaume. Il exigeait également la ratification collective de la totalité des provinces pour que puisse être adoptée une Constitution. Les députés de la Bande Orientale ne furent pas admis lors de l'Assemblée Constitutionnelle, et les *Instrucciones* d'Artigas ne furent jamais lues. En juin 1815, il réunit le Congrès oriental (*Congreso Oriental*) dans l'intention de rédiger une Constitution fédéraliste¹²⁸.

¹²⁷ Cité dans Nicolas Shumway, *La invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé editores, 1993, 2002 [1991, The Regents of the University of California], chapitre 3.

¹²⁸ *Ibid.*

Artigas était partisan d'une redistribution des terres entre les populations les plus défavorisées ainsi que d'un protectionnisme économique destiné à préserver l'industrie locale. Il s'intéressa également à la question indigène et proposa plusieurs décrets en faveur de l'autonomie des communautés, avec élection de députés indigènes pour les assemblées. Les revendications actuelles des populations autochtones qui réclament une représentation de leurs communautés à tous les niveaux institutionnels de l'État argentin rejoignent les idées déjà exprimées par J. Artigas en 1815. José Gervasio Artigas incarne en quelque sorte la fiction orientatrice antilibérale, protectionniste, populiste et personnaliste qui continue de définir certains éléments de la société argentine. Juan Manuel de Rosas est devenu quant à lui le symbole de la tyrannie et de la « barbarie » en Argentine, la mythologie nationaliste libérale ayant trouvé dans ce personnage controversé une icône idéale de tous ce qu'elle cherchait à condamner : l'identité américaine et le populisme. Car Rosas n'était pas fédéraliste au sens strict du terme : personnage autoritaire, durant son « règne » (1835-1852) Rosas renforça l'hégémonie de Buenos Aires sur les autres provinces au niveau politique et au niveau économique en établissant des privilèges douaniers, notamment dans le contexte du commerce avec les Anglais. Les personnages du XX^e siècle choisis pour la Galerie sont également très controversés : Ernesto Guevara (1928-1967) fut ce qu'on appelle un « subversif » qui lutta contre l'impérialisme américain et mena la révolution communiste jusqu'à Cuba en 1959 ; tout comme Augusto César Sandino, chef de la guérilla nicaraguayenne de 1927 à 1934. Tupac Amaru II (1742-1781), chef d'une rébellion populaire longue et sanglante contre les classes dominantes de la société coloniale, ne jouit pas non plus d'une bonne image dans la mythologie nationaliste créole. Juan Domingo Perón (1895-1974) et sa femme Eva Duarte (1919-1952) non plus, mais on ose moins le dire en Argentine. Le parti de la présidente C. F. de Kirchner, le Front pour la Victoire (*Frente para la Victoria*), est le parti néopéroniste en Argentine. Le Parti péroniste était un parti politique populiste et socialiste à caractère parfois autoritaire, et protectionniste en matière économique. Sa complexité réside dans le fait qu'il a pu voir se développer simultanément en son sein une tendance d'extrême-droite et une tendance d'extrême-gauche, qui entrèrent en conflit armé dans les années soixante-dix. Jacobo Arbenz Guzmán (1913-1971), président socialiste du Guatemala, fut renversé par un coup d'État organisé par la CIA en 1954. Le maréchal Francisco Solano López (1826-1870) fut le président du Paraguay pendant la guerre de la Triple alliance (Brésil, Argentine, Uruguay) contre son pays. On constate qu'il y a beaucoup de personnages du XX^e siècle, et des personnages contestés par les classes dominantes. Car pour la majorité des Argentins, l'Histoire officielle est constituée par les histoires des libéraux de la capitale fédérale Buenos Aires, qui est la version imprimée dans les textes scolaires. Le créateur officiel de cette histoire fut le général Bartolomé Mitre (1821-1906). La Galerie des patriotes inaugurée par C. F. de Kirchner fait directement écho

avec la *Galeria de celebridades argentinas*, une collection de biographies compilées par Bartolomé Mitre avec l'aide de Domingo Faustino Sarmiento (1811-1888), destinée à un vaste public et publiée en 1857¹²⁹. Mitre entreprit ses projets les plus ambitieux dans le domaine de l'historiographie entre 1853 et 1859, mais certains de ses travaux ne furent publiés que dans les années 1880. Afin de garnir sa Galerie, Mitre s'est particulièrement soucié de trouver des hommes exemplaires, et cela dans différents secteurs : trois généraux, San Martín, Manuel Belgrano y Juan Lavalle ; un marin, Guillermo Brown ; un prêtre libéral, Gregorio Funes, deux politiciens, Bernardino Rivadavia et son ministre José Manuel García ; un écrivain, Florencio Varela ; et un philosophe politicien, Mariano Moreno. Tout ces hommes servirent la cause de Buenos Aires lors des guerres de pouvoir, et aucun ne fut caudillo. Le parallèle avec les personnages qui furent choisis pour le bicentenaire en 2010, révèle clairement une volonté de rénover le nationalisme de la part de la présidente, en l'associant aux mythes nationaux des autres pays latino-américains et en rejetant la mythologie libérale conservatrice classique. Elle insiste symboliquement sur la lutte des guérilleros américains contre l'impérialisme occidental dans la deuxième partie du XX^e siècle, et contre la domination des États-Unis en particulier. Le journaliste Martín Piqué souligne le choix des deux portraits destinés à entourer la présidente pendant son discours d'inauguration : « ¿Cuáles serán los retratos que se verán en la pantalla, detrás de CFK, mientras la jefa de Estado pronuncie su esperado discurso en el acto oficial por el Bicentenario? Según pudo saber Página/12, serán las imágenes de San Martín y Allende, dos figuras especialmente queridas y admiradas por el matrimonio presidencial. ». San Martín (1778-1850), le héros des guerres contre les royalistes espagnols, est aussi celui qui refusa de s'impliquer dans les guerres de pouvoir qui opposèrent le gouvernement de Buenos Aires aux autres provinces du territoire. Il représente une certaine idée du patriotisme américain et de l'unité panaméricaine, dont Simón Bolívar avait rêvé. C'est par ailleurs la première facette de son personnage public, ses exploits pendant les guerres d'indépendance, qui lui permit d'intégrer le panthéon de la mythologie nationale fabriquée par Bartolomé Mitre. Quand à Salvador Allende, il est le premier président socialiste du Chili élu démocratiquement et renversé par l'armée de son pays, épaulée par la CIA. Il représente tout ce que craignent les groupes de pouvoir économiques créoles. On pourrait considérer la présence de San Martín comme une volonté de compromis de la part du pouvoir, tout comme celle de Manuel Belgrano (1770-1820), héros de l'indépendance élu pour la *Galeria de celebridades* et qui jouit également d'une place dans la Galerie des Patriotes en 2010. Toutefois, cette Galerie constitue une véritable controverse provocatrice à la mythologie libérale conservatrice, et l'on comprend la réaction agressive que cela peut provoquer chez des

¹²⁹ Nicolas Shumway, *La invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé editores, 1993, 2002 [1991, The Regents of the University of California], chapitre 8.

personnages comme N. Baigorria, pétrie par le républicanisme des textes scolaires officiels. Tout ici est question de construction d'images, selon les images choisies le scénario change. Selon les personnages-icônes sélectionnés pour la Galerie nationale, l'Histoire change. Le symbolisme des noms et des figures a donc une valeur idéologique forte, citons une phrase de N. Baigorria qui illustre le conflit entre deux idées de l'identité nationale et du patriotisme opposées, celle du gouvernement actuel et celle des conservateurs libéraux : « La Revolución de Mayo quedó inconclusa, continuarla era una tarea de muchas generaciones [...] el cambio de nombres de calles, plazas, hospitales, colegios e instituciones públicas, desplazando a figuras estelares de nuestra comunidad nacional por íconos sintónicos con el pensamiento único, constituyen un ejemplo palmario de que la República ha sido herida en sus entrañas » (« Mayo, una revolución inconclusa », *La Nación*, 24 mai 2010).

La volonté de refonder nationalisme qui soit plus populaire est également soulignée dans un article de Rodrigo Fresán publié dans *Página/12* le 26 mai 2010, c'est à dire le lendemain de la date anniversaire officielle, et intitulé « Querer saber » : « Entonces pienso '25 de mayo' y lo primero que se me ocurre [...] es recordarme dibujando, una y otra vez, el Cabildo. Amarillo » ; « Y las muchas cabecitas del pueblo. Que quería saber de qué se trataba mientras [...] deliberaban los Padres de la Patria. [...] el pueblo siempre se moja mientras sus gobernantes se sientan junto al fuego y conversan y conversan y conversan y después salen al balcón y dicen algo como ' llevo en mis oídos ' o ' la casa está en orden ' o algo por el estilo. ». R. Fresán est un écrivain et journaliste né en 1963 à Buenos Aires. Il pose le problème du caractère élitiste de la démocratie dans son pays. On peut mettre en parallèle à ses quelques lignes un extrait des *Oeuvres complètes* de Bartolomé Mitre : « El pueblo espera tranquilo el resultado de las deliberaciones de sus representantes legítimos, y confundido en las masas compactas de los batallones nativos, espera la señal de sus jefes para intervenir con las armas, si fuese necesario » (*Obras completas*, XI, p. 115). Ce qu'exprime R. Fresán de manière désabusée, B. Mitre l'exprime de façon enthousiaste, le « peuple » attend que ses dirigeants délibèrent, et va mourir pour eux si cela leur est demandé. Dans tous les cas, il ne participe pas aux décisions le concernant directement. Mitre justifie l'élitisme dans le but d'asseoir son propre pouvoir et de réaliser ses propres ambitions politiques. On notera par ailleurs que, dans la phrase de B. Mitre, « le peuple » se distingue des « bataillons de natifs ». Cela suggère que le peuple n'est composé ni par les gauchos, ni par les « indios », les « negros », ou les « mestizos ». Dans l'histoire récente du pays, la grave crise économique qu'ont subie les Argentins en 2001 illustre l'impuissance de la population quant aux décisions de gestion politique qui les concernent directement. Le romancier R. Fresán, à l'occasion de l'anniversaire officiel de la Révolution de mai 1810, exprime sur un ton mélancolique et assez noir le mal-être de la population face à un sentiment

patriotique que les élites cherchent à imposer mais qui n'existe pas : « La Argentina es ese país que siempre quiere saber de qué se trata la Argentina. » ; « la Argentina fue y será una incógnita ya lo sé. En el 1810. Y en el 2010 también. Para muchos una incógnita – una incógnita sin solución o resolución a la vista – es algo así como sinónimo de porquería ».

L'article du philosophe argentin Tomás Abraham intitulé « La palabra ausente », publié dans *La Nación* le 23 mai 2010 fait résonance avec d'autres, dont celui de R. Fresán. Le philosophe critique les analyses historiques qui mettent en relief les divisions et les problématiques du passé quand il faudrait faire l'éloge des grandes figures de la construction nationale du XIX^e siècle : « ¿En cuántos pedazos partiremos a Rivadavia, Sarmiento, Quiroga, Artigas, Dorrego, Roca, para que cada uno de nosotros se lleve su pequeña reliquia a casa y la cuelgue como trofeo? ». En voulant peut-être justement dénoncer les comportements partisans, T. Abraham adopte implicitement le parti d'une certaine pensée unique : « La afición que tenemos de abrazarnos al pasado, aferrarnos a mitos tantas veces rejuvenecidos, insistir en las divisiones pretéritas, y fragmentar de un modo maniqueo a nuestra historia y a la sociedad actual quizás tenga que ver con nuestro sentimiento presente ». Tout comme N. Baigorria, T. Abraham est nostalgique d'un patriotisme qui serait sans antagonismes et sans questionnements sur le passé national. Un nationalisme libéral, inspiré des figures de la *Galerie des célébrités* de Bartolomé Mitre : « ¿Cómo vamos a pensar en construir un futuro si ni siquiera se puede llevar a cabo una evocación colectiva en memoria de aquellos hombres de Mayo que nos legaron para las generaciones venideras las primeras luces de esperanza de un mundo nuevo? ¿De qué porvenir podemos hablar si todo se reduce a una fiesta con pabellones que muestran comidas y tradiciones pero que no une a nuestros representantes actuales en un recuerdo común? ¿Cómo obtener una aspiración colectiva si una fecha como ésta sirve para espantarnos y alejarnos como si un compatriota por tener ideas diferentes fuera un leproso? ». T. Abraham exprime son ressentiment envers la position officielle : sa position à lui est celle de l'élite, il dénigre les festivités populaires et regrette les protocoles officiels et les grands discours. Ce parti-pris conservateur se révèle lorsque le philosophe fait l'éloge du centenaire de la Révolution en 1910 : « Me gustaría imaginar aquello que se pensaba en 1910 respecto de cien años atrás [...] Nuestro país irradiaba un porvenir promisorio, era una de las pocas tierras prometidas que había en el planeta. » ; « El Bicentenario queda lejos y el Centenario nos queda grande ». On constate une certaine difficulté à accepter le questionnement historique, le pluralisme des opinions et les antagonismes qui en découlent nécessairement : « Rendir justicia a la memoria se ha convertido en un pretexto ideológico. Barremos el pasado con una escoba puritana y separamos héroes y mártires, verdugos y traidores, ignorando las contradicciones que caracterizan a todo hombre público ». Car si T. Abraham relève justement que chaque personnage public possède lui aussi ses contradictions

d'homme, il tente de nous faire oublier que le personnage politique est jugé au regard de son action et de son influence sur la société. Les contradictions d'une figure politique influente peuvent être déterminantes sur le vécu de milliers de personnes.

Cette nostalgie de l'Argentine du début du XX^e siècle est fortement exprimée dans un autre article paru dans *La Nación* le 25 mai 2010, jour officiel de la commémoration de la révolution émancipatrice. L'auteur, Bartolomé de Vedia, est mort le 12 août 2010, peu de temps après avoir rédigé cet article. Il était avocat et journaliste pour le journal *La Nación* depuis 1957. Le titre est sans équivoque : « Cuando el país era una fiesta ». L'article traite du supplément extraordinaire publié par *La Nación* à l'occasion du Centenaire en 1910 : « El mismo día en que el país cumplía cien años, el diario LA NACION decidió celebrar el acontecimiento con la publicación de un suplemento periodístico de excepcionales proporciones, que tenía casi mil páginas y que incluía sustanciosos textos así como un amplio despliegue de grabados y fotografías ». B. de Vedia nous explique que cette publication s'ouvrait par un travail de Joaquín V. González, intitulé *El juicio del siglo*. Joaquín V. González (1863-1923) fut un politicien, historien et philosophe argentin. Gouverneur de la province dans laquelle il naquit, La Rioja, il fut également le fondateur de l'Université de La Plata et de l'Institut Supérieur du Professorat de Buenos Aires. Il intégra de plus la Real Academia Española et la Cour Permanente d'Arbitrage de La Haye¹³⁰. J. V. González en 1910 et B. de Vedia en 2010 s'inscrivent dans le mouvement de l'historiographie libérale conservatrice dont le journal *La Nación* se fait le porte-parole : « Explicaba el autor las dificultades que había tenido que sortear para cumplir esa tarea. Y recordaba que hasta el historiador argentino más acaudalado en documentación histórica – se estaba refiriendo, fuera de toda duda, al general Mitre – 'había empleado casi la totalidad de su fecunda existencia en la tarea de acumular y ordenar los materiales que requería la empresa en la que estaba empeñado'. Recordemos que Mitre había fallecido en 1906, cuatro años antes del centenario. ». Cet extrait d'article annonce la lignée libérale héritée du général Mitre, fondateur du journal et référence absolue en 1910 comme en 2010. On pourrait d'ailleurs se questionner sur la valeur objective de l'analyse historique du général Mitre qui serait plutôt un chroniqueur du XIX^e siècle, dont le parti-pris et l'action étaient clairement orientés. En effet, son travail en tant qu'historien reflète les mêmes intérêts que ceux qui le conduisirent à des activités politiques et militaires : des moyens par lesquels il essayait de légitimer ses aspirations en tant que leader national, ainsi que la domination de Buenos Aires sur l'intérieur du pays¹³¹.

¹³⁰ Fondée en 1899, la CPA est la plus ancienne institution chargée de régler les conflits internationaux. Organisme international chargé de faire appliquer le droit commercial international, la CPA administre la résolution de controverses qui auraient surgi de traités commerciaux internationaux, dont les traités bilatéraux et multilatéraux de protection des investissements étrangers.

¹³¹ *Nicolas Shumway, La invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé editores, 1993, 2002 [1991, The Regents of the University of California].

Bartolomé de Vedia le dit lui-même : « Observaba Joaquín V. González que tanto Mitre como Vicente Fidel López – el otro historiador de reconocida importancia dedicado a la investigación del pasado nacional – habían tenido que sustituir en un determinado momento el lenguaje histórico por el autobiográfico : es que ambos historiadores habían sido, en buena medida, actores de los propios hechos que estaban narrando ». Le journaliste et avocat B. de Vedia se place dans la continuité idéologique de J. V. González un siècle après et ne questionne pas ses affirmations : « Según Joaquín V. González [...] El acuerdo, la conciliación, y el espíritu de unidad que en vano se habían estado buscando desde 1820 se lograron a partir de la caída de Rosas. Eso permitió que la ley infalible del progreso y la libertad fuera por fin una realidad para los argentinos. ». Nous sommes bien en présence du mythe classique de la civilisation contre la barbarie, des libéraux contre les caudillos « barbares » américains : « El artículo de J. V. González incluye todavía esta precisa reflexión : 'Tras haber dado al mundo un alto ejemplo con el derrocamiento de una tiranía anacrónica, se crearon las condiciones básicas para la proclamación definitiva de la unión nacional y, desde ese día, la Argentina empezó a ser iluminada por el sol de una nueva era, por el sol de la grandeza futura, que ya nunca más dejó de brillar, hasta hoy en el cielo de la patria'. NO olvidemos que esto fue escrito en 1910 ». En fait, la chute de Rosas en 1852 permit à B. Mitre de prendre le pouvoir dans la province de Buenos Aires, puis d'entrer en conflit avec le nouveau gouvernement confédéré d'Urquiza, parfaitement légal mais ayant choisi pour capitale la ville de Paraná. Joaquín V. González fut ministre du gouvernement de Julio Roca (1880-1886 ; 1898-1904), on comprend donc qu'il ait également dépassé toute mesure lorsqu'il qualifia la période allant de 1852 à 1910 comme une nouvelle ère illuminée par un soleil qui ne cessa jamais de briller. Cette nouvelle ère du progrès selon la mythologie libérale commença en fait à partir de l'arrivée du général B. Mitre à la présidence de la nation en 1862, lorsque s'installèrent au pouvoir les élites minoritaires de la capitale à nouveau établie à Buenos Aires (la « Generación del 80 »).

On peut constater à travers ce corpus d'articles qu'il existe deux tendances en opposition en ce qui concerne le culte des héros de la nation argentine. La tendance libérale classique fait l'éloge des hommes de la Génération de 1937 et d'une idée de la société argentine héritée de la Constitution de 1853. Ou, pour être plus précis, une mythologie nationaliste héritée de l'historiographie selon B. Mitre et D. F. Sarmiento, et qui tente d'attribuer les succès « passés » de l'histoire du pays à un groupe minoritaire qui serait l'unique héritier du mouvement de Mai 1810 et des Lumières. Cette idéologie aurait trouvé son aboutissement dans la société argentine de 1910 qui illustrerait, comme nous le verrons dans d'autres articles, une sorte de paradis perdu du libéral-conservateur. La deuxième tendance cherche à valoriser l'action collective et populaire dans les processus historiques qui ont participé à la construction nationale argentine. Au niveau officiel on a pu constater la

volonté de revitaliser le sentiment patriotique en renouvelant les figures du mythe nationaliste. La présidente choisit ainsi des personnages plus proches dans le temps, et représentatifs d'un républicanisme et d'un socialisme proprement américains. On constate également une évolution de la pensée révisionniste argentine. En effet à la fin du XIX siècle et au début du XX siècle, ce sont les figures d'un républicanisme fédéral, les caudillos par exemple, considérés comme barbares et sauvages par les intellectuels libéraux, qui furent réhabilités par les penseurs de l'américanisme et de l'indigénisme afin de construire une identité qui soit proprement américaine. En 2010, la population, le « peuple », est valorisé par la presse de gauche, en tant qu'entité constitutive et essentielle de la nation, déterminante dans son action sur la société.

B. Institutions politiques et société

Les notions de « peuple » et de gouvernement nous amènent à la question des institutions de l'État. Une nation, structurellement parlant, se définit par un territoire possédant un État, cet État étant le gérant et le garant d'une série d'institutions qui administrent le-dit territoire et sa population. Dans la question du mythe nationaliste l'organisation institutionnelle a donc une place importante. Nous allons tenter d'analyser à travers ce corpus d'articles publiés lors des festivités du bicentenaire de la Révolution de Mai 1810 quels sont les rapports entre institutions politiques et nationalisme, et comment le présent argentin juge l'évolution de ses institutions.

Le gouvernement Kirchner a revendiqué un nationalisme latino-américain à l'occasion du Bicentenaire, et cette identité américaine est nouvelle pour l'Argentine qui s'est longtemps réclamée d'un modèle culturel à l'européenne. La direction du journal *Clarín* fut longtemps influencée par le mouvement du « desarrollismo », une théorie politique et économique du développement propre aux pays « en voix de développement », et qui émergea après la Seconde Guerre mondiale. A l'occasion du Bicentenaire au mois de mai 2010, le journal a invité l'écrivain mexicain Carlos Fuentes (né à Panamá en 1928) afin qu'il rédige un article intégré dans la publication d'un supplément exceptionnel (bicentenario.clarin.com/nota5). Dans cet article intitulé « Iberoamérica necesita recordar toda su historia » C. Fuentes s'adresse à ses amis argentins et les questionne : « Díganme amigos argentinos qué pasó entre 1950 y 2010. [...] Digo esto para evocar una súbita paridad entre la Argentina y otros países latinoamericanos. El descenso ha sido común en todos ». C. fuentes fait le constat des crises successives qu'a vécues l'Argentine ainsi que les autres nations latino-américaines dans la deuxième moitié du XX^e siècle, et dont les conséquences furent désastreuses sur l'économie et la vie politique de la région. Il souligne le décalage originel entre

institutions et société pour tenter d'expliquer les échecs des gouvernements qui se sont succédé : « La independencia mostró que detrás de la fachada colonial se agitaban intereses y lealtades de toda suerte : voluntad de cambio político pero también continuidad de intereses económicos, persistencia de diferencias sociales, voluntad de ascenso y de retraso, conflicto militar pero también revuelta popular. ¿Y forma de gobierno? ¿Monarquía o república? Y si república, ¿Qué clase? ¿Federal o centralista? ¿Confederada o nacional? ¿Nacional o local? [...] Las opciones, que variaron de la republiqueta del Titicaca al imperio mexicano de Iturbide, cometieron un doble error. Negaron tres siglos de vida colonial. Le dieron la espalda al pasado cultural y propusieron formas de prestigio político sin el contenido social indispensable [...] ». Il répond de cette manière à la tendance conservatrice qui, nous l'avons vu, rechigne à questionner le passé et refuse les auto-critiques nécessaires à la réflexion : selon lui, et dans toutes les nations émergentes de l'Amérique latine du XIX, les institutions qui purent être mises en place suite à l'élaboration des Constitutions n'ont pas été adaptées à la réalité sociale des territoires. Par ailleurs, et sans offrir de parti-pris ou en faire l'éloge, Carlos Fuentes fait le constat du « rêve brisé » de l'Argentine de la première moitié du XX^e siècle : « [...] en 1910, todos apostaban a que en las Américas, medio siglo después, sólo habría dos grandes potencias : los Estados Unidos y la Argentina. Esta, construida de Sarmiento a Saavedra Lamas, tenía toda la fachada de la prosperidad y el poder ». Selon l'écrivain panaméen, c'est donc d'une remise en question fondamentale qu'a besoin l'Argentine, et pas uniquement l'Argentine, mais bien toutes les nations d'Amérique latine : une réflexion sur le décalage entre la société et les institutions, non adaptées à la réalité américaine. Cette réalité sociale serait selon lui le résultat de l'histoire précolombienne, à laquelle s'est greffée la période coloniale puis le parcours des jeunes nations indépendantes. C. Fuentes rappelle dans son article que l'histoire des nations d'Amérique ne commence pas au moment des indépendances, mais bien avant : « En 2010, nos corresponde recordar la totalidad de nuestra historia, no sólo los doscientos años, sino el pasado colonial y precolombino a fin de sacar fuerzas de lo que hemos hecho : una gran cultura y una economía y política pobres. [...] Aprendamos la lección de la independencia. El pasado es anterior a 1810 y el futuro va más allá de 2010 ». Il souligne ainsi l'importance du travail de mémoire dans le processus de construction nationale.

Dans une entrevue réalisée par Pablo Mendelevich pour le journal *La Nación* et publiée le 23 mai 2010, José Carlos Chiaramonte¹³², directeur de l'Institut d'histoire argentine et américaine « Dr Emilio Ravignani » (*Instituto de Historia Argentina y Americana Dr Emilio Ravignani*), réalise une belle démonstration du travail de réflexion historique permettant l'évolution de la société et de ses

¹³² Une de ses dernières publications traitent de l'histoire politique des indépendances, et remet en question l'histoire par un examen des idées : *Fundamentos intelectuales y políticos de las independencias: notas para una nueva historia intelectual de Iberoamérica*, Buenos Aires, Teseo, col. Instituto Ravignani, 2010.

institutions. À propos du décalage entre institutions et société, J. C. Chiaramonte rappelle que l'idée de nation telle que nous la connaissons n'existe que depuis le milieu du XIX^e siècle : « La historia de las naciones, no sólo la argentina, ha sido deformada por un enfoque ideológico que se suele llamar principio de las nacionalidades [...] De acuerdo con esto, los estados existen como proyección de una nacionalidad preexistente. Los historiadores, tanto europeos como norteamericanos, han demostrado que esto no corresponde a la realidad de ninguna de las grandes naciones que hay en el mundo ». Le principe des nationalités dont parle J. Chiaramonte repose sur une solidarité naturelle d'ethnie, religion, culture, langue (alors que le droit des peuples à l'autodétermination est fondé sur une solidarité consciente). Par extension, le principe des nationalités conférait à chaque État le droit de former une nation. Nous l'avons vu avec E. Hobsbawm¹³³ et Roland Barthes¹³⁴, (nous pouvons également citer Etienne Balibar¹³⁵) et J. C. Chiaramonte le souligne, aucune nation ne possède de base ethnique ou culturelle, elles sont le résultat de limites territoriales définies à partir d'un État et de son rayon d'administration. La construction des nations au XIX siècle a surtout répondu aux nécessités des échanges de capitaux à l'ère du libéralisme classique. Finalement, le critère ultime pour pouvoir prétendre entrer au rang des nations modernes était la capacité économique. L'historien ajoute dans ce sens et comme pour répondre à la ferveur nationaliste de Néliida Baigorria : « El pueblo de Buenos Aires actúa como una de las tantas soberanías que surgen al caer la monarquía. La palabra argentinos era sinónimo de porteño. No de los nativos que no cabían en esta denominación.[...] lo que la mayoría buscaba era cierto grado de autonomía política sin abandonar la pertenencia a la monarquía hispana ». Serait-ce le directeur de l'Institut d'Histoire Argentine et Américaine que Mme Baigorria désignerait lorsqu'elle parle de pseudo-historiens partisans de l'absolutisme? Les deux articles sont publiés dans le même journal. L' article de N. Baigorria date du 24 mai 2010 et celui de P. Mendelewich du 23 mai 2010. Ce serait donc une réaction à chaud, qui pourrait expliquer l'agressivité de l'ancienne institutrice. On peut se poser la question de l'influence des groupes de pouvoir au sein de la direction de *La Nación* dans une situation comme celle-ci. J. C. Chiaramonte procède à son analyse dans le cadre de l'histoire et non dans le cadre du mythe. Il souligne l'importance des villes comme premières entités institutionnelles de la future nation : « La Primera Junta de Gobierno no es la Primera Junta de la nación que no existía sino una reunión de diputados que no eran los actuales, 'de la nación', sino apoderados o procuradores de las entidades soberanas que los habían elegido, las ciudades. La ciudad fue la primera forma de soberanía independiente en toda hispanoamérica ».

¹³³ Eric Hobsbawm, *Nations and nationalism since 1780, programme, myth, reality*, Londres, Cambridge University Press, 1989.

¹³⁴ Frederick Barth., *Ethnic groups and boundaries*, Bergen, Oslo, Universitetsforlaget, 1969.

¹³⁵ Etienne Balibar et Immanuel Wallerstein., *Race, nation, classe, les identités ambiguës*, éditions La Découverte, 1988.

Nous avons vu dans le cadre du mémoire de master I qui traitait des rapports entre populations aborigènes et nation argentine entre 1810 et 1829, que la nation n'a en fait pas eu d'existence avant la première Constitution de 1853 (« Indigènes et nation argentine, 1810-1829 », Université Stendhal Grenoble³, mai 2010). C'est ce qu'affirme également J. C. Chiamonte dans cet article : « Hay un trabajo mío que evalúa los artículos del *Telégrafo Mercantil*, el primer periódico rioplatense, donde la palabra argentinos es usada por algunos colaboradores porteños pero nunca por uno del interior. En 1831 en Corrientes, que era la más opositora a Buenos Aires, Pedro Ferré, el gobernador, acepta llamarse argentino. [...] El pueblo argentino no va a existir hasta 1853 ». De 1810 à 1853, ce sont donc les villes, sièges des gouvernements de provinces, qui de fait déterminèrent l'évolution politique du territoire. L'importance des villes (« cabildos ») dans le système représentatif de la nation argentine en construction au XIX^e siècle explique peut-être que, comme J. Chiamonte le rappelle, le principe de confédération ait été perçu comme un danger potentiel d'affaiblissement et de division de la nation par une partie de la classe politique qui cherchait à renforcer le pouvoir centralisateur de Buenos Aires : « [...] En el Río de la Plata se demonizó el concepto de confederación y los conflictos que esto originó duraron cuarenta años ».

Cette peur d'un pluralisme qui serait la source de conflits civils habite encore, et de façon marquée, une partie de la classe politique. L'opposition aurait même tendance à s'en servir pour rejeter les antagonismes politiques. Natalio Botana, dans un texte publié le 23 mai 2010 dans *La Nación*, revient sur le parcours de la vie politique argentine au XX^e et fait un parallèle avec le premier siècle de la nation. Pour cela, il utilise le texte de Joaquín V. González, *El juicio del siglo*, publié à l'occasion du centenaire par le journal *La Nación* en 1910 (et que Bartolomé de Vedia cite à nouveau dans son article publié le 25 mai dans le même journal) : « El 25 de mayo de 1910, Joaquín V. González publicó en el suplemento que *La Nación* dedicó al Centenario, un ensayo 'crítico-histórico' acerca del desenvolvimiento de la Argentina en su primera centuria ». Natalio Botana est docteur en Sciences Politiques et Sociales (Université Catholique de Louvain, Belgique), il est professeur et directeur du Département de sciences politiques de l'Université Torcuato Di Tella (université privée fondée en 1991 à Buenos Aires), il est aussi membre de l'Académie nationale de sciences morales et politiques et de l'Académie nationale d'histoire. Le titre de l'article de N. Botana, « Bajo el signo de la discordia », fait clairement allusion à la problématique des guerres civiles en Argentine. Le thème du pluralisme en démocratie est un sujet cher au politologue N. Botana et, pour l'anniversaire de la révolution émancipatrice, il choisit d'aborder le sujet des « querelles fratricides » qui constitueraient un problème récurrent au sein de la nation : « Entre 1810 y 1910, en la Argentina se habían transformado la sociedad y la economía mientras que la política permanecía aferrada, según aquel polifacético hombre de Estado, jurista, historiador, sociólogo y

educador, a un conjunto de problemas recurrentes [...] El texto (*El juicio del siglo*), una crua profunda de la experiencia con la especulación teórica, desplegó ante el lector tres tendencias que habían marcado con su sello nuestro pasado : 'la ley de las discordias civiles' ; la 'representación tácita' que perturbaba el ejercicio de la representación política; por fin, la configuración que iban adoptando el Estado y la sociedad ». N. Botana, à travers sa référence au texte de J. V. Gonzalez (qui fut nommé ministre de l'Intérieur sous le gouvernement de Julio Roca en 1901 et ministre de la Justice et de l'Instruction Publique en 1904 par Manuel Quintana), remet en question de manière non explicite la gestion politique menée aussi bien par les promoteurs d'un certain protectionnisme que par les libéraux au XIX^e siècle : « De entrada nomás, el argumento de *El juicio del siglo* nos confronta con un elemento morboso que, al compás de los 'odios de facción' sembraba 'la semilla del odio' y arrastraba a los argentinos hacia el 'vértigo sangriento de las querellas fratricidas'. J. V. González creía que el rol pacificador de la Constitución nacional podía encauzar los combates hacia 'armonías cada vez más estrechas e íntimas'. Nada de esto ocurrió entre 1930 y 1983 ». La Constitution de 1853 reste un modèle du républicanisme argentin : bien qu'étant une Constitution fédérale, elle représente la première union nationale pacifique entre toutes les provinces du territoire, à l'exception de Buenos Aires. N. Botana procède à une ellipse et ne mentionne pas la période qui va de la fin du XIX^e siècle au début du XX^e siècle : la stabilité relative de la période allant de 1862 à 1916 a été due, en fait, à l'enracinement progressif d'un système politique dans lequel des gouvernements de la même famille se succédaient au moyen d'élections frauduleuses, assurant ainsi la protection des intérêts des groupes de pouvoir économique en place. L'article souligne que le coup d'État qui fit chuter le gouvernement radical d'Yrigoyen¹³⁶ (1916-1922 ; 1928-1930) en 1930 donna lieu pendant les treize années qui suivirent au retour de la fraude et de la proscription électorale. Sans l'expliquer vraiment la chose est dite : les gouvernements libéraux-conservateurs qui s'installèrent au pouvoir entre 1862 et 1916 furent les premiers gouvernements non démocratiques de la jeune république argentine, née en 1853. Il enchaîne sur les différents coups d'États qui minèrent les tentatives de construction nationale à partir de 1930 : « Sobre el fondo del golpe de Estado se destacaba en 1930 la crisis económica que había despuntado un año antes, pero al lado de ese factor es posible advertir en esta caducidad del temperamento reformista

¹³⁶ Le radicalisme fut une force politique de centre-gauche importante, surtout en Europe, au XIX^e siècle. Le radicalisme est une variante du libéralisme classique qui propose le réformisme plutôt que la révolution sociale. La notion de radicalisme est intrinsèquement associée à l'Union Civique Radicale (Unión Cívica Radical), parti fondé en 1891 et dont les postulats fondamentaux étaient l'ouverture politique, la fin de la fraude et de la proscription politique au niveau électoral et l'élargissement des droits en faveur des classes moyennes et défavorisées de la société, des immigrants et de leurs descendants. Dans ce but, la UCR entrepris trois révolutions : en 1890, en 1893 et en 1905, qui bien qu'elles n'aboutirent pas, obtinrent des concessions de la part des gouvernements conservateurs en place. Le radicalisme put arriver au pouvoir la première fois en 1916, représenté par Hipolito Yrigoyen. La UCR gagna également les élections de 1922, 1928, 1938 (alliée avec les conservateurs), 1958, 1963 (la tendance appelée Union Civique Radicale du Peuple), 1983 et 1999.

el ánimo belicoso con que la opinión pública, azuzada por algunos diarios, comenzó a dividir el campo, como en el siglo XIX, en facciones antagónicas ». Pour N. Botana les guerres entre « factions » politiques sont constitutives de la vie politique argentine, au XIX^e siècle comme au XX^e siècle, et jusqu'à nos jours (voir l'article du jeudi 16 juin 2011 de N. Botana, publié dans *La Nación* et intitulé « La excitación del pluralismo »). On peut trouver étrange qu'il mentionne l'irruption du pouvoir des armes en politique en 1930, au moment de la chute d'Yrigoyen, car, nous le verrons plus en avant et il l'affirme lui-même, le XIX^e siècle fut l'époque des guerres civiles entre provinces et des prises de pouvoir par les armes. Il est remarquable de noter que N. Botana fait référence au rôle qu'ont joué certains journaux tels que *Crítica*, dirigé par son homonyme, dans la chute du gouvernement d'Yrigoyen. Malgré cette référence certaine, il ne nomme pas précisément les journaux dont il s'agit. Natalio Botana est un politologue à l'occidentale, formé en Belgique, il compare l'avènement de la politique socialiste du général Perón aux gouvernements fascistes européens du XX^e siècle : « [...] en 1943 cayó el telón de un nuevo golpe de Estado, cercano en su origen a las fórmulas autoritarias que, por aquel entonces, campeaban en Francia y en la península ibérica ». En effet, et on ne peut le contredire, la chute du gouvernement de Ramón Castillo en 1943 ne se fit pas par voie démocratique et le général Perón s'inscrit dans cette tradition du caudillo militaire, populiste. Néanmoins, ce sont les élections démocratiques organisées en juin 1946 qui amenèrent Perón à la présidence de la nation. De plus, le système du suffrage en Argentine était vicié par la fraude et la manipulation, et ne faisait que maintenir au pouvoir des gouvernements œuvrant pour la défense des intérêts de l'oligarchie dominante. La tradition de centre-droite et de la gauche modérée considère que la politique péroniste sans compromis fut à l'origine de nouvelles guerres entre partis politiques irréconciliables, ces antagonismes ayant fait basculer le pays dans la violence : « [...] ese caudaloso movimiento dividió la democracia en bandos irreconciliables. Para adherentes, el peronismo era la afirmación de la democracia en tanto conciencia igualitaria de participación ; para quienes lo enfrentaban era la negación de las libertades ». Cette idée correspond à une certaine réalité. En effet, les conflits entre la bourgeoisie libérale capitaliste nationale, alliée aux capitaux étrangers, et les gouvernements socialistes dégénérent en affrontements civils violents entre factions armées des partis opposés. Ces conflits armés servirent de prétexte aux juntas militaires soutenues par les groupes de pouvoir économique pour s'imposer par la force et rétablir le règne du capitalisme néolibéral en Argentine. On peut penser que les difficultés à accepter les antagonismes politiques correspondent plus, pour certains, à cette peur d'un retour à la violence généralisée qu'à une critique des réformes sociales entreprises : « [...] en la Argentina las raíces de la violencia crecían con fuerza. Una raíz se encontraba en el régimen de 'representación tácita' que se impuso en el país a partir de 1955 y en el 'furor del mando' que, en grados diferentes, encarnaron

sendos capítulos de autoritarismo militar. La otra raíz estaba en las acciones tributarias de una nueva épica revolucionaria, con epicentro en Cuba, también dotada de un 'furor del mando' dispuesto a conquistar el poder a punta de fusil ». On pourrait rétorquer à N. Botana que les différences entre révolution sociale et réformisme social sont parfois minimales. Ainsi, les coups d'États militaires du XX^e siècle en Argentine venaient-ils en réaction à une révolution sociale ou à une politique de réformes profondes ? En 1955 et en 1966 les coups d'État furent des contre-réactions face à la politique péroniste. Comme le souligne N. Botana, l'instauration de gouvernements de facto et la réduction des libertés provoquèrent en retour une radicalisation des partis. En 1976, le putsch surgit comme soit disant réponse à la montée de la violence civile et à l'anarchie politique, d'où son appellation de « Processus de réorganisation nationale ». Dans le cadre de son analyse des institutions, N. Botana, à partir du texte de J. V. González, pose la question de la représentation dans le système républicain argentin et affirme la nécessité d'assainir et de redonner une valeur absolue au suffrage : « 1983 fue entonces un año decisivo a partir del cual tuvimos que superar la rémora de un sistema viciado de representación política. J. V. González lo calificó con el concepto de 'representación tácita', aludiendo a la 'ficción' electoral que montaban los filibusteros de la política. El reverso de este juego engañoso para desnaturalizar la sinceridad del sufragio fue la 'centralización' del poder de la república en los presidentes y los gobernadores de las provincias ». Les diverses présidences « de facto » qui se sont succédées au XX^e siècle ont peut-être en effet vidé le suffrage universel de son sens. L'enjeu de la construction démocratique à partir de 1983 aurait donc été de réinvestir les institutions de l'État de leur rôle représentatif. N. Botana souligne cette tendance au pouvoir personnaliste jusque dans l'actualité, et fait appel au pluralisme comme garant du fonctionnement des institutions : « Reconcentrada en algunas provincias e intendencias, donde los gobernantes reproducen el ejercicio hegemónico del poder, el pluralismo que debería contrarrestar esta tendencia (la 'representación tácita') sigue siendo frágil [...] la tradición 'ejecutiva' prosigue segando las reservas de autonomía de la sociedad civil. » N. Botana fait le constat des défaillances d'un système républicain vicié par la tradition autoritaire de son exécutif. Comme Alain Touraine dans un article publié dans *Clarín* et que nous étudierons dans le chapitre traitant de l'actualité du bicentenaire (Alain Touraine, sociologue, Directeur de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales de Paris, *Clarín*, mai 2010), il constate que le système législatif est subordonné au système économique : « En los hechos, la legislación social se impuso en la Argentina con escaso gradualismo y, cuando llegó hasta el punto de su plena maduración, los derechos sociales se marchitaron porque el régimen fiscal que debía sostenerlos se derrumbó ante el vendaval de las crisis económicas ». Il accuse toutefois les crises économiques en omettant de citer la pression des groupes de pouvoir en place, qui refusent les politiques de nationalisation des ressources du

territoire et la contribution fiscale, condition de la solidarité sociale. L'oligarchie latifundiste et les représentants des capitaux étrangers en Argentine ont démantelé les tentatives de réformes sociales entreprises dans le pays. On peut s'avancer jusqu'à dire que N. Botana, tout en s'inscrivant dans une tradition conservatrice, représente une tendance plutôt modérée des libéraux : « La descripción de esta mezcla entre lo viejo y lo nuevo, entre herencias del pasado e innovaciones del presente, en una Argentina que inicia en el siglo XXI su tercera trayectoria, recupera una de las intenciones teóricas de *El juicio del siglo* : cambios y continuidades en un mismo fresco histórico para marcar nuestra futura carta de navegación ». Cette tendance de la droite cherche à concilier tradition libérale fondatrice du nationalisme et réalités sociales. N. Botana représente également l'école des intellectuels argentins qui s'inspirent du républicanisme à l'européenne et voudraient l'appliquer à la réalité américaine. Il fait en quelque sorte la démonstration du décalage qui peut exister entre une certaine élite pensante et les problématiques de la société.

Le thème des luttes entre « factions » politiques constitue une problématique récurrente de la vie politique en Argentine. Il est abordé dans le journal *Clarín* dans un article publié pour le supplément Bicentenaire du mois de mai 2010 et rédigé par María Sáenz Quesada (bicentenario.clarin.com/nota2). La phrase de lead (ou d'attaque) de son article synthétise la tendance du texte : « Luchas facciosas, consensos quebrados ». María Sáenz Quesada est historienne, elle fut enseignante et Secrétaire à la Culture de la ville sous le gouvernement provincial de Fernando de La Rúa jusqu'en 1998. Elle est aussi sous-directrice de la revue *Todo es Historia*, dirigée par Félix Luna. M. S. Quesada s'inscrit dans la même tendance que N. Botana : historienne inspirée par le libéralisme du XIX, son modèle national reste le républicanisme de fin du XIX^e siècle et début du XX^e siècle, un républicanisme dominé par un groupe d'élite, qui cherche à imiter l'Europe : « En 1890, en circunstancias muy diferentes, hubo otra sensación de derrumbe. La República argentina ya estaba constituida; el problema de la capital federal se había zanjado; las cuestiones de límites se habían sometido al arbitraje y la inmigración alcanzaba su pico más alto. Sin embargo, a raíz de los primeros logros económicos se creó un microclima en el que prosperó la ilusión de hacerse rico de un día para el otro. Esto alimentó la especulación financiera y desencadenó una profunda crisis económica y moral. [...] Pero no hubo vacío de poder. Las instituciones eran sólidas, los objetivos de la Constitución se mantenían vigentes y la élite gobernante se reagrupó en torno al vicepresidente ». En Argentine on appelle *Generación del 80* l'élite gouvernante de la république pendant la période allant de 1880 à 1916. Issus des familles riches des provinces et de la capitale, ils se regroupèrent tout d'abord en formant la *Liga de Gobernadores* (Ligue des gouverneurs) et par la suite le Parti autonomiste national (*Partido Autonomista Nacional*), une fusion des forces dominantes de la période précédente, le Parti

autonomiste et le Parti national, tout deux successeurs de la scission de l'ancien Parti Unitaire. En 1880, ce groupe lança la candidature du général Julio Argentino Roca, le général qui avait mené la Campagne du Désert (*Conquista del Desierto*¹³⁷) un an avant. Nous l'avons vu plus haut, ces gouvernements se sont maintenus en place au moyen de la fraude électorale. Selon M. S. Quesada, c'est l'enracinement de l'élite au pouvoir qui permit le maintien de la république malgré la crise de 1890. En réalité, les soulèvements politiques d'opposition menés par l'Union civique radicale (1890, 1892 et 1893. UCR, voir note de bas de page n°137) revendiquaient des réformes sociales, la fin de la fraude et de la proscription électorale. Ils furent écrasés par l'armée du commandant Roca, à la présidence depuis 1880. Après avoir éliminé tous ses adversaires, Roca fut à nouveau élu pour un deuxième mandat (1898-1904). Doit-on parler pour autant d'institutions stables et d'objectifs constitutionnels respectés ? Par ailleurs, José C. Chiaramonte l'a souligné dans l'article que nous avons cité plus haut, dans la région du Río de la Plata le concept de Confédération fut diabolisé et cela fut à l'origine de quarante ans de guerre civile. María Sáenz Quesada exprime cette diabolisation du fédéralisme et de ses caudillos, que la classe libérale a condamnés : « La historia argentina aporta ejemplos de crisis profundas en las que pareció que no había salida. Esto sucedió en 1820 cuando las fuerzas centrífugas personificadas en los caudillos del litoral derrotaron al gobierno central. Así culminaron cinco años de guerras civiles, interventionismo capitalino, miras localistas y espíritu faccioso que hicieron naufragar el proyecto de país esbozado en 1810 : sustituir el viejo orden por uno más justo donde los protagonistas serían los criollos [...] ». On le voit, fédération devient synonyme de régionalisme et de discorde. Et pourtant, c'est bien la Constitution de 1853 qui permit d'établir pour la première fois les règles d'un territoire argentin unifié politiquement sous la forme d'une confédération. D'autre part, il existe une tendance à faire débiter, en terme chronologique, la succession des gouvernements militaires et des coups d'État en Argentine en 1930, au moment de la chute du gouvernement d'Hipolito Yrigoyen : « En 1930 comenzó el ciclo de los golpes militares. Esta irrupción del poder militar fue consecuencia de la peor crisis económica internacional del siglo. [...] No obstante, en ese mundo en que se imponían los totalitarismos, la República, aunque amenazada, se mantuvo en pie ». Or, le pouvoir militaire n'a

¹³⁷ Les affrontements entre la Confédération Argentine et la Province de Buenos Aires provoquèrent l'affaiblissement de la sécurité au niveau des frontières internes avec les tribus aborigènes du territoire. Dans la deuxième moitié du XIX siècle, l'Argentine (tout comme le Chili) consolidèrent leurs gouvernements et purent entreprendre de s'approprier la totalité des territoires dont ils avaient hérités de la couronne espagnole. En 1867, fut promulguée la loi n° 215, qui prévoyait de déplacer la frontière sud (*Frontera Sur*) au niveau des rivières Negro, Neuquén et Agrio. En 1878, le gouvernement de Patagonie fut créé par le président Nicolas Avellaneda (loi 954). En 1879, commença la deuxième vague qui atteint les objectifs de la rivière Negro et la rivière Neuquén, ainsi que la rivière Colorado. Entre 1882 et 1883, le général Villegas entreprit une nouvelle campagne et réussit à contrôler la totalité de l'actuelle province de Neuquén. La pression continua à s'exercer sur les aborigènes qui s'étaient retranchés plus au sud pour résister, jusqu'à obtenir la reddition de Manuel Namuncura et de ses 330 guerriers en mars 1884. Quelques groupes minoritaires restèrent insoumis au niveau de Chubut, jusqu'en 1888.

pas fait irruption dans la vie politique de l'Argentine en 1930, et l'avènement de la Constitution de 1853 ne fit pas l'unanimité. Déjà en 1828, le général unitaire Lavalle organisait un coup d'État destiné à renverser le gouvernement de Manuel Dorrego, un fédéral modéré, élu gouverneur de la province de Buenos Aires par la législature provinciale. Dorrego, le gouverneur légal, fut exécuté arbitrairement par Lavalle. Le mouvement unitaire, de par son élitisme, ne jouissait déjà pas d'une forte popularité auprès des populations. Le meurtre de Dorrego par Lavalle déclencha un discrédit fatal pour le mouvement unitaire, soi-disant défenseur de la démocratie et des Lumières face aux caudillos barbares. Les conséquences de ce geste ne tardèrent pas et en 1829, le caudillo de Buenos Aires Juan Manuel de Rosas prenait le pouvoir. Le premier président des provinces unifiées sous forme de Confédération en 1854, Justo José Urquiza, était un militaire fédéraliste. En réaction à l'approbation de la Constitution fédérale par les provinces du territoire et de la désignation de la ville de Paraná comme capitale, le gouvernement de Buenos Aires, alors dirigé par Bartolomé Mitre, entreprit de soutenir n'importe quelle révolte libérale qui pût s'armer contre le gouvernement de la Confédération. Une guerre éclata entre le gouvernement national de Urquiza et la province de Buenos Aires. Mitre fut battu en 1859 durant la bataille de Cepeda. En mai 1860, Urquiza passa les rênes du gouvernement à son successeur, Santiago Derqui. En 1861 une nouvelle guerre éclata entre Derqui et Mitre qui refusait toujours de reconnaître le gouvernement national légal. Derqui renonça au pouvoir et s'exila. En 1862, B. Mitre fut nommé président de la nation. Par la suite, Domingo Faustino Sarmiento, nommé gouverneur de la province de San Juan, envoya les forces armées nationales contre le caudillo rebelle de la province voisine de La Rioja, Ángel Vicente Peñaloza, surnommé « El Chacho ». El Chacho fut capturé en novembre 1863 et décapité par les troupes nationales qui exhibèrent sa tête au sommet d'une lance en signe d'avertissement à ceux qui auraient voulu le suivre. Juan Bautista Alberdi (1810-1884) et José Hernández (écrivain argentin, 1834-1886, auteur du célèbre livre *El gaucho Martín Fierro*, publié en 1872) affirmèrent suite à cette affaire que Sarmiento avait été le barbare authentique pour avoir fait assassiner El Chacho sans jugement et de la manière la plus sauvage¹³⁸. On le voit, l'esprit de factions et de discorde ne fut pas l'exclusivité des caudillos provinciaux de la première moitié du XIX siècle, et la mythologie libérale a répandu l'image du caudillo de province, barbare, localiste et autoritaire dans le but de promouvoir son nationalisme. La problématique de l'intervention du militaire dans la vie politique ne date pas de 1930. Déjà, depuis son domicile parisien, Alberdi faisait remarquer à propos des travaux de B. Mitre qui décrivaient Moreno, Belgrano et San Martín comme les forces basiques de l'histoire de la nation, que le général essayait de reformuler l'histoire argentine selon le modèle d'un unique leader

¹³⁸ Pigna Felipe, *Los mitos de la Argentina 2. De San Martín a 'el granero del mundo'*, Buenos Aires, Grupo Editorial Planeta, 2005.

militaire, ceci afin de justifier ses propres ambitions en tant que leader charismatique: « hacer un ídolo de la gloria militar, que es la plaga de nuestras repúblicas » (*Grandes y pequeños hombres del Plata*, J. B. Alberdi, 1879, p 66-67). Maria Sáenz Quesada fait par la suite référence aux conflits qui opposèrent les politiques socialistes aux groupes de pouvoir économiques entre 1943 et 1976 : « Pero no bastó para asegurar el crecimiento económico iniciado hacia 1940 [...] y asegurar un crecimiento en libertad y bajo el imperio del derecho, como lo proponían las democracias modernas. Faltó diálogo y voluntad de encontrar puntos de consenso entre la élite tradicional y las fuerzas emergentes de la empresa y el sindicalismo; fallaron los intelectuales en el aporte de ideas factibles de traducir en la realidad ». Selon elle, les intellectuels des forces émergentes du nationalisme de tendance socialiste seraient responsables de l'échec de la démocratie, faute d'avoir su adapter leurs idées à la « réalité ». Mais de quelle réalité parle-t-elle? Celle des intérêts défendus par les élites au pouvoir ? Elle ajoute à la suite : « En ese contexto irrumpieron las fuerzas armadas, por lo general como árbitros de las disputas corporativas y encarnando la expectativa de una mano fuerte que evitara el vacío de poder ». M. S. Quesada défend elle aussi l'idée selon laquelle les réformateurs socialistes furent la cause de la discorde et du désordre, désordre qui justifia les prises de pouvoir par les groupes militaires. Cette prise de position peut être dangereuse, car elle pourrait justifier une intervention militaire en cas de tentatives de réformes sociales profondes de la part des gouvernements élus démocratiquement. Bien qu'elle reconnaisse que la crise de 2001 ait été plutôt bien gérée par les gouvernements Kirchner, elle termine son article sur un pronostic pessimiste, au moyen duquel elle ravive de manière implicite le démon du socialisme réformateur, frisant la révolution sociale et générateur de conflits sociaux : « Sin embargo, a pesar de las mejoras económicas y del nuevo interés externo por nuestros productos primarios, la tendencia a hacer política con espíritu faccioso, el desinterés por contar con instituciones sólidas y confiables, la mirada siempre vuelta al pasado y el vejo flagelo de la intolerancia hacen temer que el país continúe su marcha a los tropezones y pierda una buena oportunidad ». M. S. Quesada représente également cette frange des intellectuels qui considèrent que la tendance à faire de la politique avec un « esprit de faction » et le décalage entre institutions et société réelle sont les maux principaux de la république argentine. Le réformisme et les antagonismes sont sources de problèmes. L'affaiblissement de l'élite au pouvoir ou son déplacement représenteraient un danger de fragilisation de la république. La question du passé, des réparations liées à la dernière dictature ou des réparations dues aux peuples autochtones, est aussi une problématique récurrente de la réflexion nationaliste actuelle : on le voit dans le texte de M. S. Quesada à propos du droit de mémoire, les sujets qui pourraient mettre en évidence les divisions au sein de la société font peur.

Carlos Altamirano est un intellectuel reconnu en Argentine ; il est professeur à l'Université

de Quilmes, dans laquelle il dirige le Programme d'histoire intellectuelle. Son dernier travail s'intitule *Pensar en la Argentina. Entre dos centenarios*, œuvre dans laquelle il tente de répondre à la question de savoir comment les Argentins ont pensé leur pays au cours des cents ans qui vont de 1910 à 2010. Le 23 mai 2010 *La Nación* publiait son texte « La marcha de las ideas », traitant de la construction nationale dans une démarche collective : « Los aniversarios, en este caso el de los dos siglos de independencia, nos incitan a mirar de nuevo el camino hecho y al ejercicio de considerar lo que nos muestra el presente en relación con esa marcha colectiva ». L'attaque (ou lead) choisi pour l'article est significative de la problématique du « divorce » entre institutions et « réalités » sociales : « Democracia, progreso y república, tres conceptos que evidenciaron muchas veces en estos dos siglos de vida colectiva un divorcio entre país legal y país real ». C. Altamirano reprend à son tour les questionnements récurrents de la pensée politique argentine, et tente de réhabiliter une fois de plus l'élitisme intellectuel et culturel face à une pensée rénovatrice du nationalisme, incarnée dans les nouveaux mouvements sociaux en Amérique latine : « Se ha dicho muchas veces que la historia de nuestras ideas políticas es la historia del divorcio entre esas ideas y la realidad efectiva del país. Concebidas para otras sociedades y adoptadas por minorías ilustradas [...] ¿Acaso la tesis de esa desconexión no fue el punto de partida declarado de los jóvenes ideólogos de 1837? [...] ¿Cómo ligar, entonces, el progreso, que era europeo, con las costumbres, que eran americanas? Pasada la edad juvenil, los más eminentes de aquella generación, Alberdi y Sarmiento, se aplicarían a pensar los medios para constituir la nación ». Ce texte illustre parfaitement le mythe libéral-conservateur traditionnel de la civilisation, européenne, devant lutter contre la barbarie, américaine. Ce mythe est alimenté par un autre, contemporain du XIX^e siècle : le mythe du progrès, avec son cortège de colonisations et de politiques de repeuplement déguisées en actions civilisatrices. C. Altamirano le rappelle, la Constitution qui régit les institutions en Argentine aujourd'hui provient de ce système de pensée : « La acción de un caudillo, un hecho de la naturaleza americana, posibilitará después de Caseros¹³⁹ que las ideas y los programas escritos comenzaran a ponerse en práctica. De ese proyecto de 'una nación para el desierto argentino' – según el título de un celebre texto de Tulio Halperin Donghi¹⁴⁰ – provino la constitución liberal que todavía nos rige ». Le mythe du progrès hérité du libéralisme du XIX^e siècle est basé sur le développement de l'industrie et de la société de consommation. Accompagné de la théorie de l'évolution selon l'école de Darwin, ce « progrès » se déroule dans une société composée d'individus qui auraient gagné le grand concours de la sélection naturelle, c'est-à-dire plutôt grands, blancs et blonds. C. Altamirano fait référence à

¹³⁹ Le 3 février 1852, l'armée de Confédération Argentine dirigée par J. M. de Rosas fut battue par la Grande Armée, composée des forces militaires du Brésil, de l'Uruguay et des provinces d'Entre Ríos et de Corrientes, dirigée par le général Justo José Urquiza, lequel avait lancé un soulèvement contre Rosas le 1 mai 1851 lors de son discours appelé « Pronunciamiento de Urquiza ».

¹⁴⁰ Halperin Donghi, (1926, historien argentin), *Proyecto y construcción de una nación*, 1996.

Juan Manuel de Rosas lorsqu'il parle de « caudillo » et de la bataille de Caseros. Mais le fait est que Rosas bénéficia de l'appui d'une majorité de la population, les classes populaires et défavorisées, pendant qu'il fut au pouvoir (1829-1853). Le problème de la minorité d'hommes qui inspirèrent la Constitution de 1853 (la génération de 1837) fut donc de promouvoir en théorie la démocratie, tout en discréditant le soutien populaire dont jouissait Rosas. La solution mise en œuvre par les intellectuels libéraux de l'époque comme D. F. Sarmiento fut de tracer le portrait des classes les plus basses de manière brutale, dénigrante et la plus dépréciative possible. Le projet auquel fait référence C. Altamirano est exprimé par Juan Bautista Alberdi dans une de ses œuvres majeures, *Bases y puntos de partida para la organización política de la República argentina* (1852). *Las Bases* servirent de source d'inspiration pour la Constitution de 1853¹⁴¹. Pour Alberdi il n'y avait pas d'Amérique possible en dehors d'une Amérique à l'européenne. Pour lui, l'Amérique espagnole était le résultat d'une expansion organique (en référence aux théories de l'évolution de Darwin) par laquelle les civilisations supérieures remplaceraient inévitablement les plus faibles. Ainsi, l'Amérique espagnole était destinée à être remplacée par une Amérique d'Europe du Nord. En 1855 Alberdi fut nommé diplomate par le gouvernement de J. J. Urquiza avec pour mission d'obtenir en Europe la reconnaissance de la Confédération argentine sous sa nouvelle Constitution, et d'éviter la reconnaissance de l'État de Buenos Aires, scindé de la Confédération. Il est important de noter le virage populiste que prit Alberdi par la suite, notamment à partir de son livre *Grandes y pequeños hombres del Plata*, publié en 1879. J. B. Alberdi était alors entré en conflit avec le général Mitre et son ancien compagnon dans l'Association de Mai, D. F. Sarmiento. Dans ses travaux tardifs, Alberdi affirma que le caudillo représentait « la voluntad popular, la elección del pueblo » (*Grandes y pequeños hombres del Plata*, p. 197-198), et il s'éloigna des condamnations racistes envers les natifs métissés. Selon Nicolas Shumway¹⁴², on a deux types de fictions orientatrices du nationalisme en Argentine : la première serait la posture libérale, élitiste, centrée à Buenos Aires parmi la classe bourgeoise et cultivée qui entretient le mimétisme avec l'Europe et dont les opposants sont exclus, considérés comme barbares et ennemis du progrès. La deuxième tendance, toujours selon N. Shumway, est un courant plus confus qui prit plusieurs visages, mais qui globalement s'oppose à l'élitisme libéral. Contrairement à E. Echeverría (1805-1851), à Mitre et à Sarmiento, les écrivains antilibéraux du XIX^e siècle travaillèrent dans un certain isolement et ne laissèrent pas de progéniture intellectuelle qui permît de maintenir leur œuvre à la vue du public. La référence d'une partie des intellectuels aujourd'hui (2010 n'étant pas si éloigné de 2011) reste la société du centenaire de l'indépendance, c'est à dire la société argentine calquée sur ce mythe du progrès dans un cadre

¹⁴¹ Nicolas Shumway, *La invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé editores, 1993, 2002 [1991, The Regents of the University of California], chapitre 5.

¹⁴² *Ibid.*

capitaliste : « La creencia en el 'progreso argentino', que era una certidumbre en el momento del Centenario, se halla en crisis. Casi todos los días leemos diagnósticos sobre nuestra decadencia prácticamente en casi todos los órdenes de la vida colectiva », écrit C. Altamirano, qui participe de cette tendance au pessimisme. Il y participe bénévolement en refusant d'accepter qu'après maintes crises économiques dévastatrices, la société latino-américaine veuille évoluer vers plus d'autonomie : « La desazón por grandes pérdidas – o no logradas cuando estaban al alcance de la mano – ha sido tan recurrente como la creencia de que estamos condenados a la excelencia. [...] Ya no nos medimos con Europa o Estados Unidos, como en el pasado : nuestros puntos de referencia para estimarnos se hallan hoy en América latina ». Nous le voyons également, les sources utilisées dans différents articles de *La Nación* en ce qui concerne le Bicentenaire sont les mêmes. À pensée unique, modèle unique : « De los fracasos y las caídas no hemos aprendido, sin embargo, la aptitud para la cooperación. La ley de la discordia, como la llamaba *J. V. González*, ha caracterizado la vida pública nacional y la degradó demasiadas veces ».

Il existe donc en 2010 une grande insatisfaction et une bonne dose de pessimisme de la part d'une partie de l'élite intellectuelle quant à l'évolution des institutions et de la société argentine. On l'a vu, leur référence se situe cent ans en arrière, la date symbolique choisie à l'occasion du Bicentenaire étant le centenaire. En réponse à cette tendance, certains ont rappelé la vision « d'en bas » de la société du début du XX^e siècle. Vicente Battista est un auteur argentin de romans noirs, né en 1940 à Buenos Aires ; il écrit dans un article publié par le journal *Página/12* : « En 1910 Buenos Aires contenía tres clases perfectamente definidas : la gente (apellidos patricios, dueños de una tierra que, Campaña del Desierto mediante, les habían arrebatado a sus auténticos propietarios), el 'medio pelo' (un variopinto conglomerado que tesoneramente hacía lo imposible para que los confundieran con 'la gente') y ' la chusma' (inmigrantes del interior y del exterior, ignorados por 'la gente' y despreciados por 'el medio pelo'). Las celebraciones del Centenario fueron programadas para 'la gente' y para 'el medio pelo'. 'La chusma' no estaba invitada a esas fiestas » (« Bicentenario », *Página/12*, 26 mai 2010). Ce que la classe d'intellectuels libéraux-conservateurs considère comme de la décadence, Vicente Battista le met en valeur en rappelant les « progrès » de la démocratie en terme de représentation. Il souligne ainsi, à propos du Bicentenaire : « Fue una fiesta para todos, le voy a decir, sin excluidos. Los chicos son preguntones, preguntará: '¿Por qué?'. Tal vez le diga que porque habíamos dejado de mirar a Europa para comenzar a ver a Latinoamérica, o porque por fin empezaban a ser oídos los reclamos de los pueblos originarios, o porque ahora todos tenemos derecho a una jubilación digna, o porque se ha establecido la Asignación Universal por Hijo, o porque existe una ley de radiodifusión que permite oír todas las voces, todas, o porque los asesinos de la última dictadura están siendo juzgados y condenados, sin

indultos posibles, o porque N. Kirchner ordenó descolgar el vergonzante retrato de Videla, y C. Fernández de Kirchner honró una de las salas de la Casa Rosada con los retratos de los héroes y mártires que lucharon por la liberación de Latinoamérica, incluyendo a Allende y al Che ».

Pour lutter contre la vague conservatrice, un article d'Alejandra Dandan publié par *Página/12* nous informe que différents espaces d'intellectuels, mouvements politiques et syndicats ont publié un document commun, la « Declaración del Bicentenario »¹⁴³, qui confronte le premier centenaire à l'actuel modèle national : « Carta Abierta, la CGT, y la CTA, entre otros espacios y movimientos, acordaron dar a conocer este mes un documento que contrapone el primer centenario al actual modelo de país, y advierte sobre los peligros de un giro conservador » ; « Empezó a gestarse hace meses, en casa de uno de los referentes del espacio de intelectuales y artistas Carta Abierta y, de a poco, comenzó a hacerse más amplio. Desde Milagro Sala, de la Túpac Amaru, a Juan Schmid, de la CGT ; de la CTA a varios intendentes del conurbano bonaerense y el diputado Martín Sabbatella. [...] El documento, que no evita duras posiciones sobre el presente, retrata las exclusiones del país del primer Centenario y propone pensar un futuro para que no haya una 'restauración conservadora' » (« La memoria de las voluntades », *Página/12*, 3 mai 2010). Ce mouvement invite à replacer l'histoire et le présent de la nation argentine dans un contexte latino-américain et à valoriser l'esprit des combattants pour l'émancipation de 1810 face à l'hégémonie idéologique des libéraux de la deuxième moitié du XIX^e siècle : « El Centenario que retrata el documento parece un contrapunto elegido para mirar al presente » ; « La declaración menciona cada golpe de Estado, subraya el carácter de 'libertad e igualdad' del primer mayo, revisita el presente para instalarlo en un escenario nacional común al latinoamericano ». Ricardo Forster, philosophe et enseignant universitaire intégrant du mouvement, présente ce texte qui décrit une société de 1910 contrôlée par l'oligarchie et qui usait de la répression gouvernementale afin d'assurer le maintien d'une république d'élite. Le terrorisme d'État était donc déjà présent en république argentine : « Uno de los aspectos más fuerte del documento, al decir de unos y otros, es la comparación entre los dos centenarios : el primer de 1910 y el que se despunta en este mayo de 2010. El texto, de algún modo, vigoriza el presente al ponerlo en perspectiva histórica. [...] En aquella Argentina, un futuro que se imaginaba dorado, sobre la base de los ganados y de las mieses, se proyectaba bajo la égida de un Estado excluyente, con las mayorías silenciadas políticamente y con un mundo popular asolado por la desdicha » ; « En aquel centenario, que 'fue oropeles y visitantes extranjeros, tanto como estado de sitio y lucha callejera, República para pocos y Ley de Residencia. Jóvenes de clase alta incendiando un circo plebeyo para que no altere un paseo tradicional. Esas fogatas prepararon la Semana Trágica y los fusilamientos de la Patagonia, expresiones del odio oligárquico que se

¹⁴³ [Http://www.cartaabierta.org.ar](http://www.cartaabierta.org.ar). Declaración del Bicentenario, annexe 1.

descargaría cada vez que el pueblo defendió sus derechos.' » La *Ley de Residencia* ou Loi Cané est la loi 4. 144 sanctionnée par le Congrès de la nation argentine en 1902 et qui permit au gouvernement d'expulser des immigrants sans jugement préalable. La loi fut utilisée par une succession de gouvernements argentins afin de réprimer l'organisation syndicale des travailleurs, en expulsant principalement des anarchistes et des socialistes. Cette loi survint à la demande de l'Union industrielle argentine auprès du Pouvoir exécutif national en 1899. Elle fut abrogée en 1958 par le président Arturo Frondizi. On appelle *Semana Trágica* une série de grèves et de manifestations qui eurent lieu à Buenos Aires en 1919, et qui furent réprimées par l'armée et par des commandos paramilitaires sous le gouvernement d'Hipólito Yrigoyen. La répression durant la *Semana Trágica* causa 700 morts et 4000 blessés¹⁴⁴. En 1921, à peu près 1500 grévistes furent fusillés dans le cadre des événements de la *Patagonia Trágica*, qui commencèrent par un conflit entre propriétaires terriens et ouvriers agricoles, dû au renvoi de certains ouvriers et aux mauvaises conditions de travail. Le gouvernement radical d'Yrigoyen envoya un bataillon militaire commandé par le lieutenant colonel Varela pour résoudre le conflit. Celui-ci, pour remplir sa mission, élimina purement et simplement les travailleurs qui protestaient. Le gouvernement décida de passer le massacre sous silence et refusa d'ouvrir une enquête pour ne pas raviver le scandale.

Jorge Coscia, actuel Secrétaire à la Culture pour la nation, rappelle également dans un article publié dans *Página/12* les avancées de la démocratie en Argentine (« Tres mayos », *Página/12*, 26 mai 2010). Il contrebalance ainsi les examens pessimistes et les désillusions des intellectuels qui voient le mythe libéral-conservateur des élites s'effondrer face à l'évolution de la société. L'attaque de l'article résume sa démarche : « De la encrucijada del origen al primer centenario de certidumbres que excluían y parecían eternas, a este aniversario que discute modelos y propone alternativas ». L'Argentine de 1910 apparaît idéalisée dans plusieurs articles que nous avons vus. Société du « progrès », du développement économique et de l'immigration européenne, c'était aussi, comme le souligne J. Coscia, la société de la pensée unique et des inégalités sociales : « Por caso, para 1910, nuestro segundo Mayo, el modelo económico, excluyente socialmente y prolongador de la dependencia, está fuera de todo cuestionamiento. [...] en 1910 nadie dudaba de la hegemonía de la élite política y agroexportadora. [...] Una Argentina atendida por sus propios dueños antecelabraba sus mieses y ganado, mientras la clase obrera era reprimida en las calles y el estado de sitio imperaba » ; « La política, la pasión por la discusión, la vida cívica que había sido tan agitada hasta 1880, había dado paso a una república conservadora, cerrada y excluyente, atendida por sus propios dueños ». Il le dit également, et nous avons pu le voir auparavant, les antagonismes politiques et les réformes sociales font peur à toute une classe sociale : « Las grandes

¹⁴⁴ *Wikipedia. La Enciclopedia libre*. Consultée le 7 juillet 2011.

transformaciones nunca son gratuitas. El statu quo, la permanencia conservadora es, por razones obvias, más amiga de la falta de disenso que los momentos transformadores ». La vie démocratique est forcément accompagnée de ces « discordes » et de ces « factions » politiques en désaccord et J. Coscia le souligne dans son article, en sa qualité de membre du gouvernement national : « La democracia, en cambio, reivindica a la política. La participación, la discusión, la revitalización de los partidos, el involucramiento, todo ello es condición necesaria para la transformación. El quietismo conservador se da la mano con la desmovilización. ». Pour conclure son texte, il cherche à désamorcer le démon de la violence et du conflit civil que la classe libérale agite lorsqu'il s'agit de mettre en place des réformes de fiscalisation ou de nationalisation dans le but d'une meilleure répartition des richesses : « En el primer Mayo [...] en un contexto donde el legado institucional mismo era lo que estaba en disputa, donde la soberanía política como tal era por la que se luchaba, el conflicto no podía sino desbordar en violencia. La guerra revolucionaria era la única manera de emanciparse del poder colonial. La situación, doscientos años más tarde, es bien otra. Dentro de las reglas del juego, ampliando los márgenes de autonomía de la autoridad pública, reforzando la autoridad del Estado frente a los poderes fácticos (de facto), reafirmando la autoestima nacional, pero con el sueño de la Patria Grande como en 1810, vamos construyendo, paso a paso, este nuevo escenario que se abre a todos los argentinos ». Selon le Secrétaire à la Culture, et contrairement à M. S Quesada, N. Botana ou C. Altamirano, le processus de démocratisation en Argentine serait donc en pleine construction, entraînant avec lui l'évolution des institutions vers plus de représentativité. Ainsi, les disensus et antagonismes pourraient se résoudre par le débat entre instances représentatives et non par la violence. Le décalage entre vie politique et réalité sociale serait donc en voie d'amenuisement. On doit admettre toutefois qu'il est naturel que Jorge Coscia défende le gouvernement pour lequel il travaille. Le journal *Página/12* se situant dans la lignée idéologique et politique du parti de la présidente C. F. Kirchner, il permet à ses ministres de s'exprimer dans ses colonnes.

La question de la représentation politique est reprise plus spécialement dans le journal *Clarín* par Hilda Sabato, dans le cadre de la réflexion autour du Bicentenaire en mai 2010 (bicentenario.clarin.com/nota3). Hilda Sabato est historienne, professeur titulaire de l'Université de Buenos Aires (UBA) et directrice de recherche du CONICET (Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas). Elle travaille sur les thèmes de l'histoire politique et sociale argentine et latino-américaine du XIX^e siècle et participe aux débats contemporains sur le passé, la mémoire et l'Histoire. Hilda Sabato rejoint le mouvement des intellectuels du « desarrollismo », dont le journal *Clarín* fut le porte-parole. Dans cet article, qui s'inscrit dans une démarche d'analyse du processus d'organisation nationale, H. Sabato choisit de revenir sur l'évolution du système de représentation

politique : le suffrage. Car, comme elle le souligne, dans tous les essais d'organisation qui firent suite à la révolution émancipatrice de 1810, le pouvoir légitime devait en principe être fondé sur la souveraineté populaire, c'est-à-dire la volonté du peuple, l'égalité et la liberté des citoyens. Elle souligne le fait que le suffrage dans les Provinces Unies s'étendit rapidement à la majeure partie de la population masculine adulte : « En el siglo XIX, el sufragio muestra un rasgo original para la época : como en buena parte de Latinoamérica, pero a diferencia de la mayoría de los demás países del mundo donde el sufragio era más restringido, aquí ese derecho se extendió desde muy temprano a la mayor parte de la población masculina adulta. [...] En varias provincias, todos los hombres libres no dependientes fueron incorporados, y no se establecieron requisitos de propiedad, ingreso, capacidad u origen étnico para votar ». La tradition démocratique serait donc bien ancrée en république Argentine, et depuis ses premiers jours d'existence politique. La Constitution de 1853 ne fit que confirmer ce suffrage universel masculin pour toutes les provinces du territoire de la République. H. Sabato cite également la fameuse loi Saenz Peña de 1912 qui rendit le vote obligatoire et secret, alors qu'il était jusque-là volontaire et public. La loi sur le suffrage féminin fut adoptée en 1947 : « Un nuevo hito en esta historia es la ley de sufragio femenino dictada en 1947 [...] fue recién durante la primera presidencia de Juan D. Perón que esa legislación logró aprobarse con fuerte apoyo oficial ». On repère ici le paradoxe : une démocratie en construction dans un pays de tradition démocratique. Hilda Sabato nous offre une piste de résolution du paradoxe : « En primer lugar, los derechos políticos no pueden separarse de los derechos civiles, y la falta de libertades como la de expresión, prensa, asociación, reunión y petición restringen de hecho las posibilidades de participación política que ofrece el sufragio ». Le droit de vote ne peut donc s'exercer pleinement que dans un cadre institutionnel qui le permette. À défaut de ce cadre, ce sont les mécanismes du clientélisme qui mobilisent et canalisent la participation populaire. Elle rappelle ainsi que les institutions ont un rôle de garantie de l'exercice de la démocratie : « Finalmente, no puede obviarse el papel de las instituciones del Estado en la preparación, organización y control de los procesos electorales. Son ellas que deben garantizar la transparencia, asegurar la participación y habilitar el reclamo ». On remarque que H. Sabato n'accuse pas et n'agite aucun démon, elle fait le constat d'une démocratie en construction de manière positive, et rappelle la référence aux acteurs de la révolution de 1810. Les théoriciens de la Constitution de 1853 n'ont pas voix au chapitre dans le parcours de vie démocratique qu'elle nous livre, de manière très résumée pour les nécessités de l'article. On notera, au regard de notre sujet de mémoire, qu'Hilda Sabato ne mentionne pas la politique d'exclusion et de marginalisation qu'ont subie les classes les plus basses, c'est à dire les métis, les esclaves et les peuples aborigènes du territoire, en termes de représentation politique, et cela dès l'indépendance.

On a pu discerner trois tendances dans notre sélection d'articles en ce qui concerne l'évolution des institutions politiques dans le cadre de la république démocratique argentine : la tendance conservatrice, qui défend le maintien d'une élite regroupée autour des organes du pouvoir et qui serait garante d'une certaine stabilité politique et sociale ; une tendance nationaliste inspirée par un socialisme latino-américain qui représente la position du gouvernement en 2010, et qui tendrait vers un système de répartition des richesses, mais également vers plus d'égalité en termes de souveraineté populaire ; et la tendance modérée inspirée du radicalisme, qui s'allie avec les conservateurs ou avec les socialistes selon les objectifs du moment. Il en ressort deux visions antagoniques de la construction démocratique, dont on a du mal à s'imaginer qu'elles puissent trouver des points de concordance : les conservateurs libéraux considèrent que la société argentine est en régression depuis cent ans et que leur démocratie est à nouveau en danger, alors que dans le camp opposé on considère au contraire que la démocratie dans la jeune nation argentine a acquis une certaine maturité et que son système institutionnel évolue conjointement. Deux idéologies qui partent dans des directions opposées, et qui illustrent la loi de la discorde dont parle N. Botana dans son article sur le texte de J. V. González. On peut se poser la question du rôle des institutions dans ce cadre. En effet, comment former un système institutionnel stable basé sur un consensus républicain lorsque ce consensus n'existe pas ? L'alternance politique au gouvernement entraînerait-elle un changement de cadre ou de contenu institutionnel récurrent¹⁴⁵ ? Comme l'a souligné H. Sabato, la garantie de la représentation en démocratie est liée à la stabilité du cadre institutionnel, cette stabilité doit en effet être assurée malgré l'alternance. Force est de constater tout de même que, malgré la grave crise économique et sociale qui a déstabilisé le pays en 2001, la démocratie et son système institutionnel se sont maintenus en Argentine, ce qui constituerait plutôt une évolution qu'une régression.

C. La question aborigène

Le cadre institutionnel se stabiliserait donc pour permettre de solidifier la démocratie en Argentine. Néanmoins, une ombre vient noircir ce tableau prometteur : la condition sociale et politique des populations les plus marginalisées du système, les aborigènes du territoire, n'a, elle, pas beaucoup changé depuis deux cents ans. L'indépendance du vice-royaume du Río de La Plata

¹⁴⁵ Une institution désigne une structure sociale dotée d'une certaine stabilité dans le temps. Une institution politique résulte du régime politique. Elle est mise en place par la Constitution, les lois, les règlements et les coutumes.

provoqua un vide juridique qui annula toutes les mesures que la monarchie espagnole avait mises en place à travers les Lois des Indes, dans le but de règlementer les rapports avec les populations aborigènes¹⁴⁶. L'« indien » devint donc un citoyen comme les autres, à la merci des propriétaires terriens créoles qui se répartirent le territoire. Plus tard, lorsque l'accord sur la Constitution de 1853 fut possible, le processus de construction nationale entrepris par les gouvernements nationaux eut pour conséquence une politique de conquête des territoires encore non occupés par la société créole, « Gobernar es poblar » disait Alberdi¹⁴⁷. Ce processus se termina à la fin du XIX^e siècle par l'extermination des derniers peuples nomades faisant obstacle au développement de l'agroexportation à grande échelle¹⁴⁸. Les « sans-terres » configurèrent malgré eux un groupe bien défini de la population, sans revenus, sans protection sociale, inadaptés à la société du progrès à l'europpéenne qui constituait le credo unique des politiques gouvernantes de l'époque, et à la merci des propriétaires terriens qui faisaient travailler des familles entières sans salaires, leur fournissant uniquement un toit pour s'abriter. Aujourd'hui encore, les droits des peuples originaires qui furent reconnus par les États modernes ne sont pas respectés¹⁴⁹.

Le peu de reconnaissance, en terme de statut juridique et de droits politiques, dont pouvaient jouir les populations réduites en esclavage suite à la conquête des Amériques s'est donc évanouie avec les indépendances. Carlos Fuentes l'a fait remarquer dans l'article qu'il a publié dans *Clarín*¹⁵⁰, la construction des nations latino-américaines s'est faite sans le contenu social indispensable : les acteurs politiques déterminants tournèrent le dos à leur passé colonial et rejetèrent les identités et les cultures aborigènes des territoires. Or, comme l'a souligné C. Fuentes, ce décalage entre la réalité sociale et identitaire des territoires, et les institutions politiques mises en place participerait des crises récurrentes qui minent les pays d'Amérique latine. Comment construire une république

¹⁴⁶ Les Lois des Indes (*Recopilación de Leyes de las Indias*) furent promulguées en 1680 par le roi Charles II d'Espagne. Elles rassemblent les différentes normes légales en vigueur dans les colonies américaines pendant le règne de Charles II. Elles règlementent notamment la situation des aborigènes, de leur condition sociale, de leur régime de travail, des impôts, etc. Voir « Archivo digital de la legislación en el Perú » *Leyes de Indias. Libro sexto (De los indios)* www.congreso.gob.pe/ntley/LeyIndiaP.htm

¹⁴⁷ Cité dans Nicolas Shumway, *La Invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé editores, 1993, 2002 [1991, The Regents of the University of California]. Chapitre 6.

¹⁴⁸ *La Conquista del Desierto*, dirigée notamment par le général et futur président de la nation Julio Argentino Roca, en 1879.

¹⁴⁹ - La Convention n° 169 de l'OIT (Organisation Internationale du Travail, agence spéciale des Nations Unies) est ratifiée par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, l'Honduras, le Mexique, le Paraguay le Pérou et le Venezuela. Quasiment tous les États ont mené des réformes constitutionnelles et législatives qui, d'une façon ou d'une autre, incluent des dispositions sur les peuples aborigènes. La convention contient douze pages et n'est donc pas jointe en annexe de ce mémoire, à consulter sur le site de l'OIT de l'ONU : www.ilo.org/indigenous/Resources/Publication/lang--es/docName--WCMS_100910/index.html

- « Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Indigènes », résolution approuvée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 13 septembre 2007. Annexe 2. www.un.org/esa/socdev/unpfii/es/drip.html

¹⁵⁰ Carlos Fuentes, *Clarín*, mai 2010. www.bicentenario.Clarin.com/nota5

démocratique alors que la misère dans laquelle vit toute une partie des « citoyens » et les exactions qu'ils subissent sont les symptômes d'une société qui exclut et marginalise ses propres forces constitutives. Comme le fait remarquer C. Fuentes, le travail sur la mémoire serait un des piliers de la construction nationale, au même titre que l'organisation institutionnelle et politique.

Horacio González, dans un article intitulé « Indigenismo y Estado nacional » (*Página/12*, le 25 mai 2010, date anniversaire symbolique de la révolution) nous rappelle également la nécessité de revoir l'adéquation entre nationalisme et réalité sociale au sein des nations latino-américaines : « hay razón profunda para revisar energicamente el modo en que las políticas estatales construyeron la 'cuestión indígena', más allá del mestizaje, que en sí mismo es una de las claves filosóficas del pensamiento americanista ». H. González est un sociologue et écrivain argentin. Il dirige actuellement la Bibliothèque nationale et fait partie de l'espace Carta Abierta¹⁵¹. Il est également professeur titulaire de la UBA, de l'Université nationale de Rosario et de la Faculté libre de Rosario (Facultad Libre de Rosario). Il revient dans cet article sur l'idée de nation telle qu'elle s'est formée à partir du XIX^e siècle et propose une reformulation sur la base d'un modèle particulier latino-américain. La question des « peuples originaires » n'amène pas seulement selon lui à la problématique des réparations mais peut nous conduire directement à repenser la formation des nations américaines dans une perspective plurinationale : « Si en cambio la idea de 'pueblos originarios' traspone el delicado umbral que la hace eminente idea reparatoria por transformarse en un síntoma completo de reorganización del sentido de las naciones, su territorialidad y andamiajes jurídico-culturales, nos colocamos ante un debate de inusitadas consecuencias y decisivo interés. Nada mejor para las ideas que éstas se presenten en su sentido más desafiante ». L'idée de nation ne serait donc plus celle de la nation moderne du XIX^e siècle conçue pour un monde libéral d'échanges de capitaux à niveau international ; on reviendrait à l'origine du concept. L'étymologie du mot nous permet de comprendre la signification première de « nation » qui indique l'origine, le lignage, la « naissance ». Anciennement, le terme de « nation » pouvait être synonyme d'étrangers, afin de désigner des groupes ou des corporations que l'on avait besoin de distinguer des autres¹⁵². C'est dans ce sens que l'idée de « nation » permet de tracer des frontières entre les identités, non pour les mettre en conflit mais afin de se reconnaître et de mieux échanger¹⁵³. H. González cherche à dynamiser le débat concernant les peuples autochtones. Il sait qu'il se confronte à toute une classe d'« intellectuels » et de politiciens qui ont fait de l'État-nation libéral du XIX^e un pilier inébranlable du nationalisme argentin : « La reciente marcha de los movimientos sociales indigenistas con su

¹⁵¹ [Http://www.Cartaabierta.com.org](http://www.Cartaabierta.com.org). « Comisión de pueblos originarios ».

¹⁵² Voir rapport de recherche de Master 1, Alix Delval, *Indigènes et nation argentine. 1810-1829*, Université Grenoble 3, 2010, II partie, chapitre 1. A.

¹⁵³ Voir rapport de recherche de Master 1, Alix Delval, *Indigènes et nation argentine. 1810-1829*, Université Grenoble 3, 2010, II partie, chapitre 2. B.

magna hipótesis alusiva a los 'pueblos originarios' sugiere un horizonte nuevo de revisión histórica. ¿Cómo actuar en medio de un llamado a la renovación de la interpretación histórica, con las consecuencias materiales que eso implique, sin despojar a lo actuado de la capacidad de fusión que atrajo a vastos públicos, y generar una ciudadanía de índole colectiva? La historia del estado nacional no puede ser una continuidad acrítica – menos luego de los años del terrorismo estatal – pero no se puede contar ninguna historia desde la omisión de los sedimentos que acarrea el modo imperfecto en que siempre se dan los acontecimientos nacionales ». Toute idée contraire à la pensée classique et traditionnelle devient le signe de la « discorde », de la division et du désordre. H. González le rappelle, les tentatives d'accord avec les nations aborigènes au lendemain des indépendances furent rapidement écartées par les organes du pouvoir : « La obra de Mansilla en su excursión de 18 días módicos a las toderías de Leveucó para encontrarse con su metafórico pariente Marianito Rosas es un antecedente esencial de la relación de los grupos étnicos territoriales con el Estado argentino. El coronel Mansilla [...] intenta un pacto 'de la Nación con las tribus', lo que luego será condenado por Sarmiento y el Congreso, que recusan lo que se percibe como un absurdo. [...] El tema vuelve ahora. La insinuación 'plurinacional' que latía en el atrevimiento de Mansilla fue rápidamente conjurada »¹⁵⁴. Car, nous l'avons vu, la mythologie nationaliste argentine est basée sur la pensée de la *Generación del 37* et sur une historiographie soigneusement sélectionnée, composée des grandes figures du libéralisme porteño et réalisée par Bartolomé Mitre avec l'aide de Domingo F. Sarmiento. La construction nationale en termes de souveraineté territoriale se réalisa complètement à partir de 1862, au moyen de politiques de conquête qui se concrétisèrent en attaques militaires menées par les gouvernements libéraux (les campagnes du désert) contre les communautés aborigènes insoumises. Comme le souligne H. González, pour l'oligarchie créole, le fait que l'immensité des terres exploitables soit occupée par des tribus « sauvages » passant leur temps à faire des courses à cheval ou à piller les établissements créoles constituait une véritable aberration : « No eran posibles las alternativas a la voluptuosa idea de las 'inmensas tierras fértiles sólo ocupadas en destructivas correrías'. Ese era el pensamiento favorito de la élite militar-empresarial-terrateniente, con el joven general Roca a la cabeza ». Ces considérations pratiques furent soutenues nous l'avons vu, par l'idéologie raciste de D. F. Sarmiento proclamant la supériorité de la civilisation à l'européenne sur la barbarie américaine. H. González

¹⁵⁴ Lucio Victorio Mansilla (1831, Buenos Aires – 1913, Paris) fut général de division de l'Armée Argentine. Son livre *Una excursión a los indios ranqueles* est une chronique du voyage qu'il entreprit en 1867 dans les zones non colonisées du territoire argentin. Durant cette expédition il rencontra le cacique Pagitruz Guor, appelé également Mariano Rosas, du fait d'avoir été fait prisonnier dans sa jeunesse et d'avoir été envoyé à la propriété de Juan Manuel de Rosas qui le fit baptiser et devint son parrain. Il réussit à s'enfuir par la suite pour rejoindre sa communauté. Une autre version affirme que le propre J. M. de Rosas l'aurait autorisé à rejoindre son père à la condition de lui remettre le réfugié unitaire Manuel Baigorria, échange qui se concrétisa jamais.

cite dans son article le livre de Sarmiento, *Conflictos y armonías de las razas en América* (1883), et lui reproche de n'avoir pas su éviter un abominable appel au massacre malgré son talent d'écrivain. On peut lire notamment dans cet essai que « la Argentina está mejor que otros países hispanoamericanos porque tiene más habitantes blancos »¹⁵⁵. Les hommes de la Génération de 1837 considéraient la Pampa argentine, peuplée par les communautés autochtones nomades, comme une bête qu'il fallait domestiquer. Sarmiento écrivit dans son *Facundo* (1845 ; 1851) : « El mal que aqueja a la República argentina es la extensión »¹⁵⁶, alors qu' Alberdi affirmait dans *Las Bases* : « En América, todo lo que no es europeo es bárbaro. No hay más división que ésta : uno, el indígena, es decir, el salvaje; dos, el europeo, es decir, nosotros, los que hemos nacido en América y hablamos español, los que creemos en Jesús Cristo y no en Pillán »¹⁵⁷. C'est une réorganisation complète de l'idée de nation telle qu'elle est vécue depuis deux cents ans que nous propose H. González : réorganisation de la distribution du territoire et des richesses et rénovation des termes de l'identité collective : « Están en juego nuevas perspectivas de distribución de recursos productivos y formas de relación con las economías de la tierra [...] 'Nuestro caso es el más extraordinario y complicado', decía Bolívar en el Discurso de Angostura¹⁵⁸, al recordar las bases históricas y étnicas de la formación americana. No ha variado esa situación hasta ahora en nuestros complejos procesos culturales. No hay por qué detener este debate que es profundo y ha sido reabierto. Los nombres de las naciones hoy existentes están en condiciones de resistir una discusión que es la misma a la que deben convocar. Las naciones y sus nombres no se desarman como juguetes mal ensamblados, pero sus ensambles de injusticia y carentes del gran aliento de las historias más altas de la humanidad deben ser refutados con nuevas prácticas y enunciados colectivos. Una nación como la nuestra, que llamó a todos los hombres del mundo y no siempre ha sido fiel a ese llamado, debe imponerse un nuevo canon civilizatorio, fundado ahora en un nuevo humanismo crítico-político, cuyos ejemplos no son escasos en su propia historia ». Conscient de la résistance qu'opposent les nationalistes conservateurs à tout débat de fond sur les symboles collectifs du nationalisme et sur l'« unité » nationale, H. González réaffirme la maturité de la société argentine en terme de démocratie, ainsi

¹⁵⁵ Domingo Faustino Sarmiento, *Conflictos y armonías de las razas en América*, 1883, cité dans Nicolas Shumway, *La Invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé editores, 1993, 2002 [1991, The Regents of the University of California]. Chapitre 5.

¹⁵⁶ Domingo Faustino Sarmiento, *Facundo – Civilización y Barbarie – Vida de Facundo Quiroga*, rédigé pendant son exil au Chili, tout d'abord publié en 1845 par le journal chilien *El Progreso*, puis publié en volume en 1851.

¹⁵⁷ Alberdi Juan Bautista, *Bases y puntos de partida para la organización política de la República argentina*, 1852, cité dans Nicolas Shumway, *La Invención de la Argentina. Historia de una idea*, Buenos Aires, Emecé editores, 1993, 2002 [1991, The Regents of the University of California]. Chapitre 5.

¹⁵⁸ Au cours des événements qui déterminèrent l'indépendance du Venezuela et de la Colombie (également de l'équateur), territoires constituant l'ancien vice-royaume de Nouvelle Grenade, Simón Bolívar (Caracas, 1783-1830), leader du mouvement indépendantiste, réunit le 15 février 1819 le Congrès d'Angostura (actuelle Colombie) et prononça le fameux Discours d'Angostura dans lequel il annonçait son projet de Constitution. Cette Constitution fut promulguée en 1821 par le Congrès de Cúcuta et donna naissance à la République de Grande Colombie.

que sa capacité à affronter une vraie remise en question d'une partie de ses fondements traditionnels. Ces fondements sont regroupés sous les termes de « canon civilizatorio » ; hérités du libéralisme, ils sont également basés, nous l'avons vu, sur le racisme et l'élitisme.

Le 18 mai 2010 paraissait dans *Página/12* un article de Norma Giarracca, sociologue, professeure et chercheur à l'Institut Gino Germani de l'Université de Buenos Aires, traitant du concept de communauté nationale à l'occasion du Bicentenaire. Dans cet article N. Giarracca rappelle le caractère virtuel de la communauté que l'on appelle nation : « Un antropólogo europeo preocupado por el nacionalismo, Benedict Anderson, definió la nación como una comunidad política imaginada, inherentemente limitada y soberana » (« El Estado como comunidad imaginada », *Página/12*, 18 mai 2010). Benedict Anderson est né en 1936, à Kunning en Chine. Professeur de l'Université de Cornell à New York, aux États-Unis, il enseigne les Relations Internationales, se spécialisant sur le nationalisme, l'Asie du Sud-Est et plus particulièrement sur l'Indonésie et la Thaïlande. B. Anderson est surtout connu pour son ouvrage *Imagined communities. reflections on the origin and spread of nationalism*, paru en 1983 (traduction française, *L'imaginaire national : réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996). Dans cette œuvre, il se demande comment une si large proportion de gens dans le monde croient au fait qu'ils appartiennent à une nation particulière et pourquoi ils y demeurent fidèles. Il focalise ainsi son approche sur la notion d'imaginaire collectif, d'où il retire une définition de la nation : une communauté politique imaginée. Soit une communauté imaginée de gens qui ne se connaissent pas et ne croiseront jamais mais qui éprouvent un fort sentiment d'appartenance à une communauté. On a vu dans le travail de master I dans le chapitre traitant du concept d'identité nationale que, durant la Révolution Française, la condition pour devenir citoyen français était d'adhérer à l'idée de former une nation française. La citoyenneté de la Révolution de 1789 se situait dans l'imaginaire collectif de ceux qui affirmaient la composer, et qui, de cette manière, la faisaient exister, au-delà des différences culturelles¹⁵⁹. Ainsi, la re-fondation du nationalisme argentin serait possible par un mouvement de reconnaissance des réalités sociales et identitaires du territoire de la part de l'ensemble des membres qui composent la communauté, et par la révision d'une mythologie nationaliste créée de toute pièce au XIX^e siècle. À l'occasion du « Bicentenaire des peuples », terme généralisé au sein des organisations citoyennes (*Unión de Asambleas Ciudadanas*), N. Giarracca nous informe que plusieurs manifestes ont circulé ; elle cite notamment l'un des premiers : « Caminemos por la verdad hacia un Estado plurinacional ». Ce document rappelle la dette de l'État argentin envers les peuples originaires et invite à ré-imaginer la communauté en terme d'État

¹⁵⁹ Rapport de recherche de Master I, Alix Delval, *Indigènes et nation argentine. 1810-1829*, Grenoble U3, 2010, II partie, chapitre I. A

plurinational, pour une complète intégration des peuples originaires marginalisés : «Sólo recordemos que 1810 no significó lo mismo para los pueblos originarios que para los criollos y españoles que decidieron hacerse cargo del gobierno ya sin la tutela de España. El Bicentenario debe ser la oportunidad histórica para generar el acto de reivindicación que las naciones originarias esperan en el silencio de sus montes, cordilleras, estepas, valles y montañas, sostiene el documento. 'Un silencio que ha sido interrumpido por el tronar de motosierras que todo desmonta, el rugido de topadoras y explosivos de las mineras que todo lo vuelan, el ingreso de petroleras que todo lo envenenan, la penetración de Iglesias y sectas que todo lo convierten, partidos políticos y ofertas electorales que quiebran toda la unidad comunitaria. La propuesta es un Estado plurinacional que supondría una gran constituyente social donde todo se revea y cuestione ; donde debatamos y creemos nuevos y creativos consensos ». L'objectif est d'effectuer le travail de mémoire et de réparation nécessaire afin de pouvoir avancer vers un futur dans lequel l'identité argentine appartiendrait aux Argentins eux-mêmes, et serait le fruit d'un imaginaire collectif et non de l'imaginaire des élites dominant le reste de la société : « Por todo esto es difícil pensar que el artefacto cultural 'nación' que (imaginariamente) cumple 200 años funcione como unidad y hermandad en estas fechas; [...] No obstante, es una excelente oportunidad para pensar cómo volvemos a generar consensos para sentirnos 'argentinos' sin perder la identidad mapuche, kolla, guaraní, wichi, criolla, de hijos de gringos o de las nuevas corrientes migratorias; sentirnos 'argentinos' respetando identidades, historias (en plural); la necesidad de elegir autónoma y libremente un modo de reproducción material; la posibilidad de rechazar la que los gobernantes y las corporaciones nos imponen; debatir culturas y modos de situarnos en el mundo y en la vida. Después de esa necesaria reparación de nuestra historia reciente (que nos avergonzaba en nuestra identidad nacional), estaremos en mejores condiciones para caminar hacia un nuevo 'constructo' que sea plurinacional, intercultural, que habilite la posibilidad de un amplio debate de quiénes somos y deseamos ser 'nosotros los argentinos' ».

On le voit, peu d'articles traitent de la question aborigène dans la construction nationale et on les trouve principalement dans le journal *Página/12*. Toutefois, un choix a dû être fait en ce qui concerne la classification des articles de notre corpus, et nous allons voir dans la troisième partie concernant les questions d'actualité du bicentenaire que les problématiques liées aux représentations identitaires sont bien présentes, et que le débat s'ouvre, malgré les efforts des conservateurs qui cherchent à diaboliser toute idée offrant une alternative à la sacro-sainte unité nationale. Nous avons pu constater que la question de la mémoire est majeure dans l'Argentine de mai 2010, et que le Bicentenaire a donné lieu à une réflexion sur la construction démocratique avant tout. La

consolidation de la démocratie serait donc la préoccupation de tous les intervenants que nous avons pu rencontrer dans le corpus de cette deuxième partie. Paradoxalement, les débats d'opinions et les antagonismes liés aux prises de positions politiques sont mal acceptés par une partie de la classe politique et intellectuelle. Le nationalisme figé des nostalgiques du centenaire érige tel un rempart sa mythologie libérale face aux volontés de renouvellement des « canons » de la patrie. Car ces renouvellements impliqueraient un travail de mémoire menant entre autre à la reconnaissance du génocide aborigène de la part des gouvernements libéraux, et plus concrètement, à une possible restructuration du modèle national en vue d'une intégration totale des identités. La Bolivie voisine et son modèle socialiste plurinationnel sont une source d'inspiration pour les mouvements sociaux en Argentine et agitent un spectre qui menace directement la classe dominante créole : une remise en question du modèle néolibéral sur lequel est basée la survie des groupes de pouvoir économique qui orientent les prises de décisions politiques. Afin de conclure cette deuxième partie traitant de la construction nationale vue à travers la presse du bicentenaire, nous pouvons souligner particulièrement l'article d'Alejandra Dandan publié le 3 mai 2010 dans *Página/12* et intitulé « La memoria de las voluntades ». Cet article permet de donner la parole à un mouvement collectif et citoyen qui cherche à alerter le public sur le danger d'une réaction conservatrice qui pourrait barrer la route de la construction démocratique en Argentine¹⁶⁰.

TROISIEME PARTIE : L'ACTUALITÉ POLITIQUE ET ÉCONOMIQUE À LA LUMIÈRE DU BICENTENAIRE

A. Bicentenaire et gouvernement Kirchner

Ce virage à droite, qui pourrait surgir d'une réaction défensive face aux mouvements sociaux en Amérique latine, est perceptible dans les discours de certains intellectuels en ce qui concerne les représentations du nationalisme à l'heure du bicentenaire, mais il est bien plus franc dans les discours de presse traitant de l'actualité en mai 2010. La présidence du gouvernement national argentin est assumée depuis le 10 décembre 2007, jusqu'à aujourd'hui, par Cristina Fernández de Kirchner (1953, La Plata, Argentine). Les prochaines élections présidentielles auront lieu en octobre 2011, et la présidente vient de confirmer sa candidature¹⁶¹. C. F. de Kirchner est la première femme de l'histoire argentine à avoir été élue à la première magistrature et la deuxième qui ait accédé à cette charge¹⁶². Elle a succédé à son mari Nestor kirchner (1950-2010, El Calafate, Argentine),

¹⁶⁰ [Http://www.cartaabierta.org.ar](http://www.cartaabierta.org.ar). Declaración del Bicentenario. Annexe 1.

¹⁶¹ «Cristina confirmó su candidatura a la reelección». *Página/12* (21 de junio de 2011).

¹⁶² Maria Estela Martinez de Peron fut élue vice-présidente et assuma la présidence de la nation suite à la mort de son

président de la nation du 25 mai 2003 au 10 décembre 2007. C. F. de Kirchner appartient au « Partido Justicialista » (Parti pour la Justice), et intègre à la fois le parti « Frente para la Victoria » (Front pour la Victoire). Le « Partido Justicialista » (PJ) est l'héritier du « Partido Peronista », fondé par le général Perón en 1947. À l'origine ce parti avait pour objectif principal la défense des travailleurs, et il resta depuis lors très lié à la classe ouvrière et aux syndicats. Le PJ parvint à devenir, avec la « Unión Cívica Radical » (UCR), l'un des deux principaux partis politiques du pays. Le parti possède son nom actuel depuis la loi 19.102 de 1971¹⁶³. L'article 21 de cette loi interdit que le nom des partis politiques contienne des désignations personnelles ou dérivées de celles-ci. Cette loi empêcha donc d'utiliser le terme de Parti péroniste. On peut souligner que les gouvernements justicialistes en Argentine furent renversés à deux reprises par des coups d'État militaires (1955, 1976).

Les festivités du Bicentenaire, le 25 mai 2010, ont donné lieu à de grands rassemblements dans les capitales provinciales du pays, rassemblements qui surprirent par leur ampleur et par leur caractère enthousiaste. On peut lire ainsi dans l'éditorial de *Clarín* du 27 mai 2010 : « La multitud que se reunió en el Paseo del Bicentenario fue la más grande de la Historia argentina », dans le même journal le 29 mai 2010 : « Parecemos los bobos sorprendidos ante un espectáculo extraño. [...] esos millones de argentinos con espíritu de fiesta », (Griselda Gambaro, « El día en que arañamos algo parecido a la felicidad », *Clarín*, 29 mai 2010). Ou bien encore, le 30 mai 2010, toujours dans *Clarín* : « Vivió la semana pasada la Argentina algo parecido a una ensoñación. La habitual avaricia política fue arrasada por una festiva vocación popular como no se recordaba desde el retorno de la democracia que comandó Raúl Alfonsín » (Eduardo Van der Kooy, « El país que sigue después de la tregua », *Clarín*, 30 mai 2010). L'opposition ne pouvant que constater ce succès, chercha à détourner cet enthousiasme populaire en interprétant la volonté des gens rassemblés selon ses propres visions politiques. Dans l'éditorial de *Clarín* du 27 mai 2010, on peut lire à la suite : « Siempre está la tentación de capitalizar sectorialmente ese sentimiento. Cualquiera político que lo intente, opositor u oficialista, debería reflexionar sobre los riesgos de equivocarse, confundiendo adhesión a la Patria con simpatías políticas ». Il est juste que la participation aux festivités du Bicentenaire n'implique pas forcément l'adhésion au Parti justicialiste et, comme nous le verrons par la suite, le gouvernement de C. F. de Kirchner a pris garde, au moins publiquement, de ne faire aucune récupération politique de l'ampleur de la participation. Car, à un an et demi des élections présidentielles, la tentation est grande de voir dans ce succès un signe de soutien de la part des

mari Juan Domingo Peron en 1974.

¹⁶³ *Wikipedia. La Enciclopedia Libre.* « Partido Justicialista », Consulté le 12 juillet 2011.

participants. Cet éditorial de *Clarín* n'est pas signé, l'auteur peut être la présidente et directrice du journal Ernestina Herrera de Noble ou l'un des rédacteurs en chef (Julio Blanck, Daniel Fernández Canedo, Silvia Fesquet, Jorge E. Sánchez) ; il est intitulé « La identificación con la patria ». Tout comme les théoriciens politiques de la jeune nation argentine du XIX^e siècle, certains journalistes et intellectuels en mai 2010 se sont investis du pouvoir de divination de la volonté des masses. L'éditorialiste de *Clarín* prétend exprimer les sentiments de la société argentine dans son ensemble et l'on peut dire qu'il fait exactement ce qu'il entend reprocher aux autres, c'est-à-dire de la récupération : « El entusiasmo que sacudió a la sociedad reclama a todos los dirigentes una lectura a tono con lo que se ha expresado en estos días de hondas emociones patrióticas ». De quelle société parle-t-il ? Qu'est-ce que l'auteur de cet article entend lorsqu'il demande aux dirigeants politiques d'adopter une lecture en adéquation avec de supposées profondes émotions patriotiques ? Dans le même article on lit : « Esta constatación, afortunadamente, no es un simple dato estadístico sino la evidencia de un estado de ánimo, una motivación explícita de ratificar la pertenencia a un patria única y diversa » ; « La sociedad argentina puso el contenido esencial en su afán de identificarse y celebrar con el acontecimiento : el cumpleaños de los 200 años de la patria ». Or, on l'a vu dans les articles traitant du « bicentenaire des peuples » et publiés dans *Página/12*¹⁶⁴, le consensus sur le sentiment patriotique n'est partagé ni par les communautés aborigènes, ni par ceux qui voudraient renouveler les « canons » du nationalisme argentin classique¹⁶⁵. La date symbolique de 1810 ne signifie pas « émancipation » pour les peuples originaires du territoire.

Griselda Gambaro est une célèbre auteur dramatique argentine, née en 1928. Dans l'article cité plus haut et publié dans *Clarín*, elle cherche également à quitter toute responsabilité au gouvernement dans sa capacité à mobiliser la population, et propose une explication plus ou moins ésotérique pour expliquer l'enthousiasme populaire : « Qué anhelo, pensé, tenía esa multitud de formar parte de una Argentina con un proyecto inclusivo en el que fueran colmadas las exigencias de la inmediatez y pudiera emprender vuelo hacia una mística colectiva en la que el orgullo de lo nacional residiera en obras, comportamiento y valores » ; « El Bicentenario no se festejó por los discursos, en la comida de gala, ni siquiera por la reapertura del Colón. Se festejó ahí, en la avenida 9 de Julio, con esos argentinos que arañaban algo parecido a la felicidad y el orgullo, en la convicción inexpressada y latente de que ellos eran el país y que no habría proyecto sin ellos » (« El día en que arañamos algo parecido a la felicidad », *Clarín*, 29 mai 2010). On peut faire deux remarques en ce qui concerne cette dernière citation, tout d'abord la conviction qu'exprime de façon si déterminée G. Gambaro est « inexprimée et latente » selon ses propres mots, elle devine donc ce

¹⁶⁴ Norma Giarracca, « El Estado como comunidad imaginada », *Página/12*, le 18 mai 2010.

¹⁶⁵ Horacio González, « Indigenismo y Estado nacional », *Página/12*, le 25 mai 2010.

que pensent des milliers d'Argentins. Deuxièmement, sous couvert d'être messager de la volonté populaire, elle adopte sans s'en rendre compte une position élitiste et dépréciative envers la masse, elle se situe clairement en dehors de la participation populaire : « Ellos fueron al mismo tiempo el espectáculo y su público » ; « Pero esa multitud sin banderas de fútbol, sin agresiones verbales, sin sentimiento de superioridad, pacífica y alegre, ¿De dónde salió? De ahí nuestra sorpresa de bobos ». Tout au long de son article, elle utilise la troisième personne : « ellos », « las multitudes », « esta multitud », « multitud mezclada », « festejaban », « [...] saben que no hay excluidos, que todos viven en la misma tierra, comparten felicidades e infortunios[...] ». G. Gambaro affirme également dans ce texte que le monde politique devrait écouter les avertissements du « peuple », capable de se mobiliser de façon totalement autonome, et qu'il devrait se préoccuper des « vrais » problèmes des Argentins : « En esos días, festejaban algo que contra toda presunción nadie podía quitarles, la capacidad de movilización autónoma, independiente del mundo político y por lo tanto de sus confusiones ; advertencia impremeditada al mismo tiempo a ese mundo político más interesado en patéticas peleas para apropiarse del poder que de ocuparse de lo que en verdad importa ». G. Gambaro est une artiste et elle se met délibérément à distance de « ese mundo político ». Qu'est-ce qui importe réellement aux argentins selon elle ? Elle ne le précise pas. Nous verrons dans le chapitre traitant du Bicentenaire et de la question sociale, que le gouvernement de C. F de Kirchner, pour lutter contre la pauvreté, a procédé à une généralisation de l'allocation familiale par enfant et a nationalisé le système des retraites qui était privé ; les indemnités liées aux accidents du travail ont également été augmentées, ainsi que l'investissement dans l'éducation publique. Ce ne sont apparemment pas les préoccupations prioritaires de G. Gambaro qui prétend pourtant comprendre l'enthousiasme des multitudes, sans l'expliquer vraiment.

Les festivités du Bicentenaire se situant à un an des élections présidentielles, la presse d'opposition au gouvernement souligne naturellement les manipulations et les opérations politiques liées aux futures élections. Eduardo van der Kooy est journaliste pour le journal *Clarín* depuis trente ans. Depuis 2004 il dirige une revue d'actualité politique, économique et culturelle dans la ville de Rosario. Dans son article du 30 mai 2010, il compare le rassemblement du 25 mai 2010 à un rêve. Mais immédiatement il prend soin de déplacer les Kirchner de l'évènement : « Ni el gobierno de Cristina y Néstor Kirchner ni la oposición se animaron aun a enturbiar ese clima, a poner fin a la luna de miel que provocó el Bicentenario ». Les rassemblements du Bicentenaire serait donc le résultat d'un mouvement de patriotisme populaire spontané. E. Van der Kooy reproduit la fameuse dichotomie entre société et dirigeants : « Menos todavía cuando el marco de las celebraciones mostró dos planos bien diferenciados. La sociedad atenta sólo al entretenimiento y a la excepcional oferta artística. Los dirigentes pendientes más de sus propias aldeas ». L'opposition, qui condamne

l'esprit de discorde, le provoque. On peut lire ainsi dans un article de Alejandro Borestein (architecte et producteur de télévision) qui se veut humoristique, puisqu'il est classé dans la rubrique humour : « Basta de esta horrible reconciliación. Yo quiero que vuelva aquel kirchnerismo, ese que cuando alguien los critica, lo tratan como si todos los sábados jugara al chinchón con Videla » ; « ¿De dónde salió tanta armonía? No importa. Hay que volver rápidamente al conflicto que es el terreno en el que todos sabemos movernos » (« A ver si la cortamos con tanta fiestita », *Clarín*, le 30 mai 2010). On appelle cela du second degré. A. Borestein est producteur de télévision et a dû être directement touché dans ses intérêts par la loi d'octobre 2009 règlementant le service audiovisuel en Argentine. De la même manière que G. Gambaro, E. Van der Kooy met en avant les conflits de personnages publics et évite un bilan de politique générale : « Tampoco el entusiasmo pudo hacer olvidar otras cosas. La novelita de Cristina con Macri. La realización de dos Tedeum por una inquina de los Kirchner con el cardenal Jorge Bergoglio. La especulación política opositora en torno a esos actos religiosos. El aislamiento de Julio Cobos en su papel de vicepresidente. El desprecio por las investiduras de Carlos Menem, Fernando de la Rúa, Eduardo Duhalde y Adolfo Rodríguez Saá ».

On observe assez bien cette attitude paradoxale au sein des quotidiens *Clarín* et *La Nación*, qui consiste à condamner l'esprit de faction pour finalement le ressusciter et le mettre en exergue à l'occasion d'un événement exceptionnel par son caractère collectif et rassembleur. Citons une autre page éditoriale du journal *Clarín*, parue le 30 mai 2010, et dont l'auteur n'est toujours pas précisé¹⁶⁶. Le texte se place dans cette même dynamique qui consiste à accuser le gouvernement de promouvoir la confrontation et la division dans la société, et à se placer parallèlement en porte-parole de la volonté des masses : « La asistencia masiva y el clima de festejo y concordia en la celebración del Bicentenario constituyen un mandato para la dirigencia y política social que, por otra parte, fue rápidamente captado : la ciudadanía no comparte la cultura de la confrontación que promueve el Gobierno y valora la convivencia civilizada ». Dans cet extrait, on peut noter l'impact du célèbre mythe « civilisation versus barbarie ». L'auteur utilise une dichotomie culturelle intégrée par tous les Argentins : la citoyenneté, qui désigne à la fois un statut institutionnel et un concept flou, est assimilée à la civilisation, c'est à dire « progrès », développement matériel, culture européenne, alors que le gouvernement est assimilé à son contraire. Nul besoin de le préciser, en Argentine, implicitement et même inconsciemment, à la « civilisation » s'oppose la « barbarie » des origines américaines. En utilisant ce topique du libéralisme raciste du XIX^e siècle, l'auteur affirme clairement sa propre position politique. Il précise sa pensée : « Desde el comienzo de su gestión, el kirchnerismo puso en práctica una política de polarización y agresión que se profundizó a partir del

¹⁶⁶ http://www.clarin.com/opinion/mandato-ciudadania-bicentenario_0_271172922.html

conflicto con el campo, ya en el gobierno de Cristina Fernández de Krichner ». La politique d'agression citée fait référence au conflit entre le gouvernement et le secteur agricole en 2008. En effet, en mars 2008, en pleine crise économique mondiale, C. F. de Kirchner tenta d'augmenter les taxes à l'exportation sur le soja et le tournesol de 35% à 45% (résolution 125/08), ce qui suscita un conflit difficile avec les principales organisations patronales du secteur agricole : Sociedad Rural Argentina (SRA), Federación Agraria Argentina (FAA), Confederaciones Rurales Argentinas (CRA), Confederación Intercooperativa Agropecuaria Limitada (CONINAGRO), Federación Argentina de Contratistas de Máquinas Agrícolas. Cette grève dura jusqu'à juillet 2008 et affecta profondément la popularité de la présidente. Le conflit aboutit à l'abrogation de la résolution 125/08 le 18 juillet et au rétablissement des résolutions n°368 et n°369 du 7 novembre 2007 qui fixaient jusque là les taxes à l'exportation sur les céréales (35% pour le soja en grain). Pendant la période de blocage, les organisations patronales du secteur agricole mirent en place une série de mesures visant à interrompre les activités économiques des secteurs associés, notamment les transports interurbains et les exportateurs, en paralysant l'activité de certaines entreprises, en procédant au blocus des routes et des ports, ainsi que d'autres actions directes. À la suite de cela, une grève des entreprises de transport avec blocage des routes vint aggraver la situation en empêchant l'approvisionnement des villes. La situation devint rapidement politisée et les secteurs proches du gouvernement, comme la « Federación Trabajo y Vivienda de la Central de los Trabajadores Argentinos » (CTA) et l'Association « Madres de Plaza de Mayo » accusèrent les dirigeants du secteur agricole, l'ex président Eduardo Duhalde et le groupe multimedia Clarín de chercher à déstabiliser le gouvernement et à provoquer la chute de la présidente C. F. de Kirchner¹⁶⁷. En effet, ce genre d'opération de blocage de la part des groupes de pouvoir économique fait directement écho, dans la région du cône sud de l'Amérique latine, à la tentative de déstabilisation du gouvernement socialiste de Salvador Allende, orchestrée par les organisations patronales en 1972 et qui, n'ayant pu aboutir, se solda par le coup d'État militaire qui mit en place la dictature du général Pinochet en septembre 1973. Pendant le conflit concernant le secteur agricole en 2008 en Argentine, une bonne partie de l'Union civique radicale (UCR) et de la Coalition civique (oppositions de centre-gauche) apporta son soutien aux organisations patronales, ce qui conduisit à la démission du ministre de l'Économie Martín Loustean, remplacé par Carlos Rafael Fernández. Suite au conflit avec le secteur agricole, et en raison de l'impopularité des mesures prises en réponse à la crise économique de 2008, des élections générales partielles furent organisées de façon anticipée en juin 2009 par le gouvernement.

¹⁶⁷ « D'Elía acusa a Duhalde de querer organizar un 'golpe de Estado' » *Diario InfoBAE*, 16 juin 2008.

« Debutó el PJ de Kirchner: acusó al campo de antidemocrático y golpista », *Clarín*, 28 mai 2008.

« Las Madres de Plaza de Mayo denunciaron penalmente a los dirigentes ruralistas », *Madres de Plaza de Mayo*, 2008.

Ces élections marquèrent un recul important du Parti justicialiste au pouvoir, et provoquèrent la démission du nouveau ministre de l'Économie. Par ailleurs, le vice-président Julio Cobos, qui faisait parti des « Radicales K » (groupe dissident de l'UCR exclu à cause de son soutien au Front pour la victoire), vota contre le projet de loi du gouvernement concernant l'agriculture. Une partie des « Radicales K » mené par J. Cobos rejoignit ainsi l'opposition, provoquant ainsi une situation inédite de cohabitation au sein de l'exécutif. On comprend mieux la position de l'auteur de l'article paru dans *Clarín*, et le message populaire auquel il fait référence à l'occasion des festivités du bicentenaire correspond en réalité au message des groupes économiques menacés par les réformes entreprises par les gouvernements argentins depuis 2003 : « [...] es un dato de la realidad que el clima de conflicto y la falta de certidumbre sobre las decisiones o reacciones del poder político provocan, desde hace tiempo, temor en las empresas y los inversores locales y del exterior ». C'est bien du conflit entre le gouvernement Kirchner et les groupes de pouvoir (médias, organisations patronales, partis d'opposition) dont il s'agit, et non d'un message de la part du citoyen lambda : « Sin embargo, debe quedar claro que lo que se espera no es un cambio de gestualidad o una reducción de la agresividad en los por parte frecuentes y copiosos mensajes presidenciales, sino un cambio de política en relación con las fuerzas políticas y sociales que no condicen con el programa oficial, con los medios de difusión y con las empresas ». Cet extrait illustre bien la difficulté des rapports entre le parti politique au pouvoir, élu légalement et démocratiquement, et appliquant le programme annoncé, et les déçus du scrutin. Le conflit avec les médias auquel cet article fait référence est lié à la Loi n°26. 522 de Services de communication audiovisuelle (SCA) qui fut promulguée le 10 octobre 2009 par la présidente C. F. de Kirchner¹⁶⁸. Elle abroge et remplace la Loi de radiodiffusion n°22. 282 promulguée en 1980 par le général Jorge Videla, chef de la junte militaire au pouvoir de 1976 à 1983. Ce projet de loi, porté par le gouvernement justicialiste, faisait partie des promesses électorales de Cristina Kirchner. Il fut lancé en mars 2009, mais, une partie de l'opposition ayant demandé que le projet ne soit examiné qu'après les élections de juin 2009, celui-ci fut présenté en août et promulgué en octobre 2009. Cette loi déclare les radiofréquences comme étant des biens publics pouvant être accordés pour des concessions de dix ans (renouvelables), suite à des appels d'offres. L'audiovisuel est lui-même qualifié d' « intérêt public » et les concessions sont librement accordées, au lieu d'être vendues (ou louées). La loi distingue les médias associatifs (auxquels un tiers de l'espace audiovisuel est réservé), les médias à but lucratif et les médias du service public. Elle limite la constitution d'oligopoles¹⁶⁹ et prévoit des mesures d'appui aux médias associatifs des peuples aborigènes. Elle impose par ailleurs des seuils de diffusion minimaux de

¹⁶⁸ *Wikipedia* « Loi n°26 522 de Services de communication audiovisuelle (Argentine) »

¹⁶⁹ Oligopole : marché dans lequel il n'y a que quelques vendeurs face à une multitude d'acheteurs. (PETIT LAROUSSE illustré, Paris, 1994).

70% de production nationale, 30% de musique nationale et 50% de musique produite par des indépendants, et régule la publicité. Le groupe Clarín, qui détenait 264 licences de diffusion, ainsi que l'ADEPA (Association des entreprises audiovisuelles) se sont opposés à cette loi. En revanche, elle fut appuyée par les syndicats CGT et CTA (Central de los Trabajadores Argentinos), le syndicat des employés du secteur audiovisuel, les ONG des Droits de l'Homme en Argentine, la Fédération universitaire argentine et la FEPALC (Fédération des journalistes d'Amérique latine et des Caraïbes). Par ailleurs, un projet de loi approuvé par le Sénat le 18 novembre 2009 dépénalise les délits de calomnie et d'injure publique dans le cadre des affaires d'intérêts publics. Cette initiative en faveur de la liberté d'expression a reçu les félicitations du Comité pour la protection des journalistes (Comitee to Protect Journalists, CPJ), une ONG basée à New York, et de Reporter Sans Frontières (RSF). La France a récompensé le Centre d'études légales et sociales (CELS, Centro d'Estudios Legales y Sociales) dirigé par Horacio Verbitsky¹⁷⁰ d'un Prix des Droits de l'Homme, pour avoir œuvré en faveur de cette réforme. Selon H. Verbitsky, la nouvelle loi sur l'audiovisuel constituerait une victoire de la représentation populaire sur les corporations économiques (« El fin y los medios », *Página/12*, le 11 octobre 2009).

Les rapports entre l'oligarchie économique et les gouvernements cherchant à appliquer une politique à visée redistributive semblent voués à l'échec. Guillermo Alchourón, qui fut député national et président de la Société Rurale Argentine, écrit dans *La Nación* le 31 mai 2010 : « un informe conjunto de OCDE¹⁷¹ y la FAO¹⁷², el año pasado, ratifican que ocupamos el número 176 entre 184 naciones relevadas en materia de confiabilidad. Tal vez es en materia agropecuaria donde el examen histórico resulta más ambivalente ». On le voit, la référence de G. Alchourón en matière de développement pour son pays est le taux de confiance émis par des organismes internationaux chargés de surveiller les échanges économiques. Il élude le bilan social et économique de l'Argentine, plutôt positif depuis la crise de 2001, pour focaliser l'attention du lecteur sur le conflit entre le gouvernement et l'oligarchie des propriétaires terriens : « Es cierto que el segundo centenario nos deparó indiscutibles logros. Hubo extraordinarios avances en técnicas de laboreo agrícola » ; « Todo eso pasó en la Argentina, pero por defectos y fallas solamente atribuibles a nosotros mismos, los argentinos, vemos hoy desaliento y desazón en nuestros productores, que dan todo de sí para el progreso del país y deben soportar las ideas perniciosas de quienes sólo piensan en ponerles la mano en los bolsillos, para luego llevar su recaudación en los bolsillos de otros, campeones de la corrupción ». Encore une fois, c'est le modèle libéral du XIX^e siècle dont

¹⁷⁰ Le CELS (*Centro d'Estudios Legales y Sociales*) est une ONG argentine basée à Buenos Aires et crée en 1979 afin de défendre les Droits de l'Homme. Depuis 2000, le CELS est présidé par le journaliste Horacio Verbitsky, qui fait également partie du Conseil de direction de la section Amérique latine de *Human Rights Watch*.

¹⁷¹ OCDE, Organisation de développement et de coopération économique, créée en 1961.

¹⁷² FAO, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

l'aboutissement s'incarne dans la société argentine de 1910 qui est placé comme référence : « Se impone ahora analizar la posibilidad de rehabilitarnos en el futuro, no sólo para reiniciar la fecunda labor creativa de nuestros ancestros a partir de 1810, interrumpida más que frecuentemente desde 1930, sino por la creciente necesidad de demostrar al mundo que no somos insensibles al hambre que sufren más de mil millones de personas, y que sólo puede paliarse con un sensible incremento de la producción de alimentos ». Ce discours, qui amalgame les acteurs de la révolution émancipatrice de 1810 avec la Constitution fédérale de 1854 et les gouvernements libéraux de la génération de 1880, confond le jugement du lecteur afin d'éviter un vrai bilan de société. Nous l'avons vu dans la deuxième partie de ce mémoire, les conflits civils et les coups d'État ne datent pas de 1930. Guillermo Alchourón fait preuve d'une mauvaise foi dont le but est assez clair, à un an et demi des élections présidentielles : « Estos (los cuerpos legislativos) ahora tienen la posibilidad de revertir la tendencia declinante de nuestra creación de riqueza y reemplazarla por otra que realmente impulse el poder creativo de los habitantes del campo ». Il s'inscrit dans la tendance qui confond libéralisme et démocratie et qui redoute un changement d'ordre dans la société argentine, accusant le gouvernement de promouvoir la confrontation par ses actions réformatrices. L'auteur prétend parler au nom du « pouvoir créatif des habitants des campagnes ». Or, on sait que les terres argentines sont aux mains d'un petit groupe de grands propriétaires. Ainsi, au cours du conflit entre les organisations patronales du secteur agricole et le gouvernement de C. F. de Kirchner entre mars et juin 2008, certaines organisations de paysans, se définissant comme très petits propriétaires terriens, et dont la majorité incluent les communautés aborigènes, prirent leurs distances avec le mouvement de contestation en l'accusant de défendre exclusivement les intérêts du secteur de l'agriculture intensive, sans prendre en compte les besoins et les revendications des petits agriculteurs¹⁷³. Le 3 juin 2008, le Front national paysan (*Frente Nacional Campesino*) fit part de son désaccord total avec la grève d'agriculteurs organisée par les fédérations patronales¹⁷⁴. D'autre part, contrairement à ce qu'affirme l'ex président de la Société Rurale Argentine, en 2010 l'Argentine disposait d'une situation économique assez favorable, qui avait permis l'amélioration des conditions de vie de la population.

C'est ce qu'affirme Alain Touraine, sociologue, Directeur de l'École des Hautes Études en

¹⁷³ Parmi ces organisations on trouve le Forum national de l'agriculture familiale (FONAF), le Mouvement paysan de Santiago del Estero (MOCASE), le Mouvement agraire missionnaire (MAM), le Mouvement paysan de Cordoba (MOCACO – APENOC, UCAN, OCUNC, UCATRAS, Organisation de Cruz del Eje), le Mouvement paysan de Formosa (MOCAFOR), le Mouvement de paysan de la région de Jujuy (MOCAJU), le Mouvement paysan de la région de Misiones (MOCAMI), le Mouvement des femmes agricultrices en lutte (MML), le Mouvement national paysan indigène (Movimiento Nacional campesino Indígena), l'Union des petits producteurs du Chaco (UNPEPROCH) et l'Union des travailleurs sans terres de Mendoza (Movimiento de Trabajadores Sin Tierras de Mendoza). Cité dans *Wikipedia, La Enciclopedia Libre*. « Paro agropecuario patronal en Argentina de 2008 ».

¹⁷⁴ Fundación de Investigaciones Sociales y Políticas, <http://www.fisyp.org.ar/modules/news/article.php?storyid=58>, le 3 juin 2008, «Un campo más ancho de lo que parece ». Article en annexe 3.

Sciences Sociales de Paris, dans son article publié pour le journal *Clarín* à l'occasion de son supplément spécial Bicentenaire¹⁷⁵ : « Las transformaciones necesarias están siendo facilitadas por una situación económica muy favorable » ; « La Argentina no sólo no quedó arruinada con la crisis, sino que logró aumentar los sueldos y las jubilaciones y revitalizó las negociaciones colectivas sobre las condiciones de vida de los asalariados. También mejoró marcadamente su sistema de previsión social » (« Crecimiento económico, pero con debilidad política », *Clarín*, mai 2010). Dans un article publié dans *La Nación*, Ricardo Buzzi, président de la « Federación Agraria » reconnaît également l'amélioration de la situation dans le secteur agricole : « El presidente de Federación Agraria reconoció que habrá protestas de productores rurales, aunque afirmó que no habrá 'contraactos' durante el festejo del bicentenario; destacó el 'buen momento' que atraviesa el sector lechero » ; « El titular de la FAA reconoció que 'hace cuatro o cinco meses no teníamos esta expectativa' en el sector lechero, pero admitió que 'la lechería está en un momento muy bueno' » (« Buzzi: 'Ni mamados cortamos las rutas' », *La Nación*, le 13 mai 2010). Il n'y aurait donc pas, en mai 2010, de raison pour dépeindre un tableau désespérant de la situation du secteur de la production agricole à grande échelle en Argentine¹⁷⁶.

La presse d'opposition au gouvernement justicialiste (qui reste le descendant des péronistes) assume parfaitement son rôle critique. En effet, afin d'organiser les festivités du Bicentenaire des sommes d'argent assez considérables furent débloquées par le gouvernement, déclenchant des questionnements et des remontrances légitimes de la part de certains journalistes : « La organización del festejo quedó a cargo del secretario general de la Presidencia, Oscar Parilli. Para todo el año, el Bicentenario tiene una partida de \$ 163,9 millones, de los cuales \$ 32,7 millones ya están comprometidos, lo que implica un 20% de ejecución, según datos oficiales del Ministerio de Economía » (Mariano Obarrio, *La Nación*, le 9 mai 2010). Dans le même article, Mariano Obarrio dénonce l'opacité des informations en ce qui concerne le déblocage du budget : « Las preguntas acerca de gastos, compras, licitaciones, presupuesto y ejecución ponen nervioso a Parilli, que ordenó a los suyos no responder a las preguntas » ; « Se autorizó allí a la unidad ejecutora que dirige Parilli a hacer contrataciones directas por 'trámite simplificado' por hasta \$ 300 000; contrataciones directas hasta \$ 600 000 y \$ 1,2 millones, y licitación pública si se supera los \$ 1,2 millones ». Le même journaliste reprocha également au gouvernement de ne pas avoir fait participer les militaires au grand défilé central du Bicentenaire, le 25 mai : « Desfiles y actos. El gran desfile central del Bicentenario, del día 25, no tendrá militares, sino artistas [...] Quizá resulte difícil de comprender para el principal presidente invitado, el de Venezuela, Hugo Chávez, que el 19 de abril

¹⁷⁵ <http://bicentenario.clarin.com/nota6.php>

¹⁷⁶ À propos des tentatives de manipulation orchestrée par l'oligarchie agricole afin de faire chuter C. F. de Kirchner, voir l'article « Confieso que he mentido », de Raúl Dellatore, publié dans *Página/12* le 19 août 2011.

último agasajó a Cristina Kirchner y a otros presidentes aliados con un ostentoso despliegue militar y armamentista durante el bicentenario bolivariano » (Mariano Obarrio, *La Nación*, le 9 mai 2010). De la même manière N. Baigorria écrit : « En el Bicentenario, las Fuerzas armadas no integrarán el acto central, reservando para los adictos al régimen los lugares de privilegio » (Nélida Baigorria, « Mayo, una revolución inconclusa », *La Nación*, le 24 mai 2010). En réalité, le défilé militaire en grandes pompes eut bien lieu dans la capitale, mais le 22 mai 2010 et non le 25 mai : « El sábado 22 será el desfile militar y de las fuerzas de seguridad sólo por el Paseo del Bicentenario (9 de Julio entre Corrientes y Belgrano) [...] ». Un article de *Página /12* publié le 22 mai 2010¹⁷⁷ décrit le défilé militaire et détaille les différentes sections de l'Armée qui participèrent : « Unos 5000 efectivos de las tres fuerzas armadas, de seguridad y delegaciones extranjeras desfilaron a lo largo del Paseo del Bicentenario, en el centro porteño, conmemorando los 200 años de la Revolución de Mayo de 1810, ante una multitud que se agolpó detrás de las vallas al paso de las distintas unidades militares » ; « Participaron la Fuerza Aérea Argentina, la Armada Argentina y el Ejército a pie con el Colegio Militar, la Escuela de suboficiales, la Agrupación banderas históricas, el Regimiento Patricios, Grupo Artillería 1, Agrupación Malvinas, Comando Antártico, Prefectura, Gendarmería, y Policía Federal ». Dans cet article, on pressent plutôt la volonté d'une réconciliation entre les forces armées et la société civile, qui permettrait de consolider non seulement la démocratie, mais également l'unité nationale : « Al paso de las distintas formaciones, el público aplaudía entusiasta y emocionado por presenciar 'este desfile que no se hizo nunca en la historia', según aseguró una mujer a sus hijos mientras esperaban el 'acontecimiento histórico', como lo definió otro hombre que permanecía cerca del palco oficial desde las 11 de la mañana ». Par ailleurs, Hugo Chávez ne fut pas le principal invité comme le prétend Mariano Obarrio dans l'article qu'il publie dans *La Nación* le 9 mai. Dans un article datant du 19 mai 2010, le journaliste Martín Piqué nous fait part de la liste des invités officiels à l'Anniversaire des 200 ans de la révolution : « Como el acto tendrá un carácter rigurosamente institucional – se trata de los doscientos años de la formación de la Primera Junta – la Secretaria General de la Presidencia cursará invitaciones formales a todas las fuerzas políticas con representación parlamentaria. [...] En este caso, además , habrá mandatarios extranjeros, sobre todo latinoamericanos. [...] Hasta anoche estaban confirmadas las visitas del chileno Sebastián Piñera, el uruguayo José « Pepe » Mujica, el venezolano Hugo Chávez, el brasileño Luiz Inácio Lula da Silva, el ecuatoriano Rafael Correa, el boliviano Evo Morales y el paraguayo Fernando Lugo. Una posibilidad es que José Luis Rodríguez Zapatero, ocupado por la crisis económica que afecta a España, envíe como representante de su gobierno a la vicepresidenta María Teresa Fernández de la Vega. También se está esperando la respuesta de varios mandatarios centroamericanos. Lo que sí

¹⁷⁷ <http://www.pagina12.com.ar/diario/ultimas/20-146174-2010-05-22.html>

está confirmado es que el peruano Alan García y el colombiano Álvaro Uribe no serán de la partida [...] » (« Los héroes del Bicentenario », *Página/12*) . L'article de M. Obarrio date du 9 mai, mais on peut tout de même lui reprocher de déformer des informations de manière délibérée, et si ce n'est pas le cas, de diffuser des informations sans les avoir vérifiées. Un article de publié dans *La Nación* dénonce également les modifications de décret du régime d'embauche et d'achat de l'État que la présidente a effectuées dans le cadre de l'organisation des festivités du bicentenaire : « La presidenta Cristina Kirchner modificó por decreto el régimen de contrataciones y compras del Estado para reducir los controles y facilitar los gastos relacionados con los actos por el Bicentenario de la Revolución de Mayo de 1810 » ; « Hasta ayer en la Secretaria General se estuvieron haciendo trámites para contratar el servicio de iluminación, de sonido, el catering, del escenario, la grabación de TV y sonido, todo utilizando el trámite excepcional, lo que permitió no hacer en ninguno de los casos licitaciones públicas. En cambio para gastar sólo 185.437,13 pesos para que se construyan unos modernos y coquetos dormis en la Quinta de Olivos se debió hacer una licitación privada. Si hubieran tenido la excusa del bicentenario podrían haberse hecho por contratación directa y simplificada » (Jorge Oviedo, « Autorizan compras millonarias sin licitación pública por le Bicentenario », *La Nación*, le 5 mai 2010). La « Quinta de Olivos » est la résidence présidentielle. Le journaliste Jorge Oviedo reproche à l'État d'avoir eu recours à un appel d'offres au secteur privé pour financer la rénovation de la résidence présidentielle et d'avoir par ailleurs utilisé une procédure simplifiée décidée par décret pour financer les festivités du bicentenaire, sans avoir lancé d'appel d'offres publiques. Selon J. Oviedo, on pourrait supposer que les contrats passés dans le cadre de l'organisation des festivités se seraient faits par « copinage ».

Après la date symbolique du 25 mai 2010, et suite au succès populaire déclenché par les festivités, Mariano Obarrio tente de discréditer à son tour le gouvernement en l'accusant de démagogie à visée électorale, il écrit ainsi dans *La Nación* le 30 mai 2010 : « Para multiplicar el efecto político de los masivos festejos por el Bicentenario, el gobierno decidió apurar medidas de fuerte impacto social, para lo cual analiza aumentar las jubilaciones y la asignación universal por hijo, y lanzar nuevas líneas de crédito. Además, resolvió repetir durante este año ciertas iniciativas exitosas de la celebración del 25 de Mayo y no escatimar en gastos para lograr grandes movilizaciones en el interior del país durante las próximas fechas patrias » ; « Los diversos planes se interpretan como un operativo de fortalecimiento de la candidatura presidencial de Néstor Kirchner con miras a las elecciones de 2011 » (« El Gobierno apura medidas para capitalizar los festejos », *La Nación*, 30 mai 2010). Malgré ses allégations, il se doit de préciser que les plans d'augmentation des aides sociales pour les populations les plus en danger étaient prévues bien avant les festivités du Bicentenaire : « Si bien algunas de estas decisiones se analizaban desde antes de los festejos [...]

'El gobierno necesita redoblar la iniciativa para contrarrestar la agenda negativa' dijo a La Nación un hombre de Presidencia ». On est forcé de remarquer qu'une fois de plus les sources informatives de M. Obarrio sont plutôt vagues. Citons divers extraits de l'article qui mettent ce phénomène en évidence : « 'Con el éxito del Bicentenario y la difusión de una suba en las encuestas, se busca instalar el mito de la invencibilidad', *confiaron a La Nación altas fuentes de Balcarce 50* »¹⁷⁸ ; « 'Se descubrió un mecanismo de movilización popular y lo van aprovechar' *dijo a La Nación otra fuente oficial* » ; « Sin embargo, *en otros despachos oficiales* no descartan montar un espectáculo masivo en la vía pública, en caso de que la Argentina gane el Mundial de Sudáfrica » ; « 'Se adjudica el crecimiento en las encuestas a las políticas sociales. Por eso, no se escatimará en gastos para distribuir recursos, tanto para actos, movilizaciones o aumentar jubilaciones', *señaló otra fuente* » ; « 'Hay plata y se va a usar sin límites', *aseguran en el gobierno* ». Sans douter de l'honnêteté du journaliste, et en admettant qu'en effet le gouvernement de C. F de Kirchner fût logiquement préoccupé par les élections de l'année suivante, on peut néanmoins avancer que M. Obarrio cherche désespérément à gâcher la fête.

C'est dans le but de démentir les accusations de manipulations politiques ou électorales que le Chef de Cabinet de la Présidence, Anibal Fernández est intervenu publiquement. Le journal *La Nación* fit part de son intervention dans un article publié le 27 mai 2010¹⁷⁹. Il demande ainsi à ce que personne ne vienne « salir » la fête populaire qui eut lieu à Buenos Aires à l'occasion du Bicentenaire. Dans son intervention il dénonce ceux qui accusent le gouvernement de populisme (c'est à dire de manipuler les foules à des fins électorales) et nie les supposés changements de Cabinet annoncés dans *La Nación* précisément : « El jefe de Gabinete, Anibal Fernández, pidió hoy que 'nadie ensucie con mezquindades' la fiesta que se vivió en la ciudad por el Bicentenario y negó inminentes cambios en el elenco ministerial » ; « 'He escuchado en todo momento en la Presidenta que ésta debía ser una fiesta de todos y nadie, absolutamente nadie del gobierno ha salido a reivindicar algo que no fuera como esto, de todos.[...] La gente vino a pasarlo bien con su familia pensara como pensara. Los vecinos se convocaron solos, nadie los llamó y fue una satisfacción de participar en un hecho histórico' sostuvo » ; « Respecto de las versiones de cambios de gabinete, Fernández advirtió por Radio Del Plata que 'nunca lo van a saber antes que la Presidenta de la Nación'. 'Si ella tomara una decisión así, se enterarían por ella misma y no por los diarios' añadió ». On peut se demander comment *La Nación*, un des journaux les plus radicalement opposés au gouvernement de C. F de Kirchner, a pu publier une intervention les mettant en cause directement. Cela fut-il volontaire ? L'auteur n'est pas cité et l'article est classé dans la section Bicentenaire. On

¹⁷⁸ Buenos Aires, Balcarce 50, Casa Rosada : Siège du gouvernement argentin.

¹⁷⁹ www.lanacion.com.ar/1269083-el-gobierno-pidio-no-ensuciar-con-mezquindades-los-festejos-por-el-bicentenario

peut lire dans le même papier, à la suite des déclarations du Chef de Cabinet, des informations qui démentent les affirmations qui viennent d'être faites, toujours sans sources précises : « Según confiaron a La Nación *altas fuentes oficiales*, la Presidenta considera que 'el Gobierno quedó fortalecido' para acometer una oxigenación que, días atrás, hubiera sido leída como una debilidad. No están claros los nombres ni los tiempos. Podría ocurrir después del Mundial de Fútbol de Sudáfrica. O tal vez antes. Como sea, estarán dirigidos a consolidar la candidatura presidencial de Néstor Kirchner para las elecciones de 2011, *dijeron las fuentes* » ; « *Un ministro* confió ayer a La Nación que dentro del gobierno 'se habla de cambios en el Gabinete' y de que 'se cerró una etapa de hostilidad' política. 'Se abre un período nuevo y un clima propicio para hacer modificaciones desde una posición de fuerza' añadió *el ministro* ». Cet article date du 27 mai 2010, en ajoutant à celui-ci l'article de M. Obarrio du 30 mai, on peut avancer qu'il s'agit d'une claire provocation de la part du journal, et d'une tentative de semer le trouble au sein même de l'équipe gouvernementale en communiquant des informations non vérifiables issues de sources plus que douteuses. On précisera à ce propos que les changements de Cabinet qui ont eu lieu après les fêtes du Bicentenaire de mai 2010 ont concerné trois ministres sur dix-huit : le Ministre des Relations extérieures, du commerce international et du culte (Héctor Timerman, toujours en fonction), le Ministre de la défense (Arturo Puricelli, toujours en fonction), le Ministre de la sécurité (Nilda Garré, toujours en fonction)¹⁸⁰.

Nous avons vu dans la deuxième partie que des organisations citoyennes tentaient d'alerter l'opinion à propos de la menace qui pèserait sur la démocratie en Argentine, et qu'elles mettaient notamment en cause les espaces médiatiques¹⁸¹. Rappelons-nous qu'un des intervenants, Ricardo Forster, affirmait dans le journal *Página/12* : « 'Deben ser conjuradas las maniobras de quienes conspiran en las sombras y agitan desde los espacios mediáticos' » (« La memoria de las voluntades », *Página/12*, 3 mai 2010). Nous venons de voir brièvement de quelle manière un journal d'opposition comme *La Nación* tente de déstabiliser le gouvernement dans ses actions. La loi 26.522 sur l'audiovisuel et la liberté d'expression promulguée par C. F. de Kirchner en octobre 2009, et qui abroge le délit de calomnies et d'injures publiques dans le cadre d'affaires traitant d'intérêts publics est utilisée contre le gouvernement : diffusion d'informations non vérifiées, par des sources non vérifiées. Le journal *Página/12*, pour sa part, publie le 21 mai 2010 un article intitulé « Comenzaron los festejos del Bicentenario » qui, comme son titre l'indique, décrit l'inauguration du *Paseo del Bicentenario* sur l'avenue du 9 juillet à Buenos Aires¹⁸². A cette occasion, la Présidente prononça un discours invitant toute la population à participer à la fête : « Cristina Fernández de Kirchner inauguró oficialmente el 'Paseo del Bicentenario', sobre la Avenida 9 de Julio en la ciudad

¹⁸⁰ www.argentina.gob.ar « autoridades nacionales ».

¹⁸¹ Alejandra Dandan, *Página/12*, 3 mai 2010.

¹⁸² www.Pagina12.com.ar/imprimir/diario/ultimas/20-146132-2010-05-21.html

de Buenos Aires. 'La verdad es que Dios quiso que yo fuera la presidenta del Bicentenario', dijo la mandatária, acompañada por parte del gabinete nacional y de los trabajadores que construyeron el paseo que va desde la avenida Corrientes hasta Belgrano sobre 9 de Julio ». Bien que cela ne concerne pas notre problématique, on notera rapidement l'allusion assez personnaliste de la présidente à propos de sa destinée politique. Dans l'article d'Eduardo van der Kooy, on pouvait lire à propos des défilés du Bicentenaire auxquels le couple présidentiel avait participé dans les différentes villes d'Argentine : « Siempre en la línea de vanguardia de las multitudes que los rodearon predominaron los militantes kirchneristas » (« El país que sigue después de la tregua », *Clarín*, le 30 mai 2010). Mis à part le fait qu'il soit plus ou moins logique que des personnalités politiques soient entourées de leurs partisans lors de leurs déplacements, on peut objecter à E. Van der Kooy que lors de l'inauguration du *Paseo* à Buenos Aires, la présidente était entourée non seulement par les membres de son Cabinet, mais également par les ouvriers ayant travaillé à l'aménagement du site. Lors de son discours inaugural dans la capitale fédérale, C. F. de Kirchner souligna son désir d'intégrer les différentes cultures du territoire à l'identité argentine et insista également sur le devoir de mémoire, en citant particulièrement les mères et les grands-mères de la Place de Mai, qui luttent pour que soit fait justice à leurs enfants et leurs petits-enfants disparus pendant la dernière dictature militaire : « Además, en la oportunidad, la presidenta convocó 'a todos para que vengan aquí a recorrer este lugar fantástico, donde hay lugar para la cultura, para las Madres de Plaza de Mayo, para las Abuela de Plaza de Mayo' ». Au moins quatorze mille personnes « disparurent » quand l'Argentine fut gouvernée par les militaires entre 1976 et 1983. Suite au rétablissement de la démocratie les tribunaux commencèrent à juger les membres de la junte militaire pour séquestrations, assassinats et torture. Mais les procès et les jugements prononcés contre les leaders de la junte et les officiers militaires et policiers provoquèrent une réaction violente de la part des forces armées. Le Président de la transition démocratique, Raúl Alfonsín (UCR, président de la nation argentine de 1983 à 1989), accéléra l'approbation par le Congrès de deux lois, le 24 décembre 1986 et le 5 juin 1987, dans l'espoir d'apaiser les oppositions militaires. La « Loi du point final » de 1986 (Ley de punto final n° 23. 492) permit de fixer un délai de soixante jours afin de pouvoir faire débiter de nouveaux procès. Cette loi ne pouvant stopper les procédures de justice concernant un grand nombre d'accusés, la « Loi de l'obéissance due » fut approuvée en 1987 (Ley de obediencia debida n° 23. 521). Celle-ci concédait l'impunité automatique à tous les membres des forces armées, sauf les commandants supérieurs. Le 22 juin 1987, la Cour Suprême adopta le décret faisant de la Loi d'obéissance due une loi constitutionnelle, opposant ainsi un frein effectif aux procès contre les crimes de la dictature. Pendant des années les lois d'amnistie empêchèrent les mises en accusations de tous les crimes commis sous la dictature militaire, à l'exception du viol et

du vol de bébés nés de mères « disparues », ces crimes étant spécifiquement exclus de la Loi d'obéissance due. En 2005, sous la présidence de Néstor Kirchner, la Cour Suprême décréta anticonstitutionnelles les deux lois d'amnisties passées sous la présidence de Raúl Alfonsín, ainsi que plusieurs amnisties individuelles décrétées par Carlos Menem (président de la nation argentine de 1989 à 1999)¹⁸³. De manière globale, C. F. de Kirchner continue les actions initiées par son mari concernant la réhabilitation de la gauche argentine et la critique de l'extrême-droite. La lutte pour les Droits de l'Homme en Argentine constitue un véritable programme au sein de la politique du gouvernement¹⁸⁴. Début janvier 2010, la présidente signa le décret n°4-2010 avec les ministres de la Justice et de la Défense, Julio Akak et Nilda Garré, qui rouvrent l'ensemble des archives concernant la dernière dictature militaire (à l'exception de ceux concernant la guerre des Malouines et tout conflit inter-États). Le décret permet l'utilisation de ces archives par les magistrats, il pourrait également couvrir des violations des Droits de l'Homme commises par la suite, et peut-être même avant¹⁸⁵. Elle avait déjà créé, par un décret du 16 décembre 2003 (décret 1259/03), les Archives nationales de la mémoire (Archivos Nacionales de la Memoria, ANM) chargés de recueillir les archives concernant la dictature¹⁸⁶. Nous l'avons vu dans la deuxième partie, le gouvernement Kirchner a voulu également réaffirmer l'appartenance à une identité sud-américaine à l'occasion de l'anniversaire de l'émancipation de l'Argentine, et renouveler ainsi les « canons » du nationalisme libéral. La présidente l'a souligné dans son discours officiel : « 'Este va a ser un bicentenario con un sesgo grande de pertenencia e identidad a nuestra región', subrayó la mandataria. Finalmente la presidenta reiteró su invitación 'a todos los argentinos para participar a esta verdadera fiesta de todos' ». En définitive, la préoccupation pour construire une démocratie qui n'exclut pas mais qui inclut tous les éléments de la société argentine, dont les marginalisés et les « disparus », est bien ce qui ressort de ce discours inaugural du Bicentenaire de la révolution de 1810 : « 'La patria se construye todos los días y con todos. Fuerza Argentina, América del Sur, Latinoamérica. Declaro formalmente abierto el Paseo del Bicentenario', concluyó » (« Comenzaron los festejos del Bicentenario », *Página/12*, 21 mai 2010).

B. Bicentenaire, crise économique et question sociale

La politique économique suivie par le gouvernement de C. F. de Kirchner est composée de

¹⁸³ Human Rights Watch, le 14 juin 2005, « Argentina : la Corte Suprema anula leyes de amnistia » <http://www.hrw.org/es/news/2005/06/14/argentina-corte-suprema-anula-leyes-amnistia>

¹⁸⁴ www.argentina.gob.ar « CIUDADANOS », « Derechos Humanos ».

¹⁸⁵ Alejandra Dandan, *Página/12* le 7 janvier 2010 « Archivos de la represión que ya no guardan secretos ». <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-138167-2010-01-07.html>

¹⁸⁶ www.derhuman.jus.gov.ar/anm

deux lignes principales : une augmentation soutenue des dépenses publiques dans le but d'une redistribution, et une politique fiscale et monétaire favorable à l'investissement privé. Selon un rapport de la Commission pour l'Amérique latine et les Caraïbes édité en 2010 (CEPALC), le taux de pauvreté serait de 11,3% en Argentine en 2009 (les statistiques ne donnent pas, pour l'Argentine, le taux de pauvreté dans les zones rurales), ce qui signifie une réduction de 34,1 points (45,4 % de taux de pauvreté en zone urbaines en 2002). Ce taux deviendrait ainsi le deuxième plus bas en Amérique latine après l'Uruguay (10,7%, ne concernant que les zones urbaines ; 10,4 % de taux de pauvreté au niveau national en Uruguay en 2009). Le Chili arrive en troisième position avec 11,7 % de pauvreté dans les zones urbaines en 2009 (11,5 % de taux de pauvreté au niveau national)¹⁸⁷. La CEPALC est une commission régionale de l'ONU (Organisation des Nations Unies) fondée en 1948 par résolution du Conseil Économique et Social. La CEPALC publie des statistiques économiques de références sur l'Amérique latine. Son siège se trouve à Santiago (Chili) et des bureaux nationaux sont présents à Buenos Aires, Brasília, Montevideo et Bogotá. Elle publie chaque année l'*Annuaire statistique de l'Amérique latine et des Caraïbes*, contenant les principaux indicateurs macroéconomiques de la région. Enrique Valiente Noailles, écrivain argentin, a publié un article dans le journal *La Nación* le 22 mai 2010, intitulé « El país que queremos ser », dans lequel il annonce, sans préciser ses sources, un taux de pauvreté de 35% dans le pays : « Y, fundamentalmente, uno de los mayores avances de la sociedad se ha dado en la superación de su componente tanático, de su tendencia hacia la violencia como vía de resolución de sus conflictos. Tanto es así que, aun con un índice de pobreza de un solo dígito, nuestra sociedad resolvía sus conflictos con violencia ; hoy, con una pobreza del 35%, algo que no puede entenderse en nuestro país, la sociedad sigue adhiriendo a ideales pacíficos y no está dispuesta a sacrificarlos en el altar de ninguna ideología ». Sous couvert de vouloir positiver la construction démocratique en Argentine l'écrivain fournit des informations non vérifiées tendant à provoquer des réactions d'indignation scandalisée, mais légitimes, face à ce chiffre dont la source n'apparaît pas.

A l'occasion du Bicentenaire, Adolfo Sánchez de León (médecin, spécialiste en santé publique et coordinateur de santé du député national pour la province de Buenos Aires) souligne les carences dont souffre l'Argentine dans le secteur de la santé, dans un article publié le 18 mai 2010 par le journal *Clarín* : « En un área prioritaria, se registra un balance negativo, con crecimiento de la mortalidad infantil y de enfermedades asociadas a la pobreza » ; « En la Argentina del Bicentenario coexisten enfermedades características de países desarrollados con otras asociadas a la pobreza y el subdesarrollo ». Cet extrait met en relief une problématique du pays, qui, tout en se situant parmi les

¹⁸⁷ *Anuario estadístico de América latina y el Caribe 2010*. « Pobreza y distribución del ingreso. Personas en situación de pobreza e indigencia, en áreas urbanas y rurales ». [Http://www.eclac.org](http://www.eclac.org)

nations ayant un des taux de pauvreté les plus bas d'Amérique latine, fait cohabiter de fortes inégalités de situations sociales. A. S. de León revient sur le programme « Objectifs de Développement du Millénaire », fixés en 2000 par les Nations-Unies¹⁸⁸. Ce programme contient huit objectifs, que cent quatre-vingt-douze pays membres de l'ONU se sont donnés comme but à atteindre en 2015, dont l'Argentine : éradiquer l'extrême pauvreté et la faim ; assurer un cycle complet d'enseignement de niveau primaire pour tous les enfants, filles et garçons ; promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomie de la femme ; réduire la mortalité infantile ; améliorer la santé dans le cadre de la maternité ; combattre le virus du SIDA, le paludisme et d'autres maladies (dont le virus du « Chagas », présent en Argentine) ; garantir la protection de l'environnement ; construire une association mondiale des nations pour le développement. Dans les pays latino-américains, le Chili et le Venezuela ont rempli les objectifs pour le Millénaire, et Cuba a rempli la majorité des objectifs. Le Pérou a atteint le record mondial de réduction de la pauvreté¹⁸⁹. Selon A. S. de León le système de santé tel qu'il se présente en Argentine en mai 2010 ne peut répondre à ces nécessités : « [...] el país está muy lejos de cumplir con los compromisos internacionales asumidos en el año 2000 en la ONU, cuando se suscribieron los Objetivos del Milenio y Argentina se comprometió a disminuir la mortalidad infantil y materna, la incidencia de la tuberculosis y a eliminar la transmisión vectorial del Chagas ». Le Chagas est un parasite qui se transmet par la piqûre de la « chinche », un insecte qui, en déposant son urine, facilite l'entrée dans l'organisme du *Trypanosoma cruzi*, qui cause la maladie appelée « Maladie ou Mal du Chagas ». La caractéristique alarmante de la maladie est qu'elle conduit à des lésions et des insuffisances cardiaques chroniques. On estime qu'entre seize et dix-huit millions de personnes sont infectées dans dix-huit pays d'Amérique latine. En Argentine entre 5% et 10% de la population est infectée par la maladie¹⁹⁰. Il serait de la responsabilité de l'État, selon A. S. de León, de mettre en place les réformes permettant à la majorité de la population de bénéficier d'une protection santé : « Tal como está, el sistema de salud no es el más adecuado para enfrentar el desafío de revertir la situación ya que está altamente fragmentado y segmentado y es inequitativo. Más del 40 % de los argentinos no tiene obra social o prepaga médica por trabajar en negro o estar desempleado. La atención de su salud es responsabilidad exclusiva del Estado en sus diferentes jurisdicciones nacional, provincial y municipal y es imprescindible que se promueva una profunda reforma que sea capaz de enfrentar las dificultades con la suficiente decisión política como para revertirlas, buscando consensos, asegurando un piso de financiamiento y redefiniendo la relación Nación – provincias ». Réforme,

¹⁸⁸ *Objetivos de desarrollo del Milenio de la ONU*. www.un.org/spanish/millenniumgoals/ares552.html
Declaración del Milenio. Annexe 4.

¹⁸⁹ *Wikipedia. La Enciclopedia libre*, « Objectivos de Desarrollo del Milenio ».

¹⁹⁰ www.conicit.go.cr/boletin/boletin58 « Especiales » ; www.tecnologiahechapalabra.com

affirmation du pouvoir politique, consensus et relation nation – provinces sont donc pour le médecin argentin les objectifs que doit se donner le gouvernement argentin dans le domaine de la santé publique, à l'heure du Bicentenaire.

Revenons sur les Objectifs de Développement du Millénium fixés en 2000 par les Nations Unies, et sur la responsabilité de l'État dans la mise en place de politiques sanitaires et sociales permettant d'atteindre ces Objectifs. L'Argentine ayant signé la Déclaration du Millénium en 2000, un rapport de compte rendu 2010 a été publié sur le site du Programme des Nations-Unies pour le Développement « Argentina » (PNUD, Programa de las Naciones Unidas para el Desarrollo. Argentina)¹⁹¹. Malgré ce que déclare le docteur Sánchez de León dans *Clarín*, le compte-rendu 2010 du PNUD « Argentina » affirme que les objectifs fixés pour 2015 sont en passe d'être atteints. Le gouvernement argentin rappelle dans ce rapport officiel que la Déclaration du Millénium en 2000 a permis de mettre en place un programme de politiques publiques en adéquation avec les objectifs fixés. Le programme de C. F. de Kirchner en ce qui concerne la santé publique est détaillé sur le site du gouvernement¹⁹². Il contient : le programme fédéral de santé, le programme de prévention et contrôle des intoxications, le programme national de prévention et de contrôle du choléra, le programme national de contrôle du cancer, le programme de prévention et de contrôle des maladies cardiovasculaires, le programme de prévention et contrôle du diabète, le programme système national de vigilance épidémiologique, le programme de prévention de la dengue, le programme REMEDIAR, le programme ANAHI (Apoyo Nacional de Acciones Humanitarias para las Poblaciones Indígenas), le programme national de santé intégrale pour l'adolescent, le programme de santé sexuelle et procréation responsable (Loi 25. 673), le programme SIDA national de lutte contre les rétrovirus humains, le programme de contrôle des vecteurs, le programme national d'immunisations, et le programme PROMIN maternel-infantile. Le programme REMEDIAR a été mis en place par le Ministère de la santé en Argentine en 2002 (président de la nation argentine de 2002 à 2003 : Eduardo Duhalde) dans le contexte de la forte crise sociale et économique qui commença en 1998 et culmina à son point le plus critique en 2001. La situation d'urgence sanitaire fut déclarée en mai 2002 par une sanction de la loi 25. 590, qui fut entre autres à l'origine de ce programme. L'objectif était d'éviter la détérioration des conditions de santé des familles les plus pauvres en assurant l'accès aux traitements d'au moins 90% des pathologies les plus fréquentes. Dans ce but, un réseau de distribution gratuite de médicaments fut mis en place par l'intermédiaire des Centres d'attention primaire de santé (*Centros de Atención Primaria de Salud*, CAPS) dans tout le pays. Ce programme a pris fin en 2009. Le rapport officiel concernant le programme REMEDIAR

¹⁹¹ PNUD Argentina www.undp.org.ar/pnud.html « República argentina. Objetivos de Desarrollo del Milenio. Rendición de cuentas 2010 ».

¹⁹² www.presidencia.gov.ar. « Programas de gobierno. Ministerio de Salud ».

précise qu'il n'a pas été possible de contrôler son efficacité, de par l'impossibilité de vérifier le nombre des personnes qui ont pu en bénéficier¹⁹³. Par ailleurs, un rapport national sur le développement humain en Argentine (INDH 2010) a également été publié à l'occasion du Bicentenaire de la Révolution de mai 1810 et de l'anniversaire des vingt ans du premier rapport mondial sur le développement humain du Programme des Nations-Unies pour le Développement (PNUD)¹⁹⁴. Le rapport INDH 2010 part d'une analyse de la trajectoire du développement humain en Argentine durant les quatre dernières décennies, afin d'aborder deux questions qui permettraient la mise en place d'un futur agenda : la dynamique du développement humain – santé, éducation et revenu – et l'égalité du développement humain, c'est à dire sa distribution entre les personnes et le bilan de ses dimensions.

Alain Touraine, sociologue français, l'a souligné dans l'article publié dans *Clarín* à l'occasion du bicentenaire, l'Argentine a réussi à sortir de la crise économique qui l'a frappée en 2001 tout en maintenant la démocratie : « De 2003 a 2008, no sólo fue muy fuerte el crecimiento sino que el presupuesto acumuló superávits importantes, lo que permitió reducir considerablemente la deuda. De 166% del PIB en 2002, pasó a 48, 54% a fines de 2008. La situación de la Argentina es tan sólida como la de Chile y la disminución de su deuda pública puede hacer soñar a los jefes de Estado europeo e incluso al presidente Obama » (« Crecimiento económico, pero con debilidad política », *Clarín*)¹⁹⁵. On notera que le conflit entre les organisations patronales du secteur agricole et le gouvernement Kirchner en 2008 peut s'expliquer par le fait que, après le naufrage de 2001, la politique du président Kirchner fut fortement soutenue par les exportations de soja transgénique en Chine, ce qui permit à l'Argentine de sortir de la crise : « Después del drama de 2001, el presidente Kirchner, buscando reforzar su poder personal, se vio fuertemente ayudado por las exportaciones de soja transgénica a China, que le permitieron a la Argentina salir de su crisis » (Alain Touraine, *Clarín*, 2010). Ainsi, lorsque la présidente C. F. de Kirchner voulut augmenter les taxes à l'exportation, sur le soja notamment, il lui fut reproché de se retourner contre ceux qui avaient permis le sauvetage du pays. On en revient à la même problématique de l'équilibre entre pouvoir économique et pouvoir politique en Argentine et A. Touraine le signale, le pays doit se donner avant tout les moyens politiques de ses objectifs : « No obstante, el país puede y debe procurarse los medios políticos de su desarrollo posible » ; « En un mundo donde la economía está globalizada, y más concretamente donde China penetra masivamente en África y América latina, es indispensable para un país tener una fuerte capacidad y una voluntad de gestión propiamente política. Y el primer

¹⁹³ « Auditoria General de la Nación », « Ficha del Informe », « PROGRAMA REMEDIAR. Ministerio de salud de la Nación. Auditoria de gestión » www.agn.gov.ar/informes/fichas/f_007_11_04_02.pdf

¹⁹⁴ « Informe Nacional sobre Desarrollo Humano 2010. Desarrollo humano en Argentina : trayectos y nuevos desafíos » www.undp.org.ar/desarrollohumano/index.html

¹⁹⁵ <http://bicentenario.clarin.com/nota6.php>

objetivo de una buena gestión debe ser separar los criterios de evaluación de la acción política de los criterios de evaluación de los resultados económicos ». On remarquera par ailleurs que dans cet article, l'évolution positive incontestable de l'économie argentine depuis la crise dévastatrice de 2001 est contre-balancée en permanence par une critique du pouvoir politique. On en donnera ici un aperçu : « Prever el futuro de la Argentina siempre ha resultado imposible por el hecho de que este país posee todos los elementos para un éxito excepcional y a la vez un sistema político que lo condena, desde hace ya tiempo, a crisis reiteradas e incluso a un retroceso... » (Alain Touraine, *Clarín* 2010). A. Touraine, sociologue français, a peut-être une tendance qu'on pourrait qualifier d'eurocentriste, et qui consisterait à considérer le modèle républicain européen comme un modèle politique à valeur absolue et universelle. De plus, cette référence à un « succès exceptionnel » implique que les rapports entre les nations du globe se situeraient sur le plan de la compétitivité. Malgré le fait qu'il rappelle la distinction nécessaire à réaliser entre le politique et l'économique, on peut remarquer qu'il s'inscrit pourtant dans la culture du résultat : « Es alentador ver que ya obtuvo buenos resultados en la creación de infraestructuras fuertes, en particular con el plan de obras para todos los argentinos. Y su posición se elevará aún más a medida que explore mejor los nuevos mercados en lo que no es más el tercer mundo ». Alain Touraine se situe politiquement dans la famille de la gauche libérale. D'après la liste arrêtée au 11 novembre 2003, il était membre du Comité d'orientation scientifique de l'association « À gauche, en Europe », fondée par Michel Rocard et Dominique Strauss-Kahn¹⁹⁶. Il se place ainsi dans la lignée politique traditionnelle du journal *Clarín*, fortement influencé par le mouvement du « desarrollismo » latino-américain.

Dans le cadre du bicentenaire 2010, le journal *Clarín* a voulu offrir à ses lecteurs une radiographie sociologique en commandant à l'agence de consultants « Graciela Römer & Asociados »¹⁹⁷ une enquête chargée de définir ce que veut dire être argentin en 2010. Ricardo Kirchbaum, rédacteur en chef de *Clarín*, explique la démarche du journal : « Los dos suplementos especiales que Clarín dedica al Bicentenario tienen distinto propósito en base a una idea central : ¿Cómo somos hoy los argentinos? Y ¿Qué esperamos del futuro? » (Ricardo Kirchbaum, mai 2010)¹⁹⁸. Une fois de plus, et cela devient un classique, l'accent est mis sur une « chute dramatique » du rang de l'Argentine au sein des puissances économiques, et la société de 1910 est montrée comme référence d'un paradis perdu : « En el Primer Centenario, la Argentina ocupaba el 8° lugar entre los países del mundo. Cien años después, estamos disputando el 57°. Esa dramática caída

¹⁹⁶ Le domaine www.gauche-en-europe.org consulté le 5 août 2011 a été mis en vente par son propriétaire.

¹⁹⁷ Graciela Römer & Asociados, entreprise de consulting, www.romer.com.ar « Investigación, consultoría política, asesoramiento estratégico, investigación aplicada, encuestas on line ».

¹⁹⁸ http://bicentenario.clarin.com/enc_kirschbaumricardo.php

muestra el empinado tobogán histórico en el que fuimos deslizándonos ». Le projet d'enquête « sociale » se veut fort ambitieux et, nous allons le voir, s'inscrit en réalité dans une démarche réductrice qui voudrait appliquer une personnalité et un caractère particulier à une nationalité : « Los resultados de esta ambiciosa encuesta exclusiva integran este primer suplemento y son una radiografía completa de la sociedad, mostrando las distintas facetas y las grandes contradicciones que dibujan nuestro perfil actual ». La synthèse de cette enquête est présentée dans un article signé par la propre Graciela Römer¹⁹⁹, cette synthèse est ensuite reprise par le journaliste Facundo Landivar²⁰⁰, puis elle est à nouveau reprise et simplifiée à son minimum dans l'article de R. Kirchbaum²⁰¹. Nous allons tenter de naviguer entre ces trois textes pour en dégager le message principal. On peut noter tout d'abord que G. Römer nous fait la description d'un personnage qui serait « el argentino medio », dont on ne sait pas grand-chose en définitive. C'est un être abstrait, créé à partir de l'idée qui voudrait assimiler la nationalité à une identité totalitaire : « En ese perfil del argentino medio actual, la gratificación inmediata parece ser la manera típica de satisfacer los deseos » ; « Esta característica es la que podría explicar esa generalidad que nos caracteriza: el irrespeto por la ley. Es que la subordinación a la ley obliga a adecuar mi deseo a un código preestablecido, a posponer la resolución inmediata del deseo, a tomar en cuenta las necesidades o deseos del otro. Por ello el argentino siempre encuentra atajos para evadir las normas » ; « Su capacidad para procesar la realidad según sus propios códigos, como bien observó Ortega y Gasset allá por las primeras décadas del pasado siglo, no parece haber cambiado demasiado ». Ortega y Gasset (1883-1955), fut un philosophe et sociologue espagnol libéral et nationaliste, il proposa notamment « la pédagogie sociale comme programme politique ». À propos de la démocratie en construction, G. Römer fait remarquer que les Argentins sont optimistes en ce qui concerne le futur de leur système démocratique et parallèlement, elle affirme que la population n'a pas confiance en ses institutions et qu'elle rejette en bloc les acteurs politiques : « Los argentinos acuden a la celebración del Bicentenario de la Revolución de Mayo con cierta negatividad y desazón cuando de lo que se trata es de describir el presente desde la óptica económica o social, pero expresan mayor optimismo cuando se trata de sus expectativas sobre el futuro del país, especialmente sobre el futuro y la sustentabilidad de la democracia argentina » ; « los argentinos piensan – en su gran mayoría – que el país carece de instituciones confiables, que su población adolece de un marcado individualismo y de verdadero sentido de comunidad nacional. Se muestran escépticos sobre el entramado institucional del país, rasgo que se ha profundizado en la última década. No confían en la

¹⁹⁹ Graciela Römer, *Clarín*, mai 2010, « encuesta ». http://bicentenario.clarin.com/enc_romergraciela.php

²⁰⁰ Facundo Landivar, *Clarín*, mai 2010. http://bicentenario.clarin.com/enc_landivarfacundo.php

²⁰¹ Ricardo Kirschbaum (Rédacteur en chef de *Clarín*), *Clarín*, mai 2010.
http://bicentenario.clarin.com/enc_kirschbaumricardo.php

justicia, en las fuerzas de seguridad ni tampoco en los partidos políticos, aun cuando consideran que éstos son necesarios para el funcionamiento de la democracia ». Les contradictions abondent dans cette analyse d'enquête qui, finalement, dit tout et son contraire. G. Römer l'admet elle-même et, le message principal apparaît à la suite : « En ese conjunto de contradicciones y ambivalencias que nos caracteriza como sociedad nos concebimos viviendo más del pasado que proyectándonos en el futuro, confrontando, conduciéndonos a diario con falta de rigor e intolerancia. Es curioso : se trata de características que no pocas veces se asocian con aspecto de la dirigencia política a la que se rechaza visceralmente ». Le message est passé : le gouvernement se focalise sur le passé et promeut la culture de la confrontation. Elle nuance ses propos en tentant une analyse psychologique du phénomène et en englobant toute la classe politique dans ses critiques : « Pareciera que rechazamos aquello que sabemos que somos, que quisieramos dejar de ser y que descubrimos como un eterno retorno en cada uno de nuestros mandatarios, tanto de los que gobiernan como de los que se ubican en la vereda opositora ». L'usage de la première personne du pluriel nuance également la position « au-dessus » ou « en-dehors » de l'Argentin moyen qu'elle adopte. Au cours de l'article elle alterne entre « el argentino medio », « los argentinos », et le « nosotros » : « vamos avanzando », « somos », « creemos », etc. Facundo Landivar, dans son article, procède à une justification de l'enquête menée par « Graciela Römer & Asociados » pour le journal : « Somos honestos y deshonestos, alegres y tristes, solidarios y egoístas, trabajadores y chantas. En definitivas, argentinos hasta la médula. Así, al menos, lo refleja la encuesta realizada por *Clarín* por el estudio Graciela Römer & Asociados, que indagó por el país entre argentinos de 18 a 70 años buscando respuestas a una pregunta tan básica como saber quiénes somos, y cómo somos, los argentinos que hoy estamos celebrando los doscientos años de una historia común, tan contradictoria como nosotros mismos, tan rica como nosotros mismos, tan apasionante como nuestra gente » (*Clarín*, mai 2010). Comme le dit F. Landivar, le résultat de l'enquête dit à peu près tout et rien à la fois. De plus, la question de l'identité collective qui pourrait rassembler les différentes communautés vivant sur un même territoire ne relève pas du basique, c'est une question fort complexe au contraire. Cette vision simpliste de la nationalité tend à contrecarrer l'idée d'un État pluri-national dans lequel des identités diverses coexistent. Le journaliste rejoint la position héritée du XIX^e siècle qui attribuait un type de tempérament et de personnalité à des individus selon leur appartenance géographique ou culturelle : les Méditerranéens sont passionnés et les Allemands sont rationnels et disciplinés ; alors que le romantisme s'est développé en Allemagne et que les mathématiques ont été héritées des Arabes. Citons un extrait qui illustre bien la pensée réductrice : « Este trabajo pensado como una gran radiografía para ayudarnos a entender más esta historia de ser argentinos, termina por reflejar que en nuestra personalidad hay mucho más rasgos positivos que negativos ». Autre cliché

réducteur : « Sin embargo, más allá de los temores, hay algo que sí nos define a los argentinos: el amor a la familia ». Les Argentins se caractériseraient donc par leur amour de la famille...pas les Brésiliens, ni les Français, ni les Chinois, ni les Mexicains, ni les Anglais, etc. Ce qui ressort finalement de ces trois articles de *Clarín* synthétisant l'enquête qui s'était donné pour but de définir l'identité argentine, c'est leur aspect homogénéisant, et l'absence totale d'un travail sur la diversité ethnique et culturelle qui caractérise la constitution de la population du territoire. Certes G. Römer insiste sur le processus qui voit se consolider la démocratie en Argentine, mais, cette propension à séparer les acteurs politiques de la vie politique, à les accuser de tous les maux de manière globale, ne rend, en réalité, pas service à la démocratie en république qui est fondée sur la représentation. Le titre de son article, « Una sociedad que todavía sigue buscando sus perfiles », exprime une conception figée du nationalisme. Car, une société – communauté religieuse, tribus, diaspora ou nation – redéfinit ses contours et fait évoluer son profil de manière permanente, cela afin de s'adapter à l'évolution de son contexte – national ou international – et de pouvoir continuer d'exister. Les travaux de l'anthropologue Frederick Barth²⁰² à ce sujet datent déjà des années 1970 et la sociologie actuelle a acquis ces nouveaux fondamentaux. Le titre de l'article de G. Römer, qui voudrait résumer les résultats de son analyse « sociologique », ne fait, en réalité, qu'exprimer une évidence de la sociologie contemporaine acquise et applicable de façon universelle. Finalement, elle élude les vraies problématiques identitaires pour faire de la politique. Son entreprise de « consulting » travaille d'ailleurs essentiellement dans le cadre de la stratégie politique et de la communication (voir le site internet de « Graciela Römer & Asociados »).

Le journal *Página/12*, dans son édition provinciale *Rosario/12*, rapporte le discours d'un homme politique argentin en fonction, le maire de la ville de Rosario Miguel Lifschitz, dans un article à caractère objectif signé Claudio Socolsky et publié le 26 mai 2010. La ville de Rosario est la troisième ville d'Argentine derrière Buenos Aires et Córdoba. M. Lifschitz s'est exprimé le 25 mai 2010 à l'occasion des deux cents ans de la révolution de 1810. Il appartient au Parti socialiste argentin et occupe la charge de maire de Rosario (province de Santa Fe) depuis 2003 ; il en est actuellement à son deuxième mandat. Les élections générales de 2011 ont vu se confirmer la présidence du Parti Socialiste au gouvernement de la province de Santa Fe (élections du 24 juillet 2011) grâce à la victoire de Antonio Bonfatti (Chef de Cabinet de l'ex - gouverneur socialiste de la province de Santa Fe, Hermes Binner)²⁰³. M. Lifschitz est notamment à l'origine de l'organisation du III^e Congrès international de la langue espagnole (III Congreso de la Lengua Española) au cours du mois de novembre 2004. De manière simultanée à la réalisation de ce congrès dans la ville de

²⁰² BARTH F., *Ethnic groups and boundaries*, Bergen, Oslo, Universitetsforlaget, 1969.

²⁰³ « Elecciones 2011. Santa Fe : ganó Bonfatti y Del Sel le impuso una dura derrota al kirchnerismo », *Clarín*, le 25 juillet 2011.

Rosario, Adolfo Pérez Esquivel (Prix Nobel de la Paix 1980) inaugura le premier Congrès des langues (Congreso de laS LenguaS), organisé dans le but de revendiquer la récupération de la mémoire et de l'identité des langues des peuples originaires d'Amérique latine. Nous allons le voir par la suite, le 25 mai 2010 le III^e Congrès des langues édition du Bicentenaire a été célébré dans la ville de Rosario²⁰⁴. Dans son discours M. Lifschitz invite à une refondation de la nation argentine, à la récupération d'un projet collectif et d'une utopie qui puissent devenir un objectif à atteindre : « En este sentido, el intendente Miguel Lifschitz destacó en su discurso que 'es tiempo de dejar atrás las frustraciones y la confrontación sin sentido, es tiempo de recuperar un proyecto colectivo que se constituya en una razón de nuestras vidas, un proyecto para refundar la Nación, para recuperar la ilusión y la utopía' ». Ce projet national doit intégrer, selon M. Lifschitz, toutes les classes sociales, les cultures et les identités du territoire : « Es el símbolo de la integración de los argentinos (Monumento Nacional a la Bandera), la muestra de un futuro posible que podemos construir juntos si aprendemos las lecciones de la historia', apuntó el intendente, para agregar que esa historia 'no comenzó en 1810, porque en estas tierras muchos miles de años antes de que llegaran los primeros españoles ya estaban aquí los Pueblos Originarios : mocovies, querandies, guaranies, tobas, habitaban estas tierras y construyeron una cultura' ». Il souligne, tout comme le docteur A. Sánchez de León dans son article publié le 18 mai 2010 dans *Clarín*, que l'Argentine est encore, en 2010, confrontée à de graves problème d'exclusion et de pauvreté : « El titular del Palacio de los Leones se refirió al presente de la ciudad, que 'hace obras que se necesitan y proyecta otras para que todos puedan ejercer su derecho. Una ciudad que sigue creciendo, integrando, incluyendo y sumando. La pobreza, la exclusión social, la precariedad del hábitat, la carencia de condiciones dignas de vida siguen siendo una constante para miles de familias de Rosario y de toda la Argentina' ». On le voit, le maire de Rosario insiste sur la nécessité d'un projet collectif incluant la diversité, en utilisant un vocabulaire qui s'oppose aux idées d'exclusion, de division, et de confrontation, si souvent rencontrées dans les articles de presse traitant de la construction nationale et de la vie politique en Argentine. C'est dans ce sens qu'il pointe l'attitude de secteurs de la société argentine qui agissent en protégeant leurs seuls intérêts : « Según el intendente, 'la crisis, la falta de políticas integrales y el egoísmo de parte de la sociedad que prioriza los intereses sectoriales no han permitido que mejoráramos en eso lo suficiente' ». M. Lifschitz s'est trouvé en concurrence avec le parti de la présidente, le Front pour la victoire, lors des élections générales de l'année 2011, le parti socialiste argentin représentant l'aile modérée de la gauche.

²⁰⁴ Beatriz Vignoli, « Culturas. El III Congreso de laS lenguaS reclamó espacios de poder para pueblos aborígenes », *Rosario/12*, le 26 mai 2010.

À l'heure du bicentenaire en 2010, une partie de la population argentine souffre encore de fortes inégalités de conditions de vie, et la culture de la confrontation reprochée à la classe politique dirigeante s'exprime également à travers ces confrontations de classes sociales. On peut citer ici les programmes mis en place par le gouvernement et qui permettraient d'atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM) spécifiques à l'Argentine²⁰⁵ :

- ODM 1 : réduire la pauvreté d'au moins 20% ; éradiquer l'indigence et la faim.
- ODM 2 : s'assurer qu'en 2010, tous les enfants et les adolescents puissent avoir dix ans d'enseignement obligatoire ; obtenir qu'en 2015 tous les enfants et les adolescents puissent suivre le cycle d'enseignement secondaire.
- ODM 3 : réduire le chômage à un taux inférieur à 10% en 2015 ; réduire le taux de travail non déclaré à moins de 30% ; augmenter la couverture de protection sociale à 60% de la population en situation de chômage ; diminuer la proportion de travailleurs qui reçoivent un salaire inférieur au revenu minimum à moins de 30% ; éradiquer le travail des enfants.
- ODM 4 : réduire la différence salariale entre hommes et femmes ; maintenir l'égalité des sexes dans le cadre de l'éducation ; augmenter la participation des femmes au niveau des prises de décisions (dans l'entreprise et dans les institutions publiques et privées).
- ODM 5 : entre 1990 et 2015, réduire de deux tiers la mortalité infantile et la mortalité des enfants de moins de cinq ans ; réduire de 10% l'inégalité entre les provinces.
- ODM 6 : entre 1990 et 2015, réduire de trois quarts la mortalité pendant la maternité ; réduire de 10% l'inégalité entre les provinces.
- ODM 7 : principalement, réduire la mortalité par VIH /SIDA à 3,5 pour 100 000 personnes ; augmenter l'usage du préservatif de 75% chez les jeunes ; réduire la mortalité par Tuberculose à 1,21 pour 100 000 personnes ; dans le cadre du Paludisme, maintenir l'Indice Parasitaire Annuel en dessous de 1 pour 1000 dans les zones à risque ; assurer l'interruption de la transmission du Chagas dans dix-neuf provinces.
- ODM 8 : atteindre 10% de superficie couverte par la forêt originelle ; obtenir que 10% de la superficie du territoire soit protégée afin de maintenir la biodiversité annuellement ; obtenir que 90% de la population ait accès à l'eau potable du réseau public et que 75% de la population ait accès au tout à l'égout.

C. Bicentenaire et question aborigène

²⁰⁵ « Objetivos de Desarrollo del Milenio/En Argentina » www.undp.org.ar/odm_arg.html

Les populations les plus touchées par les phénomènes d'exclusion, de chômage et de pauvreté sont les populations aborigènes du territoire. Nous l'avons vu, suite à l'indépendance du vice-royaume du Río de La Plata, les créoles firent en sorte de maintenir les populations aborigènes soumises par les Espagnols dans un état de dépendance économique s'apparentant à l'esclavage²⁰⁶. Par la suite, les Campagnes du désert menées par les gouvernements libéraux tout au long de la deuxième partie du XIX^e siècle ont entraîné, non seulement la disparition des systèmes politique et social des communautés nomades du territoire, mais également l'exclusion et la marginalisation des survivants. À l'heure du bicentenaire de la révolution de 1810, on a constaté à travers notre corpus d'articles²⁰⁷ que les organisations sociales regroupant syndicats, organisation de lutte pour les Droits de l'Homme et représentants des communautés aborigènes avaient exprimé leur volonté de faire reconnaître le génocide des « Indiens » par l'État argentin, et le caractère pluri-national de la nation argentine, et que soient par ailleurs appliqués les droits des communautés reconnus par les organismes internationaux²⁰⁸.

Dario Aranda, journaliste pour *Página/12*, a publié le 25 mai 2010 un article intitulé « El otro Bicentenario », qui se veut témoin non seulement de l'exclusion économique et sociale des peuples originaires, mais également de la violence qu'ils subissent lorsque ceux-ci cherchent à revendiquer leurs droits : « Familias campesinas y comunidades indígenas participan de un espacio alternativo. Frente al Congreso nacional reclaman por los desalojos, desmontes y represiones ». Dans cet article, Gloria Mamani raconte l'histoire de son grand-père, Agustín Mamani, un paysan de la région de Jujuy qui, en décembre 2009, à 90 ans, fut expulsé de sa maison par des producteurs de soja accompagnés de la police. Sa famille n'eut pas de nouvelles de lui pendant 48 heures. G. Mamani raconte son histoire afin d'illustrer le sort de milliers de paysans : « 'El padecer de mi abuelo es el padecer de miles de campesinos y familias que trabajan la tierra con sus manos, que nada piden, nada deben, pero sufren los mismos males desde hace 200 años', resume Gloria Mamani, 28 años, de la Organización Campesina Agroganadera (OCA), que participa del encuentro 'el otro Bicentenario. El Bicentenario de los pueblos', donde dio testimonio de lo que sucede en el campo de Argentina ». Elle rappelle ainsi la répression menée par les groupes agro-industriels et

²⁰⁶ Alix Delval, rapport de recherche de Master I, 2010 : I partie, chapitre I. B, chapitre II. B

²⁰⁷ Alejandra Dandan, *Página/12*, 3 mai 2010 ; Norma Giarracca, *Página/12*, 18 mai 2010 ; Horacio González, *Página/12*, 25 mai 2010.

²⁰⁸ - Convention 169 de l'OIT (Organisation Internationale du Travail) ratifiée par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, l'Équateur, le Guatemala, l'Honduras, le Mexique, le Paraguay le Pérou et le Venezuela. Quasiment tous les États ont mené des réformes constitutionnelles et législatives qui, d'une façon ou d'une autre, incluent des dispositions sur les peuples aborigènes.

- « Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Indigènes », résolution approuvée par l'Assemblée Générale des Nations Unies le 13 septembre 2007. Annexe 2.

www.un.org/esa/socdev/unpfi/es/drip.html

pétroliers soutenus par les autorités locales contre les paysans des communautés, afin d'occuper les terres qu'ils cultivent et qui leur permettent de survivre : « Gastre y Corcovado en Chubut. Villa la Angostura en Neuquén. Las Lomitas en Formosa. Son sólo algunos de los lugares donde las comunidades enfrentan a empresarios agrícolas, compañías mineras, petroleras y emprendimientos turísticos. [...] campesino y pueblos originarios tienen leyes a su favor, pero la gran mayoría de las veces llevan las de perder frente a hombres del poder ». D'autres exemples sont donnés afin de témoigner de la situation actuelle en Argentine : « El 12 de octubre de 2009, el comunero diaguita Javier Chocobar fue asesinado en Tucumán por defender su tierra. [...] Hay muchas pruebas pero están todos libres » ; « En la localidad salteña de Hipólito Yrigoyen, departamento de Óran, la comunidad guaraní Comunidad La Loma El Tabacal mantiene un conflicto desde hace ocho años con el ingenio azucarero San Martín El Tabacal, de la compañía norteamericana Seaboard Corporation ». Malgré les lois, les groupes de pouvoir économique agissent dans l'impunité : « En 2008, la justicia prohibió a la empresa realizar cambios en las 5000 hectáreas en disputa. 'La empresa sigue arrasando, sembrando cañas, arruinando nuestra tierra', explicó Mónica Romero, integrante de la comunidad. 'No tenemos nada que festejar. Son 200 años de discriminación, de un Estado que nos margina y millonarios que nos tratan como esclavos ». Comment parler alors d'unité nationale, de sentiment patriotique et d'utopie collective quand les populations originaires du territoire ressentent encore, en 2010, l'humiliation, l'exclusion et l'injustice ? C'est à partir de cette dynamique que l'espace « Otro Bicentenario » s'est installé, face au Congrès national à Buenos Aires : « Ayer por la tarde, las comunidades contaron su realidad en el espacio 'Otro Bicentenario' – frente al Congreso Nacional – impulsado por organizaciones sociales, ambientales, medios de comunicación comunitarios y fábricas recuperadas. Se trata de un espacio alternativo al organizado por el Gobierno y que propone 'no festejar, sino reflexionar sobre las políticas coloniales del pasado y del presente' ». Ainsi, et comme nous l'avons déjà souligné, les communautés aborigènes d'Argentine n'eurent rien à fêter le 25 mai 2010, date anniversaire de l'émancipation des créoles du territoire. C'est sous l'appellation « Autre Bicentenaire » (« Otro Bicentenario ») qu'a été organisé l'événement, afin de montrer aux citoyens une autre réalité, qui ne correspond pas à la mythologie nationaliste traditionnelle. On peut citer ici quelques organisations participantes : « En el 'Otro Bicentenario' participan integrantes de la Unión de Asambleas Ciudadanas (UAC), el Movimiento Nacional Campesino Indígena (MNCI Vía Campesina), el Frente Popular Darío Santillán y la organización de Comunidades de Pueblos Originarios (Orcopo) entre otras ». On notera également que la majorité de ceux qui participèrent à l'espace « Autre Bicentenaire » refusèrent de participer à la réunion officielle entre C. F. de Kirchner et certains représentants de communautés aborigènes, organisée le jeudi 20 mai 2010.

Cette réunion avec la présidente fut organisée à l'occasion de la Marche nationale des peuples originaires (Marcha Nacional de los Pueblos Originarios) qui eut lieu pendant le mois 2010 dans le but de réclamer un dialogue politique qui permette la réparation historique des droits ancestraux²⁰⁹. Un article rapportant l'événement fut publié dans *Página/12* le jour de l'arrivée de la marche à Buenos Aires : « La Marcha Nacional de Pueblos Originarios llegó a Buenos Aires para reclamar un 'diálogo político' que permita la 'reparación histórica' de sus derechos ancestrales. Los dirigentes aborígenes reclamaron la creación de un Estado 'plurinacional' que respete la diversidad, las tradiciones, los territorios y las costumbres de más de treinta pueblos existentes antes de 1810 » ; « La Marcha Nacional de Pueblos Originarios, que llevó como consigna 'caminando por la Verdad hacia un Estado Plurinacional', salio el 12 de mayo desde La Quiaca (Jujuy), Resistencia (Chaco), Mendoza y Neuquén. La movilización contó con la adhesión de la presidenta de la Asociación Madres de Plaza de Mayo, Hebe de Bonafini ; con las madres de Plaza de mayo Línea Fundadora ; Abuelas ; H.I.J.O.S Capital y Mar del Plata y Familiares de Detenidos y Desaparecidos por Razones Políticas. También acompañó el reclamo la Central de Trabajadores Argentinos (CTA), entre otras organizaciones sociales, políticas y de derechos humanos » (« Los Pueblos Originarios plantaron su bandera en Plaza de Mayo », *Página/12*, 20 mai 2010). Les représentants des communautés participant à la Grande Marche furent reçus par la présidente à leur arrivée dans la capitale, et lui remirent un document faisant acte de leurs revendications : « Luego del acto realizado frente a la Casa Rosada, los representantes de las comunidades indígenas fueron recibidos por la presidenta, Cristina Fernández de Kirchner, a quien le entregaron un documento exigiendo la devolución de sus tierras, la oficialización de las lenguas indígenas en las enseñanzas primaria y secundaria, y una reparación económica para generar políticas de desarrollo con identidad ». Les revendications exprimées dans le document remis à la présidente concernent le domaine économique puisqu'elles exigent la dévolution des terres appartenant aux communautés. Elles sont également identitaires puisqu'elles demandent l'officialisation de l'enseignement des langues aborigènes dans les écoles publiques. Le document demande à ce que soit appliquée la Loi de relèvement territorial promulguée le 23 novembre 2006 par le gouvernement de Néstor Kirchner : « En otro párrafo del texto, demandaron la reglamentación de la Ley de Relevamiento Territorial, aprobada hace cuatro años, y solicitaron la eliminación del calendario oficial del feriado 12 de octubre, denominado 'Día de la Raza', para promover en su lugar las fechas sagradas de sus pueblos ». La Loi de relèvement territorial n° 26. 160 (Ley de Relevamiento Territorial n° 26. 160) établit le recensement technique et juridique cadastral des terres de chaque province afin de pouvoir déterminer quelles zones de la

²⁰⁹ « El rostro indígena y plurinacional de Argentina », *Argentina Indymedia*, le 24 mai 2010.
<http://argentina.indymedia.org/news/2010/05/734119.php> . Annexe 5.

province avaient été occupées de manière ancestrale par les communautés²¹⁰. Le décret prévoit que l'Institut national des affaires indigènes (INAI, Instituto Nacional de Asuntos Indígenas) réalise le recensement technique, juridique et cadastral de la situation domaniale des terres occupées par les communautés en collaboration avec le Conseil de participation indigène (Consejo de Participación Indígena), les Instituts aborigènes provinciaux (Institutos Aborígenes Provinciales), les Universités nationales (Universidades Nacionales), les Entités nationales, provinciales et municipales (Entidades Nacionales, Provinciales y Municipales), les Organisations indigènes et les Organisations non gouvernementales (Organizaciones Indígenas y Organizaciones no Gubernamentales). La loi, déclarée d'urgence, fut promulguée pour une période de quatre ans, c'est-à-dire jusqu'en novembre 2010. Le 11 septembre 2009, la durée établie fut prolongée jusqu'au 23 novembre 2013 (Loi n° 26.554). L'application de la loi 26.160 est confrontée à deux problèmes : elle est applicable pour les communautés dont la personne juridique est inscrite soit au Registre national des communautés indigènes (Registro Nacional de Comunidades Indígenas), soit auprès de l'organisme provincial compétent ; deuxièmement, la possession doit être actuelle, traditionnelle, publique et accréditée de manière irréfutable²¹¹. Or, une grande quantité de communautés ne sont pas enregistrées administrativement, et les titres de propriété sont pratiquement inexistantes. Il s'agit donc d'un travail complexe et de longue haleine²¹². De plus, les gouvernements provinciaux devant mettre en œuvre la loi nationale de recensement peuvent opposer des freins sérieux à son application. La province de Neuquén, représentée par ses députés nationaux et provinciaux appartenant au gouvernement de Jorge Sapag, est une des provinces qui s'est opposée à l'application de la loi. Jorge Sapag (1951) fait parti de la famille Sapag qui constitue un groupe de pouvoir économique de la province. Gouverneur de la province depuis 2007 il appartient au Mouvement populaire de Neuquén et se dit allié du gouvernement de C.F. de Kirchner. Le processus de recensement des terres appartenant aux communautés entre directement en conflit avec non seulement les industries pétrolières et minières, mais également avec les grands propriétaires terriens qui vendent ou louent les parcelles. Malgré son positionnement politique, on peut penser que les intérêts économiques ont primé sur l'intérêt des populations. Dans un article du journal *Ríonegro*, publié le 22 avril 2011 (« Mapuches reclaman al relevamiento territorial »), Daniel Fernández, président de l'INAI (Instituto Nacional de Asuntos Indígenas), a dénoncé le fait que le gouvernement de la province de Neuquén ait posé des obstacles à la réalisation du travail de

²¹⁰ « Ley de relevamiento territorial 26.160 » <http://infoleg.mecon.gov.ar/infolegInternet/anexos/120000-124999/122499/norma.htm>.

²¹¹ « Relevamiento territorial de comunidades indígenas », *Nuestra América*, mardi 25 janvier 2011 <http://nuestraamerica-hoy.blogspot.com/2011/01/relevamiento-territorial-de-comunidades.html>

²¹² Pour plus d'information sur le suivi du travail de recensement territorial voir le site *Comunicadores de Pueblos Originarios* www.originarios.org.ar

recensement, tout d'abord en refusant que l'Université nationale de Comahue (Neuquén Capital, province de Neuquén, Argentine) puisse participer, puis en remettant en question la participation des communautés aborigènes de la province, participation pourtant spécifiée par la loi²¹³. La grande Marche des peuples originaires et l'espace Autre bicentenaire, installé face au Congrès de la nation, constituèrent deux événements différents, organisés par des groupes en désaccord quand à la forme utilisée pour exprimer les revendications de leurs communautés²¹⁴. Dario Aranda l'a souligné, la plupart des participant à l'espace « Otro Bicentenario » n'ont pas voulu rencontrer C. F. de Kirchner, exprimant ainsi leur désaccord avec le gouvernement quand à la non-application de leurs droits territoriaux ; ils ont toutefois reconnu les efforts réalisés en matière de politique agricole et industrielle : « La mayoría de las comunidades campesinas e indígenas que participan no se reunieron el jueves pasado con la Presidenta. Aunque sí comparten gran parte de las reivindicaciones: rechazo al modelo agropecuario actual, a la minería metalífera a gran escala y el avance de la frontera petrolera. También tienen pedidos en común, entre ellos el cumplimiento efectivo de las leyes que protegen sus territorio » (Darío Aranda, « 'El otro Bicentenario' », *Página/12*, 25 mai 2010). Le mouvement aborigène semble divisé, ce qui pourrait réduire son impact. Certains craignent ainsi une récupération politique du mouvement. L'organisation CTA- Tupac Amaru, principale organisatrice de la Marche des peuples originaires arrivée le 20 mai à Buenos Aires, fut notamment accusée de corruption dans le cadre de la campagne de recensement territorial²¹⁵. Suite à l'arrivée de la Marche dans la capitale fédérale, les représentants des communautés participantes prononcèrent des discours publics, depuis une scène installée officiellement, et dont les leitmotifs furent les mots « refondation » et « État pluri-national » : « Desde el escenario montado a un lado de la Pirámide de Mayo, los pueblos originarios representados en la marcha leyeron un documento en el cual reivindicaron el derecho a la tierra que habitan y pidieron a las autoridades 'más diálogo' a fin de poder construir una Argentina 'pluricultural', en el marco del Bicentenario. También reclamaron una 'refundación' del Estado argentino a partir del 'reconocimiento y protagonismo de las naciones en la toma de decisiones respecto de las políticas de desarrollo con identidad'. 'Creemos que la Argentina tiene una deuda muy grande con nosotros. Nuestra esperanza es que la presidenta le diga a la sociedad que los pueblos originarios somos parte del país', dijo Bernabé Montellanos, del pueblo kolla » (« Los Pueblos Originarios plantaron su bandera en Plaza de Mayo », *Página/12*, 20 mai 2010). Le débat se situe au niveau des concepts et de leur contenu : le mot « nation » reprend ici son sens originel

²¹³ « Mapuches reclaman el relevamiento territorial », *Rionegro.com.ar*, le 22 avril 2011. www.rionegro.com.ar

²¹⁴ « Bienvenidos a la Marcha de los pueblos Originarios », *Argentina Indymedia*, dimanche 9 mai 2010. Annexe 6. <http://argentina.indymedia.org>

²¹⁵ « Marcha de la CTA-Tupac Amaru y de los Pueblos originarios », *Indymedia Argentina*, le 26 mai 2010. Annexe 7. <http://argentina.indymedia.org/news/2010/05/734370.php>

qui découle de son étymologie, une communauté déterminée par la naissance, le lignage. Les peuples originaires revendiquent l'appellation de « nations », au pluriel, comme partie intégrante et constituante d'une société plus globale, l'Argentine. Le concept d'État-nation qui apparut au XIX^e siècle ne constituerait pas une valeur absolue du progrès, mais bien une idéologie liée à une époque, et qu'il serait nécessaire de faire évoluer.

Rodolfo Hachén, dans une entrevue réalisée par Beatriz Vignoli le 25 mai 2010 et publiée dans le journal *Página/12* le 26 mai 2010, souligne le processus qui cherche à « civiliser », selon les célèbres paroles de Sarmiento, l'identité américaine, à la transformer. C'est dans ce sens qu'il réaffirme l'importance de comprendre que le libéralisme et sa variante du XX^e siècle le néolibéralisme ne constituent pas seulement une stratégie économique mais bien une idéologie²¹⁶ qui défend une idée du progrès selon ses propres « canons » de civilisation occidentale : « También es de vital importancia, según Hachén, comprender que el neoliberalismo no es una estrategia económica, sino que el neoliberalismo es un proceso civilizatorio ». Rodolfo Hachén fut l'un des organisateurs du III^e Congrès des langues (III Congreso de laS LenguaS) qui eut lieu au centre Culturel La Toma dans la ville de Rosario, et qui a réuni plus de mille personnes du 22 mai au 25 mai 2010. Diplômé de Lettres et professeur de Théorie Linguistique, R. Hachén est écrivain et enseignant à l'Université nationale de Rosario (UNR). Il est également chercheur au sein du CONICET (Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas) et directeur de l'Institut des Arts contemporains de Rosario ICARO. À l'occasion de l'édition Bicentenaire de ce Congrès des langues, une proposition concernant la représentation politique des communautés aborigènes à tous les niveaux des institutions de l'État argentin a été rédigée par un groupe de travail, afin d'être présentée officiellement²¹⁷ : « la decisión conjunta fue elaborada por una mesa de trabajo en la que participaron representantes de comunidades y naciones originarias de la región y también procedentes de Jujuy, de Formosa, Del Chaco, del sur : Charrúa, Mocoví, Colla, Quom, Wichi, Toba. Casi todas las naciones del territorio estuvieron representadas ». Cette proposition a été élaborée à partir de la législation appliquée en Australie et en Nouvelle Guinée. L'objectif est bien, selon R. Hachén, de reformuler les termes du nationalisme et de réorganiser les institutions dans ce sens. Comme l'a fait remarquer Horacio González²¹⁸, l'idée d'un État-nation totalitaire serait substituée par un État plurinational dans lequel les identités seraient représentées de manière tout à fait égale : « La 'refundación de la República' postulada en el Congreso no se basa en utopías regresivas sino en el actual sistema democrático al que hace falta 'descolonizar'. 'Y hasta que la

²¹⁶ Alix Delval, rapport de recherche de Master I, *Indigènes et nation argentine. 1810-1829*, 2010. II partie, chapitre I.B

²¹⁷ III Congreso de laS LenguaS « Documento final. Por la descolonización de la democracia » Annexe 8 sur CD joint au mémoire. www.congresodelaslenguas.org

²¹⁸ Horacio González, « Indigenismo y Estado nacional », *Página/12*, 25 mai 2010.

participación política dentro de las instituciones publicas de representación no esté garantizada, cada vez que se aborden cuestiones relativas a las comunidades y las lenguas indígenas se estará hablando *en nombre de*. Las leyes tienen que garantizar que a las cuestiones aborígenes las traten aborígenes', subraya Hachén [...] ». C'est donc d'une conception pleinement démocratique qu'il s'agit, une démocratie qu'il serait nécessaire de décoloniser. En effet, le modèle nationaliste occidental aurait colonisé les démocraties latino-américaines, et les réflexions autour du Bicentenaire pourraient permettre d'imaginer un nationalisme proprement américain, basé sur la réalité sociale américaine : « Evo Morales habló alguna vez de 'la descolonización de la democracia' y por eso la Edición Bicentenario del Congreso trabajó esta consigna : 'Por la descolonización de la democracia'. '[...] se trabajó mucho la consigna, especialmente en el aspecto educativo, pero también en otras cuestiones como el género, la posesión de las tierras y la biodiversidad. Hubo una fuerte participación de las comunidades aborígenes, además de las organizaciones gremiales y de otros organismos ». On le voit, la réorganisation nationale entreprise par Evo Morales en Bolivie en faveur des nations aborigènes est une référence dans les revendications du mouvement en Argentine. Nous l'avons vu avec Frederick Barth²¹⁹, le perpétuel renouvellement des frontières entre identités culturelles surgit de la nécessité de se reconnaître et permet les échanges. R. Hachén souligne dans ce sens que la société de la globalisation entraîne avec elle la nécessité de retracer les frontières identitaires : « En lo político, según el repaso de Hachén sobre las conclusiones y debates del Congreso, hay una falsa antinomia a revisar, aquella que opone igualdad a diferencia : 'igualdad es lo opuesto de desigual, en el sentido de los derechos ; diferencia es lo contrario de homogéneo' [...] 'Es el juego de la globalización : todo es un solo territorio y esto hace aflorar la cuestión de las naciones, que pone en tela de juicio a la frontera política moderna. La globalización cae en su propia trampa : al postular que somos todos iguales (en el sentido de idénticos) esto hace que yo tienda a rescatar la diferencia para constituirme' concluye ». Sur le plan politique, c'est donc une totale égalité de représentation institutionnelle qui est revendiquée par les peuples originaires. Sur le plan social, c'est une revalorisation de l'identité aborigène, qui passe par la mise au ban du nationalisme hérité de D. F. Sarmiento et B. Mitre. La notion de reconnaissance et de réparation envers les peuples aborigènes du territoire est importante et R. Hachén le souligne : « El objetivo, según Hachén, es que, doscientos años después de 'la constitución de lo creemos es un Estado genocida, el Estado argentino se reconozca como plurinacional y plurilingüe ». L'article cite les principaux participants au III^e Congrès des langues, édition du Bicentenaire : « Hachén quien dirige el Instituto de Artes Contemporáneas de Rosario, Icaro, es parte del grupo de trabajo de docentes, estudiantes, artistas y trabajadores en las lenguas que viene organizando el Congreso de LaS

²¹⁹ BARTH F., *Ethnic groups and boundaries*, Bergen, Oslo, Universitetsforlaget, 1969.

LenguaS desde 2004 (hubo una segunda edición en 2007, y va por más) y que incluye, entre otros, a la Agrupación Mapuche Wixaleyiñ y a Fernando Traverso (conocido por sus estenciles de bicicletas en las paredes de la ciudad). Como parte de la red se ha sumado la Unión Aymara República Argentina (UARA), y entre los auspiciantes y adherentes figuran ATE, CTA Rosario, la Coordinadora de Comunidades del Pueblo Charrúa de Entre Ríos (CODECHA) y la editorial Último Recurso » ; « Algunos de los representantes de los pueblos originarios que presentaron ponencias y debatieron en el Congreso fueron : Alfredo González, Ruperta Pérez, Roberta Catori, Elba Angel, Elena Ramírez, Abel Paredes, Juan Chico (Comunidad Qom), Clara Chilcano, Pedro Coria, Juan Carlos Martínez (Comunidad Mocoví), Nilo Cayuqueo, pety Peciñan (Comunidad Mapuche), Paco Alanez, (Aymara), daniel Apaza, Antonio Jimenes (UARA), Carmelo Sardinas (Comunidad Quechua), Clara Quirino, Victor Tolaba (Comunidad Mbya Guaraní), Lecko Zamora (Comunidad Wichi), y Marcelo Luna (Coordinadora Charrúa) ».

On le voit, la dynamique basée sur un renouvellement des fondements du nationalisme argentin est bien celle qui est partagée par les organisations sociales, les syndicats, les partis politiques de gauche, les organisations de lutte pour les Droits de l'Homme et les organisations aborigènes dans l'Argentine d'aujourd'hui. La situation d'extrême pauvreté dans laquelle se trouvent la quasi-totalité des populations aborigènes du territoire a pour conséquence une situation sanitaire désastreuse. Le programme ANAHI²²⁰ (Apoyo Nacional de Acciones Humanitarias para las Poblaciones Indígenas) a été mis en place par le gouvernement de C. F. de Kirchner dans le but d'améliorer les conditions de santé et de bien-être des différentes communautés. L'engagement principal du programme s'oriente vers la concrétisation des actions de santé centrées sur l'universalisation des prestations et de leur accessibilité. L'objectif est de respecter les systèmes de croyances et de valeurs, ce qui implique de la part des institutions de l'État une reconnaissance des systèmes de santé aborigènes, basés sur des conceptions holistiques selon lesquelles le bien-être est la conséquence d'un équilibre entre les aspects physiques, spirituel et mental aussi bien de l'individu que de toute la communauté.

CONCLUSION

C'est bien la reconnaissance de la diversité culturelle du territoire, et surtout l'inclusion de cette diversité dans les principes mêmes du fonctionnement institutionnel au niveau national, qui provoque une réaction de rejet de la part des libéraux-conservateurs. Nous avons vu qu'il existe une

²²⁰ CASA ROSADA. PRESIDENCIA DE LA NACIÓN ARGENTINA. « Ministerio de Salud - Secretaria de Programas Sanitarios », « Programa ANAHI Apoyo Nacional de Acciones Humanitarias para las Poblaciones Indígenas » www.presidencia.gov.ar

tendance dans la presse étudiée qui insiste sur les notions de « discorde » et de conflit comme étant des éléments constitutifs de la vie politique et sociale en Argentine. En effet, l'idée d'un État « plurinational et plurilingue » est associée à un mouvement de séparatisme et de sédition qui entraînerait l'affaiblissement de la nation, selon le concept classique libéral et occidental de ce que doit être l'État-nation moderne : selon le philosophe et économiste libéral John Stuart Mill (1806, Londres -1873), le principe dictant que chaque État peut prétendre à former une nation ne pouvait s'appliquer qu'à des nationalités possédant une extension territoriale suffisante ; c'est le « principe du seuil » au dessous duquel un territoire ne pouvait prétendre à l'autodétermination. Les nationalités réduites et anciennes (Bretons, Gallois, Diaguitas ou Araucans) devraient se fondre dans les nations plus grandes afin de participer au mouvement de mondialisation des échanges. Ces thèses libérales ne s'accordent pas avec les définitions de la nation basées sur la communauté ethnique, de langue ou sur une histoire collective, et les conséquences de ce principe furent que certaines « petites » nationalités et certaines langues disparurent. D'autre part, la notion d'égalité telle qu'elle a été exercée tout au long de la Modernité a provoqué une homogénéisation produite par la globalisation. Beatriz Vignoli signale dans son article traitant du III^e Congrès des langues organisé à Rosario que, paradoxalement, cette globalisation a pour effet bénéfique de faire émerger des nations au-delà ou en deçà des frontières étatiques (« Salto político hacia otros reclamos », *Página/12*, 26 mai 2010). L'idée de « peuples originaires » dépasserait ainsi le seuil de l'idée de réparation pour devenir un phénomène révélateur d'un trouble fonctionnel de la nation moderne, de sa notion de territorialité et de ses échafaudages juridico-culturels (Horacio González, « Indigenismo y Estado nacional », *Página/12*, 25 mai 2010). On peut l'observer, les deux grands quotidiens argentins *La Nación* et *Clarín* n'ont pas abordé la question aborigène dans les articles traitant d'identité ou de construction nationale publiés à l'occasion du Bicentenaire. Cette omission illustre bien le phénomène d' « invisibilisation » dont souffrent les peuples originaires d'Argentine et d'Amérique latine ; phénomène qui a été mis en évidence notamment par des sociologues brésiliens et argentins²²¹. Ce terme est utilisé en sciences sociales pour désigner une série de mécanismes culturels visant à omettre la présence d'un groupe déterminé. L'identité argentine fondée sur le mythe du « progrès » s'est construite en faisant abstraction de sa composante aborigène. En mai 2010, le nationalisme classique perpétue ce même processus d' « invisibilisation ». Comme il a été souligné au cours de la troisième édition du Congrès des langues, l'enjeu à l'heure du Bicentenaire de la révolution émancipatrice est de décoloniser la

²²¹ L'anthropologue brésilien Darcy Ribeiro, *Las Américas y la civilización*, Buenos Aires, CEAL, 1985 ; le sociologue Erving Goffman, *Estigma. La identidad deteriorada*, Buenos Aires, Amorrortu, 1986 [1963] ; Jürgen Habermas, *La inclusión del otro : estudios de teoría política*, Buenos Aires, Paidós, 1999 ; Mario Margulis et Marcelo Urresti, *La segregación negada: cultura y discriminación social*, Buenos Aires, Biblos, 1998.

démocratie en Amérique latine (Beatriz Vignoli, « Salto político hacia otros reclamos »). Il ne s'agirait donc pas, pour les communautés autochtones du territoire, de revendiquer une scission de l'État provoquant son affaiblissement, mais de refonder les principes du nationalisme argentin selon une réalité proprement argentine.

Les auteurs d'articles consacrés à un bilan de la construction nationale et à l'actualité politique qui considèrent le conflit et l'esprit de faction comme étant un art spécifiquement argentin ont tendance à survoler de façon superficielle la problématique de la vie en démocratie et ce qu'elle implique en termes de débat et d'antagonismes (Natalio R. Botana, « Bajo el signo de la discordia », *La Nación* ; Carlos Altamirano, « La marcha de las ideas », *La Nación* ; Nélide Baigorria « Mayo, una revolución inconclusa », *La Nación* ; Guillermo Alchouron « El campo y su bicentenario », *La Nación* ; Alejandro Borensztein, « A ver si la cortamos con tanta fiestita », *Clarín* ; « El mandato de la ciudadanía en el Bicentenario », *Clarín* ; María Sáenz Quesada, « Todos esos días en que el derrumbe estuvo cerca », *Clarín*). Nous l'avons vu, les gouvernements réformateurs et socialistes sont considérés comme un danger potentiel pour la démocratie libérale capitaliste depuis leur avènement, dès la première moitié du XX^e siècle. Ce n'est pas faux. Pour le nationalisme libéral hérité de l'Argentine de Bartolomé Mitre, les termes de patriotisme ou de sentiment national deviennent des conceptions globalisantes et totalitaires, et l'identité nationale devient une notion exclusive à laquelle il faut adhérer. De plus, les fantômes des conflits armés ayant entraîné tout d'abord le chaos social, puis un coup d'État militaire aux conséquences désastreuses, provoquent une réticence compréhensible de la part de la classe modérée en ce qui concerne tout mouvement réformateur d'envergure. Le Secrétaire à la Culture Jorge Coscia conclut son article paru dans *Página/12* par une réflexion sur la construction et le débat démocratique : « Las encrucijadas por definición implican disensos, conflictos. La vida democrática, la discusión hacia dónde vamos conlleva necesariamente eso. Y eso habla de la salud cívica de un pueblo » (« Tres Mayos », *Página/12*, le 26 mai 2010). En effet, dans l'Argentine du Bicentenaire 2010, les désaccords et les débats ne doivent plus être considérés comme les symptômes d'une immaturité politique, mais au contraire comme un signe de santé civique et démocratique. Jorge Coscia et Hilda Sabato (« Derechos políticos como motor de la democracia », *Clarín*, mai 2010) le rappellent : la solidité des institutions doit constituer la garantie d'une démocratie stable dans laquelle les antagonismes sont débattus, et non résolus par la violence.

Les consensus nationaux qui se placent au-dessus des grands conflits concernent, paradoxalement, la confiance dans la construction démocratique. En effet, certains articles cherchent à contrebalancer la tendance qui voudrait caractériser la vie politique argentine par son esprit de discorde, en faisant appel à la « société », au « peuple » et au sentiment patriotique. Les

dirigeants politiques sont accusés de cultiver la discorde et la division ; culture que le « peuple », pour sa part, ne partagerait pas (« La identificación con la Patria », *Clarín*, 27 mai 2010 ; Griselda Gambaro, « El día en que arañamos algo parecido a la felicidad », *Clarín*, 29 mai 2010 ; Eduardo Van der Kooy, «El país que sigue después de la tregua », *Clarín*, 30 mai 2010 ; « El mandato de la ciudadanía en el Bicentenario », *Clarín*, 30 mai 2010 ; N. baigorria, « Mayo, una revolución inconclusa », *La Nación*, 24 mai 2010 ; G. Alchouron, « El campo y su bicentenario », *La Nación*, 31 mai 2010). On notera encore une fois que tous ces articles (sauf celui de N. Baigorria) ont été publiés après les festivités du jour officiel célébrant le Bicentenaire, qui furent un succès et qui consacrèrent un grand rassemblement populaire. Dans ces textes, la « société » argentine, désignée arbitrairement et de manière floue, n'inclut pas les communautés autochtones et les organisations des Droits de l'Homme qui ne partagent pas le soit-disant sentiment patriotique globalisant qui s'est exprimé le 25 mai 2010. Nous l'avons vu, à cette occasion plusieurs organisations ont réalisé des actes de revendication et de protestation concernant la reconnaissance de leurs droits, et ont voulu également mettre en garde la citoyenneté contre les dangers d'une réaction politique conservatrice, qui impliquerait le retour à une société de l'exclusion, à la domination de l'économique sur le politique et à la fin des programmes sociaux mis en place en faveur des plus défavorisés (Alejandra Dandan, « La memoria de las voluntades », *Página/12*, 3 mai 2010). On assiste à des prises de position contradictoires de la part de la presse d'opposition (*La Nación* et *Clarín*) : les « argentins » ont confiance dans la démocratie de leur pays, ils partagent un fort sentiment patriotique et l'ont exprimé par leur participation aux célébrations du Bicentenaire, alors que par ailleurs, la vie politique du pays serait caractérisée par la discorde et la culture de la confrontation qui refuse le compromis. Que ressort-il de ces affirmations ? On peut s'avancer à dire que cette presse cherche à isoler le gouvernement en le plaçant en conflit avec la société. C'est un jeu dangereux car, comme nous l'avons dit, la démocratie en république fonctionne par le mode de la représentation, et vouloir condamner la classe politique de façon radicale et permanente pourrait conduire à l'affaiblissement des institutions démocratiques en faveur de l'autoritarisme.

Le retour en force du nationalisme conservateur est palpable à travers les opinions de ceux qui font l'apologie de la société du centenaire de la Révolution en 1910 (Tomás Abraham, « La palabra ausente », *La Nación* ; Natalio Botana, « Bajo el signo de la discordia », *La Nación* ; Bartolomé de Vedia, « Cuando el país era una fiesta », *La Nación*). C'est dans le journal *La Nación* que cette tendance est exprimée de la façon la plus nette. *La Nación* fut dès sa naissance un journal fortement politisé et C. Ulanovsky, dans son travail sur l'histoire de la presse en Argentine, cite une phrase de B. Mitre pour l'illustrer : « La Nación será tribuna de doctrina » (*Parén las rotativas*, Espasa Calpe Argentina S. A., 1997, chapitre 1). À la question de savoir si il y avait toujours, en

1996, du « mitrisme » dans *La Nación*, Hugo Caligaris, dans le journal depuis 1978, répondit à C. Ulanovsky que l'esprit de Mitre persistait, particulièrement dans les éditoriaux qui avaient toujours maintenu les principes du libéralisme (*Parén las rotativas*, 1997, chapitre 1). L'Argentine de 1910 était l'héritière des politiques menées par les gouvernements libéraux de la Génération de 1880, eux-mêmes inspirés par l'idéologie de Bartolomé Mitre et Domingo F. Sarmiento. On comprend mieux la nostalgie du journal pour cette société dominée par l'oligarchie économique. Le rêve d'une Argentine se classant au rang des grandes puissances occidentales est particulier à ce pays d'Amérique latine, qui on l'a vu dans les articles de *La Nación*, n'a cessé de regarder vers l'Europe pour construire son modèle national : « El 25 de mayo de 1910 [...] nadie dudaba que el país había alcanzado niveles de pujanza, desarrollo y esplendor que lo estaban llevando a una posición descollante en el conjunto de las naciones hispanoamericanas » (Bartolomé de Vedia, « Cuando el país era una fiesta », *La Nación*, 25 mai 2010). On constate une frustration de la part de la classe libérale de n'avoir pu entrer dans la compétition, et le refus de construire un modèle qui corresponde à la réalité contextuelle du pays, c'est à dire l'Amérique latine. On peut lire ainsi dans l'article de N. Baigorria : « En este Bicentenario, que viviremos con hondo dolor por todo lo que no hicimos para llegar a ser una gran nación entre las potencias mundiales, recobremos el principio de identidad que está en nuestros orígenes [...] con el objetivo de que los argentinos del Tercer Centenario puedan mostrar a la Tierra ese país con el que Sarmiento soñaba en su bellissimo autoretrato » (« Mayo, una revolución inconclusa », *La Nación*, 24 mai 2010). Pour répondre au désespoir des nostalgiques nous citerons un extrait de l'article de Martín Granovsky qui résume assez bien le décalage entre les propos des intervenants de *La Nación* et la réalité : « Otra obsesión módica es 1910. Circula un elogio rudimentario: en 1910 sí que había un proyecto de país (hoy no), sí que había clase dirigente (hoy no), sí que la Argentina figuraba entre los principales países del planeta (hoy no). El elogio intenta comparar un país en pleno proceso inmigratorio, con obreros e industrias apenas en estado de espermatozoides y habitantes todavía sin derecho al sufragio universal, con la compleja Argentina de 2010 » (« Los obreros de Yatasto », *Página/12*, 25 mai 2010). Il ajoute à la suite : « Con un agregado más: muchas de las realizaciones de los conservadores de aquel tiempo fueron destruidas no por socialistas, anarcos, yrigoyenistas, peronistas de cuño laborista o izquierdistas de todo linaje sino por los neoconservadores que se reclaman herederos de la élite de 1910 ».

Comme il a été souligné dans la première partie, la presse argentine est née au XIX^e siècle comme expression intellectuelle des élites politiques, à l'époque des luttes pour l'émancipation du vice-royaume. La presse continue, en 2010, à incarner des « factions » politiques. Ainsi, nous avons pu distinguer assez clairement les trois tendances représentées par les trois journaux. Nous venons de voir que *La Nación* représentait la tendance libérale et conservatrice de la vie politique et

intellectuelle argentine, cela depuis sa fondation en 1870. La ligne éditoriale de *Clarín* a tendance à attribuer à l'échec du système économique les problèmes concernant d'autres sphères. Le journal adopte une position modérée en ce qui concerne la mythologie nationaliste et la construction démocratique, et exprime finalement la position la moins politisée. Dans ce sens, il révèle son intérêt marketing qui cherche à toucher le plus large public possible. *Clarín* est d'ailleurs actuellement le journal argentin réalisant le plus de tirages quotidiens. En 2008, le magazine *Noticias* (de la maison d'édition concurrente Perfil) a accusé le journal *Clarín* d'entretenir un pacte officieux avec le gouvernement national. Il assurait que le président Néstor Kirchner utilisait le journal comme sa propre agence de presse²²². Toutefois, on a vu que pendant la grève des syndicats patronaux du secteur agricole en 2008, les médias du groupe Clarín adoptèrent une posture critique envers le gouvernement. Cette posture d'opposition au gouvernement actuel s'est durcie après que C. F. de Kirchner ait promulgué la Loi de service de communication audiovisuelle en octobre 2009 (Loi 26. 522). *Página/12* reste depuis sa première édition, le 26 mai 1987, le porte-parole des mouvements sociaux et de la défense des Droits de l'Homme. La qualité de sa rédaction et le professionnalisme de ses journalistes en font une référence de la presse argentine.

Dans le contexte des élections d'octobre 2011, le journal *Página/12*, qui n'a jamais caché ses positions idéologiques, adopte une attitude militante en faveur du gouvernement de C. F. de Kirchner. C'est dans un périodique tel que celui-ci que s'expriment les intellectuels cherchant à participer de cette volonté de renouvellement du mythe nationaliste argentin. Ce désir de renouveau se trouve confronté à des obstacles culturels tels qu'on a pu les voir s'exprimer dans *La Nación* principalement. Au-delà de l'action du gouvernement de C. F. De Kirchner en faveur du devoir de mémoire, il est devenu nécessaire pour les victimes du passé (aborigènes, Madres de Plaza de Mayo, H.I.J.O.S²²³) de faire appliquer les réparations. La presse conservatrice, on l'a constaté, refuse d'entendre cette réalité et dénonce les attitudes passéistes. Le mythe du progrès est bien celui qui sert de prétexte à cette politique de la réconciliation par l'oubli. Pour la classe libérale-conservatrice progresser et avancer signifient premièrement, entrer dans la grande compétition économique des puissances mondiales et deuxièmement, faire table rase du passé sans en solutionner les conséquences dans le présent. L'idée de « progrès », telle qu'elle a été conçue au XIX^e siècle et jusque dans les années 1990, s'est trouvée confrontée dans la deuxième moitié du XX^e siècle à la

²²² <http://seniales.blogspot.com/2008/03/el-pacto-kirchner-clarn-es-por-telecom.html>

²²³ L'association H.I.J.O.S « Hijos e Hijas Por la Identidad y la Justicia Contra el Olvido y el Silencio », fut créée en 1995 à partir de la nécessité de se rassembler afin de revendiquer la lutte des hommes et des femmes disparus pendant la dernière dictature militaire en Argentine (1976-1983), rechercher les enfants qui furent enlevés par la junte, et lutter contre l'impunité. H.I.J.O.S est une association qui existe dans toute l'Argentine et possède des sièges dans 16 villes à l'étranger. Elle est intégrée par des enfants de disparus pendant la dictature militaire, et pendant les années qui l'ont précédée, et par des jeunes n'ayant pas subi directement la répression dans leur propre famille mais se positionnant dans une dynamique d'histoire collective et commune. www.hijos-capital.org.ar

soudaine visibilité des laissés pour compte de la grande compétition libérale-capitaliste : les pays du « tiers-monde ». Au cœur des sociétés occidentales, on appela « quart-monde » la frange de la population exclue des profits du néolibéralisme. Comme l'a souligné Alain Touraine, cette idéologie, qui revendique la prépondérance de l'économique sur le politique, serait devenue archaïque (« Crecimiento económico, pero con debilidad política », *Clarín*, mai 2010). La dynamique nationale que les nouvelles forces de l'Argentine voudraient entreprendre se situe maintenant sur le plan de la cohésion sociale. Nicolas Shumway, dans *La invención de la Argentina. Historia de una idea*, a souligné que les débats du XIX^e siècle continuaient de résonner dans les discussions des Argentins sur leur pays (Buenos Aires, Emecé, 1993, 2002). Selon lui, et nous l'avons également constaté, Sarmiento, Mitre, Alberdi et Hernández habitent encore cette société qui n'aurait pas réussi à se mettre d'accord sur ses fictions orientatrices. Les mythes divergents de la nationalité légués par les hommes qui inventèrent l'Argentine constitueraient encore des facteurs déterminants dans la recherche de la réalisation nationale. En 2010, les débats sur la plurinationalité des sociétés latino-américaines seraient au cœur des problématiques concernant la construction nationale et la démocratie. La problématique de la frontière avec les « indiens » vit toujours à travers les conflits qu'entraînent notamment la Loi de recensement territoriale promulguée en 2006. La permanence et la survivance des frontières ethniques n'empêchent pas la construction nationale, si elles sont incluses dans la Constitution. Mais un fonctionnement démocratique effectif exige par ailleurs qu'elles soient reconnues à tous les niveaux du système institutionnel de l'État. En 2010, à l'heure du Bicentenaire de la révolution qui mena le pays à l'indépendance, c'est d'une nouvelle révolution dont il est question, une révolution menant à la décolonisation des cultures et des institutions politiques. Toutefois, l'élaboration d'un cadre permettant la réalisation de ces débats ne dépend pas seulement de la force exercée par l'opposition, elle est également déterminée par la cohésion des différents mouvements qui revendiquent la nécessité d'un renouvellement du concept d'identité nationale.

BIBLIOGRAPHIE

Bibliographie thématique

Construction nationale

- BAGÚ Sergio, *El plan económico del grupo rivadaviano (1811-1827)*, Santa Fe, Imprenta de la Universidad Nacional del Litoral, 1966.
- BARTH. Frederick, « Ethnic groups and boundaries », dans POUTIGNAT P. et STREIFF-FENART J., *Théories de l'ethnicité*, Paris, PUF, 1995.
- CORREA Jorge, *Febo Asoma: figuras estelares de la patria*, Buenos Aires, Dirple Ediciones, 1999.
- FAVRE Henri, *L'Indigénisme*, Paris, Presses Universitaires de France, collection Que Sais - Je?, 1996.
- HALPERÍN DONGHI Tulio, *Proyecto y construcción de una nación (1810-1880)*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina – Ariel, 1995.
- HOBBSAWM. E, *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe, réalité*, traduit de l'anglais par Dominique Peters, Paris, éditions Gallimard, 1992 [1990, Cambridge University Press].
- KORN Alejandro, *El pensamiento argentino*, Buenos Aires, éditions NOVA, 1961.
- KOSSOK Manfred, *El Virreinato del Río de la Plata*, Buenos Aires, éditions La Pléyade, 1972.
- LUNA Félix, *Los Caudillos*, Buenos Aires, éditions Planeta, 2000.
- PICHOT André, *La société pure de Darwin à Hitler*, Paris, Champs Flammarion Sciences, 2001.
- ROMERO José Luis, *Las ideas políticas en Argentina*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica México-Buenos Aires, collection Tierra Firme, 1959 [Mexico, 1946].
- SAGUIER, Eduardo R., *Genealogía de la tragedia argentina (1600-1900)*, Buenos Aires, UBA CONICET, 2007.
- SHUMWAY Nicolas, *La Invencción de la Argentina*, traduit de l'anglais par César Aira, Buenos Aires, éditions Emecé, 1993, 2002 [1991, The Regents of the University of California].
- SOLER Ricaurte, *El positivismo argentino*, Buenos Aires, éditions PAIDOS, 1968 [Panamá,

1959].

- VILAR Pierre, « Sobre los fundamentos de las estructuras nacionales », Madrid, *Historia* 16, extra n°5, 1978, P. 5-16, traduction castillane du travail présenté trois ans après : « Reflexions sur les fondements des structures nationales », *La Pensée*, 1981.
- ZORILLA Rubén, *Estructura social y caudillismo (1810-1870)*, Buenos Aires, Grupo Editor Latinoamericano, 1995.

Nationalisme et question aborigène

- LEVAGGI Abelardo, *El aborígen y el derecho en el pasado y el presente*, Buenos Aires, Universidad del Museo social argentino, 1990.
- LEVAGGI Abelardo, « Política indigenista de Nicolás Avellaneda. Antropología Cristiana vs. Antropología Darwinista », Buenos Aires, Scripta Ethnológica, 1995, n°17, p.169-180.
- M. MAYER Jorge, *Alberdi y su tiempo*, Buenos Aires, Academia Nacional de Derecho y Ciencias Sociales de Buenos Aires, 1973.
- MANDRINI Raúl, ORTELLI Sarah, *Volver al país de los Araucanos*, Buenos Aires, Sudamericana, collection « Vida cotidiana », 1992.
- QUIJADA Mónica, « Ancestros, ciudadanos, piezas de museo. Francisco P. Moreno y la articulación del indígena en la construcción nacional argentina (siglo XIX) », Tel Aviv, Université de Tel Aviv, *Estudios Interdisciplinarios de América Latina y del Caribe*, 1998, volume 9, n°2, p. 21-46.
- QUIJADA Mónica, BERNAND Carmen et SCHNEIDER Arnd, *Homogeneidad y nación. Con un estudio de caso: Argentina, siglos XIX y XX*, Madrid, CSIC, 2000.
- QUIJADA Mónica, « Repensando la Frontera Sur argentina: concepto, contenido, continuidades y discontinuidades de una realidad espacial y étnica (siglos XVIII-XIX) », Madrid, Instituto de Historia CSIC, *Revista de Indias*, 2002, volume LXII, n°224, p. 103-142.
- QUIJADA Mónica, « De la indivisibilidad-ización al re-nacimiento: la cuestión indígena en la Argentina. Siglos XIX a XXI », *Anales del Museo de Antropología*, Buenos Aires, 2004, n°10, p. 117-152.
- QUIJADA Mónica, « Los límites del pueblo soberano: territorio, nación y el tratamiento de la diversidad. Argentina siglo XIX », Madrid, Centre d'Études Politiques et Constitutionnelles de l'Université de Madrid, dans *Historia y Política, ideas, procesos y*

movimientos sociales, 2005, n°13, p. 143-174.

- QUIJADA Mónica, « La caja de Pandora. El sujeto político indígena en la construcción del orden liberal », dans *Revista de Historia Contemporánea*, éditions Université du Pays Basque, 2006, n°33, p. 605-638.
- YUNQUE Álvaro, *Calfucura: la Conquista de las Pampas*, Buenos Aires, éditions Biblioteca Nacional, 2008.

Thèses

- BLIXEN Olaf, *La valoración de la Barbarie*, Université de Buenos Aires (UBA), 1981.
- CURRUHUINCA Curapil, *Las matanzas del Neuquén*, UBA, 1986.
- RATTO Silvia, direction GILMAN Jorge, *Estado, vecinos e indígena en la conformación del espacio fronterizo: Buenos Aires (1810-1852)*, UBA, 2003.

Bibliographie méthodologique

La presse argentine

- AUZA Néstor T., *La literatura periodística porteña en el siglo XIX: de Caseros a la organización nacional*, Buenos Aires, Editorial Confluencia, 1999.
- Central de Trabajadores Argentinos, *Las Hojas de la memoria: un siglo y medio de periodismo obrero y social en la Argentina*, Buenos Aires, Departamento Cultura de la CTA, 2000.
- FERNÁNDEZ Juan R., *Historia del periodismo argentino*, Buenos Aires, Librería Perlado, 1943.
- PERALTA Dante A. J., *De ángeles torpes, demonios, criminales: prensa y derechos humanos desde 1984*, Buenos Aires, Biblioteca nacional, Los polvorines, Universidad Nacional de General Sarmiento, collection « Veinticinco años, veinticinco libros », 2008.
- ULANOVSKY Carlos, *Paren las rotativas. Historia de los medios de comunicación en la Argentina*, Buenos Aires, Espasa Calpe Argentina, 1997.
- ULANOVSKY Carlos, *Paren las rotativas, Diarios, revistas y periodistas. Historia de los medios de comunicación en la Argentina (1970-2000)*, Buenos Aires, Emecé, 2005

Mémoire de DEA

- SOPEÑA Germán, *La diffusion de l'idéologie libérale dans la presse en République Argentine (1916-1930) : analyse de contenu de presse sur les quotidiens de Buenos Aires « La Prensa » et « la Nación »*, Paris 1, Sciences Politiques, 1984.

L'analyse de contenu de presse

- BARTHES Roland, « Introduction à l'analyse structurale du récit », dans *Communications* 8, Paris, EHESS, CETSAS, Seuil éditions, 1966.
- BÈGE Jean-François, *Manuel de la rédaction : les techniques journalistiques de base*, CFPJ éditions, 2007.
- CHARAUDEAU Patrick, *Les médias et l'information : l'impossible transparence du discours*, Bruxelles, De Boeck éditions, 2005.
- CHARTIER Lyse, *Mesurer l'insaisissable : méthode d'analyse du discours de presse*, Québec, Presses de l'université du Québec, 2003.
- Centre Universitaire de Recherches Administratives et Politiques de Picardie, *Discours et idéologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1980.
- GENG Jean-Marie, *Information mystification : le discours d'intox*, Paris, Epi éditeurs, 1973.
- GUILBERT Thierry, *Le discours idéologique ou la force de l'évidence*, Paris, L'Harmattan, 2008.
- HAMON Philippe, *Texte et idéologie*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.
- KERBRATT-ORECCHIONNI C. et MOUILLAUD M., *Le Discours politique*, Lyon, Presses Universitaires de Lyon, 1984.
- LANCIEN Thierry, *Médias : faits et effets*, Paris, Hachette edicef, 1994.
- MOIRAND Sophie, *Les discours de la presse quotidienne, observer, analyser, comprendre*, Paris, Presses Universitaires de France, 2007.
- MORIN Violette, *L'écriture de presse*, Paris, Mouton, 1969.

Annexe 1

Declaración del Bicentenario

Sábado, 22 de Mayo de 2010 19:12 administrador

■ ■ ■



Commemoramos el Bicentenario de la Argentina sin evocar un pasado mítico pero sabiendo que en los pliegues de su historia persisten memorias de un país para todos, muchas veces extraviado en su propio laberinto y otras arrojado a los poderes de la injusticia. De un país que supo de apasionadas escrituras libertarias y que guarda en sus fibras los nombres propios de los hombres y las mujeres que buscaron construir, individual y colectivamente, los trazos de otra patria. La que buscamos en los signos de esta época que ofrece la posibilidad cierta y urgente de encontrarnos con lo mejor de las tradiciones ancladas en los ideales de igualdad, libertad, justicia y soberanía. Ése es el mayo que nos urge desde hace 200 años.

De la Argentina de las luchas emancipatorias quedan los rastros de los esfuerzos políticos, de los trastocamientos sociales, de la ruptura del orden colonial, pero también la memoria de lo irresuelto, de las promesas no realizadas, de lo popular sin redención. Es en los hilos de lo pendiente, en la memoria de las voluntades, que pronunciamos el nombre de Argentina, en este Bicentenario.

No lo hacemos en la Argentina del Centenario, ese espejo virtual que los poderes actuales instalan en el lugar de Paraíso Perdido. En aquella Argentina un futuro que se imaginaba dorado, sobre la base de los ganados y las mieses, se proyectaba bajo la égida de un Estado excluyente, con las mayorías silenciadas políticamente y con un mundo popular asolado por la desdicha. El Centenario fue oropeles y visitantes extranjeros, tanto como estado de sitio y lucha callejera. República para pocos y Ley de Residencia. Un modelo de país agroexportador incapaz de proyectarse con autonomía del Imperio Británico y de mirarse en otro espejo que no fuera el de un orden internacional injusto.

Jóvenes de clase alta incendiaron un circo plebeyo para que no alterase un paseo tradicional. Esas fogatas prepararon la Semana Trágica y los fusilamientos de la Patagonia, expresiones del odio oligárquico que se descargaría cada vez que el pueblo defendía sus derechos.

No aceptamos volver a la Argentina de 1910. No podemos identificarnos con un país de la desigualdad, el prejuicio y la exclusión. Ni con un país diseñado desde la lógica de los intereses corporativos, que ha venido rapiñando lo público y tratando de disolver lo mejor de las creaciones colectivas, que dieron forma a sistemas de educación y salud equitativos. No es nuestra tradición la que confunde “nación” con “raza” u origen geográfico ni la que reivindicó como causa nacional la aniquilación de pueblos originarios y de sus hombres y mujeres, la servidumbre y el despojo material y cultural, ni estamos dispuestos a tolerar sus abiertas o embozadas formas de persistencia. No queremos que se silencien las voces que desde el fondo de nuestra travesía como nación se expresaron para avanzar hacia una sociedad más igualitaria, ni convertirnos en espectadores que contemplan cómo unos pocos se complacen en sus riquezas mientras los que producen los bienes sociales son reprimidos, acallados o expulsados.

No queremos regresar a los fastos de ese Centenario que sigue persiguiendo como una sombra espectral los sueños de emancipación, como lo hizo en el 30, en el 55, en el 66 y

en el 76. Nuestro Bicentenario busca reencontrarse con los trazos que fueron dibujando los sueños de libertad e igualdad del primer Mayo y que debieron sortear incontables dificultades y las peores pesadillas. Somos ese país de sueños y de pesadillas. Se trata de recrear, con nuestra fuerza imaginativa y con inventivas populares, la fuerza emancipatoria del inicio, y las de las múltiples formas de resistencia que en nuestro suelo fueron ejercidas desde la Conquista y la Colonización, sabiéndonos parte de un destino común, entrelazado con el de los pueblos de toda América Latina, sin los cuales no puede pensarse un presente ni un futuro.

El Bicentenario es, fundamentalmente, una conmemoración de esas luchas emancipatorias que en sus mejores momentos tenían menos un destino local que una idea de lo americano. Que tiene su punto de inicio en la revolución de los esclavos haitianos y se consolida recién en 1824. Cuando hoy América Latina traza acuerdos y composiciones, cuando construye Unasur y afianza los compromisos políticos y económicos, cuando procura un destino común, vuelve a proyectarse sobre el fondo de la unidad anunciada en los primeros gritos libertarios, y la Argentina a reencontrarse con el destino que soñó al nacer.

Esta Argentina tiene en su corazón profundo una vida popular que ha sido gravemente dañada y que es, así y todo, potente y creativa. El antiguo pueblo del himno ha sido rehecho por dictaduras atroces, persecuciones violentas, modificaciones profundas de la economía y el Estado, tecnologías y lenguajes comunicacionales capaces de generar las condiciones para que un sentido común amasado entre la dictadura y los años noventa, corra las fuerzas de nuestra vida social y cultural e inhiba el diálogo activo con el pasado.

Ha sido reconfigurado y avasallado el pueblo. Y sin embargo, ha sido y es el sustrato de las resistencias, la potencia creadora de nuevas formas de vida, de lenguajes, de símbolos, de modos de encuentro, el horizonte de una real autonomía simbólica y política de la nación. Ese pueblo tiene múltiples y heterogéneos rostros políticos, se despliega en organizaciones diversas y en experiencias no siempre concordantes. Los que aquí manifestamos lo hacemos como parte de ese pueblo, como parte de las organizaciones en las que se nuclea y se recrea.

Son los rostros de los trabajadores asalariados y sindicalizados, herederos de los que un 17 de octubre del 45 le dieron forma a sus exigencias de justicia y dignidad en una novedosa articulación política y que en mayo de 1969 hicieron temblar la ciudad de Córdoba. Son también los rostros sufridos de los desocupados que intentan recuperar una trama social devastada por el neoliberalismo y que en los noventa fueron el alma y el cuerpo de las resistencias, esa parte de los incontables que hoy marchan en pos de la equidad y el reconocimiento. Son los rostros de los activistas sociales y de los creadores culturales. Son los rostros de las militancias por los derechos humanos y de los pacientes articuladores de los barrios. Son los rostros de los estudiantes que supieron arrojarse a las luchas populares. Son los rostros de los empresarios comprometidos con ideales de autonomía nacional y los de los profesores y maestros que trajinan diariamente por la educación pública. Son los rostros de los migrantes latinoamericanos que han elegido estas tierras para construir sus propios sueños y de quienes dan testimonio de la expoliación a los pueblos originarios y de la defensa de sus derechos. Y recuerdan que sólo una América Latina de nuevas solidaridades podría alojar esas diferencias sin diluirlas en el relativismo cultural ni trasvasarlas a persistentes racimos. Son los rostros de la desdicha, del temor ante el peligro, de la alegría por la reunión y la voluntad colectiva.

La conmemoración del Bicentenario no puede desligarse de la consideración de ese pueblo que encuentra en estos días una remozada capacidad de movilización callejera y reconocimiento

público. El futuro de la Argentina depende de la atenta vigilia popular, una vigilia hecha de alerta y compromiso, de reacción frente al peligro y de entusiasmos compartidos. Mucho se ha hecho en estos años del siglo XXI para restaurar la vida popular dañada. Todos deben saber -todas las dirigencias políticas y sociales- que ningún retroceso es aceptable. Que este pueblo tiene compromisos profundos con las transformaciones realizadas y las faltantes y que encontrará en la memoria de sus luchas pasadas y en las necesidades del presente, la fuerza para resistir cualquier intento de restauración conservadora. No hay vuelta atrás que pueda resultarnos tolerable. No hay interrupción que consideremos viable. La Argentina actual, capaz de enjuiciar los crímenes del pasado y generar políticas de reparación para las desigualdades contemporáneas, no puede ser suprimida por los agentes de la reacción.

Deben ser conjuradas las maniobras de quienes conspiran en las sombras y agitan desde los espacios mediáticos. Pero también resguardar al país de la corrosión de sus lenguajes y de una sensibilidad social, cultural y política menguada en sus capacidades críticas y creativas, como de los condicionamientos en los modos de vida y de pensamiento impuestos por las culturas imperiales. Sabemos que no se sale indemne de las heridas infringidas por los poderes de la dominación y que las diversas formas de la injusticia, la humillación y la fragmentación marcaron a fuego el tejido social. Pero también percibimos que algo poderoso vuelve a manifestarse en la patria de todos. En la particular situación de América Latina en estos inicios del siglo XXI, este pueblo, hecho de memoria y de presente, escrito su cuerpo por las mil escrituras de la resistencia, las derrotas y los sueños, tiene la potencia de realizar ese llamado ante los peligros y la afirmación de su resistencia ante toda forma de la devastación.

El estado de este pueblo es, hoy, la vigilia: apuesta a la defensa de las reparaciones alcanzadas y a la perseverante insistencia en lo pendiente. Si es capaz de mirar al pasado de la nación e inspirarse en la épica americanista de los revolucionarios de mayo, lo hará porque su realización está en las señales del presente y en la apuesta al futuro. Tiene ante sí el desafío de dar lugar a lo nuevo que surge y de contribuir a que se extiendan y fortalezcan los modos en que los argentinos deciden vivir su libertad para afianzar la de todos. Estamos convocando a un acto de emancipación, capaz no sólo de enfrentar las trabas que interponen, ayer como hoy, los intereses poderosos, sino de proponer nuevas soluciones imaginativas y nuevos objetivos que estén a la altura de una sociedad enfrentada al desafío acuciante de ser más equitativa. Y a través del ejercicio de la libertad, de la participación y de la movilización, a llevar a cabo las grandes tareas pendientes, particularmente las que conducen a enfrentar las desigualdades sociales que persisten como una llaga que no se cierra –tareas cuyas señales han sido dadas en estos últimos tiempos-. Un mayo de la equidad y de la igualdad, un mayo en el que la riqueza sea mejor distribuida entre todos los habitantes de esta tierra.

Por todo esto convocamos, con el entusiasmo y la pasión que emanan de nuestra historia compartida, a emprender las transformaciones estructurales y culturales que se necesitan para contrarrestar el saldo de décadas de deterioro y desguace, y avanzar hacia nuevos modos de relación entre los ciudadanos, la política y el Estado. Somos esos sueños y esas múltiples y diversas experiencias sin las cuales no podríamos imaginar un futuro. Conmemorar el Bicentenario implica tomar nota de lo nuevo y convocar lo existente hacia una profundización de la democracia. Los hombres de Mayo tuvieron ante sí la tarea de construir una nación despojada de la herencia colonial. Lo hicieron en parte y la situación de América Latina exige la continuidad de ese esfuerzo. Como para ellos antes, para nosotros hoy no hay retroceso tolerable y sí un enorme desafío histórico: la construcción de una sociedad emancipada y justa.

Espacio Carta Abierta • Gustavo Arrieta (intendente de Cañuelas) • Ricardo Moccero (intendente de Coronel Suarez) • Mario Secco (Intendente de Ensenada) • Darío Díaz Pérez (Intendente de Lanús) • Graciela Rosso (intendenta de Luján) • Francisco Barba Gutiérrez (intendente de Quilmes) • Osvaldo Amieiro (Intendente de San Fernando) • Juan Carlos Schmid (Sec. de Capacitación y Formación CGT) • Julio Piumato (Sec. Derechos Humanos CGT) • Horacio Ghilini (Sec. Defensa del Consumidor y Estadísticas CGT) • Milagro Sala (Secretaría Acción Social CTA Nacional - Coordinadora Nacional Túpac Amaru) • Raúl Noro (Secretario de Prensa CTA Jujuy - Mesa Nacional Túpac Amaru) • Edgardo Depetri (Frente Transversal) • Oscar Laborde (Frente Transversal) • Luis D'Elía (Central de Movimientos Populares) • Emilio Persico (Movimiento Evita) • Fernando "Chino" Navarro (Movimiento Evita) • Lito Borello (Organización Política y Social Comedor Los Pibes) • Dr. Carlos Oviedo (Corriente Peronista Germán Abdala) • Lorena Pokoik García (Corriente Peronista Germán Abdala) • Gastón Harispe (Movimiento Octubres) • Carlos De Feo (CONADU - CTA) • Federico Montero (CONADU - CTA) • Manuel Alzina (Secretario Adjunto CTA-Capital) • Francisco "Tito" Nenna (Encuentro de articulación popular) • Oscar González (Socialismo Bonaerense) • Ariel Basteiro (Socialismo Bonaerense) • Juan Carlos Fernández Alonso (Socialismo Porteño - Unidad Socialista) • Ricardo Romero (Socialismo Porteño - Unidad Socialista) • Rodolfo Fernández (Partido Proyecto Popular) • Fernando Suárez (Partido Proyecto Popular) • Luis Ammann (Partido Humanista) • Claudia Neva (Partido Humanista) • Patricio Echegaray (Partido Comunista) • Jorge Kreyness (Partido Comunista) • Jorge Pereyra (Partido Comunista Congreso Extraordinario) • Rodolfo Módena (Partido Comunista Congreso Extraordinario) • Eduardo Sigal (Partido Frente Grande) • Adriana Puiggrós (Partido Frente Grande) • Agustín Rossi (Movimiento Santafesino por la Justicia Social) • Héctor Cavallero (Movimiento Santafesino por la Justicia Social) • Silvia Vázquez (Partido de la Concertación) • Gustavo López. (Partido de la Concertación) • Roberto Feletti (Partido de la Victoria - MoPoS) • Abel Fatale (Red por Buenos Aires) • Carlos López (Corriente Nacional y Popular) • Jorge Giles (Corriente Nacional y Popular) • Jorge "Quito" Aragón (Corriente Nacional Martín Fierro) • Nahuel Beibe (Corriente Nacional Martín Fierro) • Cacho Fuentes (Encuentro de la Militancia La Bernalesa) • Ignacio Rojo (Organización Envar El Kadri) • Marcelo "Nono" Frondizi (Sec. Gremial ATE Capital) (Organización Envar El Kadri) • Andrés Larroque (Agrupación La Campora) • Juan Cabandié (Agrupación La Campora) • Manuel Del Fabro (Mov. Nac. por la Unidad Americana) • Juan Carlos Rodríguez (Mov. Nac. por la Unidad Americana) • Rubén Drí (Movimiento Patria Grande) • Norberto Galasso (Corriente Enrique Santos Discépolo)

Mayo de 2010

Actualizado (Sábado, 22 de Mayo de 2010 19:26)

Declaración de las Naciones Unidas sobre los derechos de los pueblos indígenas

Resolución aprobada por la Asamblea General, 13 de septiembre de 2007

La Asamblea General,

Guiada por los propósitos y principios de la Carta de las Naciones Unidas y la buena fe en el cumplimiento de las obligaciones contraídas por los Estados de conformidad con la Carta,

Afirmando que los pueblos indígenas son iguales a todos los demás pueblos y reconociendo al mismo tiempo el derecho de todos los pueblos a ser diferentes, a considerarse a sí mismos diferentes y a ser respetados como tales,

Afirmando también que todos los pueblos contribuyen a la diversidad y riqueza de las civilizaciones y culturas, que constituyen el patrimonio común de la humanidad,

Afirmando además que todas las doctrinas, políticas y prácticas basadas en la superioridad de determinados pueblos o personas o que la propugnan aduciendo razones de origen nacional o diferencias raciales, religiosas, étnicas o culturales son racistas, científicamente falsas, jurídicamente inválidas, moralmente condenables y socialmente injustas,

Reafirmando que, en el ejercicio de sus derechos, los pueblos indígenas deben estar libres de toda forma de discriminación,

Preocupada por el hecho de que los pueblos indígenas hayan sufrido injusticias históricas como resultado, entre otras cosas, de la colonización y enajenación de sus tierras, territorios y recursos, lo que les ha impedido ejercer, en particular, su derecho al desarrollo de conformidad con sus propias necesidades e intereses,

Consciente de la urgente necesidad de respetar y promover los derechos intrínsecos de los pueblos indígenas, que derivan de sus estructuras políticas, económicas y sociales y de sus culturas, de sus tradiciones espirituales, de su historia y de su filosofía, especialmente los derechos a sus tierras, territorios y recursos,

Consciente también de la urgente necesidad de respetar y promover los derechos de los pueblos indígenas afirmados en tratados, acuerdos y otros arreglos constructivos con los Estados,

Celebrando que los pueblos indígenas se estén organizando para promover su desarrollo político, económico, social y cultural y para poner fin a todas las formas de discriminación y opresión dondequiera que ocurran,

Convencida de que el control por los pueblos indígenas de los acontecimientos que los afecten a ellos y a sus tierras, territorios y recursos les permitirá mantener y reforzar sus instituciones, culturas y tradiciones y promover su desarrollo de acuerdo con sus aspiraciones y necesidades,

Considerando que el respeto de los conocimientos, las culturas y las prácticas tradicionales indígenas contribuye al desarrollo sostenible y equitativo y a la ordenación adecuada del medio ambiente,

Destacando la contribución de la desmilitarización de las tierras y territorios de los pueblos indígenas a la paz, el progreso y el desarrollo económicos y sociales, la comprensión y las relaciones de amistad entre las naciones y los pueblos del mundo,

Reconociendo en particular el derecho de las familias y comunidades indígenas a seguir

compartiendo la responsabilidad por la crianza, la formación, la educación y el bienestar de sus hijos, en observancia de los derechos del niño,

Considerando que los derechos afirmados en los tratados, acuerdos y otros arreglos constructivos entre los Estados y los pueblos indígenas son, en algunas situaciones, asuntos de preocupación, interés y responsabilidad internacional, y tienen carácter internacional,

Considerando también que los tratados, acuerdos y demás arreglos constructivos, y las relaciones que éstos representan, sirven de base para el fortalecimiento de la asociación entre los pueblos indígenas y los Estados,

Reconociendo que la Carta de las Naciones Unidas, el Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales y el Pacto Internacional de Derechos Civiles y Políticos(2), así como la Declaración y el Programa de Acción de Viena(3) afirman la importancia fundamental del derecho de todos los pueblos a la libre determinación, en virtud del cual éstos determinan libremente su condición política y persiguen libremente su desarrollo económico, social y cultural,

Teniendo presente que nada de lo contenido en la presente Declaración podrá utilizarse para negar a ningún pueblo su derecho a la libre determinación, ejercido de conformidad con el derecho internacional,

Convencida de que el reconocimiento de los derechos de los pueblos indígenas en la presente Declaración fomentará relaciones armoniosas y de cooperación entre los Estados y los pueblos indígenas, basadas en los principios de la justicia, la democracia, el respeto de los derechos humanos, la no discriminación y la buena fe,

Alentando a los Estados a que cumplan y apliquen eficazmente todas sus obligaciones para con los pueblos indígenas dimanantes de los instrumentos internacionales, en particular las relativas a los derechos humanos, en consulta y cooperación con los pueblos interesados,

Subrayando que corresponde a las Naciones Unidas desempeñar un papel importante y continuo de promoción y protección de los derechos de los pueblos indígenas,

Considerando que la presente Declaración constituye un nuevo paso importante hacia el reconocimiento, la promoción y la protección de los derechos y las libertades de los pueblos indígenas y en el desarrollo de actividades pertinentes del sistema de las Naciones Unidas en esta esfera,

Reconociendo y reafirmando que las personas indígenas tienen derecho sin discriminación a todos los derechos humanos reconocidos en el derecho internacional, y que los pueblos indígenas poseen derechos colectivos que son indispensables para su existencia, bienestar y desarrollo integral como pueblos,

Reconociendo que la situación de los pueblos indígenas varía según las regiones y los países y que se debe tener en cuenta la significación de las particularidades nacionales y regionales y de las diversas tradiciones históricas y culturales,

Proclama solemnemente la Declaración de las Naciones Unidas sobre los derechos de los pueblos indígenas, cuyo texto figura a continuación, como ideal común que debe perseguirse en un espíritu de solidaridad y respeto mutuo:

Artículo 1

Los indígenas tienen derecho, como pueblos o como personas, al disfrute pleno de todos los derechos humanos y las libertades fundamentales reconocidos por la Carta de las Naciones Unidas, la Declaración Universal de Derechos Humanos(4) y la normativa internacional de los derechos humanos.

Artículo 2

Los pueblos y las personas indígenas son libres e iguales a todos los demás pueblos y personas y tienen derecho a no ser objeto de ningún tipo de discriminación en el ejercicio de sus derechos, en particular la fundada en su origen o identidad indígenas.

Artículo 3

Los pueblos indígenas tienen derecho a la libre determinación. En virtud de ese derecho determinan libremente su condición política y persiguen libremente su desarrollo económico, social y cultural.

Artículo 4

Los pueblos indígenas, en ejercicio de su derecho de libre determinación, tienen derecho a la autonomía o al autogobierno en las cuestiones relacionadas con sus asuntos internos y locales, así como a disponer de los medios para financiar sus funciones autónomas.

Artículo 5

Los pueblos indígenas tienen derecho a conservar y reforzar sus propias instituciones políticas, jurídicas, económicas, sociales y culturales, manteniendo a la vez su derecho a participar plenamente, si lo desean, en la vida política, económica, social y cultural del Estado.

Artículo 6

Toda persona indígena tiene derecho a una nacionalidad.

Artículo 7

1. Las personas indígenas tienen derecho a la vida, la integridad física y mental, la libertad y la seguridad de la persona.
2. Los pueblos indígenas tienen el derecho colectivo de vivir en libertad, paz y seguridad como pueblos distintos y no serán sometidos a ningún acto de genocidio ni a ningún otro acto de violencia, incluido el traslado forzado de niños del grupo a otro grupo.

Artículo 8

1. Los pueblos y las personas indígenas tienen derecho a no sufrir la asimilación forzada o la destrucción de su cultura.
2. Los Estados establecerán mecanismos eficaces para la prevención y el resarcimiento de:
 - a) Todo acto que tenga por objeto o consecuencia privar a los pueblos y las personas indígenas de su integridad como pueblos distintos o de sus valores culturales o su identidad étnica;
 - b) Todo acto que tenga por objeto o consecuencia enajenarles sus tierras, territorios o recursos;
 - c) Toda forma de traslado forzado de población que tenga por objeto o consecuencia la violación o el menoscabo de cualquiera de sus derechos;
 - d) Toda forma de asimilación o integración forzada;
 - e) Toda forma de propaganda que tenga como fin promover o incitar a la discriminación racial o étnica dirigida contra ellos.

Artículo 9

Los pueblos y las personas indígenas tienen derecho a pertenecer a una comunidad o nación indígena, de conformidad con las tradiciones y costumbres de la comunidad o nación de que se trate. No puede resultar ninguna discriminación de ningún tipo del ejercicio de ese derecho.

Artículo 10

Los pueblos indígenas no serán desplazados por la fuerza de sus tierras o territorios. No se procederá a ningún traslado sin el consentimiento libre, previo e informado de los pueblos indígenas interesados, ni sin un acuerdo previo sobre una indemnización justa y equitativa y, siempre que sea posible, la opción del regreso.

Artículo 11

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a practicar y revitalizar sus tradiciones y costumbres culturales. Ello incluye el derecho a mantener, proteger y desarrollar las manifestaciones pasadas,

presentes y futuras de sus culturas, como lugares arqueológicos e históricos, utensilios, diseños, ceremonias, tecnologías, artes visuales e interpretativas y literaturas.

2. Los Estados proporcionarán reparación por medio de mecanismos eficaces, que podrán incluir la restitución, establecidos conjuntamente con los pueblos indígenas, respecto de los bienes culturales, intelectuales, religiosos y espirituales de que hayan sido privados sin su consentimiento libre, previo e informado o en violación de sus leyes, tradiciones y costumbres.

Artículo 12

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a manifestar, practicar, desarrollar y enseñar sus tradiciones, costumbres y ceremonias espirituales y religiosas; a mantener y proteger sus lugares religiosos y culturales y a acceder a ellos privadamente; a utilizar y controlar sus objetos de culto, y a obtener la repatriación de sus restos humanos.

2. Los Estados procurarán facilitar el acceso y/o la repatriación de objetos de culto y de restos humanos que posean mediante mecanismos justos, transparentes y eficaces establecidos conjuntamente con los pueblos indígenas interesados.

Artículo 13

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a revitalizar, utilizar, fomentar y transmitir a las generaciones futuras sus historias, idiomas, tradiciones orales, filosofías, sistemas de escritura y literaturas, y a atribuir nombres a sus comunidades, lugares y personas y mantenerlos.

2. Los Estados adoptarán medidas eficaces para garantizar la protección de ese derecho y también para asegurar que los pueblos indígenas puedan entender y hacerse entender en las actuaciones políticas, jurídicas y administrativas, proporcionando para ello, cuando sea necesario, servicios de interpretación u otros medios adecuados.

Artículo 14

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a establecer y controlar sus sistemas e instituciones docentes que impartan educación en sus propios idiomas, en consonancia con sus métodos culturales de enseñanza y aprendizaje.

2. Las personas indígenas, en particular los niños indígenas, tienen derecho a todos los niveles y formas de educación del Estado sin discriminación.

3. Los Estados adoptarán medidas eficaces, junto con los pueblos indígenas, para que las personas indígenas, en particular los niños, incluidos los que viven fuera de sus comunidades, tengan acceso, cuando sea posible, a la educación en su propia cultura y en su propio idioma.

Artículo 15

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a que la dignidad y diversidad de sus culturas, tradiciones, historias y aspiraciones queden debidamente reflejadas en la educación pública y los medios de información públicos.

2. Los Estados adoptarán medidas eficaces, en consulta y cooperación con los pueblos indígenas interesados, para combatir los prejuicios y eliminar la discriminación y promover la tolerancia, la comprensión y las buenas relaciones entre los pueblos indígenas y todos los demás sectores de la sociedad.

Artículo 16

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a establecer sus propios medios de información en sus propios idiomas y a acceder a todos los demás medios de información no indígenas sin discriminación alguna.

2. Los Estados adoptarán medidas eficaces para asegurar que los medios de información públicos reflejen debidamente la diversidad cultural indígena. Los Estados, sin perjuicio de la obligación de asegurar plenamente la libertad de expresión, deberán alentar a los medios de comunicación privados a reflejar debidamente la diversidad cultural indígena.

Artículo 17

1. Las personas y los pueblos indígenas tienen derecho a disfrutar plenamente de todos los derechos establecidos en el derecho laboral internacional y nacional aplicable.
2. Los Estados, en consulta y cooperación con los pueblos indígenas, tomarán medidas específicas para proteger a los niños indígenas contra la explotación económica y contra todo trabajo que pueda resultar peligroso o interferir en la educación del niño, o que pueda ser perjudicial para la salud o el desarrollo físico, mental, espiritual, moral o social del niño, teniendo en cuenta su especial vulnerabilidad y la importancia de la educación para el pleno ejercicio de sus derechos.
3. Las personas indígenas tienen derecho a no ser sometidas a condiciones discriminatorias de trabajo, entre otras cosas, empleo o salario.

Artículo 18

Los pueblos indígenas tienen derecho a participar en la adopción de decisiones en las cuestiones que afecten a sus derechos, por conducto de representantes elegidos por ellos de conformidad con sus propios procedimientos, así como a mantener y desarrollar sus propias instituciones de adopción de decisiones.

Artículo 19

Los Estados celebrarán consultas y cooperarán de buena fe con los pueblos indígenas interesados por medio de sus instituciones representativas antes de adoptar y aplicar medidas legislativas o administrativas que los afecten, a fin de obtener su consentimiento libre, previo e informado.

Artículo 20

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a mantener y desarrollar sus sistemas o instituciones políticos, económicos y sociales, a que se les asegure el disfrute de sus propios medios de subsistencia y desarrollo y a dedicarse libremente a todas sus actividades económicas tradicionales y de otro tipo.
2. Los pueblos indígenas desposeídos de sus medios de subsistencia y desarrollo tienen derecho a una reparación justa y equitativa.

Artículo 21

1. Los pueblos indígenas tienen derecho, sin discriminación alguna, al mejoramiento de sus condiciones económicas y sociales, entre otras esferas, en la educación, el empleo, la capacitación y el readiestramiento profesionales, la vivienda, el saneamiento, la salud y la seguridad social.
2. Los Estados adoptarán medidas eficaces y, cuando proceda, medidas especiales para asegurar el mejoramiento continuo de sus condiciones económicas y sociales. Se prestará particular atención a los derechos y necesidades especiales de los ancianos, las mujeres, los jóvenes, los niños y las personas con discapacidad indígenas.

Artículo 22

1. Se prestará particular atención a los derechos y necesidades especiales de los ancianos, las mujeres, los jóvenes, los niños y las personas con discapacidad indígenas en la aplicación de la presente Declaración.
2. Los Estados adoptarán medidas, junto con los pueblos indígenas, para asegurar que las mujeres y los niños indígenas gocen de protección y garantías plenas contra todas las formas de violencia y discriminación.

Artículo 23

Los pueblos indígenas tienen derecho a determinar y a elaborar prioridades y estrategias para el ejercicio de su derecho al desarrollo. En particular, los pueblos indígenas tienen derecho a participar activamente en la elaboración y determinación de los programas de salud, vivienda y demás programas económicos y sociales que les conciernan y, en lo posible, a administrar esos programas mediante sus propias instituciones.

Artículo 24

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a sus propias medicinas tradicionales y a mantener sus prácticas de salud, incluida la conservación de sus plantas medicinales, animales y minerales de interés vital. Las personas indígenas también tienen derecho de acceso, sin discriminación alguna, a todos los servicios sociales y de salud.
2. Las personas indígenas tienen derecho a disfrutar por igual del nivel más alto posible de salud física y mental. Los Estados tomarán las medidas que sean necesarias para lograr progresivamente la plena realización de este derecho.

Artículo 25

Los pueblos indígenas tienen derecho a mantener y fortalecer su propia relación espiritual con las tierras, territorios, aguas, mares costeros y otros recursos que tradicionalmente han poseído u ocupado y utilizado de otra forma y a asumir las responsabilidades que a ese respecto les incumben para con las generaciones venideras.

Artículo 26

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a las tierras, territorios y recursos que tradicionalmente han poseído, ocupado o de otra forma utilizado o adquirido.
2. Los pueblos indígenas tienen derecho a poseer, utilizar, desarrollar y controlar las tierras, territorios y recursos que poseen en razón de la propiedad tradicional u otra forma tradicional de ocupación o utilización, así como aquellos que hayan adquirido de otra forma.
3. Los Estados asegurarán el reconocimiento y protección jurídicos de esas tierras, territorios y recursos. Dicho reconocimiento respetará debidamente las costumbres, las tradiciones y los sistemas de tenencia de la tierra de los pueblos indígenas de que se trate.

Artículo 27

Los Estados establecerán y aplicarán, conjuntamente con los pueblos indígenas interesados, un proceso equitativo, independiente, imparcial, abierto y transparente, en el que se reconozcan debidamente las leyes, tradiciones, costumbres y sistemas de tenencia de la tierra de los pueblos indígenas, para reconocer y adjudicar los derechos de los pueblos indígenas en relación con sus tierras, territorios y recursos, comprendidos aquellos que tradicionalmente han poseído u ocupado o utilizado de otra forma. Los pueblos indígenas tendrán derecho a participar en este proceso.

Artículo 28

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a la reparación, por medios que pueden incluir la restitución o, cuando ello no sea posible, una indemnización justa, imparcial y equitativa, por las tierras, los territorios y los recursos que tradicionalmente hayan poseído u ocupado o utilizado de otra forma y que hayan sido confiscados, tomados, ocupados, utilizados o dañados sin su consentimiento libre, previo e informado.
2. Salvo que los pueblos interesados hayan convenido libremente en otra cosa, la indemnización consistirá en tierras, territorios y recursos de igual calidad, extensión y condición jurídica o en una indemnización monetaria u otra reparación adecuada.

Artículo 29

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a la conservación y protección del medio ambiente y de la capacidad productiva de sus tierras o territorios y recursos. Los Estados deberán establecer y ejecutar programas de asistencia a los pueblos indígenas para asegurar esa conservación y protección, sin discriminación alguna.
2. Los Estados adoptarán medidas eficaces para garantizar que no se almacenen ni eliminen materiales peligrosos en las tierras o territorios de los pueblos indígenas sin su consentimiento libre, previo e informado.
3. Los Estados también adoptarán medidas eficaces para garantizar, según sea necesario, que se apliquen debidamente programas de control, mantenimiento y restablecimiento de la salud de los pueblos indígenas afectados por esos materiales, programas que serán elaborados y ejecutados por

esos pueblos.

Artículo 30

1. No se desarrollarán actividades militares en las tierras o territorios de los pueblos indígenas, a menos que lo justifique una razón de interés público pertinente o que se haya acordado libremente con los pueblos indígenas interesados, o que éstos lo hayan solicitado.
2. Los Estados celebrarán consultas eficaces con los pueblos indígenas interesados, por los procedimientos apropiados y en particular por medio de sus instituciones representativas, antes de utilizar sus tierras o territorios para actividades militares.

Artículo 31

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a mantener, controlar, proteger y desarrollar su patrimonio cultural, sus conocimientos tradicionales, sus expresiones culturales tradicionales y las manifestaciones de sus ciencias, tecnologías y culturas, comprendidos los recursos humanos y genéticos, las semillas, las medicinas, el conocimiento de las propiedades de la fauna y la flora, las tradiciones orales, las literaturas, los diseños, los deportes y juegos tradicionales, y las artes visuales e interpretativas. También tienen derecho a mantener, controlar, proteger y desarrollar su propiedad intelectual de dicho patrimonio cultural, sus conocimientos tradicionales y sus expresiones culturales tradicionales.
2. Conjuntamente con los pueblos indígenas, los Estados adoptarán medidas eficaces para reconocer y proteger el ejercicio de estos derechos.

Artículo 32

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a determinar y elaborar las prioridades y estrategias para el desarrollo o la utilización de sus tierras o territorios y otros recursos.
2. Los Estados celebrarán consultas y cooperarán de buena fe con los pueblos indígenas interesados por conducto de sus propias instituciones representativas a fin de obtener su consentimiento libre e informado antes de aprobar cualquier proyecto que afecte a sus tierras o territorios y otros recursos, particularmente en relación con el desarrollo, la utilización o la explotación de recursos minerales, hídricos o de otro tipo.
3. Los Estados establecerán mecanismos eficaces para la reparación justa y equitativa por esas actividades, y se adoptarán medidas adecuadas para mitigar las consecuencias nocivas de orden ambiental, económico, social, cultural o espiritual.

Artículo 33

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a determinar su propia identidad o pertenencia conforme a sus costumbres y tradiciones. Ello no menoscaba el derecho de las personas indígenas a obtener la ciudadanía de los Estados en que viven.
2. Los pueblos indígenas tienen derecho a determinar las estructuras y a elegir la composición de sus instituciones de conformidad con sus propios procedimientos.

Artículo 34

Los pueblos indígenas tienen derecho a promover, desarrollar y mantener sus estructuras institucionales y sus propias costumbres, espiritualidad, tradiciones, procedimientos, prácticas y, cuando existan, costumbres o sistemas jurídicos, de conformidad con las normas internacionales de derechos humanos.

Artículo 35

Los pueblos indígenas tienen derecho a determinar las responsabilidades de los individuos para con sus comunidades.

Artículo 36

1. Los pueblos indígenas, en particular los que están divididos por fronteras internacionales, tienen derecho a mantener y desarrollar los contactos, las relaciones y la cooperación, incluidas las

actividades de carácter espiritual, cultural, político, económico y social, con sus propios miembros así como con otros pueblos a través de las fronteras.

2. Los Estados, en consulta y cooperación con los pueblos indígenas, adoptarán medidas eficaces para facilitar el ejercicio y garantizar la aplicación de este derecho.

Artículo 37

1. Los pueblos indígenas tienen derecho a que los tratados, acuerdos y otros arreglos constructivos concertados con los Estados o sus sucesores sean reconocidos, observados y aplicados y a que los Estados acaten y respeten esos tratados, acuerdos y otros arreglos constructivos.

2. Nada de lo señalado en la presente Declaración se interpretará en el sentido de que menoscaba o suprime los derechos de los pueblos indígenas que figuren en tratados, acuerdos y otros arreglos constructivos.

Artículo 38

Los Estados, en consulta y cooperación con los pueblos indígenas, adoptarán las medidas apropiadas, incluidas medidas legislativas, para alcanzar los fines de la presente Declaración.

Artículo 39

Los pueblos indígenas tienen derecho a la asistencia financiera y técnica de los Estados y por conducto de la cooperación internacional para el disfrute de los derechos enunciados en la presente Declaración.

Artículo 40

Los pueblos indígenas tienen derecho a procedimientos equitativos y justos para el arreglo de controversias con los Estados u otras partes, y a una pronta decisión sobre esas controversias, así como a una reparación efectiva de toda lesión de sus derechos individuales y colectivos. En esas decisiones se tendrán debidamente en consideración las costumbres, las tradiciones, las normas y los sistemas jurídicos de los pueblos indígenas interesados y las normas internacionales de derechos humanos.

Artículo 41

Los órganos y organismos especializados del sistema de las Naciones Unidas y otras organizaciones intergubernamentales contribuirán a la plena realización de las disposiciones de la presente Declaración mediante la movilización, entre otras cosas, de la cooperación financiera y la asistencia técnica. Se establecerán los medios de asegurar la participación de los pueblos indígenas en relación con los asuntos que les conciernan.

Artículo 42

Las Naciones Unidas, sus órganos, incluido el Foro Permanente para las Cuestiones Indígenas, y los organismos especializados, en particular a nivel local, así como los Estados, promoverán el respeto y la plena aplicación de las disposiciones de la presente Declaración y velarán por la eficacia de la presente Declaración.

Artículo 43

Los derechos reconocidos en la presente Declaración constituyen las normas mínimas para la supervivencia, la dignidad y el bienestar de los pueblos indígenas del mundo.

Artículo 44

Todos los derechos y las libertades reconocidos en la presente Declaración se garantizan por igual al hombre y a la mujer indígenas.

Artículo 45

Nada de lo contenido en la presente Declaración se interpretará en el sentido de que menoscaba o suprime los derechos que los pueblos indígenas tienen en la actualidad o puedan adquirir en el futuro.

Artículo 46

1. Nada de lo señalado en la presente Declaración se interpretará en el sentido de que confiere a un Estado, pueblo, grupo o persona derecho alguno a participar en una actividad o realizar un acto contrarios a la Carta de las Naciones Unidas, ni se entenderá en el sentido de que autoriza o fomenta acción alguna encaminada a quebrantar o menoscabar, total o parcialmente, la integridad territorial o la unidad política de Estados soberanos e independientes.

2. En el ejercicio de los derechos enunciados en la presente Declaración, se respetarán los derechos humanos y las libertades fundamentales de todos. El ejercicio de los derechos establecidos en la presente Declaración estará sujeto exclusivamente a las limitaciones determinadas por la ley y con arreglo a las obligaciones internacionales en materia de derechos humanos. Esas limitaciones no serán discriminatorias y serán sólo las estrictamente necesarias para garantizar el reconocimiento y respeto debidos a los derechos y las libertades de los demás y para satisfacer las justas y más apremiantes necesidades de una sociedad democrática.

3. Las disposiciones enunciadas en la presente Declaración se interpretarán con arreglo a los principios de la justicia, la democracia, el respeto de los derechos humanos, la igualdad, la no discriminación, la buena administración pública y la buena fe.

Véase la resolución 2200 A (XXI), anexo.

A/CONF.157/24 (Part I), cap. III.

Resolución 217 A (III).

Un campo más ancho de lo que parece

Fecha 3/6/2008 14:24:04 | Tema: Noticias

El Frente Nacional Campesino pidió una profunda transformación de las condiciones de producción. Los productores invisibles

Por Frente Nacional Campesino

Los delegados y delegadas campesinos e indígenas, agricultores familiares, trabajadores de la tierra de 200 organizaciones de 16 provincias de la República Argentina, reunidos en el segundo plenario del Frente Nacional Campesino (FNC), en la Universidad Popular de Madres de Plaza de Mayo, resolvemos lo siguiente:

- El FNC expresa su más enérgico repudio al paro patronal que ejecutan las 4 entidades agropecuarias más poderosas del campo argentino y que defienden los intereses de las 6 multinacionales más poderosas del mundo, que controlan el comercio exterior agropecuario, y los 5 grupos económicos más poderosos de la Argentina, que monopolizan el comercio interno agroalimentario del país. Rechazamos que 2000 empresas agroexportadoras decidan por la vida de 40 millones de argentinos. Nos oponemos a cualquier intento de golpe de Estado económico y la intención de subordinar al gobierno argentino bajo los dictados de los agronegocios.
- El FNC entiende que el paro patronal pretende abortar el Plan Estratégico de Desarrollo Agropecuario que queremos y necesitamos los argentinos para garantizar: la soberanía alimentaria, la regulación del comercio exterior e interior y la justicia tributaria, medidas indispensables para apuntalar la redistribución de la riqueza con justicia y equidad para una Argentina con soberanía económica e independencia política integrada a la región.
- El FNC sostiene que nuestro país no puede seguir siendo meramente la chacra para la producción de materia prima para alimentación de animales y la producción de agrocombustibles para los países más poderosos del planeta, que es la función que nos quieren seguir imponiendo las potencias del mundo. En el actual contexto mundial nuestro país debe planificar la producción, industrialización y comercio de alimentos para los argentinos y para la exportación, ya que reunimos todas las condiciones necesarias para producir alimentos para nuestro pueblo y para exportar con valor agregado.
- El FNC alerta a la sociedad y autoridades acerca de los atropellos que llevan adelante empresas nacionales y extranjeras contra familias campesinas y comunidades originarias que han decidido resistir en las tierras que ancestralmente les pertenecen. Los atropellos forman parte de la campaña sistemática que desarrollan empresas agropecuarias y mineras para apropiarse de las tierras, los montes y las aguas que defienden los campesinos e indígenas. Instamos a las autoridades a tomar las medidas que correspondan para frenar los

desplazamientos forzados y desalojos compulsivos de familias de Pequeños y Medianos Productores Agropecuarios.

- El FNC denuncia los desmontes masivos e ilegales que realizan empresas agropecuarias con topadoras, pisamontes y fuego, en varias regiones del país, para extender la frontera agropecuaria, destruyendo la flora y fauna autóctonas y provocando destructivos cambios climáticos.

- El FNC denuncia que ríos, arroyos, riachos, lagunas, esteros, pozos, represas y napas de agua son envenenados por el uso masivo e indiscriminado de agrotóxicos en los monocultivos extensivos, particularmente por la aplicación de glifosato en los sembradíos de cultivos transgénicos en regiones donde habitan campesinos e indígenas.

- El FNC reclama como propias de todos los Pequeños Productores Agropecuarios, Movimientos Campesinos e Indígenas las herramientas del Estado que tienen la función de diseñar, acompañar, implementar el Modelo de Desarrollo Rural Estratégico para la Argentina. Por ejemplo, la Subsecretaría de Desarrollo Rural y Agricultura Familiar, INTA, INTI, PSA, Prodernea, Prodermoa, Senasa.

- El FNC define a la empresa cooperativa como una herramienta de unión, organización y solidaridad indispensable para mejorar la producción, transformación, comercialización, consumo y servicios públicos para los Pequeños Productores Agropecuarios. Es decir, el cooperativismo es un instrumento clave para una Política Estratégica de Desarrollo Rural y Redistribución de la Riqueza. El cooperativismo puede y debe cumplir una función de gran trascendencia en la transformación del campo y de la economía argentina.

- El FNC sostiene que es urgente profundizar la intervención del Estado para mejorar la diversidad, calidad, cantidad, continuidad y rentabilidad de la producción de los Pequeños Productores de todas las regiones del país. Queremos lograr precios justos para los productores y consumidores y evitar de esa manera las terribles distorsiones que se dan actualmente en los productos alimentarios.

- El FNC considera de trascendental importancia el fortalecimiento de los bancos de semillas para recuperar, mantener y multiplicar la rica biodiversidad agrícola y alimentaria, por la importancia cultural, económica, social y política para un modelo de país serio y democrático.

- El FNC reclama la urgente regularización dominial de las posesiones de tierras de familias campesinas y comunidades indígenas de diferentes puntos del país, para lo cual es necesario un relevamiento minucioso de posesiones y propiedades de tierras agropecuarias. Al mismo tiempo, son necesarias reglas claras que limiten la propiedad de la tierra tanto a empresas nacionales y extranjeras que tengan por objeto garantizar la unidad económica productiva, pero evitar la excesiva concentración de la tierra y los recursos naturales, fuente de graves injusticias en el país. La tierra es para quien la trabaja con sus manos, respetándola, cuidándola y amándola

- El FNC propone el fortalecimiento sistemático de la educación rural con la participación de las organizaciones, rescatando, respetando y resaltando la cultura, historia, geografía de cada pueblo rural.

- El FNC propone el cuidado integral de la salud, atendiendo especialmente a enfermedades como el mal de Chagas y la tuberculosis, que golpean con particular dureza a la población campesina. Entendiendo que la salud es un derecho y no un negocio.

Documento disponible en Fisyp - Fundación de Investigaciones Sociales y Políticas
<http://www.fisyp.org.ar>

La dirección de este documento es:
<http://www.fisyp.org.ar/modules/news/article.php?storyid=58>

Resolución aprobada por la Asamblea General

[*sin remisión previa a una Comisión Principal (A/55/L.2)*]

55/2. Declaración del Milenio

La Asamblea General

Aprueba la siguiente Declaración:

Declaración del Milenio

I. Valores y principios

- Nosotros, Jefes de Estado y de Gobierno, nos hemos reunido en la Sede de las Naciones Unidas en Nueva York del 6 al 8 de septiembre de 2000, en los albores de un nuevo milenio, para reafirmar nuestra fe en la Organización y su Carta como cimientos indispensables de un mundo más pacífico, más próspero y más justo.
- Reconocemos que, además de las responsabilidades que todos tenemos respecto de nuestras sociedades, nos incumbe la responsabilidad colectiva de respetar y defender los principios de la dignidad humana, la igualdad y la equidad en el plano mundial. En nuestra calidad de dirigentes, tenemos, pues, un deber que cumplir respecto de todos los habitantes del planeta, en especial los más vulnerables y, en particular, los niños del mundo, a los que pertenece el futuro.
- Reafirmamos nuestra adhesión a los propósitos y principios de la Carta de las Naciones Unidas, que han demostrado ser intemporales y universales. A decir verdad, su pertinencia y su capacidad como fuente de inspiración han ido en aumento conforme se han multiplicado los vínculos y se ha consolidado la interdependencia entre las naciones y los pueblos.
- Estamos decididos a establecer una paz justa y duradera en todo el mundo, de conformidad con los propósitos y principios de la Carta. Reafirmamos nuestra determinación de apoyar todos los esfuerzos encaminados a hacer respetar la igualdad soberana de todos los Estados, el respeto de su integridad territorial e independencia política; la solución de los conflictos por medios pacíficos y en consonancia con los principios de la justicia y del derecho internacional; el derecho de libre determinación de los pueblos que siguen sometidos a la dominación colonial y la ocupación extranjera; la no injerencia en los asuntos internos de los Estados; el respeto de los derechos humanos y las libertades fundamentales; el respeto de la igualdad de derechos de todos, sin distinciones por motivo de raza, sexo, idioma o religión, y la cooperación internacional para resolver los problemas internacionales de carácter económico, social, cultural o humanitario.
- Creemos que la tarea fundamental a que nos enfrentamos hoy es conseguir que la mundialización se convierta en una fuerza positiva para todos los habitantes del mundo, ya que, si bien ofrece grandes posibilidades, en la actualidad sus beneficios se distribuyen de forma muy desigual al igual que sus costos. Reconocemos que los países en desarrollo y los países con economías en transición tienen dificultades especiales para hacer frente a este problema fundamental. Por eso, consideramos que solo desplegando esfuerzos amplios y sostenidos para crear un futuro común, basado en nuestra común humanidad en toda su diversidad, se podrá lograr que la mundialización sea plenamente incluyente y equitativa. Esos esfuerzos deberán incluir la adopción de políticas y medidas, a nivel mundial, que correspondan a las necesidades de los países en desarrollo y de las economías en transición y que se formulen y apliquen con la participación efectiva de esos países y esas economías.

- Consideramos que determinados valores fundamentales son esenciales para las relaciones internacionales en el siglo XXI:
 - **La libertad.** Los hombres y las mujeres tienen derecho a vivir su vida y a criar a sus hijos con dignidad y libres del hambre y del temor a la violencia, la opresión o la injusticia. La mejor forma de garantizar esos derechos es contar con gobiernos democráticos y participativos basados en la voluntad popular.
 - **La igualdad.** No debe negarse a ninguna persona ni a ninguna nación la posibilidad de beneficiarse del desarrollo. Debe garantizarse la igualdad de derechos y oportunidades de hombres y mujeres.
 - **La solidaridad.** Los problemas mundiales deben abordarse de manera tal que los costos y las cargas se distribuyan con justicia, conforme a los principios fundamentales de la equidad y la justicia social. Los que sufren, o los que menos se benefician, merecen la ayuda de los más beneficiados.
 - **La tolerancia.** Los seres humanos se deben respetar mutuamente, en toda su diversidad de creencias, culturas e idiomas. No se deben temer ni reprimir las diferencias dentro de las sociedades ni entre éstas; antes bien, deben apreciarse como preciados bienes de la humanidad. Se debe promover activamente una cultura de paz y diálogo entre todas las civilizaciones.
 - **El respeto de la naturaleza.** Es necesario actuar con prudencia en la gestión y ordenación de todas las especies vivas y todos los recursos naturales, conforme a los preceptos del desarrollo sostenible. Sólo así podremos conservar y transmitir a nuestros descendientes las inconmensurables riquezas que nos brinda la naturaleza. Es preciso modificar las actuales pautas insostenibles de producción y consumo en interés de nuestro bienestar futuro y en el de nuestros descendientes.
 - **Responsabilidad común.** La responsabilidad de la gestión del desarrollo económico y social en el mundo, lo mismo que en lo que hace a las amenazas que pesan sobre la paz y la seguridad internacionales, debe ser compartida por las naciones del mundo y ejercerse multilateralmente. Por ser la organización más universal y más representativa de todo el mundo, las Naciones Unidas deben desempeñar un papel central a ese respecto.
- Para plasmar en acciones estos valores comunes, hemos formulado una serie de objetivos clave a los que atribuimos especial importancia.

II. La paz, la seguridad y el desarme

- No escatimaremos esfuerzos para liberar a nuestros pueblos del flagelo de la guerra —ya sea dentro de los Estados o entre éstos—, que, en el último decenio, ha cobrado más de cinco millones de vidas. También procuraremos eliminar los peligros que suponen las armas de destrucción en masa.
- Por todo lo anterior, decidimos:
 - Consolidar el respeto del imperio de la ley en los asuntos internacionales y nacionales y, en particular, velar por que los Estados Miembros cumplan las decisiones de la Corte Internacional de Justicia, con arreglo a la Carta de las Naciones Unidas, en los litigios en que sean partes.
 - Aumentar la eficacia de las Naciones Unidas en el mantenimiento de la paz y de la seguridad, dotando a la Organización de los recursos y los instrumentos que

necesitan en sus tareas de prevención de conflictos, resolución pacífica de controversias, mantenimiento de la paz, consolidación de la paz y reconstrucción después de los conflictos. En este sentido, tomamos nota del informe del Grupo sobre las Operaciones de Paz de las Naciones Unidas , y pedimos a la Asamblea General que examine cuanto antes sus recomendaciones.

- Fortalecer la cooperación entre las Naciones Unidas y las organizaciones regionales, de conformidad con las disposiciones del Capítulo VIII de la Carta.
 - Velar por que los Estados Partes apliquen los tratados sobre cuestiones tales como el control de armamentos y el desarme, el derecho internacional humanitario y el relativo a los derechos humanos, y pedir a todos los Estados que consideren la posibilidad de suscribir y ratificar el Estatuto de Roma de la Corte Penal Internacional.
 - Adoptar medidas concertadas contra el terrorismo internacional y adherirnos cuanto antes a todas las convenciones internacionales pertinentes.
 - Redoblar nuestros esfuerzos para poner en práctica nuestro compromiso de luchar contra el problema mundial de la droga.
 - Intensificar nuestra lucha contra la delincuencia transnacional en todas sus dimensiones, incluidos la trata y el contrabando de seres humanos y el blanqueo de dinero.
 - Reducir al mínimo las consecuencias negativas que las sanciones económicas impuestas por las Naciones Unidas pueden tener en las poblaciones inocentes, someter los regímenes de sanciones a exámenes periódicos y eliminar las consecuencias adversas de las sanciones sobre terceros.
 - Esforzarnos por eliminar las armas de destrucción en masa, en particular las armas nucleares, y mantener abiertas todas las opciones para alcanzar esa meta, incluida la posibilidad de convocar una conferencia internacional para determinar formas adecuadas de eliminar los peligros nucleares.
 - Adoptar medidas concertadas para poner fin al tráfico ilícito de armas pequeñas y armas ligeras, en particular dando mayor transparencia a las transferencias de armas y respaldando medidas de desarme regional, teniendo en cuenta todas las recomendaciones de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre Comercio Ilícito de Armas Pequeñas y Ligeras.
 - Pedir a todos los Estados que consideren la posibilidad de adherirse a la Convención sobre la prohibición del empleo, almacenamiento, producción y transferencia de minas antipersonal y sobre su destrucción , así como al Protocolo enmendado relativo a las minas de la Convención sobre armas convencionales
- Instamos a los Estados Miembros a que observen la Tregua Olímpica, individual y colectivamente, ahora y en el futuro, y a que respalden al Comité Olímpico Internacional en su labor de promover la paz y el entendimiento humano mediante el deporte y el ideal olímpico.

III. El desarrollo y la erradicación de la pobreza

- No escatimaremos esfuerzos para liberar a nuestros semejantes, hombres, mujeres y niños, de las condiciones abyectas y deshumanizadoras de la pobreza extrema, a la que en la actualidad están sometidos más de 1.000 millones de seres humanos. Estamos empeñados en

hacer realidad para todos ellos el derecho al desarrollo y a poner a toda la especie humana al abrigo de la necesidad.

- Resolvemos, en consecuencia, crear en los planos nacional y mundial un entorno propicio al desarrollo y a la eliminación de la pobreza.
- El logro de esos objetivos depende, entre otras cosas, de la buena gestión de los asuntos públicos en cada país. Depende también de la buena gestión de los asuntos públicos en el plano internacional y de la transparencia de los sistemas financieros, monetarios y comerciales. Propugnamos un sistema comercial y financiero multilateral abierto, equitativo, basado en normas, previsible y no discriminatorio.
- Nos preocupan los obstáculos a que se enfrentan los países en desarrollo para movilizar los recursos necesarios para financiar su desarrollo sostenible. Haremos, por consiguiente, todo cuanto esté a nuestro alcance para que tenga éxito la Reunión intergubernamental de alto nivel sobre la financiación del desarrollo que se celebrará en 2001.
- Decidimos, asimismo, atender las necesidades especiales de los países menos adelantados. En este contexto, nos felicitamos de la convocación de la Tercera Conferencia de las Naciones Unidas sobre los Países Menos Adelantados, que se celebrará en mayo de 2001, y donde haremos todo lo posible por lograr resultados positivos. Pedimos a los países industrializados:
 - que adopten, preferiblemente antes de que se celebre esa Conferencia, una política de acceso libre de derechos y cupos respecto de virtualmente todas las exportaciones de los países menos adelantados;
 - que apliquen sin más demora el programa mejorado de alivio de la deuda de los países pobres muy endeudados y que convengan en cancelar todas las deudas bilaterales oficiales de esos países a cambio de que éstos demuestren su firme determinación de reducir la pobreza; y
 - que concedan una asistencia para el desarrollo más generosa, especialmente a los países que se están esforzando genuinamente por destinar sus recursos a reducir la pobreza.
- Estamos decididos, asimismo, a abordar de manera global y eficaz los problemas de la deuda de los países de ingresos bajos y medios adoptando diversas medidas en los planos nacional e internacional para que su deuda sea sostenible a largo plazo.
- Resolvemos asimismo atender las necesidades especiales de los pequeños Estados insulares en desarrollo poniendo en práctica rápida y cabalmente el Programa de Acción de Barbados y las conclusiones a que llegó la Asamblea General en su vigésimo segundo período extraordinario de sesiones. Instamos a la comunidad internacional a que vele por que, cuando se prepare un índice de vulnerabilidad, se tengan en cuenta las necesidades especiales de los pequeños Estados insulares en desarrollo.
- Reconocemos las necesidades y los problemas especiales de los países en desarrollo sin litoral, por lo que pedimos encarecidamente a los donantes bilaterales y multilaterales que aumenten su asistencia financiera y técnica a ese grupo de países para satisfacer sus necesidades especiales de desarrollo y ayudarlos a superar los obstáculos de su geografía, mejorando sus sistemas de transporte en tránsito.
- Decidimos, asimismo:
 - Reducir a la mitad, para el año 2015, el porcentaje de habitantes del planeta cuyos

ingresos sean inferiores a un dólar por día y el de las personas que padezcan hambre; igualmente, para esa misma fecha, reducir a la mitad el porcentaje de personas que carezcan de acceso a agua potable o que no puedan costearlo.

- Velar por que, para ese mismo año, los niños y niñas de todo el mundo puedan terminar un ciclo completo de enseñanza primaria y por que tanto las niñas como los niños tengan igual acceso a todos los niveles de la enseñanza.
 - Haber reducido, para ese mismo año, la mortalidad materna en tres cuartas partes y la mortalidad de los niños menores de 5 años en dos terceras partes respecto de sus tasas actuales.
 - Para entonces, haber detenido y comenzado a reducir la propagación del VIH/SIDA, el flagelo del paludismo y otras enfermedades graves que afligen a la humanidad.
 - Prestar especial asistencia a los niños huérfanos por causa del VIH/SIDA.
 - Para el año 2020, haber mejorado considerablemente la vida de por lo menos 100 millones de habitantes de tugurios, como se propone en la iniciativa “Ciudades sin barrios de tugurios”.
- Decidimos también:
 - Promover la igualdad entre los sexos y la autonomía de la mujer como medios eficaces de combatir la pobreza, el hambre y las enfermedades y de estimular un desarrollo verdaderamente sostenible.
 - Elaborar y aplicar estrategias que proporcionen a los jóvenes de todo el mundo la posibilidad real de encontrar un trabajo digno y productivo.
 - Alentar a la industria farmacéutica a que aumente la disponibilidad de los medicamentos esenciales y los ponga al alcance de todas las personas de los países en desarrollo que los necesiten.
 - Establecer sólidas formas de colaboración con el sector privado y con las organizaciones de la sociedad civil en pro del desarrollo y de la erradicación de la pobreza.
 - Velar por que todos puedan aprovechar los beneficios de las nuevas tecnologías, en particular de las tecnologías de la información y de las comunicaciones, conforme a las recomendaciones formuladas en la Declaración Ministerial 2000 del Consejo Económico y Social

IV. Protección de nuestro entorno común

- No debemos escatimar esfuerzos por liberar a toda la humanidad, y ante todo a nuestros hijos y nietos, de la amenaza de vivir en un planeta irremediablemente dañado por las actividades del hombre, y cuyos recursos ya no alcancen para satisfacer sus necesidades.
- Reafirmamos nuestro apoyo a los principios del desarrollo sostenible, incluidos los enunciados en el Programa 21, convenidos en la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Medio Ambiente y el Desarrollo.
- Decidimos, por consiguiente, adoptar una nueva ética de conservación y resguardo en todas nuestras actividades relacionadas con el medio ambiente y, como primer paso en ese sentido, convenimos en lo siguiente:
 - Hacer todo lo posible por que el Protocolo de Kyoto entre en vigor, de ser posible

antes del décimo aniversario de la Conferencia de las Naciones Unidas sobre el Medio Ambiente y el Desarrollo, en el año 2002, e iniciar la reducción de las emisiones de gases de efecto invernadero.

- Intensificar nuestros esfuerzos colectivos en pro de la ordenación, la conservación y el desarrollo sostenible de los bosques de todo tipo.
- Insistir en que se apliquen cabalmente el Convenio sobre la Diversidad Biológica y la Convención de las Naciones Unidas de lucha contra la desertificación en los países afectados por sequía grave o desertificación, en particular en África
- Poner fin a la explotación insostenible de los recursos hídricos formulando estrategias de ordenación de esos recursos en los planos regional, nacional y local, que promuevan un acceso equitativo y un abastecimiento adecuado.
- Intensificar la cooperación con miras a reducir el número y los efectos de los desastres naturales y de los desastres provocados por el hombre.
- Garantizar el libre acceso a la información sobre la secuencia del genoma humano.

V. Derechos humanos, democracia y buen gobierno

- No escatimaremos esfuerzo alguno por promover la democracia y fortalecer el imperio del derecho y el respeto de todos los derechos humanos y las libertades fundamentales internacionalmente reconocidos, incluido el derecho al desarrollo.
- Decidimos, por tanto:
 - Respetar y hacer valer plenamente la Declaración Universal de Derechos Humanos.
 - Esforzarnos por lograr la plena protección y promoción de los derechos civiles, políticos, económicos, sociales y culturales de todas las personas en todos nuestros países.
 - Aumentar en todos nuestros países la capacidad de aplicar los principios y las prácticas de la democracia y del respeto de los derechos humanos, incluidos los derechos de las minorías
 - Luchar contra todas las formas de violencia contra la mujer y aplicar la Convención sobre la eliminación de todas las formas de discriminación contra la mujer
 - Adoptar medidas para garantizar el respeto y la protección de los derechos humanos de los migrantes, los trabajadores migratorios y sus familias, eliminar los actos de racismo y xenofobia cada vez más frecuentes en muchas sociedades y promover una mayor armonía y tolerancia en todas las sociedades.
 - Trabajar aunadamente para lograr procesos políticos más igualitarios, en que puedan participar realmente todos los ciudadanos de nuestros países.
 - Garantizar la libertad de los medios de difusión para cumplir su indispensable función y el derecho del público a la información.

VI. Protección de las personas vulnerables

- No escatimaremos esfuerzos para lograr que los niños y todas las poblaciones civiles que sufren de manera desproporcionada las consecuencias de los desastres naturales, el genocidio, los conflictos armados y otras situaciones de emergencia humanitaria reciban toda la asistencia y la protección que necesiten para reanudar cuanto antes una vida normal.

Decidimos, por consiguiente:

- Ampliar y reforzar la protección de los civiles en situaciones de emergencia complejas, de conformidad con el derecho internacional humanitario.
- Fortalecer la cooperación internacional, incluso compartiendo la carga que recae en los países que reciben refugiados y coordinando la asistencia humanitaria prestada a esos países; y ayudar a todos los refugiados y personas desplazadas a regresar voluntariamente a sus hogares en condiciones de seguridad y dignidad, y a reintegrarse sin tropiezos en sus respectivas sociedades.
- Alentar la ratificación y la plena aplicación de la Convención sobre los Derechos del Niño y sus protocolos facultativos relativos a la participación de niños en los conflictos armados y a la venta de niños, la prostitución infantil y la utilización de niños en la pornografía

VII. Atención a las necesidades especiales de África

- Apoyaremos la consolidación de la democracia en África y ayudaremos a los africanos en su lucha por conseguir una paz duradera, erradicar la pobreza y lograr el desarrollo sostenible, para que de esa forma África pueda integrarse en la economía mundial.
- Decidimos, por tanto:
 - Apoyar plenamente las estructuras políticas e institucionales de las nuevas democracias de África.
 - Fomentar y mantener mecanismos regionales y subregionales de prevención de conflictos y promoción de la estabilidad política, y velar por que las operaciones de mantenimiento de la paz en ese continente reciban una corriente segura de recursos.
 - Adoptar medidas especiales para abordar los retos de erradicar la pobreza y lograr el desarrollo sostenible en África, tales como cancelar la deuda, mejorar el acceso a los mercados, aumentar la asistencia oficial para el desarrollo e incrementar las corrientes de inversión extranjera directa y de transferencia de tecnología.
 - Ayudar a África a aumentar su capacidad para hacer frente a la propagación de la pandemia del VIH/SIDA y otras enfermedades infecciosas.

VIII. Fortalecimiento de las Naciones Unidas

- No escatimaremos esfuerzos por hacer de las Naciones Unidas un instrumento más eficaz en el logro de todas las prioridades que figuran a continuación: la lucha por el desarrollo de todos los pueblos del mundo; la lucha contra la pobreza, la ignorancia y las enfermedades; la lucha contra la injusticia; la lucha contra la violencia, el terror y el delito; y la lucha contra la degradación y la destrucción de nuestro planeta.
- Decidimos, por consiguiente:
 - Reafirmar el papel central que recae en la Asamblea General en su calidad de principal órgano de deliberación, adopción de políticas y representación de las Naciones Unidas, y capacitarla para que pueda desempeñar ese papel con eficacia.
 - Redoblar nuestros esfuerzos por reformar ampliamente el Consejo de Seguridad en todos sus aspectos.
 - Fortalecer más el Consejo Económico y Social, sobre la base de sus recientes logros, de manera que pueda desempeñar el papel que se le asigna en la Carta.

- Fortalecer la Corte Internacional de Justicia a fin de que prevalezcan la justicia y el imperio del derecho en los asuntos internacionales.
 - Fomentar la coordinación y las consultas periódicas entre los órganos principales de las Naciones Unidas en el desempeño de sus funciones.
 - Velar por que la Organización cuente, de forma oportuna y previsible, con los recursos que necesita para cumplir sus mandatos.
 - Instar a la Secretaría a que, de conformidad con normas y procedimientos claros acordados por la Asamblea General, aproveche al máximo esos recursos en interés de todos los Estados Miembros, aplicando las mejores prácticas y tecnologías de gestión disponibles y prestando una atención especial a las tareas que reflejan las prioridades convenidas de los Estados Miembros.
 - Promover la adhesión a la Convención sobre la Seguridad del Personal de las Naciones Unidas y el Personal Asociado.
 - Velar por que exista una mayor coherencia y una mejor cooperación en materia normativa entre las Naciones Unidas, sus organismos, las instituciones de Bretton Woods y la Organización Mundial del Comercio, así como otros órganos multilaterales, con miras a lograr criterios perfectamente coordinados en lo relativo a los problemas de la paz y el desarrollo.
 - Seguir fortaleciendo la cooperación entre las Naciones Unidas y los parlamentos nacionales por intermedio de su organización mundial, la Unión Interparlamentaria, en diversos ámbitos, a saber: la paz y seguridad, el desarrollo económico y social, el derecho internacional y los derechos humanos, la democracia y las cuestiones de género.
 - Ofrecer al sector privado, las organizaciones no gubernamentales y la sociedad civil en general más oportunidades de contribuir al logro de las metas y los programas de la Organización.
- Pedimos a la Asamblea General que examine periódicamente los progresos alcanzados en la aplicación de lo dispuesto en la presente Declaración, y al Secretario General que publique informes periódicos para que sean examinados por la Asamblea y sirvan de base para la adopción de medidas ulteriores.
 - Reafirmamos solemnemente, en este momento histórico, que las Naciones Unidas son el hogar común e indispensable de toda la familia humana, mediante el cual trataremos de hacer realidad nuestras aspiraciones universales de paz, cooperación y desarrollo. Por consiguiente, declaramos nuestro apoyo ilimitado a estos objetivos comunes y nuestra decisión de alcanzarlos

*8ª sesión plenaria
8 de septiembre de 2000*

Annexe 5

Argentina Centro de Medios Independientes ((i))

El artículo original está en <http://argentina.indymedia.org/news/2010/05/734119.php> [Imprimir comentarios](#).

El rostro indígena y plurinacional de Argentina

Por Fuente: Survival - *Monday, May. 24, 2010 at 9:24 AM*

Servindi, 22 de mayo, 2010.- La mítica Plaza de Mayo, lugar en donde se desarrollaron nobles gestas como la “Marcha de las Madres y Abuelas de Plaza de Mayo” por los desaparecidos en la dictadura militar, fue el escenario de una multitudinaria marcha de pueblos originarios que reclamaban por primera vez en su historia la refundación de Argentina en un país plurinacional, como Bolivia o Ecuador.

Allí, los hijos de la “Pachamama” plantaron una bandera con los colores de una “Argentina indígena” en el bicentenario de ese país, marcando según palabras de los protagonistas dirigentes y líderes indígenas el advenimiento de una nueva etapa en el proceso histórico del país del sur.

“Caminando por la verdad hacia un Estado plurinacional”, fue la consigna de la marcha, que partió el 12 de mayo pasado y que no tiene como objetivo únicamente la restitución de tierras ancestrales y otros derechos, tal como lo indican algunos medios de prensa, sino un objetivo político mayor: refundar el país en un estado plurinacional.

Provistos de sus ponchos multicolores y atuendos típicos, cuyos diseños conservaron a través de más de cinco siglos en que su cultura resistió a los avatares de años de colonialismo, miles de indígenas de los 30 pueblos indígenas que representan en toda Argentina recorrieron casi dos mil kilómetros en la Marcha Nacional de los Pueblos Originarios hasta llegar a Buenos Aires desde los cuatro puntos cardinales.

Wichis, kollas, tobas, mapuches, huarpes, guaraní y avas guaraní, entre otros pueblos y comunidades indígenas se dieron cita en esta apoteósica manifestación que tuvo momentos de emoción cuando las Madres y Abuelas de Plaza de Mayo, hijos y familiares de desaparecidos, personalidades como el premio Nobel de la Paz Adolfo Pérez Esquivel, movimientos sociales, sindicales y estudiantiles, así como importantes intelectuales y artistas, los recibieron en un caloroso encuentro que nunca había sucedido.

Objetivo político

Encabezados por Milagro Sala, de la comunidad kolla y responsable de la organización barrial Tupac Amaru de Jujuy, los representantes los pueblos originarios plantearon sus demandas al gobierno.

Ellos exigieron a la presidenta Cristina Fernández de Kirchner abrir un “diálogo intercultural y político” con el Estado que permita la “reparación histórica” de sus derechos ancestrales y la creación de un Estado “plurinacional” que respete la diversidad, las tradiciones, los territorios y las costumbres de más de 30 pueblos existentes antes de 1810.

Esto, en cumplimiento de las leyes 26.160, de regularización territorial, y la recientemente aprobada 26.122, Ley de Medios, en las que los indígenas reconocen un gran interés para poder difundir sus

voces.

En su plataforma de lucha exigen la devolución de sus tierras, la oficialización de las lenguas indígenas en las enseñanzas primaria y secundaria, y una reparación económica para generar políticas de desarrollo con identidad, así como la refundación del Estado argentino.

Por su parte, la presidenta les agradeció emocionada la visita y su reivindicación de sentirse argentinos. Hizo referencia a los que luego llegaron como inmigrantes desde Europa en los barcos, para recordar que venían a buscar “un plato de comida en estas tierras”.

“Lo digo para que muchos bajen la soberbia y tengan la humildad que tenemos que tener y el respeto a la libertad, a la igualdad y la equidad, así como a los derechos y a las culturas e identidades”, declaró para los medios y agencias de prensa.

De esta manera, Argentina se suma a la noble lucha de los pueblos indígenas de América Latina por demostrar que otro mundo es posible, ante la crisis civilizatoria que sufre Occidente, para lo cual es necesario refundar los Estados en plurinacionales.

Tibia cobertura de los medios locales

Pese a la cobertura de las agencias extranjeras que informaron al detalle los pormenores de la marcha, los medios locales informaron tibiamente el hecho dando mayor importancia al fútbol.

El diario Clarín en una pequeña nota informó el hecho que no tuvo mayor trascendencia, más allá de generar “caos” y “desorden” en las vías de tránsito que fueron bloqueadas por los manifestantes.

Por su parte el diario la Nación calificó de “farsa” la marcha de los pueblos originarios que habría sido montada según el citado medio por un grupo de dirigentes de la organización Tupac Amaru, para aparecer en pantalla.

Sin embargo, importantes medios internacionales como la BBC, destacaron el hecho dedicando un amplio informe sobre la marcha al que calificaron como una movilización multitudinaria (Ver http://www.bbc.co.uk/mundo/america_latina/2010/05/100520_argentina_indigenas_lr.shtml)

La agencia española Efe tituló el hecho como “una historia de 200 años de olvido” en donde se destaca el olvido que sufren las comunidades que se movilizaron en vísperas del Bicentenario de la independencia Ver:

<http://www.google.com/hostednews/epa/article/ALeqM5imIQaSy0VabjB0pWH6a9TmqtGR2Q>)

¿Cuanto poder tienen los indígenas?

Según los analistas, el movimiento indígena en Argentina está atomizado y fraccionado, algo que les ha restado poder político.

A ello se agrega que la población indígena en Argentina representa -según algunas fuentes- el 1,5 por ciento de sus 40 millones de habitantes, a los que se puede añadir otro 6,5 por ciento de mestizos. Sin embargo, organizaciones indígenas afirman que el número real de indígenas es más cercano al 4 por ciento de la población nacional.

Al margen de su número, la causa indígena ha despertado el apoyo de varios sindicatos,

organizaciones políticas de izquierda y movimientos “piqueteros”, como se conoce a las organizaciones sociales que exigen empleos.

Entretanto, los asuntos indígenas también son debatidos en estos días en el Congreso de la República, que discute una serie de propuestas que buscan ampliar los derechos de los pueblos originarios.

[http://www.servindi.org/actualidad/26099?
utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed:+Servindi+
\(Servicio+de+Informaci%C3%B3n+Indigena\)](http://www.servindi.org/actualidad/26099?utm_source=feedburner&utm_medium=email&utm_campaign=Feed:+Servindi+(Servicio+de+Informaci%C3%B3n+Indigena))

[agrega un comentario](#)

© 2001-2008 Argentina Centro de Medios Independientes ((i)). Copyleft: Se permite la copia, distribución y uso de los contenidos de Indymedia Argentina, siempre y cuando NO se utilice con fines comerciales, a no ser que se obtenga permiso expreso del autor y en todos los casos se reconozca la autoría (poniendo como fuente <http://argentina.indymedia.org/>). Las opiniones o artículos vertidos por lxs visitantes o colaboradorxs en el sitio pueden no reflejar las ideas de Indymedia Argentina. Usamos software libre. [sf-active](#) v0.9.4 [Descargo](#) | [Privacidad](#)

Annexe 6

Argentina Centro de Medios Independientes ((i))

El artículo original está en <http://argentina.indymedia.org/news/2010/05/732154.php> [Imprimir comentarios](#).

Bienvenidos a la Marcha de los Pueblos Originarios

Por Fuente: Unión Diaguíta - *Sunday, May. 09, 2010 at 6:36 PM*
uniondiaguíta@gmail.com

Unión de los Pueblos de la Nación Diaguíta: Bienvenidos a la Marcha de los Pueblos Originarios -Caminando hacia la verdad por un estado pluricultural-

El próximo 12 comenzara desde tres puntos del país una de las marchas más coloridas en cuanto a participación y planteos políticos que en el marco del Bicentenario de la Revolución criolla de mayo se llevará a cabo: la marcha por el reconocimiento político e histórico de un estado pluricultural. La apuesta de la Unión de los Pueblos de la Nación Diaguíta, la Confederación Mapuche de Neuquén, la Coordinadora de Organizaciones Kollas Autonomas - QULLAMARKA entre otras organizaciones indígenas que expresan el sentir del interior de sus Pueblos Originarios concurrendo con la Organización Barrial Tupac Amaru están a punto de generar una bisagra histórica con la concurrencia de la diversidad a la Plaza de Mayo, el jueves 20.

Esta vez, la diversidad se manifestará a través del ejercicio de la dignidad, la tolerancia, el respeto para iniciar la construcción de un estado pluricultural desde una multiculturalidad argentina invisibilizada durante estos doscientos años.

La propuesta está generando resistencia desde varios flancos: desde el esperado lado de la derecha que pretende continuar con la torpe imposición de la visión de un estado monocultural donde solo se reivindicue lo criollo, pintoresco y ahistorico para continuar justificado la explotación de la gran mayoría de argentinos trabajadores, campesinos e indígenas. También genera resistencia en aquellos pseudos-dirigentes originarios que pretenden la representación de las organizaciones indígenas y a continuación arrogarse la palabra del Pueblo Indígena de la manera mas torpe y autoritaria negando la realidad puesta ante nuestros ojos como lo es la realidad de la amplia diversidad de la Argentina, la diversidad de la lucha en contra del capital que lesiona a nuestra Pachamama y a muchas dignidades de todos los signos, aquellas que continúan en la senda de la construcción y el ejercicio de una Argentina pluricultural.

Estos dirigentes han hablado en nombre de la Unión de los Pueblos de la Nación Diaguíta entre otras organizaciones, escudados en un purismo rayano en el talibanismo funcionario a la Central de Inteligencia Americana y al Banco Mundial y esperado por la ultraderecha apocalíptica para continuar con la criminalización de las reivindicaciones de los oprimidos de todo signo. Estos dirigentes talibanizados pretenden no solo negar el derecho a la construcción de un proyecto amplio de los desposeídos de la Argentina, sino que además dicen representar a las bases y en consecuencia arrogarse la representación de nuestra confederación lo que pone en evidencia el carácter autoritario y paternalista del Encuentro Nacional de Organizaciones de Pueblos Originarios.

Por ello, desmintiendo la firma de la Unión de los Pueblos de la Nación Diaguíta en el comunicado emitido por ese encuentro (*) informamos que el Pueblo Diaguíta está preparado en el NOA para la gran marcha. Desde los territorios del Valle Calchaquí, Valle de Tafi, Cumbres Calchaquíes, Valle de Trancas, los comuneros de Amaicha, Quilmes, Tafi del Valle, El Mollar, Casas Viejas, La

Angostura, Chaquivil, Anfama, Mala Mala, Chuchagasta marcharemos durante cuatro días para llegar a la Plaza de Mayo. Marcharemos desde la Ciudad de San Miguel de Tucumán, pasando por La Banda - Santiago del Estero, Cerro Colorado, Ciudad de Córdoba, Santa Fé, concretando una nueva experiencia en la lucha por la dignidad de nuestros pueblos. Lo haremos junto a las organizaciones sociales, organismos de derechos humanos y simpatizantes a nuestra lucha que nos expresaron solidaridad identificándose con nosotros en nuestros planteos. Lo haremos por que creemos y queremos ejercer la pluriculturalidad que tantas veces nos fuera negada. Marcharemos para pedir el inmediato juicio oral a los asesinos de Javier Chocobar, la concreción definitiva del relevamiento territorial, la construcción de un espacio político que articule la esperanza y la diversidad de los sectores excluidos de la Argentina y de esta manera ejercer nuestra legítima decisión orgánica de convocar y establecer alianzas lejos de mezquindades y fundamentalismos.

Convocamos a la adhesión de este documento a los compañeros y hermanos mediante firma consignando la organización a la que pertenece

H Mario Quinteros - Comunidad Indígena Amaicha del Valle

(* El presente desmentido, se refiere al Comunicado del Encuentro Nacional de Organizaciones de Pueblos Originarios

La “Marcha por los Pueblos Originarios” que convoca la Organización Barrial Tupac Amaru, no es la marcha de los Pueblos Indígenas, no fue acordada con las 29 Organizaciones Territoriales de los Pueblos Originarios que conforman el Encuentro Nacional de Organizaciones de Pueblos Originarios.

Nos llama la atención que desde espacios que hemos considerado aliados en la lucha, de los cuales creemos que no nos debíamos cuidar, hoy se nos pone en una situación que no provocamos los Pueblos, y vemos una vez más el intento de intromisión sin respetar nuestros procesos orgánicos. Una vez más, como antes lo hiciera la iglesia, los punteros, los paternalistas de siempre, no respetaron el Libre Consentimiento Previo e Informado de los Pueblos Indígenas. Por los tanto no adherimos ni marchamos, ni estamos de acuerdo con una marcha en “procesión” que reproduce las manifestaciones religiosas.

Que se hayan presentado dirigentes o miembros que sin mandato y sin consulta previa al interior de sus organizaciones promovieron con oportunismo esta iniciativa no es responsabilidad de las organizaciones que desde el primer momento alertaron de esta situación. Como consecuencia de este accionar y los inconvenientes generados, han sido desplazados de sus cargos en las organizaciones.

Una presencia masiva de Pueblos Originarios en la Plaza de mayo y un encuentro con la Presidenta fue una de las primeras iniciativas que impulsó el “Encuentro Nacional de Organizaciones de Pueblos Originarios”, pero no para la “foto de indígenas amontonados sin un objetivo” sino un verdadero encuentro intercultural de los pueblos con el Estado. Ésta fue una propuesta entre otras propuestas elaboradas en el Encuentro que se realizó entre el 23 y 27 de marzo de 2009 en Alte. Brown con presencia de más de 200 autoridades territoriales de más de 800 comunidades.

Las prácticas verticalistas o caciquistas o de dirigentes en las que una autoridad elegida por su pueblo resuelve sin informar ni compartir la información con su organización no es propia de nuestros pueblos y constituye una diferencia sustancial en la construcción política que promovemos, donde los protagonistas son los pueblos a través de sus organizaciones. Por eso una de las primeras decisiones políticas fue no crear una ONG más, sino de generar un espacio que respete a las organizaciones territoriales y sus autonomías. Para ello se elaboró un documento “Construyendo el Pacto del Bicentenario entre los Pueblos originarios y el Estado: Una Política de Interculturalidad que fue escrito y revisado por todas las organizaciones territoriales en marzo del 2009 y en

encuentros posteriores, y entregado a Jefatura de Gabinete del Ministerio de Desarrollo Social en Junio del 2009, y que hoy este documento ha sido plagiado por la organización Túpac y otros espacios que se aluden la representatividad indígena.

Convocamos a los movimientos sociales, sindicatos, organizaciones de la sociedad civil, organismos de Derechos Humanos, y a la sociedad en general a marchar el 21 de mayo de Congreso a Plaza de Mayo a respaldar nuestras propuestas de reparación histórica y reconocimiento de nuestros derechos como Pueblos Originarios que se presentarán a la Presidenta de la Nación. Por una argentina intercultural, por la redistribución de la tierra y la defensa de los recursos naturales.

Para todos y todas, todo...

Mayo 2010.

Encuentro Nacional de Organizaciones de Pueblos Originarios

1. PARLAMENTO MAPUCHE RIO NEGRO.

2. CONFEDERACIÓN MAPUCHE NEUQUÉN

3. UNIÓN DE PUEBLOS DE LA NACIÓN DIAGUITA (TUCUMÁN, LA RIOJA, CATAMARCA, SALTA Y SGO DEL ESTERO)...

[agrega un comentario](#)

© 2001-2008 Argentina Centro de Medios Independientes ((i)). Copyleft: Se permite la copia, distribución y uso de los contenidos de Indymedia Argentina, siempre y cuando NO se utilice con fines comerciales, a no ser que se obtenga permiso expreso del autor y en todos los casos se reconozca la autoría (poniendo como fuente <http://argentina.indymedia.org/>). Las opiniones o artículos vertidos por lxs visitantes o colaboradorxs en el sitio pueden no reflejar las ideas de Indymedia Argentina. Usamos software libre. [sf-active](#) v0.9.4 [Descargo](#) | [Privacidad](#)

Annexe 7

Argentina Centro de Medios Independientes ((i))

El artículo original está en <http://argentina.indymedia.org/news/2010/05/734370.php> [Imprimir comentarios](#).

Marcha de la CTA-Tupac Amaru y de los Pueblos Originarios

Por Reenvio - *Wednesday, May. 26, 2010 at 4:00 AM*

Lo que vemos actualmente, no es una marcha de Pueblos Originarios, es una marcha de mucha gente obligada a ponerse el poncho y el chulo nuevo que fue comprado en la Feria de la Terminal de Ómnibus de Jujuy.

Marcha de la CTA-Tupac Amaru y de los Pueblos Originarios

Marcha de los Pueblos Utilizados

Lo que vemos actualmente, no es una marcha de Pueblos Originarios, es una marcha de mucha gente obligada a ponerse el poncho y el chulo nuevo que fue comprado en la Feria de la Terminal de Ómnibus de Jujuy. En la Marcha , era fácil reconocer para nosotros, ya que los vemos a menudo, a un gran número de integrantes de la Organización Tupac Amaru, que no forman parte de ningún Pueblo Originario en pie de lucha y es dudoso que defiendan el resto del año reivindicaciones de este tipo, Nadie niega que quizás los abuelos de la mayoría de ellos hayan vivido intensamente las costumbres de sus comunidades.

Por otro lado, algunos Caciques se prestaron a colaborar en este Ejercicio Corporativo de Clientelismo ya que recibieron de \$ 1200 a \$ 2000 para participar, mientras individuos provenientes de la Puna Jujeña y de Bolivia recibían \$500 por persona. Si ellos defendieran auténticamente las causas de los pueblos originarios no hubiera sido necesario pagarles esas sumas. Cabe mencionar que los integrantes de la Organización que habitualmente vemos en las marchas recibieron \$200 y a los punteros-delegados de Tupac Amaru, se les pagó una Quincena de \$1200 a \$1500 para que viajen a Buenos Aires. Sumado a esto están los 50 ómnibus de la firma Panamericano de Jujuy y las innumerables traffic`'s que alquilaron. Todo financiado por el Ministerio de Desarrollo Social de Nación.

El motivo de esta marcha y de semejante puesta en escena es entregarle a Tupac Amaru, ni bien llegue a Buenos Aires, la distribución de un gran número de tierras que podrá favorecer a los amigos de la Organización y del Gobierno Provincial o perjudicar a aquellos que sean claudicantes frente a sus ambiciones de poder. Esta entrega de tierras se pautó en Buenos Aires hace más de un mes, mientras al INAI le quitaban desde el Gobierno Nacional la organización de esta marcha y la responsabilidad de la entrega de las tierras, el beneficio político recaía en la Organización Tupac Amaru y de esa manera se podrían comprar votos o silenciar algunas reivindicaciones territoriales y ambientales en Jujuy, dando o quitando tierras.

Cabe destacar que CTA-Tupac Amaru ha hecho un silencio cómplice frente a la avanzada de la

Megaminería en la Puna y la Quebrada de Jujuy, emprendimiento que junto al Turismo en gran escala configuran el mayor avasallamiento actual a los derechos sociales, económicos y culturales de los Pueblos Originarios que habitan esas regiones.

Nosotros nos preguntamos qué vínculo habrá entre las entregas pautadas de tierras y el avance de éstos emprendimientos.

Nosotros defendemos y apoyamos las luchas históricas, legítimas y genuinas que vienen llevando las comunidades originarias en Jujuy y del resto del país. Asimismo luchamos a favor de los pueblos que tienen justos reclamos por el acceso al territorio y por la propiedad comunal sobre éste. Los reclamos que emplea la Marcha de CTA-Tupac Amaru, surgen de los pueblos y son legítimos en su esencia pero son utilizados claramente como una herramienta de Clientelismo Político y como una fachada preelectoral.

Movimiento Social y Cultural “Tupaj Katari”.

Frente de Organizaciones independientes.

Provincia de Jujuy. 19 de Mayo del 2010.

[agrega un comentario](#)

© 2001-2008 Argentina Centro de Medios Independientes ((i)). Copyleft: Se permite la copia, distribución y uso de los contenidos de Indymedia Argentina, siempre y cuando NO se utilice con fines comerciales, a no ser que se obtenga permiso expreso del autor y en todos los casos se reconozca la autoría (poniendo como fuente <http://argentina.indymedia.org/>). Las opiniones o artículos vertidos por lxs visitantes o colaboradorxs en el sitio pueden no reflejar las ideas de Indymedia Argentina. Usamos software libre. [sf-active](#) v0.9.4 [Descargo](#) | [Privacidad](#)

ALIX DELVAL

MASTER 2 ETUDES IBERO-AMERICAINES

Orientation recherche, spécialité civilisation

Directeurs de recherche : Mr Michel Lafon, Mr Franck Gaudichaud

RESUMÉ DU MÉMOIRE DE RECHERCHE DE M2

Construction nationale et représentation identitaire en Argentine

Lecture du Bicentenaire de la Révolution de mai 1810 :

Les représentations de la construction et de l'identité nationale en Argentine à travers une analyse de contenu de presse de trois quotidiens de Buenos Aires (mai 2010) : *La Nación*, *Clarín* et

Página/12

C'est l'attachement à la question aborigène et aux valeurs des Droits de l'Homme qui a motivé la démarche universitaire et la volonté d'objectiviser un thème encore tabou de la société argentine : la marginalisation et l'oppression que subissent les peuples originaires du continent américain. Pourquoi l'Argentine? Parce que c'est la nation « blanche » de l'Amérique latine. Ce pays constitue donc un sujet d'étude parfait en ce qui concerne le phénomène d'« invisibilisation »¹ des peuples originaires. Finalement, et dans un cadre plus global, c'est bien la construction identitaire ainsi que la mythologie nationaliste qui est apparue comme déterminante dans les phénomènes d'exclusion et de marginalisation.

Le contexte du Bicentenaire de la Révolution de mai 1810 ayant mené le pays à l'indépendance (Argentine, mai 2010) m'a donné l'opportunité de travailler dans la continuité du mémoire de Master 1² traitant des rapport entre populations aborigènes et nation argentine naissante. À travers une analyse de contenu de presse, le travail a consisté en une étude comparative permettant de voir quelle a été l'évolution des représentations identitaires, s'il existe actuellement une alternative au nationalisme libéral du XIX^e siècle et quelle est-elle? Quels en sont les enjeux actuels?

¹ Terme utilisé en sciences sociales pour désigner une série de mécanismes culturels qui visent à omettre la présence d'un groupe déterminé. Le sociologue Erving Goffman, *Estigma. La identidad deteriorada*, Buenos Aires, Amorrortu, 1986 [1963] ; Jurgen Habermas, *La inclusión del otro : estudios de teoría política*, Buenos Aires, Paidós, 1999 ; Mario Margulis et Marcelo Urresti, *La segregación negada: cultura y discriminación social*, Buenos Aires, Biblos, 1998.

² Delval Alix "Indigènes et nation argentine 1810-1829", mémoire de M1, Université Stendhal, Grenoble, 2010.

C'est l'idée de « décolonisation de la démocratie » qui a été retenue comme étant un enjeu du nationalisme argentin et latino-américain à l'heure des Bicentennaires des indépendances. Les notions de « progrès » et de « croissance » économique sont des idéologies occidentales nées en Europe au XIX^e siècle. Finalement, les enjeux actuels de la question aborigène sont encore des enjeux économiques. En effet, la refondation du nationalisme sur des bases correspondant aux réalités sociales de l'Argentine implique la création et le développement d'un nouveau modèle, non seulement politique (représentation de la diversité à tous les niveaux des institutions de l'État), mais également économique : redistribuer les richesses du territoire et reconsidérer la notion de compétitivité entre nations du globe pour se recentrer sur des problématiques internes essentielles. La question aborigène au XXI^e pose la question de la représentation en démocratie. Pour lutter contre l' "invisibilisation" des peuples originaires il faudrait procéder à la reconnaissance politique d'une frontière qui existe déjà au niveau social et non pas s'affairer à vouloir la faire disparaître, car cette dynamique d'effacement provoque la négation des individus et de leur identité et les entraîne aux marges de la société. L'idée même de peuples originaires dépasserait le seuil de la réparation et du devoir de mémoire pour devenir un phénomène révélateur des troubles fonctionnels de la nation moderne, de sa notion de territorialité et de ses échafaudages juridico-culturels (Horacio González, « Indigenismo y Estado nacional », *Página/12*, 25 mai 2010).

MOTS CLEFS

Argentine ; Peuples Originaires ; aborigènes ; indigènes ; nationalisme ; construction nationale ; représentation identitaire ; marginalisation ; processus d'« invisibilisation » ; démocratie.